

BALKANS Le nombre de réfugiés fuyant le Kosovo a dépassé 150 000 personnes, selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). Tous les té-

moignages confirment que les forces serbes se livrent à une expulsion systématique des populations albanaises. ● LES ÉTATS-UNIS et l'OTAN ont l'intention de « mainte-

nir le cap ». « Nous progressons dans notre objectif d'endommager et réduire les forces yougoslaves », a déclaré le secrétaire à la défense, William Cohen. Le nombre de mis-

sions quotidiennes de l'OTAN est passé de 70 à 100. ● LES TROIS SOLDATS américains capturés à la frontière de la Macédoine devaient être traduits devant une cour martiale

vendredi. Bill Clinton a averti M. Milosevic qu'il le tenait pour « personnellement responsable de la sécurité et du bien-être » des trois soldats (lire aussi notre éditorial page 18).

Belgrade intensifie sa guerre de propagande, l'OTAN « maintient le cap »

Le président Slobodan Milosevic utilise le leader kosovar modéré Ibrahim Rugova à la télévision, et fait traduire en cour martiale les trois soldats américains capturés mercredi. Les alliés intensifient encore leurs bombardements sur le territoire yougoslave

LA MARÉE humaine d'Albanais du Kosovo fuyant vers les pays voisins enfile de jour en jour et a atteint un sommet jeudi 1^{er} avril. La capture de trois soldats américains par les Serbes n'a pas entamé la détermination de l'OTAN à poursuivre l'opération « Force alliée ». Le président des États-Unis, Bill Clinton, et le secrétaire général de l'OTAN, Javier Solana, ont néanmoins tenu le président Slobodan Milosevic pour « directement responsable » du sort des trois soldats.

● Les réfugiés albanais du Kosovo continuent d'affluer vers le Monténégro, la Macédoine et surtout l'Albanie. Leur nombre a augmenté massivement jeudi pour atteindre « au moins 150 000 personnes » en neuf jours, selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). D'après le HCR, ce sont plus de 22 000 personnes qui ont franchi la frontière albanaise au cours de la seule journée de jeudi. En Macédoine également, le flux a été impressionnant avec l'arrivée de plus de 10 000 Kosovars. Selon plusieurs organisations humanitaires, près de 4 000 personnes

attendaient de pouvoir entrer en territoire macédonien. L'Union européenne a condamné la « tentative planifiée de déstabilisation » des Balkans construite par ces déplacements de population.

● Le Pentagone a annoncé que 13 chasseurs bombardiers F-117 supplémentaires allaient rejoindre les forces de l'Alliance engagées contre la Yougoslavie. Ce renfort portera à 24 le nombre de chasseurs bombardiers F-117 impliqués dans l'opération « Force alliée ». Les États-Unis et l'OTAN ont l'intention de « maintenir le cap ». « Nous progressons dans notre objectif d'endommager et réduire les forces yougoslaves », a déclaré le secrétaire à la défense William Cohen. Le général américain Wesley Clark a même implicitement évoqué la possibilité d'un déploiement de troupes au sol, en affirmant que les opérations aériennes ne pouvaient, seules, arrêter les exactions serbes contre la majorité albanaise du Kosovo. Mais M. Solana a aussitôt souligné qu'un déploiement de forces terrestres de l'OTAN ne pourrait intervenir qu'après un accord de paix.

● Washington a confirmé jeudi que les trois soldats américains montrés par la télévision serbe étaient bien les trois militaires portés disparus la veille en territoire macédonien, non loin de la frontière avec la Yougoslavie. Le président Bill Clinton a averti jeudi le chef d'État yougoslave qu'il le tenait pour « personnellement responsable de la sécurité et du bien-être » des trois soldats. « Il n'y a pas de raison pour qu'ils soient

détenus et il n'y a certainement pas de raison pour qu'ils soient jugés », a ajouté M. Clinton, affirmant que les trois hommes « effectuaient une mission pacifique en Macédoine ». Washington les considère comme des « prisonniers de guerre », Belgrade, qui accuse les trois militaires de s'être infiltrés en territoire yougoslave, a annoncé qu'ils seraient traduits vendredi devant un tribunal militaire au Kosovo.

● Le président Slobodan Milosevic a reçu jeudi à Tirana le chef modéré des Albanais du Kosovo, Ibrahim Rugova. Selon la version officielle yougoslave, les deux hommes se sont engagés par écrit à œuvrer pour la paix. Ils ont, toujours selon la même source, signé un communiqué estimant que « les problèmes ne peuvent être réglés que par les moyens politiques ». Cet entretien a suscité une grande circonspection à l'OTAN. L'envoyé spécial des États-Unis aux Balkans, Richard Holbrooke, a invité les autorités yougoslaves à autoriser M. Rugova à rencontrer « des personnalités internationales », tel l'ambassadeur des États-Unis en Macédoine, Christopher Hill. L'hebdomadaire allemand Der Spiegel a recueilli, lundi, des propos forts différents de M. Rugova qui se déclare en faveur de l'envoi de troupes au sol.

● Le président albanais, Rexhep Mejdani, s'est déclaré disposé à ouvrir l'Albanie aux troupes de l'OTAN, dans un entretien publié vendredi par le quotidien français Libération. Elles « pourraient passer et stationner sur le sol albanais ».

Nous sommes prêts à mettre à la disposition de l'OTAN toutes nos infrastructures comme les aéroports et les autres lieux importants pour les unités de l'OTAN. Nous sommes ouverts aux organisations non gouvernementales ou militaires », a-t-il précisé.

● Le gouvernement américain envisage de larguer de l'aide humanitaire pour les rebelles de l'Armée de libération du Kosovo (UCK), a indiqué le département d'État. Le porte-parole du département d'État, James Rubin, a indiqué que « l'UCK passe un très mauvais moment, compte tenu de la puissance de feu écrasante de l'artillerie et des chars serbes ». Un porte-parole de l'UCK avait auparavant déclaré que la situation était « très difficile » pour les rebelles séparatistes. « Si l'OTAN n'envoie pas de troupes [au sol au Kosovo], elle doit alors armer l'UCK », a indiqué Jakup Krasniqi, lors d'une conférence de presse à Tirana. Il a affirmé que l'UCK avait lancé un appel à la mobilisation générale de ses troupes. Belgrade affirme que les rebelles ont été chassés de leurs principaux bastions au Kosovo.

Les militaires occidentaux avaient prévu

Avant le déclenchement des frappes, les militaires de l'OTAN avaient prévu les responsables politiques yougoslaves, d'une part, que Slobodan Milosevic préparait une opération d'épuration ethnique de grande ampleur et, d'autre part, qu'une campagne de bombardements aériens serait imminente à l'ouest, rapporte le New York Times. Dans une capture menée à Bruxelles et à Washington, et publiée vendredi 1^{er} avril, le quotidien indique que le Pentagone et l'état-major de l'OTAN n'ont cessé de souligner les limites de ce qu'une campagne aérienne pouvait atteindre. De même, des sources au Pentagone et à l'OTAN assurent avoir prévu que Belgrade préparait une vague de « nettoyage ethnique ». Selon ces sources, cette campagne était planifiée depuis la fin octobre ; elle aurait coûté son poste au général Momislav Perisic, chef d'état-major de l'armée serbe qui, pour s'y être opposé, a été limogé par le président Milosevic. A Washington et dans les capitales européennes, les chefs politiques auraient rejeté les avertissements des militaires, ne voyant dans les préparatifs serbes que « bravade » et bluff.

La « rencontre » du 1^{er} avril entre Ibrahim Rugova et Slobodan Milosevic est-elle une manipulation ?

QUIBRAHIM RUGOVA, principal dirigeant modéré des Albanais du Kosovo, soit reçu, à Belgrade jeudi 1^{er} avril, par le président Slobodan Milosevic, en plein milieu des bombardements de l'OTAN, semble surréaliste. Et cela d'autant plus que les images abondamment diffusées par la télévision officielle serbe, avec longue poignée de mains et sourires, semblent tout droit ressortir, au mieux, d'une manipulation, au pire, de l'exercice imposé à un homme tenu en otage, dont la résidence est surveillée par des policiers serbes et dont on est sans nouvelles de la famille.

S'ajoute à cette mise en scène la présentation d'un soi-disant accord – dont le document a été lui aussi longuement filmé – paré par les deux hommes. Un apparent camouflage à l'Alliance atlantique, et à l'opinion publique occidentale, qui semble prendre à contre-pied tous les efforts – militaires et diplomatiques – engagés par la communauté internationale à l'encontre du dirigeant de Belgrade et de la politique de la terre brûlée et d'épuration ethnique qu'il mène dans la province serbe à majorité albanaise.

Mais quelles que soient les conditions de cette apparition télévisée et de l'entretien accordé mercredi à plusieurs organes de presse

– l'AFP a précisé, à ce sujet, que « tout s'est fait sans contrôle serbe » –, il faut replacer les déclarations d'Ibrahim Rugova dans le contexte du combat mené depuis plus de dix ans par celui que l'on a parfois surnommé le « Gandhi » du Kosovo.

NON-VIOLENCE ET DIALOGUE

Depuis son arrivée sur la scène politique, Ibrahim Rugova n'a en effet jamais cessé de prôner la non-violence et le dialogue avec les autorités de Belgrade. Au point d'avoir, une première fois, rencontré Slobodan Milosevic, à l'automne 1996, pour parer un accord sur l'éducation et tenter de sortir le système scolaire de l'apartheid imposé par le régime de Belgrade. Les images de cette entrevue pourraient même, selon une hypothèse évoquée par la BBC, avoir été reprises et utilisées par la télévision serbe pour « mettre en scène » la rencontre de jeudi.

L'accord sur l'éducation n'a jamais pu être concrétisé. Mais les multiples provocations du pouvoir de M. Milosevic n'ont cependant jamais eu raison de la démarche pacifique, autant que déterminée, d'Ibrahim Rugova. Au point qu'il a perdu beaucoup de son influence – jusque-là pratiquement incontestée – lorsqu'il a commencé à ex-

primer ses réserves sur les premiers engagements de l'Armée de libération du Kosovo.

La réaction d'Ibrahim Rugova ne s'est d'ailleurs pas fait attendre : un porte-parole de l'UCK, Jakup Krasniqi, a déclaré jeudi, selon l'AFP : « Soit ces déclarations ont été obtenues sans la contrainte, soit il a eu peur. Mais s'il a fait ces déclarations de son plein gré, il a commis un acte de haute trahison contre la nation ». Le premier ministre albanais, Pandeli Marko, a été plus bref et plus cassant. Dans un communiqué d'une seule phrase, il déclare : « Si Rugova a eu cette entrevue de son plein gré, il a agi de manière irresponsable ».

RÉSERVES OCCIDENTALES

Du côté des Occidentaux, les réserves sur la tonalité de l'appel à cesser les bombardements lancés par M. Rugova sont nombreuses. Mais les diplomates insistent surtout sur leur volonté de parler avec le dirigeant kosovar : « Il faut que M. Rugova (...) soit autorisé, en compagnie des personnes de son choix (...), à avoir maintenant un

contact direct avec d'autres personnalités internationales », a déclaré, jeudi, l'envoyé spécial des États-Unis dans les Balkans, Richard Holbrooke, à la chaîne américaine CNN.

Les chefs de la diplomatie allemande, française, américaine et italienne ont, eux, invité le chef des Albanais du Kosovo à se rendre à Bonn ou à Bruxelles, à indiqué jeudi soir le porte-parole du ministère allemand des affaires étrangères, Martin Erdmann.

Une partie de l'étranger de cette affaire tient à cette apparente perte de contact des Occidentaux – pendant plus d'une semaine – avec un homme qui n'a jamais cessé de voyager et de recevoir, à Pristina depuis dix ans, les émissaires de toutes les capitales occidentales, et qui a toujours été considéré comme un interlocuteur incontournable de la crise au Kosovo. Que Slobodan Milosevic tente de récupérer le capital politique que représente cet homme-là ne serait guère surprenant.

Denis Hautin-Guiraut

Le 29 mars, le dirigeant kosovar demandait l'intervention de troupes au sol...

Dans un entretien avec Ibrahim Rugova, publié jeudi 1^{er} avril par l'hebdomadaire allemand Der Spiegel et réalisé, lundi 29 mars à Pristina, par ses correspondants, Ranaïna, par ses correspondants, Ranaïna,



Flottna, le dirigeant kosovar affirme que « l'objectif prioritaire [de M. Milosevic] est d'expulser les Albanais du Kosovo » et qu'il

est prêt à une déstabilisation de toute la région. ● Réagissant : « Belgrade mise sur le temps. Si l'OTAN n'engage pas immédiatement des troupes au sol, on va avoir un chaos incontrôlable au Kosovo tant qu'il y aura une population albanaise. Des massacres odieux et la purification ethnique ont déjà commencé. L'OTAN doit maintenant tout jouer sur une carte et menacer, si besoin est, la Serbie d'une destruction totale ».

● Troupes : « Milosevic compte sur la division de l'Occident. Mais nous sommes en présence d'une situation totalement différente de celle

que nous avions après les négociations de Rambouillet et de Paris. Les Serbes n'ont pas, comme prévu, cédé après les premières attaques aériennes. J'espère que l'OTAN ne va pas permettre à des fous de diriger le monde. L'Alliance doit le plus vite possible amener 20 000 soldats supplémentaires par voie aérienne renforcée les 12 000 déjà stationnés en Macédoine et entamer aussitôt le combat au Kosovo ».

● Résistance : « Je sais qu'au sein de l'UCK il y a des gens qui voient un avantage plus grand dans la poursuite des combats que dans un arrangement de paix (...). Au Kosovo, une guerre de guérilla n'a aucune chance. Lorsque j'ai cherché une solution pacifique, l'Occident s'est, comme toute évidence, levé les mains du problème du Kosovo. On nous avait prié au début des années 90 d'être patients, et promis de résoudre plus tard notre situation. Ensuite on nous a oubliés ».

● Indépendance : « Si Milosevic ne bouge pas, je ne l'accuse pas. Le droit international permet une telle solution. Nous les Albanais du Kosovo, en sommes au point zéro. Il ne nous reste plus que l'espoir ».

La nouvelle tactique psychologique et militaire du président yougoslave

AUX PRISES avec des conditions difficiles sur le terrain qui ne leur permettent pas, pour l'instant, d'afficher des résultats militaires probants, aux prises avec le flot des réfugiés qui se déverse dans les pays voisins du Kosovo, les Occidentaux doivent faire face aussi désormais à une intensification de la guerre psychologique que mène contre eux M. Milosevic.

Dans cette guerre, qui a pour but d'ébranler un peu plus des opinions Occidentales fragiles, il s'est doté, jeudi 1^{er} avril, de deux armes nouvelles : la première, ce sont les trois soldats américains capturés, grâce auxquels il va pouvoir, à son gré, jouer sur les nerfs des Américains, quitte d'ailleurs éventuellement à se donner en fin de compte le beau rôle de la clémence. La seconde de ces armes, c'est l'affichage de sa « volonté de paix », consacrée jeudi par sa poignée de main télévisée avec le leader kosovar modéré Ibrahim Rugova, otage lui aussi selon toute vraisemblance, et victime d'une mise en scène qui rappelle sinistrement les méthodes stalinienne d'antan.

La ficelle est certes un peu grosse, mais Slobodan Milosevic joue sur des opinions qu'il a déjà

considérablement fragilisées grâce à l'arme de choc dont il use depuis le début de l'intervention occidentale : celle des réfugiés. Lui aussi, d'une certaine manière, a tiré les leçons de la Bosnie et a ajusté en conséquence ses méthodes d'épuration ethnique. Sans doute ne sait-il pas tout, mais les témoignages de réfugiés ne font, pour l'instant, pas état de massacres. Dans certaines villes, les civils expulsés peuvent même bénéficier de véhicules « mis à leur disposition » par les autorités serbes pour les conduire aux frontières : tout est fait pour que l'on comprenne que la population fuit les bombardements de l'OTAN et rien d'autre.

L'UCK DISPERSÉE

Ces témoignages concordent avec les informations que donnent des sources militaires américaines et françaises sur la tactique de M. Milosevic. A l'inverse de l'été dernier, les forces serbes se concentrent davantage sur les villes, moins dans les campagnes. Leur tactique consiste cette fois à expulser la population, afin de couper l'UCK de sa base, tout en procédant au passage à quelques ex-

cutions sommaires d'hommes ; puis elles détruisent les habitations vidées et lancent l'offensive, en fragmentant les bastions de l'UCK.

Le mouvement kosovar armé, toujours selon ces sources, est maintenant largement désorganisé et dispersé. Dans la Drénica, il ne tiendrait plus que quelques poches et le seul bastion compact résistant encore serait la région de Dekani. L'UCK paraît dans l'incapacité de mener des affrontements directs contre les forces serbes, c'est-à-dire de servir d'appui au sol, au moins ponctuellement, à l'intervention aérienne occidentale. Rien ne permet de confirmer les rumeurs selon lesquelles les Américains largueraient des armes aux combattants kosovars. Mais ce qui est clair déjà, c'est qu'une telle opération ne choquerait plus grand-monde dans les milieux dirigeants occidentaux. C'est un signe – parmi d'autres – que la démarche politique de fond des Occidentaux a été en quelques jours totalement bouleversée.

On a beau faire encore référence, ici et là, au plan de Rambouillet sur l'autonomie du Kosovo, le réalisme oblige à admettre qu'il n'est plus d'actualité. Le ministre français des

affaires étrangères, Hubert Védrine, et le porte-parole de la présidence américaine, Joe Lockhart, en ont convenu jeudi. L'objectif officiel de l'intervention est désormais de « réduire » selon les uns, d'« éliminer » selon les autres, les capacités répressives de M. Milosevic. Les moyens pour y parvenir font l'objet d'un débat (intervention terrestre ou pas ?), que le commandant en chef de l'OTAN, le général Wesley Clark a – volontairement ou non – encore attisé jeudi en déclarant, en substance, que les frappes aériennes ne pouvaient pas tout faire.

Ce débat ne pourra que s'intensifier dès lors que les Occidentaux seront contraints de définir, au-delà de leur objectif militaire actuel, leurs nouveaux objectifs politiques : que faire du Kosovo ? L'abandonner ou l'investir, en tout ou en partie ? Que faire des réfugiés ? Les y accompagner manu militari ? On n'en est pas encore là ; pour l'instant, il s'agit pour les Occidentaux d'afficher une détermination sans faille, comme ils l'ont fait jeudi, face aux armes de la propagande dont jouent M. Milosevic.

Claire Tréan

Espace Suffren

New Beetle*

*New Beetle 2.0 I Disponible à l'essai.

40 ter, avenue de Suffren - 75015 PARIS
Tél. 01 53 58 10 00

Un afflux quotidien



Pristina serait vidée de ses habitants, quartier par quartier

Dix mille Kosovars sont arrivés en Macédoine pour la seule journée de jeudi

BLACE
de notre envoyé spécial
L'exode des Albanais du Kosovo en Macédoine a pris un tour dramatique avec l'arrivée de plus de

REPORTAGE
« Rien n'a été préparé par les autorités pour porter secours aux réfugiés »

dix mille personnes au cours de la seule journée de jeudi 1^{er} avril. De plus, selon plusieurs organisations humanitaires, près de 4 000 personnes attendraient, certaines depuis plusieurs jours, dans le no man's land séparant les postes-frontières macédonien de Blace et

serbe de Djeneralankovic. Tout porte à croire que ce flot de réfugiés se poursuivra les jours suivants.

Selon le Haut-Commissariat pour les réfugiés des Nations unies, huit trains bondés de réfugiés ont été envoyés, jeudi, par la police serbe de Pristina. Quarante-huit heures auparavant, les Serbes avaient fait une première tentative. Le train, arrivé en Macédoine, a dû du retrousser chemin vers le Kosovo. Depuis, les convois s'arrêtent à quelques centaines de mètres avant le poste de frontière serbe où les passagers descendent. E

« Les Serbes sont déterminés à vider Pristina de ses habitants », affirme Azem, un médecin de l'organisation humanitaire musulmane El Hilal. « Hier, des policiers sont passés dans notre immeuble pour nous dire de partir, qu'ils avaient besoin de nos appartements. Ils nous ont dit d'aller prendre le train à Kosovo Polje (la gare de Pristina). Comme les jours précédents nous avions été stoppés et rançonnés par un barrage de policiers et de paramilitaires en voulant sortir de Pristina en voiture, cette fois on n'a pas

hésité. On a tout laissé en plan et on est partis », raconte un architecte de trente-cinq ans. A la gare, d'autres policiers leur ont confisqué leur passeport.

Le chef-lieu du Kosovo est vidé systématiquement, quartier par quartier. Policiers et militaires s'installent à la place des habitants et transforment certains immeubles en place forte. « Ils installent des mitrailleuses sur les toits, dissimulent des blindés dans les galeries marchandes », poursuit l'architecte. Sa jeune enfant dort sur son épaule.

LE VISAGE BLEME

Il ne tient qu'à la solidarité albanaise et à l'action de quelques ONG et de la Croix-Rouge que cet exode ne tourne au drame une fois en Macédoine. « C'était prévisible. Pourtant, rien n'a été préparé par les autorités pour porter secours aux réfugiés », s'insurge le docteur Henia Dakkak, coordinatrice palestinienne de l'ONG américaine International Medical Corp (IMC). Par exemple, les autorités n'autorisent que la Croix-Rouge macédonienne à accéder au no man's land, alors qu'ils ne disposent pas de suffisamment de moyens pour faire face à la situation. Pourquoi n'a-t-on pas installé de tentes ?

Dans la nuit de jeudi à vendredi, ils étaient des milliers de réfugiés regroupés autour de feux de bois, serrés les uns contre les autres sous des couvertures, pour les plus

chanceux, tentant vainement de se protéger d'une pluie battante.

La présence la plus marquante de l'Etat macédonien, ce sont quelques centaines de policiers casqués, matraque à la ceinture, qui empêchent virtuellement les plus téméraires des réfugiés – ou les plus désespérés – de gagner la route qui mène à Skopje. Ils les contiennent en contre-bas sur un champ détrempé et pentu et les condamnent à passer une nuit de plus à la belle étoile. Une seule tente est dressée, à l'initiative d'IMC. « Toutes les deux minutes, on nous apporte quelque chose d'inconscient. La plupart sont des jeunes en état de choc, à cause du stress accumulé et de la fatigue. Ils récupèrent au bout de quelques minutes et ils laissent leur place à d'autres. On ne sait plus par quoi commencer. S'occuper des enfants ou des femmes ? », s'interroge M^{me} Dakkak, le visage blême.

Sur la route, des dizaines d'autobus, des centaines de taxis et de voitures particulières ramènent par l'association musulmane El Hilal font la navette pour conduire les réfugiés dans des familles d'accueil, principalement dans la partie albanaise de la Macédoine. Mais ils ne peuvent à eux seuls absorber ce flot ininterrompu de nouveaux arrivants. Dès le début de la matinée suivante, le cortège de trains de réfugiés devait reprendre.

Christophe Châtelot

Les organisations humanitaires sont « débordées » par l'afflux des réfugiés

L'EXODE MASSIF des réfugiés albanais du Kosovo prenait vendredi 2 avril, selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), à Genève, « des proportions catastrophiques ». « Toutes les organisations humanitaires sont débordées », a-t-il dit. Devant cette situation, les gouvernements européens tentent d'accélérer l'envoi de leurs aides. Mais elle les oblige aussi à envisager des mesures au cas où la prolongation des combats les forcerait à prendre en charge une partie du flot.

Pour le moment, le mot d'ordre est d'essayer d'installer le plus rapidement possible dans les pays limitrophes du Kosovo le maximum de capacités d'accueil. Si la situation devait durer, il est clair cependant qu'il faudra envisager d'autres solutions. D'une part parce que la présence massive de Kosovars albanais entretiendra des foyers de tensions dans ces pays, que ce soit en Macédoine ou en Albanie. D'autre part parce que l'exemple de la Bosnie montre qu'il est très difficile d'empêcher les personnes déplacées d'essayer de trouver refuge dans les pays plus riches du nord de l'Europe, surtout lorsqu'ils peuvent y trouver des parents déjà installés sur place.

Rares sont les pays qui sont enchantés de cette perspective. Si l'Autriche a annoncé qu'elle ne fermerait pas ses frontières, un débat s'ébauche dans l'Union européenne sur la répartition de ce flot. L'Allemagne, qui redoute de voir arriver chez elle la majorité des réfugiés, comme cela avait été le cas des Bosniaques, entend que ses partenaires soient solidaires, notamment la France, jusqu'à présent très réticente à s'engager.

En Grande-Bretagne, la presse s'est emparée du sujet. Aider les réfugiés albanophones du Kosovo à survivre, c'est bien, « mais notre devoir vis-à-vis d'eux », écrivait jeudi *The Independent*, « n'est pas seulement de bombarder à distance ceux qui les tourmentent ». « Le gouvernement britannique, estime le journal de centre-gauche, doit mainte-

nant ouvrir les portes de la Grande-Bretagne à une partie d'entre eux ». En réponse à une question, le 30 mars, le secrétaire d'Etat à l'Immigration, Mike O'Brien, a fait savoir que son ministère avait mis en place « un plan spécial pour le cas où le nombre d'Albanais du Kosovo réclamant le statut de réfugiés en Grande-Bretagne augmenterait significativement ». Environ huit mille d'entre eux étaient déjà là avant la campagne militaire de l'OTAN.

A l'issue de la conférence qui réunissait jeudi 1^{er} avril à Bonn les pays voisins de la Yougoslavie et l'Union européenne sur les conséquences humanitaires de la guerre, le ministre des affaires étrangères allemand, Joschka Fischer, a expliqué que l'Albanie et la Macédoine ne devaient pas porter seules le fardeau des réfugiés. Mais la question de leur répartition n'était pas officiellement à l'ordre du jour. Personne ne souhaite pour le moment en parler ouvertement. « Notre objectif est d'éviter que Milosevic atteigne son objectif réel. Nous ne voulons pas répartir les réfugiés dans toute l'Europe », a déclaré le ministre des affaires étrangères bulgare, reflétant l'opinion majoritaire.

« PONT AÉRIEN »

Les participants à la réunion se sont entendus sur une liste de treize engagements, censés aider les réfugiés et les pays limitrophes de la Yougoslavie. « Un pont aérien vers le nord de l'Albanie et la Macédoine a déjà commencé », acheminant nourriture et médicaments vers ces pays, a souligné M. Fischer. L'Union européenne va renforcer sa cellule de crise sur le Kosovo pour coordonner l'aide des Etats et des organisations non gouvernementales, et une représentation sera ouverte à Skopje, a-t-il ajouté. Il est « important aussi de penser à la stabilisation, ce qui signifie une aide économique », au-delà de l'aide d'urgence, a dit M. Fischer.

Sur place, le nombre de Kosovars quittant la province a augmenté

massivement mercredi et jeudi matin, atteignant au moins 150 000 personnes, selon le décompte diffusé jeudi en début d'après-midi par le HCR. 100 000 réfugiés environ sont ainsi entrés en Albanie, où les douaniers ont ralenti le flux des arrivants en enregistrant un par un. Plus de 22 000 personnes ont franchi la frontière albanaise jeudi à Kukës (Nord-Ouest), selon la même source. Cette marée humaine s'étend progressivement du nord vers le sud de l'Albanie, les Kosovars affluant de plus en plus massivement dans la capitale Tirana et dans le port de Durrës, où des camps de réfugiés ont été improvisés. Le pays maintiendra sa frontière ouverte malgré cet afflux massif, a déclaré jeudi le chef de l'Etat albanais, Rexhep Meidani, sur France-Info.

La Macédoine a reçu environ 29 000 Kosovars, selon le même décompte du HCR. La situation est cependant très mouvante puisque le porte-parole de l'ONU à New York a indiqué, jeudi soir, qu'environ 25 000 réfugiés albanais expulsés du Kosovo par les Serbes sont arrivés à bord de trains mercredi et jeudi en Macédoine, d'autres convois semblaient en route. Au Monténégro, le nombre des réfugiés s'est élevé à 27 000, selon le HCR.

A un degré moindre, d'autres pays de la région sont touchés par le flux de réfugiés. En Bosnie, 5 500 musulmans sont arrivés à Sarajevo, avait annoncé mardi le HCR. En Turquie, 4 000 Kosovars sont arrivés depuis une semaine selon Ankara. En Bulgarie, quelque 2 300 ressortissants yougoslaves (Kosovars et Serbes) ont franchi la frontière, selon Sofia. Enfin, la police italienne a indiqué, jeudi, avoir repêché 87 Kosovars dans l'Adriatique au large du port d'Otrante, en précisant qu'il n'y avait pas à ce jour d'immigration massive en provenance du Kosovo.

Résumé du service international

« Ne revenez plus jamais au Kosovo. C'est une terre serbe ! »

ROZAJE et PODGORICA

de notre envoyé spécial

Ils avancent, courbés, exténués, le poids de la guerre et leurs enfants sur les épaules. Ils sortent des forêts, leurs empreintes de pas gravées dans la neige. Parfois, les soldats serbes tirent en l'air pour les faire courir, les forçant à abandonner charrettes et bicyclettes. Parfois, au bout du chemin, ils s'effondrent en larmes. Sur le bord de la route, un soldat de l'armée yougoslave lance un adieu en riant à ces « chiens d'Albanais » : « Ne revenez plus jamais au Kosovo. C'est une terre serbe. Retournez en Albanie. »

Les « chiens de guerre » serbes des unités paramilitaires et des civils armés à la hâte se mêlent aux opérations d'expulsion menées par l'armée yougoslave. Le huis clos interdit toutefois de savoir si le Kosovo est entraîné dans un tourbillon sauvage. L'épuration ethnique semble parfaitement organisée, quartier par quartier, rue par rue, maison par maison, sans avoir peut-être le caractère fou et sanglant des campagnes de Bosnie-Herzégovine. Des camions et des autobus attendent les expulsés dans des centres de tri. Puis ils roulent « sous les applaudissements de Serbes qui regardent partir les convois », selon une femme. Sur la route principale Pec-Rozaje, l'atmosphère est moins dramatique que dans les bois. Les bus défilent, sont fouillés, l'argent et les bijoux sont souvent volés. Les réfugiés remplissent peu à peu Rozaje, ses centres d'accueil, ses usines désaffectées, sa mosquée. Ils ar-

rivent à la gare routière, près du marché.

Ironie, c'est là qu'arrivent aussi les autobus des lignes régulières qui relient les deux capitales de la République fédérale de Yougoslavie (RFY), Belgrade et Podgorica. Pendant que les Kosovars fuient, les Serbes voyagent. Dans ces autres bus, on a mis ses habits du dimanche, les enfants sont souriants. Ils grignotent des biscuits. A leur arrivée, un Kosovar crache par terre. Une passagère blonde grimace.

Pour des raisons différentes, dans des conditions différentes, réfugiés albanais et voyageurs serbes prennent la route qui serpente vers Podgorica, jusqu'au sud du pays et ses villages albanophones pour les premiers, jusqu'à la capitale du Monténégro pour les seconds. Les véhicules des Kosovars sont arrêtés à chaque check-point, les autobus des Serbes filent à vive allure.

Lorsque chacun rejoint Podgorica, le soir, c'est l'heure de la manifestation serbe devant le centre culturel américain. Deux mille partisans du président yougoslave Milosevic sont chaque jour au rendez-vous, trois doigts levés, signe de ralliement des « tchetniks » (nationalistes serbes). « Nous aimons la Yougoslavie, nous aimons la slibavica (eau-de-vie). Yougoslavie ! Yougoslavie ! », chantent les manifestants. « Nous allons défendre notre terre gorgée du sang serbe, notre terre historique, notre terre du Kosovo ! Vive le commandant Slobodan Milosevic ! », hurle une femme au micro.

Rémy Ourdan



Prada Tel +38 0248701

هكذا من الأصل

Aux Etats-Unis, l'opinion s'interroge sur la capacité de M. Clinton à gérer la crise

L'efficacité des frappes aériennes est mise en doute

WASHINGTON
de notre correspondant
Jeudi matin 1^{er} avril, en ouvrant le *Times Herald*, les habitants du Copac (Michigan) ont pu lire : « Un GI du comté de St Clair capturé par les Serbes ». Un des trois soldats enlevés à la frontière macédonienne, Christopher Stone, est un enfant du pays. Copac, comme Palestine (Texas), où a été éduqué Steven Gonzales, et le quartier de Los Angeles d'où vient Andrew Ramirez, ont vu fleurir les drapeaux et ces fameux rubans jaunes qui symbolisent l'attente du retour d'un prisonnier, sur les panneaux de circulation, les parcs, la façade des écoles, rappelant l'atmosphère de la guerre du Vietnam. A Huntsville, on pouvait lire sur une enseigne lumineuse : « Reviens à la maison sain et sauf, Steven Gonzales ».

Toute la soirée de jeudi a été martelée d'informations sur les trois hommes ; l'image de leur visage a été diffusée par les grandes chaînes de télévision. Les commentateurs ont détaillé leur calvaire, soupesé les conséquences de leur capture. Familles et amis ont été émus. Bill Clinton a mis en garde les ravisseurs : « Il n'y a absolument aucune justification pour leur capture, leur détention ou leur jugement. Que le président Milosevic ne s'y trompe pas : les Etats-Unis prennent soin des leurs », a déclaré le chef de la Maison Blanche lors d'une visite aux armées.

Cependant, si l'on donnait au début comme certain le fait que les trois soldats se trouvaient en Macédoine au moment de leur capture, les propos officiels, au Pentagone, se sont de plus en plus prudents à ce sujet. Une enquête a été ouverte et il ne semble plus impossible d'envisager qu'ils aient été en patrouille sur le territoire du Kosovo, d'autant que l'un d'eux est un « éclaircieur ». Plus que la destruction d'un avion furtif, dans la nuit du 27 au 28 mars, cet incident a fait entrer la guerre au Kosovo dans les foyers américains, mobilisant une opinion jusqu'ici apparemment passive. « Entre Clinton et Milosevic, explique Leonard Steinhorn, professeur de communication à l'American University. Qu'ils aient été capturés et non tués peut aider Clinton à dire aux Américains qu'on ne doit pas laisser Milosevic s'en prendre à nos soldats et qu'il faut renforcer notre détermination. En face, Milosevic veut humilier les Américains pour les décourager de poursuivre la guerre ».

Depuis la guerre du Golfe, la génération des baby boomers a pris l'habitude de conflits sans pertes, et rêve de bombardements qui détruiraient l'ennemi sans atteindre de civils. Ici, on ne sait guère où se trouve le Kosovo, on n'a parfois entendu parler de l'Albanie que dans le film satirique *Wag the Dog*, dans

lequel un président déclare la guerre à ce pays pour faire oublier un scandale. « Beaucoup ont cru que c'était un pays imaginaire », dit une femme d'affaires. Le remplacement de la conscription par une armée de métier, ajoute le professeur Steinhorn, a éloigné les militaires du monde civil : « Deux seulement de mes étudiants connaissent quelqu'un qui sert dans l'armée ».

Dans une société aussi médiatisée, explique un analyste de l'opinion, il faut des images qui marquent, et les rares que diffuse la télévision ne sont pas assez impressionnantes pour faire prendre conscience de l'événement. « On manque de maisons incendiées, d'enfants qui pleurent, de cadavres », et le public est encore plus mal informé que les journalistes. Ces images peuvent néanmoins faire basculer les sondages : ainsi, après celles des soldats traînés dans les rues de Mogadiscio, le soutien à l'opération de l'ONU en Somalie s'était effondré. Les derniers sondages montrent une opinion divisée. Mais ceux qui croient que la guerre se gagnera par des bombardements aériens sont désormais moins nombreux que ceux qui en doutent, et la part des opposants à une intervention terrestre a baissé de 65 % à 57 % en une semaine.

DÉFICIT D'EXPLICATION

La popularité du président reste élevée mais elle est en baisse. Sa capacité à résoudre les crises internationales est mise en doute et la politique étrangère est désormais son point faible. Il n'a pas su ou pas voulu se livrer au long travail d'explication indispensable pour convaincre les électeurs du bien-fondé des frappes aériennes, aujourd'hui, et de l'éventuel envoi de soldats, demain. « Beaucoup ne voient là qu'un nouvel épisode du feuilleton Clinton : aujourd'hui, on bombarde le Kosovo. Ils comprennent mal pourquoi Milosevic, ce nouvel Hitler qu'on leur décrit, est apparu si soudainement, pourquoi ne leur a-t-on pas dit plus tôt qu'il était si terrible », explique Leonard Steinhorn.

Mais la réaction au conflit du président n'est pas la seule à être critiquée. Le silence des deux principaux candidats républicains à la présidence, George W. Bush et Elizabeth Dole, a surpris. La déclaration vague du premier a été dénoncée comme « clintonesque » dans un éditorial du *Wall Street Journal*. Méconnaissance du monde extérieur ? Désintérêt ou refus de s'engager dans une aventure dangereuse ? Cette carence fait l'affaire du sénateur John McCain, prisonnier pendant la guerre du Vietnam, dont l'autorité et la fermeté dans cette cause contrastent avec le manque de leadership qui caractérise la classe politique américaine actuelle.

Patrice de Beer

L'OTAN accroît ses raids de jour face à une armée serbe qui reste active

Les maquis kosovars, désorganisés, sont peu présents sur le terrain

Le nombre des missions quotidiennes dans les deux serbes est passé de soixante-dix à cent. Les frappes aériennes, qui se mènent de plus en

plus le jour, touchent désormais les unités yougoslaves en mouvement au Kosovo et des infrastructures en Serbie. La destruction d'un

pont sur le Danube, en Voïvodine, est préjudiciable au commerce de l'Autriche et de la Hongrie avec les pays balkaniques de l'Est.

DEVANT une armée serbe qui a encore de la ressource, malgré des raids qui en sont à leur neuvième jour, et à des maquis kosovars qui se sont essouffés, l'OTAN a nettement intensifié le volume, le rythme de ses opérations aériennes, et étendu leur portée. Malgré des conditions météorologiques défavorables à des vols à basse altitude et aux tirs de précision pour cause de couverture nuageuse, elle traite aussi des objectifs de plus en plus diversifiés, depuis des unités yougoslaves en mouvement au Kosovo jusqu'à des infrastructures routières en Serbie même.

La capture de trois soldats américains a montré que, sous les bombes, le régime de Slobodan Milosevic est encore capable de réactions rapides, au point même de monter instantanément une action médiatico-psychologique à l'adresse des Etats-Unis, et que son armée a du répondant, un réflexe de mobilité, ce que les experts militaires appellent de « l'agilité ». Ce qui sous-entend que cette armée serbe n'est pas assommée, qu'elle ne reste pas prostrée ou inactive sous les raids, comme les forces

iraquiennes « matraquées » dans le Golfe, qui étaient demeurées sans riposter en 1991.

En revanche, les maquis kosovars ne baignent plus dans la population comme « un poisson dans l'eau », parce que M. Milosevic est « selon la formule stalinienne », en train de « vider le bocal » par son épuration ethnique, ses exécutions sommaires et la destruction des habitations. Les membres de l'UCK rencontrent de grosses difficultés à se regrouper et à coordonner leurs activités. Coupés de leur base et de plus en plus mal ravitaillés en armes, les séparatistes ne conduisent plus d'engagements frontaux avec l'armée serbe et se sont retirés des villes. Ils s'en tiennent à des actions limitées dans la Drenica (centre-nord du Kosovo) et, à proximité des frontières avec l'Albanie ou la Macédoine, à partir de bastions que les Serbes s'emploient à isoler en pratiquant la politique de la terre brûlée à leur encontre.

Selon des sources militaires, la dissidence kosovare, équipée de moyens légers d'infanterie, a néanmoins reçu de nouveaux ar-

melements - il s'agit d'armes antichars -, dont la provenance est inconnue et dont le financement serait assuré par la diaspora en Europe occidentale, qui se mobilise sur le réseau Internet. La fourniture de ces équipements a eu toutefois tendance à se raréfier, dès lors que les maquisards ne peuvent plus mener d'actions d'envergure.

ROTATIONS PLUS RAPIDES

Depuis mercredi soir 31 mars, l'OTAN a modifié sa tactique. Au sol, la disponibilité des avions a été renforcée de façon à ce que les rotations avec changement d'équipage soient plus rapides. En vol, on a compté une centaine de missions quotidiennes, au lieu de soixante-dix en moyenne précédemment, et les sorties se font de plus en plus fréquemment de jour. Mais toutes ne débouchent pas systématiquement sur des largages de bombes ou de missiles. Certains appareils réussissent à conduire des tirs sous les nuages. D'autres rentrent avec leur armement accroché sous les ailes. Les mauvaises conditions atmosphériques

et les consignes données aux pilotes de s'en tenir à des bombardements précis obligent les équipages à renoncer, pour ne pas prendre de risques face à une défense serbe menaçante et pour ne pas en faire prendre aux civils.

L'OTAN a aussi accru le traitement des objectifs, s'en prenant, par exemple, à une unité motorisée serbe en mouvement au Kosovo et à un pont sur le Danube qui relie Belgrade à la frontière hongroise, à Beska, dans la province de Voïvodine.

Les principaux pays contributeurs ont vu voler de nouveaux avions. C'est le cas de la France, avec quatre Jaguar et Mirage 2000 D d'attaque au sol, et des Etats-Unis, avec, notamment, treize avions « furtifs » F-117 A supplémentaires, du type de celui qui semble avoir été abattu, samedi 27 mars, par un missile soviétique SA-3. A la fin de la semaine, les Etats-Unis auront déployé vingt-quatre F-117 A, quasiment 40 % de leur flotte de ces chasseurs-bombardiers.

Jacques Isnard

Des objectifs stratégiques de moins en moins clairs

L'OTAN PERSISTE dans la stratégie mise en œuvre depuis le 25 mars, sous le commandement de l'OTAN. Faut-il de quoi la Serbie s'exposait à des frappes de l'OTAN, avait précisé les Occidentaux, en désaccord sur ce point avec la Russie.

ANALYSE

Imposer un accord dont ne veulent ni les Kosovars, ni Slobodan Milosevic

cain Wesley Clark, l'ont réaffirmé jeudi 1^{er} avril. L'organisation atlantique n'a pas d'autre choix puisque l'envoi de forces terrestres au Kosovo, à l'appui des bombardements aériens, reste, pour l'instant, exclu par les alliés. Les accords de Rambouillet, signés par les Kosovars et rejetés par les Serbes, avaient bien prévu le déploiement de troupes de l'OTAN, mais seulement « à l'invitation » des deux belligérants.

L'OTAN a donc choisi de bombarder des cibles de plus en plus nombreuses et de plus en plus précises en Serbie et dans la province du Kosovo, mais les objectifs de ces frappes ont varié au fil des jours. Javier Solana a rappelé jeudi l'engagement de l'OTAN, le groupe de contact avec l'ex-Yugoslavie (Etats-Unis, France, Allemagne, Grande-Bretagne, Italie et Russie), avait engagé de Slobodan Milosevic la signature du texte de Rambouillet dans leur vol politique - « autonomie substantielle » du Kosovo - comme dans leur vol militaire - désarmement de l'Armée de libération du Kosovo (UCK), retrait des troupes

serbes et présence d'un contingent international de 30 000 hommes sous le commandement de l'OTAN. Faut-il de quoi la Serbie s'exposait à des frappes de l'OTAN, avait précisé les Occidentaux, en désaccord sur ce point avec la Russie.

Dès le début de la campagne aérienne, les responsables de l'OTAN ont présenté trois exigences à Slobodan Milosevic : cessation immédiate des hostilités (ou retrait des troupes serbes du Kosovo sur les lignes existantes), un « un an » de cessez-le-feu, et un retrait des forces serbes et des forces de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) sur les lignes existantes.

Les accords sur la Bosnie en 1995 pouvaient les conforter dans cette idée, de même que l'issue des négociations sur le Kosovo d'octobre 1998. A cette époque, Richard Holbrooke, de retour de Belgrade où il venait d'avoir de longues discussions avec le président yougoslave sur un cessez-le-feu, un retrait des forces serbes et des négociations sur le statut de la province, avait déclaré aux ambassadeurs à l'OTAN : « Je suis à un centimètre qui reste, c'est vous qui pouvez le donner en activant la menace de frappes aériennes ». Le Conseil Atlantique avait endossé cette politique et Slobodan Milose-

vic avait fait mine de céder. Le scénario ne s'est pas reproduit, laissant perplexes les dirigeants de l'OTAN. Les frappes ont-elles pour but de ramener Slobodan Milosevic à la table des négociations, comme des déclarations initiales pouvaient le laisser penser voire de le chasser du pouvoir ? « L'objectif n'est pas que les Serbes signent l'accord de Rambouillet », explique le sous-secrétaire américain à la défense Walter Slocombe. « C'est l'objectif politique ». Quel est alors l'objectif militaire ? Réduire les capacités offensives de l'armée yougoslave, l'empêcher de mener une campagne de répression contre la population civile du Kosovo ? Le paradoxe est que depuis huit jours les frappes aériennes n'ont pas arrêté le nettoyage ethnique au Kosovo. Elles l'ont même accéléré, comme l'a reconnu le porte-parole de l'OTAN.

PLUSIEURS BUTS A LA FOIS

Des frappes aériennes suffisent-elles pour protéger les civils du Kosovo, prévenir les vagues de réfugiés et mettre un terme aux exactions ? Beaucoup de spécialistes doutent de la pertinence de cette confiance dans le tout technologique. Des commentateurs américains remarquent que l'administration Clinton a tourné le dos à la doctrine Powell, et non du chef de l'état-major au moment de la guerre du Golfe. Le général Powell recommandait, en cas de conflit, des objectifs bien définis, la mise en œuvre de toutes les forces nécessaires afin d'obtenir une issue rapide car les démocraties sont impatientes. Au lieu de quoi, l'OTAN poursuit plusieurs buts à la fois : af-

firmer sa crédibilité moins d'un mois avant son 50^e anniversaire, qui risque d'être terni par la poursuite des hostilités ; assurer son rôle de principale organisation de sécurité en Europe quand son unité est menacée par la prolongation des bombardements ; assurer la stabilité sur le continent, et éviter un débordement du conflit alors que le flot des réfugiés déstabilise les Etats voisins du Kosovo, économiquement et politiquement fragiles.

De plus, l'OTAN, qui bombarde les Serbes au nom des droits des Kosovars, pourrait être amené, si les accords de Rambouillet étaient appliqués, à remplacer sur le terrain les Serbes comme obstacle aux aspirations des Albanais. Ce paradoxe, relevé par Henry Kissinger dans un article de *Newsweek*, souligne l'ambiguïté de la position des Occidentaux qui, officiellement, rejettent toute idée d'indépendance du Kosovo. Autrement dit, les frappes aériennes viseraient à imposer un accord dont ne veulent ni les Kosovars, ni Slobodan Milosevic, mais qui peut espérer obtenir un règlement plus favorable que le texte de Rambouillet. D'ailleurs, celui-ci est-il encore d'actualité ? Javier Solana a affirmé que oui. La secrétaire d'Etat américaine Madeleine Albright en parle encore comme d'une « base » ou d'un « cadre » de négociations, quitte à accepter des « ajustements techniques ». Mais l'évolution sur le terrain rend le subtil équilibre de Rambouillet bien aléatoire. Les signataires albanais de Rambouillet seront-ils encore des interlocuteurs alors que l'UCK semble avoir été affaibli ? Même écartée par les bombardements, la Serbie acceptera-t-elle d'abandonner le fait accompli qu'elle est en train de créer au Kosovo ? La force chargée de vérifier un éventuel compromis pourra-t-elle être uniquement ottomane ? Comment les Occidentaux seront-ils amenés à tenir compte du retour de la Russie dans le jeu balkanique ? Par-delà la poursuite des frappes aériennes, ce sont toutes ces questions qu'il faudra bien traiter un jour.

Daniel Vernet

Trois hypothèses pour la capture des trois soldats américains

PELINCE

de notre envoyé spécial
« Le danger ne vient pas que du nord ». Le nord, en question, pour cet officier occidental du corps allié de réaction rapide (ARRC), c'est bien entendu la Serbie. La plaine qui mène à Belgrade commence à un kilomètre de la bordure du champ depuis lequel cet officier et son unité sont en mission d'observation. « Dans cette région de l'Est macédonien, nous sommes en terrain hostile, on ne peut pas s'assurer que les trois soldats américains ont été pris par des habitants du coin lors d'une mission vers la frontière », avance-t-il.

Le poste frontière de Pelince est à une dizaine de kilomètres plus à l'est, dans un paysage de petites collines arides. Quelques arpentés de vignes s'accrochent désespérément à une terre caillouteuse. Des sentiers sinueux piétinés par les ânes se perdent dans le maquis. Ici, la frontière est virtuelle. « Vous ratez un embranchement et vous vous retrouvez en Serbie sans vous en rendre compte », explique un soldat du 1^{er} régiment de hussards parachu-

tistes (RHP), placé en première ligne du dispositif français.

A quelques lacs de la frontière de Pelince, des policiers macédoniens en uniformes tuent le temps sur un banc devant une maison de torche faisant office de bar. Un soldat plonge dans la pénombre de la salle de billard à l'arrivée d'étrangers. Une casquette de l'armée yougoslave disparaît prestement sous un blouson. « La région est purement macédonienne et serbe. Ce n'est pas par là que les Albanais passeront », assure un colosse macédonien aux allures de poulu de la grande guerre avec son uniforme rapé.

MESURES DE PROTECTION

C'est dans les environs de Pelince, à une quarantaine de kilomètres au nord-est de Skopje, que les trois Américains du 1^{er} escadron du 4^e de cavalerie basé à Würzburg (Allemagne), ont été capturés la veille. Ils étaient membres de l'ancienne force de prévention des Nations unies (Fordepronu) déployée en Macédoine au début des guerres en Yougoslavie et dont le mandat a expiré

le 28 février. Après la décision de Skopje de reconnaître diplomatiquement Taïwan, la Chine avait opposé son veto au prolongement de cette mission destinée initialement à éviter la propagation du conflit en Macédoine.

Depuis le 3 mars, les 350 soldats américains de l'ex-Fordepronu étaient officiellement chargés d'assurer le démantèlement de cette mission tout en « effectuant les mesures de protection des forces » de l'OTAN, nous explique un officier américain. Selon lui, la surveillance de la frontière yougoslave relèverait de cette mission.

La « prise » des trois Américains gonfle la population locale d'orgueil, comme la destruction du bombardier furtif F-117 par la DCA yougoslave. « Les Serbes ont descendu l'arme la plus puissante de la plus puissante armée du monde. Les Américains vont se casser les dents. Ils ne se rappellent pas comment les Serbes ont résisté pendant les deux guerres mondiales », pérorait alors Igor, un jeune Macédonien.

« Les trois soldats effectuaient une

mission de routine à la frontière », avance un autre officier occidental. « Venant de la Fordepronu, ils ne croyaient peut-être pas qu'ils pouvaient être pris pour cibles », poursuit-il.

C'EST UNE PLAISANTERIE ?

Depuis le début des bombardements de l'OTAN sur la Yougoslavie, les 10 000 soldats de l'Alliance en Macédoine sont censés respecter un certain nombre de consignes de sécurité. « Il faut éviter de sortir isolé, supprimer les déplacements inutiles, savoir en permanence où sont les équipes et porter des éléments de protection tels que les gilets pare-éclats », explique le colonel de Kersabiec, porte-parole du contingent français au sein de l'ARRC.

Les circonstances de la disparition des trois soldats demeurent floues. Un officier de l'OTAN raconte : « On ne sait pas exactement où ils étaient. Leur dernier contact radio, vers 16 heures, est un message d'alerte. Le dialogue par radio fut le suivant : « Nous sommes pris sous le feu d'armes légères ! »

« C'est une plaisanterie ? »
« Non, ce n'est pas une plaisanterie ! »

« Puis, le silence, poursuit l'officier. Ils devaient probablement être en dehors de leur véhicule blindé. Une enquête a été ouverte. De 19 heures à 2 heures du matin, un hélicoptère de recherche équipé de jumelles de vision nocturne devait, en vain, tenter de retrouver les trois soldats. Ceux-ci devaient réapparaître, jeudi matin, sur les écrans de la télévision serbe sans que l'on sache laquelle des trois hypothèses est la bonne : une interception par des locaux en Macédoine (en coordination avec les forces yougoslaves notamment pour leur exfiltration), une capture alors qu'ils s'étaient « égarés » en Serbie (en mission d'espionnage ou pas) ou une embuscade tendue par des soldats serbes infiltrés en Macédoine. Quel qu'il en soit, Belgrade a annoncé que les trois hommes devaient être traduits, vendredi 2 avril, devant une cour martiale.

Christophe Châtelot

STAGES PÂQUES

✓ 1^{re} et 2^e ANNÉE

✓ DROIT / SCIENCES ÉCO

ISTH

Environnement - Supérieures Prives
01 42 24 10 72

550 من الأول

Américains et Britanniques ont cessé les bombardements contre l'Irak

Pour la presse, Bagdad a servi de modèle à Belgrade

quer le nettoyage ethnique, mais ils s'interrogent aussi sur l'efficacité de l'opération « Force alliée ».

Jeudi 1^{er} avril, le quotidien *Babel*, dont le propriétaire est Oudai, le fils aîné du président irakien, a même trouvé le moyen de faire un canular à propos de l'affaire du Kosovo, rapporte l'agence Reuters. La Russie menace les États-Unis de frappes nucléaires si les attaques contre la Yougoslavie ne cessent pas, et si l'embargo imposé par l'ONU à l'Irak n'est pas levé. *Babel* a rassuré d'ailleurs les Irakiens en « une » le quotidien qui, depuis une semaine, se déchaine contre l'Alliance. Pour lui, « ce qui se passe actuellement [au Kosovo] aura d'une façon ou d'une autre un impact sur l'Irak, et précisément sur Kurdistan ». En clair, cela signifie que les États-Unis préparent, selon *Babel*, la sécession du Kosovo, en prélude à celle du Kurdistan irakien.

M. Na

Author: M. Seel - konstantin.seel@uni-erlangen.de

COGENA - Direction de la Communication - 2, rue Paul Deatier - 78141 Velizy-Villacoublay

هكذا من الأصل

Le manifeste « philosophique » de M. Chevènement contre la guerre

Le ministre de l'intérieur a communiqué à ses collègues du gouvernement un texte récusant les fondements intellectuels et moraux de l'action décidée par M. Chirac et M. Jospin

Le gouvernement a débattu une nouvelle fois de la situation au Kosovo, lors de la réunion bimensuelle des ministres qui s'est tenue à l'hôtel Matignon, jeudi 1^{er} avril. Les ministres communistes ont été rejoints dans

l'expression de leurs doutes sur les opérations en cours par certains ministres socialistes. L'initiative la plus spectaculaire est cependant venue de Jean-Pierre Chevènement, qui a distribué, à l'issue de cette réunion,

un court texte philosophique où s'exprime une critique violente de l'action politique inspirée par « l'idée des droits de l'homme ». Dans ce contexte, la polémique sur la nécessaire solidarité entre ministres

prend de l'ampleur, tandis qu'à l'appel du PCF et des organisations d'extrême gauche, plusieurs milliers de personnes ont défilé à Paris en réclamant l'arrêt immédiat des bombardements.

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT est arrivé en retard. Retenu au Sénat durant toute la matinée de jeudi 1^{er} avril, il ne parvient à l'hôtel Matignon, où se tient la réunion bimensuelle des ministres, qu'à 12 h 30. Celle-ci a débuté à 11 heures, par un premier débat sur la situation au Kosovo. Les deux ministres communistes, Jean-Claude Gayssot (transports) et Marie-George Buffet (jeunesse et sport), précisent à cette occasion leur position personnelle : « militant » d'une organisation politique opposée aux opérations de l'OTAN, mais décidés à « rester » membres d'un gouvernement qui les a décidés. Plusieurs ministres socialistes interviennent ensuite pour exprimer, comme Ségolène Royal, « le doute que l'on a en nous ». Lionel Jospin, enfin, apporte un point final à la discussion, en distinguant « le débat » au sein du gouvernement – qu'il juge « légitime » (Le Monde du 1^{er} avril) – de la « décision », qui engage l'ensemble du gouvernement.

Ainsi, quand le ministre de l'intérieur pénètre dans la salle, ses collègues, attablés pour un déjeuner rapide, débattent du budget 2000 (lire page 11). Lui-même ne prend pas part à cette discussion. Elle se termine à 13 h 30, en raison d'un départ d'une partie du gouvernement vers La Rochelle, pour l'enterrement de Michel Crépeau. Juste avant que la séance ne soit levée, M. Chevènement prononce ces quelques mots : « Je ne dirai rien du Kosovo. Je vous distribue seulement ce texte qui résume mon état d'esprit. C'est de la philosophie », conclut-il dans un sourire.

Le texte en question, que chaque ministre emporte avec lui, constitue une charge violente contre « l'idée des droits de l'homme » qui « impose à tout un chacun une obligation illimitée » (lire ci-dessous). Ces quelques lignes, signées par Hans Magnus Enzensberger, un intellectuel allemand, ne sont évidemment pas choisies au hasard. Elles s'opposent presque mot pour mot à ce que disait M. Jospin, le vendredi



26 mars, à la tribune de l'Assemblée nationale, pour justifier l'intervention de l'OTAN : « Depuis des décennies, l'Europe, en tout cas

notre Europe, s'est refondée sur la paix et le respect des droits de la personne humaine. Accepter que ces valeurs soient bafouées aux portes de l'Union européenne, c'est être nous trahir. » Or, dit le texte,

appuyer son action sur les droits de l'homme, c'est élargir « la fourchette entre exigence et réalité. (...) Bientôt, on en arrive objectivement au pharisaïsme [l'hypocrisie] et à l'universalisme, moralement, se révèle être un piège. »

Telles quelles, ces lignes constituent une violente critique des fondements intellectuels et moraux de l'action décidée par M. Chirac et Jospin. En la véhiculant par ce canal, M. Chevènement témoigne d'une tension intérieure croissante : totalement opposé à l'action en cours, il ne peut cacher son sentiment ; mais il préfère, pour l'instant, dans un geste certainement douloureux pour un homme politique, s'abstenir de sa parole plutôt que de provoquer une crise gouverne-

mentale. Aussi contenues soient-elles, ces divergences entre ministres n'en alimentent pas moins une part croissante du débat public français. Michel Rocard se demande ainsi, dans un entretien au Parisien, vendredi, si M. Jospin ne sera pas bientôt « conduit à dire à nos partenaires communistes : il faut choisir ».

Philippe Séguin, lui, est plus radical. Intervenant jeudi sur BFM, il a « demandé l'application de la jurisprudence Chevènement » aux ministres. « Je souhaite que toute la nation soit derrière nos soldats, quelle que soit la décision prise ; je souhaiterais que ce soit aussi le cas pour le gouvernement parce qu'un gouvernement n'est pas un forum », a-t-il conclu. Cette exigence de solidarité risque d'autant plus d'être réclamée dans les prochains jours que chacun s'attend désormais à ce que le conflit s'installe dans la durée. « Ce sera une opération de longue haleine. Il faut y préparer l'opinion publique », affirme ainsi M. Juppé, vendredi, dans Libération.

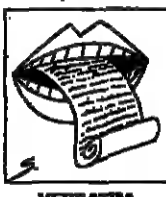
QUELQUES SUGGESTIONS

Avant de réunir ses ministres, jeudi, M. Jospin avait reçu Laurent Fabius (PS) et Christian Poncelet (RPR) à Matignon, respectivement président de l'Assemblée nationale et du Sénat. « Il faut être totalement solidaire de ce qui se fait », a estimé M. Fabius à la sortie de cet entretien avec le premier ministre, qui s'est abstenu, en la circonstance, de rappeler ses « inquiétudes » sur les opérations en cours (Le Monde du 30 mars). Quant à M. Poncelet, il a indiqué à la presse qu'il avait « fait part » à Lionel Jospin de son « sentiment ». « Je lui ai présenté quelques suggestions, il appartient à lui et à lui seul de vous les rapporter », a-t-il conclu.

Jean-Michel Apathie

« Renoncer aux fantasmes d'une morale omnipotente »

INTITULÉ par ses soins « Quelques réflexions pour éclairer l'action », le ministre de l'intérieur, Jean-Pierre Chevènement, a profité de la réunion des ministres qui s'est tenue à l'hôtel Matignon, jeudi 1^{er} avril, pour distribuer ce texte, tiré d'un livre de Hans Magnus Enzensberger (Vues sur la guerre civile, Gallimard, 1992).



« La rhétorique universaliste ne fait pas de différence entre le proche et le lointain. L'idée des droits de l'homme impose à tout un chacun une obligation illimitée par principe. Elle révèle par là son noyau théologique, qui a survécu à toutes les laïcisations. Chacun est censé être responsable de tous. Ce désir implique le devoir de devenir semblable à Dieu, car c'est un désir qui suppose l'omnipotence, voire la toute-puissance. »

« Mais, comme toutes nos possibilités d'action ont

leurs limites, la fourchette entre exigence et réalité ne fait qu'augmenter. Bientôt, on en arrive objectivement au pharisaïsme et à l'universalisme, moralement, se révèle être un piège. »

« La morale est le dernier refuge de l'eurocentrisme. Il est temps de renoncer aux fantasmes d'une morale omnipotente. Personne ne peut durablement pousser à l'acte le gouvernement de l'humanité – d'examiner les différents degrés de sa responsabilité et de fixer des priorités. »

« Le gradualisme, la fixation des priorités... ne sont qu'un moindre mal. »

Né en Bavière en 1929, Hans Magnus Enzensberger a étudié dans diverses universités allemandes, ainsi qu'à Paris. Poète, romancier, essayiste, cet auteur « incassable (...) s'est impliqué dans tous les débats intellectuels de cette Allemagne qu'il ne cesse d'ausculter, de titiller et de rudoyer », ainsi que le définissait Le Monde, dans son édition du 16 mai 1995.

La conversion des Verts au réalisme diplomatique

LES VERTS auraient-ils tiré un trait sur leur légendaire pacifisme ? En refusant de s'opposer à des frappes militaires, en demandant, en cas d'échec d'une force d'interposition au Kosovo sous contrôle de l'ONU, un engagement des forces de l'OTAN au sol, le parti de Dominique Voynet confirme un *aggiornamento* réel, quoique encore fragile. Une rupture dans l'histoire des Verts, mais aussi de ses alliances : en se tenant, comme le PS, loin des manifestations pacifistes des communistes et d'extrême gauche, les écologistes retrouvent, malgré eux, ceux qui semblaient devenus, lors de la guerre du Golfe, en 1991, des ennemis héréditaires.

Leurs racines, pourtant, sont dans le Vietnam, le mouvement hippie et mai 1968. Avant d'être Verts, en 1984, ils sont les fils du Larzac, où ils s'opposent, entre 1971 et 1981, à

l'extension du camp militaire. Leur histoire se confond avec le mouvement antimilitariste et non-violent, qui a longtemps fait de leur formation un vivier d'objecteurs de conscience et d'amis de l'humanité. Profondément européens, ils se méfient de ceux qui aiment trop la patrie : aujourd'hui encore, la ministre de l'environnement affirme qu'elle ne « pourra jamais chanter La Marseillaise ». Dans leur programme, enfin, les Verts réclament l'interdiction de l'arme atomique : en 1999, les députés Verts n'ont pas voté le budget de la défense, à cause des crédits accordés aux essais nucléaires en laboratoire.

Des manifestations contre les euro-missiles, aux cris de « ni pershing ni SS-20 », jusqu'à la guerre du Golfe, les Verts se construisent une mémoire. Lorsqu'en 1991, les premiers missiles américains tombent

sur l'Irak, M^{me} Voynet proclame : « Si c'était à refaire, je ne voterai plus pour François Mitterrand. » Et quand, à partir de juin 1997, on l'interroge sur ce qui pourrait la pousser à quitter le gouvernement de Lionel Jospin, la ministre confie invariablement : « Une nouvelle guerre du Golfe. »

Mais le conflit en Bosnie marque un tournant. Plus question d'une guerre impérialiste pour sauver des intérêts pétroliers : cette fois, des populations disparaissent, les droits de l'homme sont bafoués. Alors que la Bosnie s'enflamme dès 1992, les massacres de Srebrenica, en juillet 1995, persuadent les Verts « que la non-violence peut être un schéma plausiblement qu'il confine à l'utopie », résume Yves Cochet. Le séisme, en 1995, de l'eurodéputé Vert italien Alexander Langer, qui avait réuni en 1993 toutes les parties – serbe, croate – en un forum de Vénise pour la paix, symbolise la prise de conscience de cette impuissance. De motion en motion, les dirigeants de la majorité – M^{me} Voynet, Yves Cochet, Alain Lipietz – rallient leur « base ».

Le drame du Kosovo force les Verts à renouer avec les mêmes conclusions. Fortement poussés, il est vrai, par leur tête de liste aux élections européennes, Daniel Cohn-Bendit : n'est-ce pas l'eurodéputé allemand qui, presque seul, en 1994, lors de la guerre en Bosnie, a converti les Grünen et son ami Joschka Fischer, à l'idée d'une intervention militaire ? Depuis, le ministre des affaires étrangères allemand est convaincu. Comme les Verts français, même si la députée Marie-Hélène Aubert a tenu à rappeler à ses collègues de la gauche « plurielle », le 26 mars, dans l'hémicycle, que la « méthode pacifiste et non-violente a toujours été et reste la [leur] ». Et que les Verts avaient reçu Ibrahim Rugova fin 1997, « quand personne ne daignait le recevoir à l'Élysée », à Matignon et au Quai d'Orsay.

Ariane Chemin

Malaise et contradictions chez les manifestants anti-Otan

UNE « MANIF » ? Des manifestations plutôt. Jeudi 1^{er} avril, il aura suffi de quelques minutes pour que le défilé organisé à Paris, contre les frappes aériennes de l'OTAN en Yougoslavie, se transforme en machine à gros malaises et états d'âme. A 18 heures, à l'initiative du Parti communiste, de la Ligue communiste révolutionnaire, de Lutte ouvrière, du MRAP du Mouvement de la Paix, quelques milliers de manifestants sont regroupés place de la République. Les Verts d'Ile-de-France et le Mouvement des citoyens sont également présents, dont son vice-président, Didier Motchane, comme la FSU et SUD-PTT qui ont appelé séparément à défilé. Robert Hue, secrétaire national du PCF, figure dans le carré de tête, tout comme les dirigeants de la LCR, Alain Krivine et Daniel Bensaid. Plus loin, on croise Madeleine Rebérioux de la Ligue des droits de l'homme.

Plusieurs centaines de Serbes sont également là, certains enveloppés dans des drapeaux aux couleurs de la République de Serbie, quelques-uns arborant des icônes, d'autres brandissant des pancartes « OTAN = Organisation terroriste américaine nazie » ou criant « Yugoslavia ! ». Des militants communistes du Val-de-Marne, en rupture de parti, distribuent des tracts où l'on peut lire que « la politique de Milosevic est certes condamnable dans ses excès, mais elle se fonde sur le refus légitime du démantèlement de la Fédération yougoslave ». Quelques signataires de l'appel « Non à l'Europe » lancé par la « Nouvelle Droite », dont Dominique Jamet, sont dispersés dans le cortège. Pour les anarcho-syndicalistes de la CNT, c'est trop. Ils se dispersent rapidement.

Une large banderole de tête s'efforce de cadrer un peu les choses : « Arrêt des bombardements, arrêt de la purification ethnique, négociations immédiates » proclame-t-elle. Un peu plus loin, les militants de la LCR s'époumonent : « NI OTAN NI Milosevic ! » en insistant sur l'« autodétermination pour le Kosovo ». Mais ils sont seuls. Plus nombreux, les manifestants de Lutte ouvrière recouvrent de leurs voix les slogans de leurs nouveaux partenaires aux élections européennes. Plus question, désormais, de Kosovars. « Troupes de l'OTAN, hors des Balkans », scandent-ils. Tandis que de ci de là, des syndicalistes CGT arborent la fameuse cible, emblème des concerts de protestation anti-OTAN organisés chaque jour à Belgrade, d'autres prennent leurs distances. « Notre présence n'est pas un soutien ringard aux orphelins du socialisme », corrige Jean-Christophe Chaumeron, secrétaire de la fédération CGT des finances. Mais tandis que l'écrivain Didier Daenel se pète contre « les squatteurs » nationalistes, Maryse Dumas, numéro deux de la CGT, ne souhaite pas faire de distinction : « Nous manifestons avec toutes les forces qui peuvent vouloir la paix, sans exclusive, pour que la démocratie l'emporte dans toutes les composantes de l'ex-Yougoslavie », explique-t-elle.

Au bout d'une heure, une partie des manifestants a déjà décroché. Mal à l'aise, elle assiste désormais au défilé, depuis les trottoirs, en spectatrice. « Cette manif est glauque, très glauque », constate, un peu désabusé, un militant d'Alternative libertaire. Au loin, derrière le défilé principal, une impressionnante cohorte du Parti des travailleurs (trotskistes lambertistes) tape des mains : « Maastricht c'est la guerre, Maastricht c'est la misère ! » Place de la Bastille, la dispersion est rapide. Seuls restent quelques centaines de Serbes. « Le Kosovo, c'est la Serbie. On se battra jusqu'au dernier s'il le faut », hèle une vieille dame.

Alexandre Garcia et Caroline Monnot

DÉPÊCHES

JOURNALISTE

La police serbe a interpellé, vendredi 2 avril, un journaliste français au poste-frontière de Morina, entre l'Albanie et le Kosovo, a annoncé l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe. Son identité et celle de son organe de presse n'ont pas été divulguées. – (APR)

MONTÉNÉGRO

Le remplacement du général Radosav Martinovic, commandant de la 2^e armée yougoslave couvrant le Monténégro, annoncé vendredi 2 avril à Belgrade, « est un signe clair que Milosevic doute de la loyauté de ses forces dans cette région », a déclaré le porte-parole du département d'Etat James Rubin, en se déclarant « très inquiet ». « Toute tentative par Belgrade de renverser le gouvernement démocratiquement élu du Monténégro ne ferait qu'aggraver l'instabilité (...) et aggraver le conflit avec l'OTAN », a-t-il dit. – (APR)

LEVRES

Les trois soldats américains capturés montés, jeudi 1^{er} avril, à la télévision serbe, ont tenté de transmettre des messages, selon un spécialiste du déchiffrement des paroles sur les lèvres, cité par le Daily Record, quotidien écossais. « Je ne me sens pas en sécurité... cette histoire me donne la nausée », aurait dit l'un. « A tout le monde chez moi : je suis en forme et je veux sortir de cette prison », selon le second. « Nos ordres étaient d'éviter de nous faire capturer », aurait murmuré le dernier. – (APR)

PAPE

Le pape Jean Paul II a appelé, jeudi 1^{er} avril, à « une trêve pascale » dans la semaine séparant Pâques catholique et orthodoxe (les 4 et 11 avril), dans un message à Milosevic, Clinton et Solana. Elle pourrait permettre une intervention des organisations humanitaires au Kosovo, à condition qu'aucun des belligérants n'en tire profit, a précisé Mgr Jean-Louis Tauran, ministre des affaires étrangères du Vatican. – (APR)

BELGRADE

Les trois soldats serbes annoncés, depuis le début de la semaine, l'arrivée quotidienne à Belgrade de groupes de 200 à 300 Albanais en provenance du Kosovo, « fuyant les bombardements de l'OTAN », « Le transport de tous ceux qui ont exprimé le souhait de partir, Serbes ou membres de minorités nationales, a été organisé », selon la télévision nationale serbe. – (APR)

CENSURE

Les autorités yougoslaves ont interdit la radio privée Radio Jase, implantée à 40 kilomètres au sud de Belgrade, qui « nuisait à la sécurité nationale », a fait savoir Radio B92, une autre station privée, interdite le mois dernier mais qui diffuse via Internet. – (APR)

BRITANNIQUES

58 % des Britanniques interrogés dans un sondage publié vendredi 2 avril par The Guardian se disent d'accord pour l'envoi de forces terrestres en Yougoslavie, alors que 34 % y sont opposés et 8 % restent indécis. Le soutien aux frappes de l'OTAN grandit dans l'opinion britannique : 65 % estiment que la Grande-Bretagne a raison d'y participer, contre 56 % le 26 mars.

CHINOIS

Six cent Chinois venant de Yougoslavie, étudiants ou hommes d'affaires, sont arrivés en Roumanie où ils ont demandé de rester en attendant la fin du conflit, selon la police des frontières roumaine, où le nombre total des réfugiés est inconnu, les ressortissants de la RFY n'ayant pas besoin de visas pour séjourner trente jours en Roumanie. – (APR)

VOTRE BAIGNOIRE REMISE A NEUF



Sans démontage, en blanc ou en couleur. Déplacement gratuit Paris et province.
Mr Baignoire®
01.41.95.06.82 PARIS
03.88.66.02.86 PROVINCE

PEUGEOT
NEUBAUER
tir de 77

9, bd Gouvion St Cyr 75017 Paris
Tél : 01 46 22 88 88

Nouveau constat d'échec entre loyalistes et républicains d'Ulster

Tony Blair et Bertie Ahern n'ont pas réussi à relancer le processus de paix

Un an après le lancement du processus de paix en Irlande du Nord, les discussions butent toujours sur le désarmement des groupes paramilitaires devant ac-

compagner la mise en place d'une instance de gouvernement biconfessionnelle à Belfast. Les protagonistes doivent se retrouver le 13 avril.

LONDRES
de notre correspondant
Deuxième essai, deuxième échec. Un an après la conclusion des accords dits du « vendredi saint », le 10 avril 1998, la seconde date-butoir fixée par Londres pour la formation d'un « gouvernement autonome » biconfessionnel à Belfast ne sera pas respectée. L'exécutif nord-irlandais, qui devait être initialement formé le 10 mars, puis le 2 avril, ne verra le jour, si tout se déroule comme espéré, qu'à une date indéterminée, éloignée de plusieurs semaines. Au moins.

Au terme d'une vingtaine d'heures d'un intense face à face, sur quatre jours, en la présence active de Tony Blair et de son homologue irlandais Bertie Ahern, les protagonistes loyalistes protestants et républicains catholiques se sont séparés, dans l'après-midi du jeudi 11 avril, sur un nouveau constat d'échec. La déclaration conjointe résolument optimiste des deux premiers ministres qui paraissait le processus de paix, ne l'a-t-elle qu'à la marge. Un « plan », présenté par Tony Blair comme « une bonne base pour résoudre les difficultés », a été laissé par les deux chefs de gouvernement sur la table des négociateurs. Ceux-ci doivent se retrouver au même endroit – le château de Hillsborough non loin de Belfast – le mardi 13 avril. Mais, à en juger par les réactions initiales du Sinn Féin, la branche armée de l'IRA sur laquelle la pression se fait désormais plus forte, il n'est pas sûr qu'un accord soit trouvé d'ici là.

Présenté sous forme d'une « déclaration », ce plan, qui ne porte aucune signature, fait assez largement droit à l'exigence loyaliste d'un désarmement – même partiel – de l'IRA et, accessoirement des autres groupes paramilitaires, avant que soient mises en place des structures exécutives prévues par les accords du vendredi saint. Le chef des unionistes protestants, David Trimble, refuse en effet depuis des mois de nommer les ministres – dont, proportionnalité électorale oblige, au moins deux républicains du Sinn

Fein – tant que l'IRA n'aura pas commencé à détruire son arsenal. A quoi Gerry Adams, le chef des républicains, réplique que les accords signés donnent théoriquement jusqu'à avril 2000 pour ce faire, et que le désarmement des paramilitaires ne peut pas être un préalable.

Le désarmement des milices comme préalable à la formation de l'exécutif

Le « plan » Blair-Ahern réaffirme effectivement que la chose « n'est pas une précondition ». Mais, rappelant au passage qu'il s'agit « d'une obligation » pour tous les signataires de l'accord – ce que le Sinn Féin admet –, il propose un calendrier qui place de facto le désarmement des milices en préalable à la formation de l'exécutif. Premier volet envisagé : Londres, qui détient encore tous les pouvoirs dans « sa » province, désignerait, à une date indéterminée, les participants à une sorte de gouvernement autonome « fantôme », c'est-à-dire sans pouvoirs. Un mois plus tard, les groupes armés – IRA en tête – entameront la destruction de leurs armes sous le contrôle de la commission internationale de désarmement mise en place il y a un an et dirigée par le général canadien, John de Chastelain.

Ce geste des paramilitaires s'accompagnerait d'une journée de « réconciliation collective » entre loyalistes et républicains, ainsi que d'une grande « cérémonie de commémoration pour toutes les victimes de la violence » en présence de représentants de tous les partis et de toutes les églises. Cette journée historique serait suivie de nouveaux gestes de Londres en matière de normalisation et de délégitimation de la province et, « peu après », les ministres préalablement nommés

La situation en Serbie accroît la tension entre les États-Unis et la Chine

L'AMBASSADE de Chine à Washington a confirmé, jeudi 1^{er} avril, la prochaine visite du premier ministre Zhu Rongji aux États-Unis, du 6 au 14 avril, après un flottement diplomatique inhabituel qui a fait penser que le déplacement pouvait être remis en question par Pékin en raison des tensions multiples entre les deux pays. Alors que, dans la capitale chinoise, les autorités se refusaient à confirmer les dates du voyage de M. Zhu, c'est finalement l'ambassade chinoise à Washington qui a confirmé que cette visite aurait bien lieu comme annoncé.

L'incertitude avait été provoquée par l'accumulation des critiques chinoises envers l'intervention des forces de l'OTAN au Kosovo, venant s'ajouter aux nombreuses pommes de discorde existant à l'heure actuelle entre les États-Unis et la Chine, à propos notamment de la situation des droits de l'homme, des contentieux commerciaux, des différends stratégiques et autres accusations américaines d'activités d'espionnage soupçonnées de la part de Pékin.

C'est quotidiennement que la presse officielle chinoise dénonce l'opération « Force alliée » en Serbie, dans des termes parfois évocateurs des grandes périodes de tension sino-américaine d'avant l'établissement, intervenu en 1979, des relations diplomatiques entre les deux pays. Les médias contrôlés par le Parti communiste ont décrit l'opération comme un acte de « barbarie » contre lequel ils ont invoqué le « devoir de la communauté internationale de se soule-

ver ». Dernièrement, le quotidien China Daily, qui s'adresse à la communauté d'affaires étrangère en Chine, a publié un sondage affirmant que plus de 70 % de Chinois interrogés, sur un total de 2 000 personnes, étaient préoccupés par cette « invasion injustifiée et détestable » d'un pays souverain. Selon les médias également officiels de Belgrade, le président Jiang Zemin a adressé à son homologue Slobodan Milosevic un message de soutien face à « l'attaque brutale de l'OTAN dirigée par les États-Unis ».

VITUPÉRATIONS

Ces vitupérations entrent dans le cadre d'une campagne de rhétorique chinoise qui traduit à quel point les relations entre Washington et Pékin se sont détériorées. Les États-Unis, pour leur part, semblent éprouver des difficultés croissantes à freiner cette dégradation, en dépit des efforts de la Maison Blanche pour conserver un minimum de honte aux rapports avec Pékin.

Ainsi, deux ans après avoir lancé une politique dite d'« engagement constructif » envers la Chine, notamment par un dialogue – jusqu'ici totalement infructueux – sur les droits de l'homme, Washington en est à nouveau à mettre en avant les violations des libertés élémentaires par les autorités de Pékin auprès de la Commission des Nations unies sur les droits de l'homme, à Genève, qui tient actuellement sa session annuelle. Le cas de la Chine devait être étudié la semaine prochaine.

Francis Deron

La justice allemande confie à la Française Cosette Lancelin la garde de ses enfants

Ce genre d'affaire concerne quelque 70 couples franco-allemands

La plus haute instance judiciaire allemande, la cour de Karlsruhe, a donné gain de cause à la Française Cosette Lancelin contre son époux Armin Tiemann, qui réclamait

la garde de leurs deux enfants. Précédemment, Karlsruhe avait refusé de renvoyer les enfants enlevés par leur père au nom de leur « droit au bien-être ».

BONN

de notre correspondant
Fin de partie judiciaire dans le douloureux divorce de l'Allemand Armin Tiemann, 37 ans, et la Française Cosette Lancelin, 34 ans, qui se déchirent depuis deux ans la garde de leurs enfants, Matthias, 8 ans, et Caroline, 4 ans. La cour constitutionnelle de Karlsruhe, la plus haute instance judiciaire allemande, a rejeté, jeudi 1^{er} avril, le recours de M. Tiemann, qui contestait une décision de la cour d'appel de Celle (Basse-Saxe), confiant la garde des enfants à la mère.

Sitôt connue la décision de Karlsruhe, M^{me} Lancelin est passée prendre ses enfants, qui vivaient chez leur père dans le nord de l'Allemagne, indique l'AFP.

Cette affaire défraye la chronique judiciaire franco-allemande depuis des mois. En mars 1998, le père avait fait enlever ses enfants, par des détectives privés, près de Montoire, dans le centre de la France. Huit mois plus tôt, la mère avait emmené ses enfants en France contre la volonté du père,

le couple était alors en instance de divorce. Les deux parents s'étaient fait attribuer la garde de leurs enfants par les tribunaux de leur pays respectif.

PROBLÈMES CULTURELS

En novembre 1998, Karlsruhe avait, au nom du « droit au bien-être » des enfants, refusé de faire appliquer la convention internationale de La Haye, signée par l'Allemagne et la France, qui prévoit le retour immédiat des enfants dans le pays d'origine en cas d'enlèvement, tant que l'affaire n'était pas jugée sur le fond. Cette décision fut, pour les Français, la goutte d'eau faisant déborder le vase : au sommet franco-allemand de Potsdam, en décembre 1998, le président français Jacques Chirac a laissé éclater sa colère, parlant de « hold-up », de « loi de la jungle ». Après des jugements contradictoires, les tribunaux allemands et français ont accordé la garde à la mère.

Ce genre d'affaire concerne quelque 70 couples franco-allemands. Les deux pays ont annoncé

Arnaud Leparmentier

Patrice Claude

TOD'S : Milano Tel. 02.77251 Paris Tel. 01.42864803 Bruxelles Tel. 02.3433130



Ph. Giovanni Gastel

هكذا من الأصل

VOTRE FAUCON
REMISE A VEU

Boris Eltsine relève une deuxième fois de ses fonctions le procureur général de Russie Iouri Skouratov

Les soupçons sur les liens mafieux de hauts responsables se multiplient

La partie de bras de fer engagée par le procureur général de Russie contre le Kremlin est relancée. Iouri Skouratov avait retiré sa démission forcée

fin février, en expliquant qu'il subissait des pressions de hauts responsables en raison de l'affaire Mabetez, une firme suisse liée au Kremlin.

Il fut alors soutenu par les sénateurs russes. Jeudi 1^{er} avril, M. Skouratov est reparti à la charge, liant ces affaires au « milieu ».

MOSCOU

de notre correspondant
Boris Eltsine est revenu à la charge, vendredi 2 avril, contre le procureur général de Russie, Iouri Skouratov. Par un *oukasz*, le président russe annonce que des « poursuites judiciaires » ont été engagées contre M. Skouratov et que ce dernier est donc « relevé de ses fonctions pendant la durée de l'enquête ». M. Eltsine demande à nouveau au Conseil de la fédération de destituer le procureur pour des faits « qui ne correspondent pas à l'honneur d'un fonctionnaire du parquet ». La chambre haute du parlement est seule habilitée à prononcer le renvoi du procureur général.

M. Skouratov a qualifié « d'absolument illégale » cette mise à l'écart. La veille, il était reparti à l'offensive, dans le cadre d'une enquête qui vise directement le Kremlin. M. Skouratov adressait, jeudi, une lettre au président Eltsine lui faisant des propositions pour « retrouver de l'argent russe illégalement transféré à l'étranger ». Le soir même, M. Skouratov accordait une interview à la chaîne de télévision NTV.

Il expliquait avoir identifié « trente ou quarante familles », « des personnalités russes connues possédant des comptes en Suisse alimentés par l'argent du milieu ». Ces informations, ajoutait-il, lui avaient été transmises par les autorités judiciaires suisses. « Cet argent sale va attirer les gangsters et alors la Suisse cessera d'être un pays tranquille », notait M. Skouratov.



Carla del Ponte, procureur général de Suisse, s'est rendue à Moscou trois jours, fin mars, pour examiner avec ses collègues russes des dossiers sensibles. M^{me} del Ponte avait estimé à 40 milliards de dollars les fonds russes douteux en Suisse.

POTS DE VIN

De plus, M. Skouratov a fait procéder jeudi à des perquisitions dans des bureaux moscovites de la firme suisse Mabetez, relançant le scandale dans lequel est impliquée l'administration présidentielle. Cette société est soupçonnée par les Suisses d'avoir versé d'importantes pots de vin à des hauts fonction-

naires en échange de contrats immobiliers.

La Direction des Affaires du Président, empire financier et immobilier du Kremlin, a confié à la firme suisse la rénovation de bâtiments officiels. Son responsable, Pavel Borodine, déclarait au Monde, le 24 mars, qu'en six ans, « Mabetez a réalisé avec nous un chiffre d'affaires de 300 millions de dollars ». Le 23 mars, le parquet général avait perquisitionné plusieurs locaux de la Direction de M. Borodine.

L'oukasz présidentiel montre à quel point les activités du procureur menacent le Kremlin. Boris Eltsine avait provoqué une crise

politique majeure, à la fin-mars, en demandant au Conseil de la fédération d'accepter « la démission » de M. Skouratov « pour raisons de santé ». Le procureur, lui, avait dénoncé les « pressions » et « le chantage de personnalités influentes ». Les parlementaires avaient refusé par 142 voix contre 6 d'entériner cette démission. Le Kremlin fut ensuite accusé d'avoir fait diffuser par la télévision publique RTR une cassette vidéo montrant le procureur se livrant à divers jeux sexuels avec deux prostituées. La crise entraîna le limogeage du chef de l'administration présidentielle, Nikolai Bordioucha (Le Monde des 21 et 22 mars).

M. Eltsine s'appuie désormais sur « les poursuites judiciaires » engagées contre M. Skouratov. Au lendemain de la diffusion de la vidéo compromettante, le président avait créé une commission chargée de vérifier l'authenticité d'informations « portant atteinte à l'honneur et à la dignité d'un procureur », confiée au FSB (ex-KGB), aux ministères de la justice et de l'intérieur, au chef de l'administration présidentielle et à un responsable du parquet. Ce qui a permis au Kremlin d'annoncer « l'ouverture d'une enquête » contre le procureur. Mais, vendredi, M. Skouratov déclarait que la procédure, seule habilitée à le poursuivre, ne l'a pas fait. Il demeure donc « à son poste ». En fin de matinée, son téléphone et sa sécurité rapprochée étaient supprimés.

François Bonnet

La « guerre » des idéogrammes chinois divise les Coréens

SÉOUL

de notre envoyé spécial

Les Coréens sont divisés. Non pas seulement en deux pays mais entre Coréens du Sud eux-mêmes. La raison de cette division est... linguistique. Le projet du ministère de la culture et du tourisme de réintroduire les idéogrammes chinois dans les documents officiels et sur les panneaux de signalisation a provoqué, il y a peu, une manifestation dans les rues de Séoul.

Le gouvernement invoque deux raisons pour justifier sa décision : faciliter la communication avec les voisins (chinois et japonais) de la Corée et favoriser une meilleure connaissance de son héritage culturel (en particulier de ses classiques écrits en chinois).

Les Coréens sont doublement fiers de leur écriture : d'une part parce qu'ils inventèrent dès 1372 – soit un siècle avant Gutenberg – les caractères mobiles métalliques ; ensuite parce qu'ils se dotèrent soixante-dix ans plus tard de leur propre alphabet (*hangul*). Ce système d'écriture « pour instruire le peuple », plus aisé que le laborieux apprentissage des idéogrammes, se répandit très vite.

La publication à partir du XVI^e siècle de romans *chamabot* coréens n'eut cependant guère la tradition de publier les ouvrages importants en écriture chinoise. L'utilisation des idéogrammes persista jusqu'à la loi de 1948 qui imposa l'usage du *hangul*. La Corée du Nord a également banni leur utilisation. Au Sud, ils sont toujours enseignés à l'école mais rarement employés.

UN FERMET DE SYNERGIE RÉGIONALE

La Corée et le Japon ont des cultures qui leur sont propres mais font partie de l'aire culturelle chinoise. Les idéogrammes constituent un instrument privilégié de communication entre ces civilisations. Mais les adversaires de leur réintroduction en Corée font valoir qu'un recul du *hangul*, qui joua un grand rôle dans la défense de l'identité nationale au cours de l'occupation japonaise (1910-1945) et contribua à une alphabétisation quasi totale de la population, entrainerait le sentiment d'appartenance culturelle des Coréens.

A l'heure de la mondialisation, les idéogrammes peuvent constituer un ferment de sy-

nergie régionale. C'est la raison principale pour laquelle Séoul veut les réintroduire. Mais l'information a eu un effet ambivalent sur leur utilisation. L'ordinateur facilite leur écriture et donc leur pratique – mais jusqu'à un certain point. Car, en même temps, se perd le « travail de la main » dans leur apprentissage. Or, celui-ci est essentiel : on ne mémorise réellement un idéogramme qu'en traçant massivement les traits qui le composent dans leur bon ordre, et c'est la main, plus encore que l'œil, qui le retiendra.

Aujourd'hui, beaucoup de Japonais hésitent lorsqu'ils doivent écrire à la main tel ou tel idéogramme (souvent ceux-ci présentent des différences minimes). Les Japonais ont caressé l'idée d'abandonner « l'écriture des han » (*kanji*) au nom de la modernisation. Mais, écrit en syllabaires, voire en caractères romains, le japonais devient très difficile à comprendre. Contrairement aux Coréens, qui redoutent la réintroduction des idéogrammes, les Japonais craignent plutôt que l'ordinateur... les leur fasse oublier.

Philippe Pons

Dans Kinshasa soumise au couvre-feu, les habitants jeûnent un jour sur deux

KINSHASA

de notre envoyé spécial

Kinshasa, la « perle de l'Afrique centrale » a perdu son éclat. Les pillages de 1991, puis ceux de 1993, ont porté un rude coup aux habitudes. L'arrivée de Laurent-Désiré Kabila, de ses rebelles et de ses alliés rwandais, en mai 1997, a contribué à tempérer un peu plus la joie de vivre des Kininois.

L'armée du « tombeur » du maréchal Mobutu Sese Seko a voulu jeter un voile pudique sur la ville, interdisant aux femmes le port de la jupe ou des pantalons. Plusieurs Kininois ont payé de leur vie ce goût immodéré de la mode occidentale. Les belles, aujourd'hui, masquent, le temps

d'un trajet en ville, l'impudeur de leurs « minis » sous l'imprimé de pagens – au demeurant très élégants.

La terreur que faisaient régner les militaires de Mobutu, puis celle des *kadogos*, les enfants-soldats (« petits », en swahili) de Laurent-Désiré Kabila, n'ont pas éteint complètement le sens de la fête des Kininois. Mais depuis août 1998 c'est, à Kinshasa, le règne du couvre-feu.

Les Kininois tentent crânement de faire face, une fois encore. Mais le cœur n'y est plus. Le cinéma tient sa dernière séance à 19 heures et les boîtes de nuit ouvrent leurs portes à 21 h. Mais les clients et les « ambassadeurs »

qui firent la réputation des nuits de Kinshasa sont de plus en plus rares.

D'HYPOTHÉTIQUES TAXIS

Les rues se vident dès 23 h 30. Les trainards courent derrière d'hypothétiques taxis, tandis les artères sont sillonnées de voitures roulant à torse nu. Le rideau tombe à minuit, heure légale du couvre-feu. Gare à ceux qui n'ont pas pu rentrer à temps. La ville appartient alors aux militaires qui patrouillent dans les rues désertes d'une cité de quelque 6 millions d'âmes. Une situation exceptionnelle dans une ville où les marchés restaient ouverts toute la nuit, où les plus pauvres pouvaient se payer une bière et de taxis collectifs à remiser leurs véhicules ou à réduire de moitié leur trajet habituel, imposant aux usagers un « demi-tariff » pour un tarif plein.

Le couvre-feu est levé à 6 h. Les taxis collectifs se mettent alors en route. Mais ils ne sont pas assez nombreux et leurs tarifs sont prohibitifs. Le prix exorbitant des pièces détachées a conduit les propriétaires de minibus et de taxis collectifs à remiser leurs véhicules ou à réduire de moitié leur trajet habituel, imposant aux usagers un « demi-tariff » pour un tarif plein.

Le gouvernement a autorisé...

ment fixé de nouveaux prix – en hausse – pour inciter les transporteurs à jouer au service public. « Il en coûte désormais de 50 centimes à 1,5 francs pour venir travailler et autant au retour, s'indigne une secrétaire de direction ; c'est énorme quand un enseignant gagne moins de 50 francs par mois ! Maintenant, il nous faut choisir, prendre un transport ou nourrir nos enfants. »

Les Kininois ont choisi : ils marchent, parfois plusieurs heures le matin et autant le soir, pour aller au centre-ville où l'emploi est de plus en plus rare. D'interminables cohortes jalonnent les artères menant aux quartiers populaires d'une capitale qui s'étend sur quelque 50 kilomètres. Le chômage touche près de 60 % de la population en âge de travailler et le fameux « article 15 », le « système-D » local, qui permettait à chacun de monnayer son savoir ou son pouvoir, ne suffit plus. Au fil des années, une grande partie des Kininois s'étaient habitués à ne manger qu'une fois par jour. Il leur arrive maintenant de jeûner un jour sur deux. Et les parents qui arrivaient à scolariser leurs enfants sont obligés, cruel dilemme, de choisir ceux qui iront à l'école...

Frédéric Fritscher

Paraguay : arrestation du directeur du quotidien « La Nacion »

ASUNCION. La police paraguayenne a arrêté, jeudi 1^{er} avril, le directeur du quotidien *La Nacion*, Osvaldo Dominguez Dibb, accusé d'avoir fait « l'apologie de la dissolution du Congrès ». Au total, quatre journalistes ont été arrêtés depuis que le président du Sénat, Luis Gonzalez Macchi, a succédé au président de la République, Raul Cubas, qui a démissionné dimanche dernier et s'est réfugié au Brésil. Dans un éditorial, M. Dominguez avait estimé que seule une dissolution du Parlement pouvait mettre fin à la crise politique qui avait éclaté à la suite de l'assassinat du vice-président Luis Maria Argana. Outre M. Dominguez, Alberto Vargas Pena, également journaliste de *La Nacion*, et deux directeurs de stations de radio, Juan Bernabe et Miguel Fernandez, ont été arrêtés. — (AFP)

Le procureur Starr a dépensé plus de 6 millions de dollars en six mois

WASHINGTON. Le procureur indépendant Kenneth Starr a dépensé en six mois plus de 6 millions de dollars (5,45 millions d'euros) pour enquêter sur l'affaire Lewinsky, selon un audit du General Accounting Office (GAO), un service gouvernemental de contrôle des dépenses publiques, obtenu jeudi 1^{er} avril. Il a dépensé 6,3 millions de dollars entre le 1^{er} avril et le 30 septembre 1998. Cette somme ne couvre pas la totalité de son enquête, qui avait débuté en janvier et n'est officiellement pas terminée.

Au total, depuis qu'il a commencé ses enquêtes sur les scandales associés aux époux Clinton (Whitewater, Travel Office, Fliegate, Lewinsky), M. Starr a dépensé près de 40 millions de dollars. Si l'on ajoute les 6 millions de dollars dépensés par son prédécesseur dans l'affaire Whitewater, la facture pour le contribuable américain atteint 46 millions de dollars. — (AFP)

Condamnation à mort d'un tueur en série en Ukraine

JITOMIR. La justice ukrainienne a condamné à mort, jeudi 1^{er} avril, Anatoli Onoprienko, un Ukrainien reconnu coupable du meurtre de 52 personnes, qui affirme n'en avoir aucun remords et être prêt à mourir « sur la place publique ». Le tribunal régional de Jitomir (centre-ouest du pays) a retenu contre lui les meurtres de 42 adultes et 10 enfants, commis entre 1989 et 1996 dans plusieurs régions ukrainiennes. Des crimes que le condamné lui-même a avoués lors de son arrestation en avril 1996.

Anatoli Onoprienko a de grandes chances d'échapper à la balle dans la *chouchanka* ukrainienne réservée aux condamnés à mort. Hier, c'est ce qui s'est passé en 1995 à abolir la peine capitale des son adhésion au Conseil de l'Europe et a introduit en mars 1997 un moratoire sur les exécutions. Ainsi, l'an passé, les tribunaux ont prononcé 146 condamnations à mort, mais aucune n'a été appliquée. — (AFP)

ASIE

■ INDE : New Delhi va tester la semaine prochaine son missile balistique Agni-II, a annoncé, jeudi 1^{er} avril, l'agence United News of India (UNI). Le missile, d'une portée de 1 800 kilomètres, sera lancé le 7 ou le 8 avril de la base de Balasore, dans l'est de l'Inde, précise UNI. Le lancement, initialement prévu pour la première semaine de mars, avait été reporté pour des raisons non précisées. New Delhi a rejeté des informations selon lesquelles il avait été suspendu en raison de pressions exercées par les Etats-Unis. — (AFP)

■ CORÉE DU NORD : Pyongyang tire des revenus atteignant quelque 100 millions de dollars par an de l'export de missiles à des pays comme l'Iran et le Pakistan, rapporte vendredi 2 avril la presse sud-coréenne citant un haut responsable américain. Selon le *Korea Times*, la Corée du Nord exporte depuis plusieurs années des missiles, de la technologie et des pièces détachées produits par son programme balistique. La Corée du Nord et les Etats-Unis ont tenu des discussions à Pyongyang en début de semaine concernant la prolifération des missiles, mais la rencontre n'a pas donné de résultats tangibles. — (AFP)

PROCHE-ORIENT

■ ÉGYPTÉ : un groupe islamiste armé égyptien, le Jihad, s'est déclaré déterminé à poursuivre ses opérations armées contre le gouvernement, alors que la justice doit rendre son verdict dans un procès de militants présumés de cette formation. « Nous annonçons au monde entier notre rejet de toute trêve avec le régime », égyptien, qui « défend les intérêts américains » et israéliens, indique un communiqué de la formation islamiste, reçu jeudi 1^{er} avril à l'AFP. — (AFP)

■ IRAK : un journal a accusé jeudi l'ONU de voler une partie des revenus pétroliers de l'Irak en prélevant des sommes pour indemniser les victimes de la guerre du Golfe. « L'ONU a prélevé 2,5 milliards de dollars des 8,3 milliards générés lors des quatre phases d'application de l'accord « pétrole contre nourriture », affirme le journal *As-Saoura*, organe du parti Baas au pouvoir. Le programme « pétrole contre nourriture » autorise l'Irak à vendre du brut à hauteur de 5,2 milliards de dollars par semestre afin de financer des achats de vivres et de médicaments, sous contrôle de l'ONU. — (AFP)

EUROPE

■ FRANCE/ALLEMAGNE : le 73^e sommet franco-allemand se tiendra les vendredi 28 et samedi 29 mai à Toulouse, a annoncé jeudi l'Elysée. Les sommets franco-allemands se déroulent deux fois par an, alternativement en France et en Allemagne. Le dernier avait eu lieu à Potsdam, les 30 novembre et 1^{er} décembre 1998. — (Reuters)

AMÉRIQUES

■ ARGENTINE : le domicile de Hebe de Bonafini, la présidente des Mères de la place de Mai, a été saccagé, mardi 30 mars à La Plata (à 80 km au sud de Buenos Aires), par des inconnus qui ont volé des objets personnels mais aussi des documents de l'Association de défense des droits de l'homme. « Je suis angoissée qu'on cherche encore à nous intimider avec des méthodes qui sont exactement les mêmes qu'il y a vingt ans pendant la dictature militaire. Cela m'a rappelé l'époque où mes deux fils ont été enlevés et ont disparu », a déclaré Hebe de Bonafini, qui est convaincue d'avoir été victime des services de la police. — (Corresp.)

BACHELIERS, PRÉPAREZ-VOUS À INTÉGRER UNE GRANDE ÉCOLE DE COMMERCE

PREP ISG
Voie classique : vous préparez au concours d'entrée des grandes écoles de commerce.
Voie intensive : vous préparez spécifiquement à l'entrée de l'Institut Supérieur de Gestion (ISG).

Contactez Marion Maurin : 8, rue de l'Oratoire - 75116 Paris

Tél. 01 56 26 26 26

ISG

هكذا من الأمل

**Paraguay : arrestation
du directeur
du quotidien « La Nacion »**

ASUNCIÓN. Le directeur du quotidien « La Nacion », Carlos Vignati, a été arrêté hier par la police paraguayenne. Il est accusé d'avoir organisé une campagne de diffamation contre le président de la République, Fernando Lugo, en publiant des articles dans son journal. Vignati a été arrêté à son domicile et est actuellement en détention préventive.

**Le procureur Starr
a dépensé plus de 6 millions
de dollars en six mois**

WASHINGTON. Le procureur général américain, Eric Holder, a annoncé hier que le procureur spécial Robert Mueller avait dépensé plus de 6 millions de dollars en six mois pour mener une enquête sur les activités financières de l'ancien président George W. Bush. Cette somme a été utilisée pour payer des consultants, des enquêteurs et d'autres frais liés à l'enquête.

**Condamnation à mort
d'un tueur en série en Ukraine**

KIEV. Un tribunal ukrainien a condamné hier à mort un homme accusé d'être un tueur en série. L'accusé, âgé de 45 ans, a été reconnu coupable de l'assassinat de quatre personnes. La condamnation à mort est la peine maximale en Ukraine pour ce type de crime.

CHINE. Les autorités chinoises ont annoncé hier qu'elles avaient arrêté un suspect dans une affaire de fraude financière. Le suspect, un homme d'affaires, est accusé d'avoir organisé une série de fraudes visant à obtenir des prêts bancaires illégalement.

CHINE. Les autorités chinoises ont annoncé hier qu'elles avaient arrêté un suspect dans une affaire de fraude financière. Le suspect, un homme d'affaires, est accusé d'avoir organisé une série de fraudes visant à obtenir des prêts bancaires illégalement.

CHINE. Les autorités chinoises ont annoncé hier qu'elles avaient arrêté un suspect dans une affaire de fraude financière. Le suspect, un homme d'affaires, est accusé d'avoir organisé une série de fraudes visant à obtenir des prêts bancaires illégalement.

CHINE. Les autorités chinoises ont annoncé hier qu'elles avaient arrêté un suspect dans une affaire de fraude financière. Le suspect, un homme d'affaires, est accusé d'avoir organisé une série de fraudes visant à obtenir des prêts bancaires illégalement.

CHINE. Les autorités chinoises ont annoncé hier qu'elles avaient arrêté un suspect dans une affaire de fraude financière. Le suspect, un homme d'affaires, est accusé d'avoir organisé une série de fraudes visant à obtenir des prêts bancaires illégalement.

CHINE. Les autorités chinoises ont annoncé hier qu'elles avaient arrêté un suspect dans une affaire de fraude financière. Le suspect, un homme d'affaires, est accusé d'avoir organisé une série de fraudes visant à obtenir des prêts bancaires illégalement.

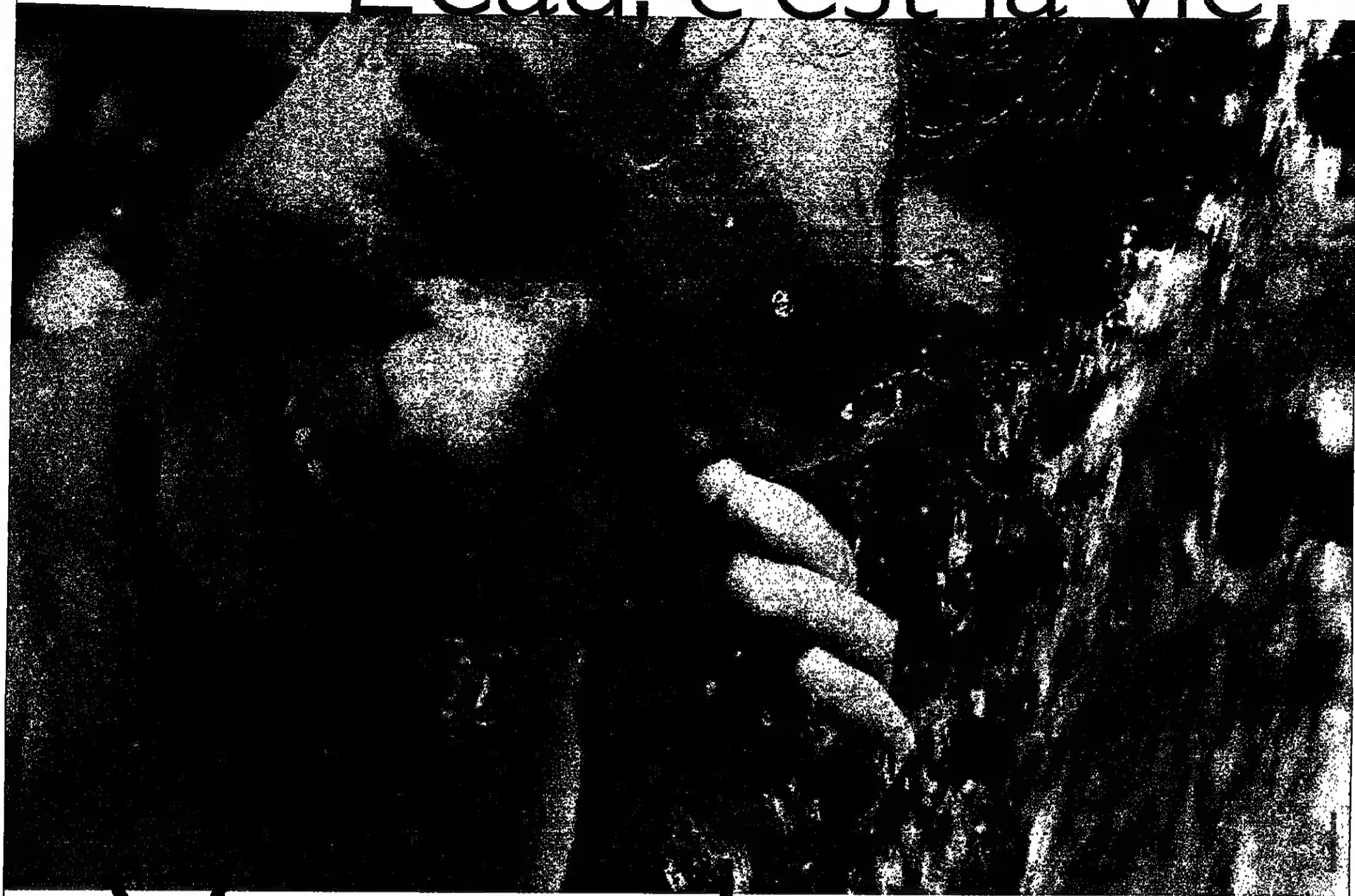
CHINE. Les autorités chinoises ont annoncé hier qu'elles avaient arrêté un suspect dans une affaire de fraude financière. Le suspect, un homme d'affaires, est accusé d'avoir organisé une série de fraudes visant à obtenir des prêts bancaires illégalement.

e s s a i s

(Publicité)

LE MONDE / VENDREDI 15 AVRIL 2009 / 1599
LE MONDE / SAMEDI 3 AVRIL 1999 / 13

L'eau, c'est la vie.



Vivendi,
n°1 mondial de l'eau



N°1 mondial de l'eau à travers Générale des Eaux, Vivendi renforce et élargit encore cette position grâce au projet de rapprochement avec USFilter, n°1 américain du marché de l'eau.

هكذا من الأصل

ÉLECTIONS La campagne pour le scrutin européen du 13 juin, qui peinait déjà à démarrer, a été momentanément reléguée au second plan par les bombardements de l'OTAN en ex-

Yugoslavie. Les chefs de file de la liste du RPR et de celle de l'UDF, qui avaient décidé de multiplier les déplacements sur le terrain, en mesurent les conséquences. ● M. SÉGUIN ET

M. SARKOZY, président et secrétaire général du RPR, qui tenaient, jeudi 1^{er} avril à Rodez (Aveyron), leur premier meeting commun, ont eu d'autant plus de difficultés à mobiliser

leurs partisans que la droite locale reste profondément divisée. ● M. BAYROU, président de l'UDF, a plaidé, jeudi à Lourdes, en faveur d'une communauté européenne de

défense. ● M. HOLLANDE, premier secrétaire du Parti socialiste, qui avait prévu de ne lancer sa campagne qu'à partir de la mi-avril, subit moins fortement cet « effet Kosovo ».

La bataille des européennes est éclipsée par la guerre au Kosovo

Les chefs de file du RPR, comme ceux de l'UDF, peinent à mobiliser leurs partisans, le scrutin du 13 juin paraissant encore lointain. Au-delà des divisions de la droite, l'intervention de l'OTAN rend peu audibles les enjeux de ces élections.

RODEZ (Aveyron)
de notre envoyée spéciale

Prenez une campagne européenne, dont le scrutin apparaît encore lointain; ajoutez-y une guerre dont les enjeux sont complexes et mal perçus; une cohabitation qui, sur ce sujet, ne simplifie pas les choses; un électoral mal remis d'une dissolution qui l'a saigné à blanc et des déchirures des élections régionales de 1998; et, pour compléter le décor, versez-y une pincée de haines locales tenaces au sein de la fédération départementale: vous obtenez le fond de tableau déprimant de la réunion électorale que Philippe Séguin et Nicolas Sarkozy ont animée, jeudi 1^{er} avril, à Rodez.

Dès l'arrivée, le président et le secrétaire général du RPR s'étaient partagé les rôles: à M. Sarkozy, la rencontre houloureuse, à huis clos, avec les militants pour préparer un meeting qui s'annonçait périlleux tant la fédération est divisée depuis l'exclusion d'une des fortes têtes locales, Michel Astoul, candidat dissident aux élections régionales; à M. Séguin, la visite, en maigre compagnie militante, d'une librairie de Rodez, qui est aussi le siège des éditions du Rouergue. L'idée est plutôt séduisante, sauf que... dans les rayons d'histoire figure, en vedette, l'ouvrage de

François Bayrou sur Henri IV. Pas-sons. Jacques Godfrain, l'unique député RPR rescapé dans le département, entraîne ensuite son hôte dans la cathédrale. L'évêque les accueille avec chaleur, sauf que... la visite doit se faire au pas de course, car l'heure de la messe du jeudi saint approche et les paroissiens s'impacientent. Reste la traditionnelle promenade dans les rues de la ville, sauf que... la journée se termine et que les commerçants, tout occupés à compter leur recette de la journée, ne lèvent pas les yeux de leur caisse.

BOULDERIE OSTENSIBLE

Devant le Palais des congrès de Rodez, huit ou neuf cars stationnent. Des militants RPR, venus de Nîmes - «trois heures de route!», dit sèchement l'une d'entre eux - achèvent leur casse-croûte. Lumière, musique, entrée sous les applaudissements, sauf que... une bonne partie de la salle, dans les premiers rangs à droite, reste ostensiblement assise, bras croisés, regards hostiles. Quant au chef de file local du parti allié, Démocratie libérale, le président du conseil général, Jean Puech, il s'est fait excuser. Bravement, le secrétaire départemental, Régine Toussat, lit son mot d'accueil sous les sifflets d'une poignée de mil-



tants qui, quelques instants plus tard, applaudissent à tout rompre l'entrée tardive et triomphale de son adversaire exclu du RPR. A la tribune, Nicolas Sarkozy cripe les mâchoires, Philippe Séguin affiche un air stoïque et absent. Même le nom de Jacques Chirac, lancé comme une ultime bouée, vient échouer tristement sur les bancs.

Un silence mauvais accompagne le secrétaire général du mouvement lorsqu'il prend à son tour la parole. Direct, il évoque la rencontre qui a précédé: «Ce s'est passé comme dans une famille où on se dit franchement les choses». Offensif, il lance: «Si on ne devait aller que dans les départements où on n'a pas eu de difficultés, on ne sorti-

rait pas de Paris, euh, et encore... Paris, se reprend-il aussitôt, ce n'est pas simple non plus...». Finites, il rappelle la dissolution: «Quand on ne fait pas la politique pour laquelle on a été élu, on perd ses amis et on ne gagne pas ses adversaires». Hochements de tête sévères mais approbateurs sur les rangs de droite. M. Sarkozy aborde alors le sujet péleux du Front national et justifie le refus des alliances. Silence de plomb, que viennent déchirer quelques applaudissements lorsqu'il parle de: «tous ces électeurs qui nous ont quittés et qu'il va falloir faire revenir». Puis vient l'heure du clin aux militants, c'est-à-dire de l'attaque du camp adverse, et la salle, enfin, se réveille. Sauf finale: «Est-ce que, pour deux mois et demi de campagne, ça ne vaut pas le coup de mettre de côté nos divergences? Chaque voix qui ne sera pas donnée à la liste Séguin-Madeira, c'est une voix pour Hollande...» Le public est gagné.

COMMISSION, VEAUX, GUERRE

A Philippe Séguin de jouer. Reconnue, la salle veut de la castagne, de la hargne. L'appel, une fois de plus, au départ des ministres communistes, lui convient; la volonté assumée de «convaincre tous les électeurs, quels qu'aient été leurs votes précédents, parce que ce-

la s'appelle la démocratie» lui agré; mais le long chapitre sur les pouvoirs de l'Assemblée de Strasbourg l'ennuie; et les propositions de réforme de la Commission de Bruxelles l'endort; seul le report de la réforme du secteur laitier et la prime aux vœux de lait «obtenus grâce à Jacques Chirac et personne d'autre» - l'intéressent encore.

Et la guerre? Il ne manquait plus qu'elle pour compliquer la tâche. «Notre appel au président de la République est total», lance le président du RPR, ajoutant aussitôt: «Mais il n'est pas aveugle ou inconscient. Il est lucide. Il est à la mesure des risques encourus par nos soldats (...). Il est à la mesure des incertitudes, aussi bien militaires que diplomatiques, qui pèsent encore sur la réussite de cette opération.»

A cette heure, la croix européenne est lourde à porter. Le public se sent. Il applaudit, parce que c'est fini et il entonne *La Marseillaise*, parce que ça fait toujours du bien. Vite, très vite, MM. Séguin et Sarkozy s'engouffrent dans leur voiture. Dans l'avion du retour, le secrétaire général force son enthousiasme: «Dis, président, tu as vu le dernier sondage. Félicitations, tu es à 23 %...»

Pascal Robert-Diard

La profession de foi européenne de M. Bayrou

LOURDES (Hautes-Pyrénées)
de notre envoyée spéciale

Quoi de mieux pour roder une campagne électorale qu'une étape sur un circuit dont on connaît chaque courbe et dont on appelle par son prénom un grand nombre d'habitants? Après ses premiers déplacements dans les terres moins familières de la Bretagne, de Nice et de la banlieue parisienne, qui ont essuyé les platras du début de sa pré-campagne européenne, François Bayrou a retrouvé, jeudi 1^{er} avril, celles, plus familières, du Sud-Ouest, depuis le Gers agricole jusqu'aux contre-forts des Pyrénées. Délaissant les Pyrénées-Atlantiques, dont il préside le conseil général, il s'est élan- cé dans les Hautes-Pyrénées voisines de sa propre circonscription, terres de mission puisque dominées par la gauche, mais aussi terre de miracles.

Sa venue à Lourdes, ponctuée par une réunion publique, répondait, pour le président de l'UDF, à plusieurs objectifs. Avérer le miracle de l'amitié, tout d'abord. Il doit être dorénavant bien clair pour tout le monde que le maire de la ville, Philippe Douste-Blazy, n'a jamais été, n'est pas et ne saurait être, à échéance humanement envisageable, le rival ou, pis, l'ennemi intérieur, de M. Bayrou. Ces «inventions» de la «presse» sont inconcevables entre amis de «cent ans»: «Le grand-oncle de Philippe était le médecin de ma grand-mère, qui est morte jeune, d'ailleurs», a confié le chef de file de la liste UDF. Sans craindre de se faire violence, tant il est «toujours difficile d'exprimer ses sentiments en public», le président du groupe UDF de l'Assemblée nationale l'a, à son tour, assuré de son «amitié». «Durant ces cent jours, tu peux compter sur mon soutien. Ce n'est pas le premier ni le dernier combat que nous mènerons ensemble. Cette liste sera notre liste», a ajouté l'ancien ministre de la culture avant de hisser, dans le panthéon centriste, M. Bayrou au rang de Jean Lecanuet après sa décision d'être candidat à l'élection présidentielle contre le général de Gaulle.

A Lourdes, M. Bayrou venait aussi chercher le souvenir d'un meeting, auquel prit part une assistance chaleureuse et nombreuse, à la fin de la campagne de la liste conduite par Simone Veil aux élections européennes de 1989. M. Bayrou en était alors le directeur de campagne, et

Lourdes, qui s'était donné comme maire M. Douste-Blazy, trois mois auparavant, allait offrir, quelques jours plus tard, son meilleur score à la liste centriste. Ce souvenir n'était pas inutile à M. Bayrou, jeudi, pour tenter d'amorcer ce à quoi il voudrait parvenir dans cette campagne: «Faire naître de l'émotion sur l'Europe.»

«Les mêmes qui ont empêché la CED regrettent aujourd'hui la suprématie américaine»

Devant un auditoire de trois cents personnes, avec, en toile de fond, le slogan de sa campagne - «Franchement européens» -, il a rappelé que sa campagne serait tout entière consacrée à l'Europe. Sans citer le nom de sa cible, Philippe Séguin, il a accusé ceux qui, comme le président du RPR, estiment que parler de l'Europe pendant la campagne est «hors su-

jet», de propager des «sornettes»: «On veut prendre les citoyens pour des imbéciles, et on a tort», a ajouté M. Bayrou. Et, pour bien faire entendre que, comme l'avait perspicacement sous-entendu son «ami» Philippe Douste-Blazy, les élections européennes ne sont pas son seul horizon, le président de l'UDF a ajouté: «Nous, nous sommes une génération nouvelle de la politique et nous avons un projet européen nouveau à porter.»

De ce projet, la crise du Kosovo vient dramatiquement mettre au premier plan le chapitre défense. Aux sympathisants lourdaïses, M. Bayrou a exposé longuement pourquoi, selon lui, «la guerre et la paix ne sont plus de l'échelle d'un pays, à l'exception des États-Unis». Il propose que l'Europe y remédie en constituant une «Communauté européenne de défense», reprenant ainsi le nom du projet avorté il y a quarante-cinq ans, qui traduisait selon lui «une vision prophétique». «Certains souvenirs font sourire, a remarqué M. Bayrou. Ce sont les mêmes qui ont empêché la CED qui regrettent aujourd'hui la suprématie américaine.» A bon entendeur...

Cécile Chambraud

M. Hollande prend le temps de lancer sa campagne

Une convention nationale du PS ratifiera, le 10 avril, liste et programme

LES SOCIALISTES ne sont pas mécontents d'avoir pris leur temps pour démarquer vraiment leur campagne européenne. Ils subissent ainsi moins que les autres l'effet Kosovo, même s'ils savent, selon l'évolution du conflit dans les Balkans, qu'ils risquent de parler plus d'Europe de la défense que de la croissance et de l'emploi. Le 25 mars, en Isère, François Hollande a déjà été obligé de consacrer, au lendemain du début des frappes aériennes, l'essentiel de son propos au Kosovo.

La liste que conduira le premier secrétaire du PS est soumise, depuis le 31 mars, au vote des militants. La campagne sera lancée officiellement le 10 avril, lors d'une convention nationale, à Paris, qui ratifiera la liste et le «programme commun» du PS, du Parti radical de gauche (PRG) et du Mouvement des citoyens (MDC). Le texte, qui a fait l'objet d'un débat au bureau national, le 23 mars, et, dans la foulée, d'une discussion avec le PRG et le MDC (Le Monde du 25 mars), reprend les vingt et un engagements du manifeste du Parti des socialistes européens (PSE), adopté le 1^{er} mars à Milan,

et l'agrément de propositions à partir du document de la convention «nation-Europe» du PS et de ses accords avec le PRG et le MDC. Finalisé au bureau national du 6 avril, ce programme sera présenté, le 10 avril, sous la forme d'un petit livre rouge carmin - couleur choisie pour la campagne de tous les sociaux-démocrates européens -, lors d'une convention à laquelle sont invités les états-majors du PRG et du MDC, avec Jean-Michel Baylet et Jean-Pierre Chevènement.

UN «ADDENDUM» DU MDC

Le projet de programme réaffirme une priorité pour l'emploi, avec un «pacte européen pour l'emploi» prévoyant «des critères de convergence contraignants». Il réclame aussi «une stratégie coordonnée de croissance durable», avec lancement d'un emprunt européen pour financer des grands travaux et une harmonisation fiscale passant par «une baisse de la TVA sur les activités à forte main-d'œuvre». La négociation d'un traité social, avec instauration d'un salaire minimum européen, l'inscription de l'«objectif de la

croissance et du plein emploi» dans les statuts de la Banque centrale européenne, l'abolition des privilèges des paradis fiscaux, l'examen de tout projet de directive «selon le principe d'indépendance général dirigé au même rang que la libre concurrence», la mise en œuvre d'une politique européenne de «codéveloppement avec les pays d'origine de l'immigration», le soutien à une politique de «développement durable», l'accélération d'Europol, «pour une bonne coopération policière européenne», font partie des principaux axes de ce programme commun.

Partant du principe, défini dans le préambule, d'une «union librement consentie de nations et de peuples», ce qui évite d'employer la formule de «fédération d'États-nations», chère au PS mais rejetée par le MDC, le programme évoque la préparation d'une future «Constitution européenne» par «une large consultation avec les forces politiques, civiles et sociales». Pour réguler le système financier international, il prône l'instauration d'une taxe, type Tobin, sur les transactions financières internationales. Sur la sécurité, les engagements doivent être reus à la lumière du conflit du Kosovo puisqu'ils insistent sur la nécessité d'affirmer «au sein de l'Alliance atlantique une identité européenne plus clairement définie» et de «contribuer, avec les États européens qui le veulent, à toutes les initiatives allant dans le sens d'une défense commune».

Pour contourner le différend avec le MDC, qui a fait inscrire dans son accord avec le PS le maintien - «pour le moment» - de la règle de l'unanimité au conseil des ministres «chaque fois qu'est en jeu un intérêt vital», le programme retient l'objectif de l'«extension du vote à la majorité dans tous les domaines dans lesquels l'Europe doit progresser». Un addendum du MDC doit préciser qu'il prend acte de ces orientations qui rejoignent sa propre volonté de «réorienter la construction européenne». Sur ces bases, M. Hollande pourra vraiment dé- marquer sa campagne, avec, le 14 avril, un déplacement dans le Pas-de-Calais, et, le 15, un grand meeting européen à Madrid.

Michel Noblecourt

à 5 min de PARIS

LE 1^{er} SUPERMARCHÉ DE L'AUTOMOBILE

500 occasions récentes en stock permanent au meilleur prix

PARIS

Géant OCCASIONS TOUTES MARQUES

M. Chevènement pressé de quitter le gouvernement

Le Mouvement des citoyens du Valenciennais et de la Somme demande à Jean-Pierre Chevènement, président du MDC et ministre de l'Intérieur, de «quitter le gouvernement afin de marquer clairement sa réprobation» des bombardements de l'OTAN. Dans des lettres adressées le 29 mars à «plusieurs personnalités influentes» du MDC, et à l'entête du parti, ces responsables locaux estiment que «ce gouvernement n'est pas [le leur]». Deux des quatre représentants du Nord au conseil national du MDC s'étaient déjà vivement opposés à la présence de candidats de leur parti sur la liste conduite par François Hollande pour les élections européennes. Pour Jean-Claude Borgogno, responsable du mouvement à Valenciennes, «le MDC, désormais, n'a plus d'avenir: avec 4 500 adhérents, il va soit s'organiser en fan club, soit exploser».

Le budget 2000 à une dim

هكذا من الأصل

RÉGIONS

LE MONDE / SAMEDI 3 AVRIL 1998

Le recensement changera la donne des communes

L'Insee termine ses enquêtes démographiques samedi 3 avril et en publiera les premiers résultats en décembre. Ces statistiques auront d'importantes conséquences locales, car elles déterminent, selon le seuil de la population, les dotations de l'Etat ou le mode d'élection aux municipales

LE MONTANT des subventions de l'Etat aux collectivités locales, le mode d'élection des conseils municipaux, la rémunération des élus et celle des fonctionnaires territoriaux, les règles d'urbanisme, l'implantation d'une pharmacie... Tout cela dépend des résultats du recensement qui prendra fin samedi 3 avril. « Nous pourrions passer de 100 000 personnes répertoriées en 1990, entraîneront une hausse de 100 000 francs par an. Ces évolutions devraient être prises en compte dès la loi de finances pour l'an 2000. Pour les communes qui connaissent une diminution de leur population, la réduction des dotations de l'Etat sera amortie sur trois années.

Première implication essentielle du recensement : les résultats fixent le montant des dotations de l'Etat aux communes. Ainsi, une partie de la dotation globale de fonctionnement (DGF) est-elle calculée en fonction du nombre d'habitants. Pour 1998, 79,4 milliards de francs (12,1 milliards d'euros), soit plus de 20 % du total des recettes de fonctionnement des

communes, ont été répartis suivant le critère démographique. Un accroissement de la population, authentifié par le recensement, se traduira donc par une hausse des dotations de l'Etat étalée sur deux années.

Par exemple, le village de Besançon estime que 1 000 habitants supplémentaires, sur une population de 10 000 personnes répertoriées en 1990, entraîneront une hausse de 100 000 francs par an. Ces évolutions devraient être prises en compte dès la loi de finances pour l'an 2000. Pour les communes qui connaissent une diminution de leur population, la réduction des dotations de l'Etat sera amortie sur trois années.

BULLETINS SUSPECTS

« Les communes ont intérêt à ce que le recensement soit le plus complet possible pour que leur population augmente », note M. Claude. Certaines communes pourraient être tentées par un « bourrage des urnes » pour accroître leurs futures recettes, mais l'Insee, vigilante, surveille étroitement la validité des fiches de re-

censement, mission déléguée aux communes. En 1990, une polémique avait surgi à propos du nombre d'habitants de Saint-Etienne. L'Insee avait jugé suspects 2 000 bulletins de vote par les services municipaux. Ils permettaient à la ville de franchir la barre des 100 000 habitants et donc d'entrer dans une catégorie mieux financée. Très souvent, les communes ont réglé l'amiable. Mais parfois, il arrive qu'un maire soit poursuivi en justice pour « falsification de documents administratifs ».

Deuxième type d'impact du recensement : le droit des collectivités locales à structurer autour de plusieurs dizaines de communes des groupements qui déterminent leur organisation et leur fonctionnement. La disposition la plus spectaculaire concerne le mode d'élection municipale. Ainsi, pour les communes de moins de 3 500 habitants, celui-ci est majoritaire à deux tours. Au-delà, le scrutin ré-

partit à la moitié des sièges à la première arrivée en 1995 au second tour. Le répartition des autres sièges est proportionnelle.

« FONCTION PRÉFÉRENTIELLE » Le nombre d'habitants a donc des conséquences importantes sur la vie démocratique des communes. Les règles de fonctionnement des conseils municipaux changent aussi : au sein des communes de plus de 3 500 habitants, les droits des minorités politiques sont renforcés et leur travail facilité. Des effets de seuil existent pour la fixation du nombre de conseillers municipaux (de 5 pour les communes de moins de 500 habitants jusqu'à 35 pour les villes de plus de 100 000 habitants), le calcul des indemnités des élus locaux, la rémunération des hauts fonctionnaires territoriaux ainsi que le recrutement du personnel.

La logique est identique en matière de plan d'occupation des sols, d'urbanisme commercial ou de création de pharmacies. Dans les communes de moins de 5 000 habitants, une seule officine est ainsi autorisée pour chaque tranche de

2 000 habitants. Il faudra attendre décembre 1998 et la publication des résultats du recensement pour connaître le nombre de communes concernées par ces modifications.

Autre aspect du recensement, moins palpable mais jugé « fondamental » par l'Insee : les éléments chiffrés fournissent des informations pour les élus, les administrations, voire les entreprises. « C'est la fonction préférentielle du recensement. Il sert les aménagements du territoire, l'ouverture d'une classe, l'organisation de la circulation, les réseaux de transports en commun », précise M. Claude.

Les collectivités locales ne cessent, pour un coût réduit, aux données de l'Insee sur des sujets rassemblant entre 300 et 300 personnes pour adapter leurs décisions, aujourd'hui fondées sur les données de 1990, en fonction de chaque quartier, de chaque hameau. Les élus scrutent attentivement les résultats du recensement. Car l'expansion ou le déclin d'une commune participe du bilan politique des maires.

Luc Maudou

Aumontzey (Vosges) est en butte avec le classement de l'Insee

ÉPINAL

La majorité des habitants d'Aumontzey, dans les Vosges, ne rendront pas, avant avril, les formulaires du recensement. En conflit avec l'Insee, Maurice Jechoux, le maire, a obtenu un délai exceptionnel de quinze jours supplémentaires qui devrait lui permettre de tenter des conciliations, dont l'une avec Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'Économie, après du ministre de l'Économie, dont dépend l'Insee : Aumontzey se trouve dans la circonscription électorale de M. Pierret.

Depuis 1995, M. Jechoux n'a cessé de travailler la faille pour obtenir le classement de ce village de 450 habitants en « unité urbaine ». Jusqu'en 1990, un arrêté préfectoral de 1972 répertoriait Aumontzey parmi les communes rurales. Mais ensuite, l'Insee, tentant d'harmoniser sa classification avec les autres européens, a adopté la notion d'unité urbaine qui définit notamment par la densité de l'habitat entre communes. La commune d'Aumontzey se situe à moins de deux cents mètres de la première maison de Granges-sur-Vologne, le chef-lieu de canton voisin.

Cette nouvelle classification n'a pas tardé à avoir des répercussions sur les finances de la commune. En 1992, l'Agence de l'Eau a augmenté la pollution de sa redevance puisque son montant est proportionnel au risque et aux concentrations de population. « La taxe a simplement doublé du jour au lendemain », s'insurge M. Jechoux, qui dénonce aussi les conséquences sur les aides du conseil général. Pour le transport scolaire, la commune rurale, ne pourrait

prétendre à un montant de subvention de 85 %. Nous ne touchons que 62 %.

Le Conseil d'Etat, par le maire il y a deux ans, a reconnu que le classement de l'Insee était pas un acte administratif. La commune a été déboutée sur la forme, mais le commissaire du gouvernement a incité les magistrats à reconnaître que le maire municipal a compétence pour délimiter l'agglomération de sa commune. Suggestion sur laquelle s'appuie le préfet des Vosges pour tenter de résoudre le conflit. Il vient de proposer aux maires d'Aumontzey et de Granges-sur-Vologne de prendre en parallèle deux arrêtés confirmant les plans d'occupation des sols de leurs communes voisines.

BOYCOTTAGE

Les communes rurales opposées aux administrations qui invoquent le classement de l'Insee pour limiter la participation à la subvention communale. Le maire d'Aumontzey ne comprend pas cette complication : « Il n'est si facile de demander à l'Insee de corriger le classement. C'est à croire que l'Institution est intouchable. »

Plus montrer sa résolution, la commune a donc boycotté le recensement en cours, espérant que l'Insee rectifierait d'elle-même le classement. Mais son directeur régional, Etienne Treynard, s'en tient aux « critères scientifiques qui sont pas soumis à interprétation ». M. Pierret ne parvient pas à dénouer la situation — une première réunion était prévue vendredi —, ce sera au président du tribunal administratif de Nancy de tenter de concilier les points de vue.

Christophe Dufour

DÉPÊCHES

■ TRANSPORTS : Les plans de déplacements urbains (PDU), prévus par la loi sur l'air du 30 décembre 1996 pour les communes de plus de 100 000 habitants, sont en cours d'élaboration (sauf à Lyon où il a déjà été adopté), privilégiant pour les trois quarts d'entre eux les transports en commun, selon une enquête menée à l'initiative du Groupement des autorités responsables de transport (GART). Mais seule une petite moitié de ces plans jugent aussi prioritaires les modes de déplacements plus économiques et moins polluants, le vélo et la marche (Le Monde du 11 décembre 1998).

■ SÉNAT : le projet de loi sur le renforcement de la simplification de la coopération intercommunale du ministre de l'Intérieur, Jean-Pierre Chevènement, a fait l'objet au Sénat, jeudi 1^{er} avril, d'un relatif consensus. Cependant, les sénateurs devraient s'opposer à l'élection au suffrage universel des conseillers des douze communautés urbaines, dans le cadre d'une pré-désignation sur les élections municipales, qui avait été adoptée en première lecture par l'Assemblée nationale.

■ MUNICIPALITÉS : l'Association des maires des grandes villes de France (AMGVF) a demandé au premier ministre, Lionel Jospin, d'organiser une table ronde sur la responsabilité pénale des élus. L'AMGVF souhaite remettre à plat le droit de responsabilité en France et parvenir rapidement à une amélioration de la législation en vigueur.

IBM ThinkPad 380

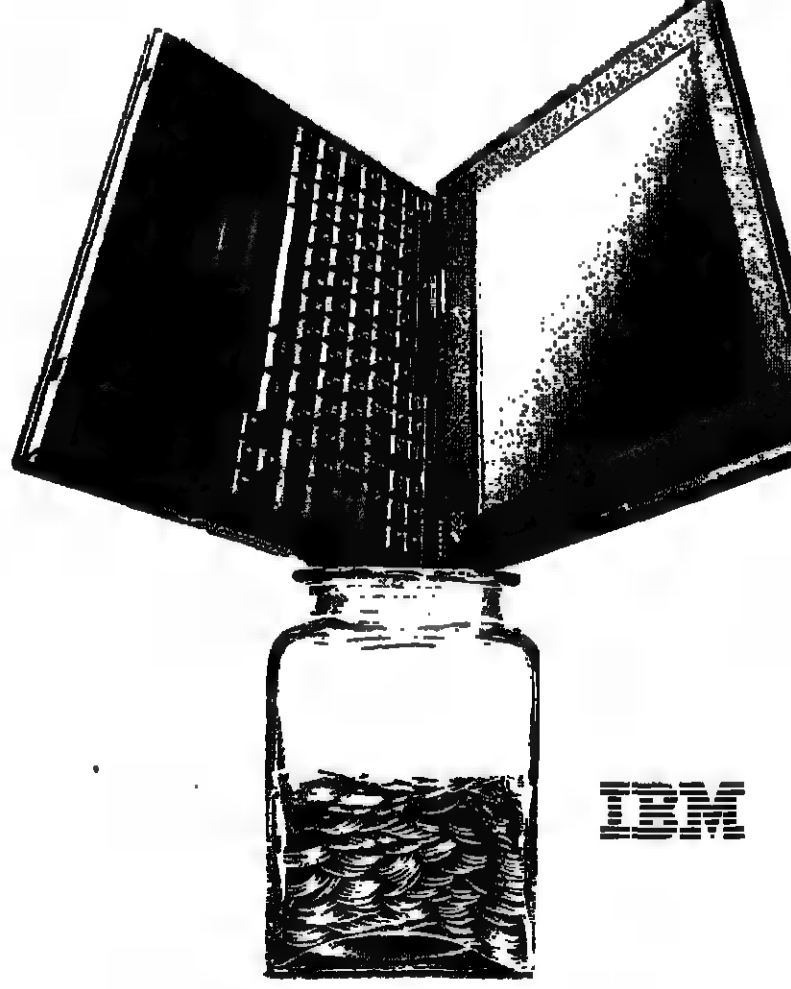
700 FHT à 1 000 FHT de réduction sur l'achat d'un ThinkPad 380 avec processeur Intel® Pentium® 333 ou 350 MHz et son modem IBM PCMCIA V90 56 Kbps évoluant GSM et RNIS.

Pour profiter de cette offre exceptionnelle :

0 801 TEL IBM (0 801 835 428) ou www.ibm.com/pc/thinkpad/promo

ThinkPad 380, le plus puissant des ThinkPads, idéal pour démanteler. Processeur Intel® Pentium® 333 ou 350 MHz ou Intel® Celeron® 300 MHz. Écran TFT 12.1", 13.3" ou 14.1". Disque dur de 3.2 à 6.4 Go. 32 ou 64 Mo. Lecteurs de disquettes et de CD-ROM intégrés. Base modulaire. À partir de 1 050 FHT.

thinkpad.jusqu'à 1 000 FHT de réduction



IBM

Intel Inside Pentium II

* 844,20 FHT / 128,70 € TTC de réduction sur l'achat d'un ThinkPad 380 avec processeur Intel® Pentium® 333 ou 350 MHz et son modem IBM PCMCIA V90 56 Kbps évoluant GSM et RNIS. Réduction valable pour les achats réalisés entre le 15/02/98 et le 15/04/98 auprès de l'un des revendeurs habilités IBM. Réduction maximale applicable sur la facture du matériel. Offre susceptible d'être arrêtée ou modifiée par IBM sans préavis. ** 13 338,30 FHT / 2 031,58 € TTC Prix de vente conseillé. Chaque receveur doit être de leur site internet, les logos Intel, Intel Inside et Pentium sont des marques déposées d'Intel Corporation. Les autres marques citées appartiennent à leurs détenteurs respectifs. © 1998 IBM Corporation.

550 من الأصل

DISPARITION

Lucien Aigner

Un pionnier du photojournalisme

LE PHOTOGRAPHE américain d'origine hongroise Lucien Aigner, un pionnier du photojournalisme et de l'appareil Leica, est mort lundi 29 mars à Great Barrington (Massachusetts). Il était âgé de quatre-vingt-dix-sept ans.

Lucien Aigner appartient à une riche génération de photographes hongrois qui ont fait leur nom dans les années 30 et 40, en France, en Allemagne, en Grande-Bretagne et aux États-Unis. Sa photo la plus célèbre est sans doute un portrait d'Einstein, à l'université de Princeton, aux États-Unis, en 1940, passablement débraillé, une main dans la poche, devant un tableau noir maculé d'une formule mathématique.

Lucien Aigner émigre aux États-Unis, en 1939, et est un des premiers Européens à travailler pour le *New York Times*. De 1941 à 1953, il est directeur de production pour le programme de langues étrangères de The Voice of America. Il est affecté par la mort de Robert Capa, en 1954, durant la guerre en Indochine. Il devient photographe de studio, à Great Barrington - ville qu'il ne quittera plus - réalisant des portraits sur commande jusqu'en 1976, avant de poursuivre son activité de photojournaliste.

Les 300 négatifs qu'il avait laissés, en 1993, dans une valise déposée dans la baignoire de l'appartement parisien de sa sœur, sont retrouvés par son frère, le styliste et modeleur Aigner. Lucien passe son temps à archiver et à diffuser ses images, qui sont représentées dans de nombreuses collections internationales. Dans un entretien de 1993, il avait déclaré qu'il ne choisissait pas ses images favorites, il répondait : « C'est une mauvaise chose, pour un père, d'avoir des favoris. »

Lucien Aigner est décédé le 29 mars 1999, à 14 heures, à l'hôpital de la ville de Great Barrington.

De cette période, la plus novatrice de sa longue carrière, Lucien Aigner a écrit : « J'ai eu besoin, c'était d'un petit appareil photo, qui pouvait être caché dans la poche ou sous le vêtement, et d'un sujet sur le visage, se baladant sans être remarqué par les gardiens, perdu dans la foule des participants d'une convention ou des représentants de la presse, au moment crucial, on tirait son petit appareil et ferme. »

Lucien Aigner a été élu membre de l'Académie nationale de la photographie en 1993.

Il était marié à une femme, et avait deux enfants.

Il était également membre de l'Académie nationale de la photographie.

Il était également membre de l'Académie nationale de la photographie.

Il était également membre de l'Académie nationale de la photographie.

Il était également membre de l'Académie nationale de la photographie.

Il était également membre de l'Académie nationale de la photographie.

Il était également membre de l'Académie nationale de la photographie.

Il était également membre de l'Académie nationale de la photographie.

Il était également membre de l'Académie nationale de la photographie.

Il était également membre de l'Académie nationale de la photographie.

Il était également membre de l'Académie nationale de la photographie.

Il était également membre de l'Académie nationale de la photographie.

Il était également membre de l'Académie nationale de la photographie.

ment à deux mains, placé sur le front et tenu par les cordons le long du corps ; un voile, un défilé, on avait l'image, même dans les mauvaises conditions lumineuses, même de gens en mouvement. » Il disait aussi : « Ce n'est pas l'image, mais l'interprétation de l'image qui donne son sens. Sans mots, il n'y a pas de sens. »

Lucien Aigner émigre aux États-Unis, en 1939, et est un des premiers Européens à travailler pour le *New York Times*. De 1941 à 1953, il est directeur de production pour le programme de langues étrangères de The Voice of America. Il est affecté par la mort de Robert Capa, en 1954, durant la guerre en Indochine. Il devient photographe de studio, à Great Barrington - ville qu'il ne quittera plus - réalisant des portraits sur commande jusqu'en 1976, avant de poursuivre son activité de photojournaliste.

Les 300 négatifs qu'il avait laissés, en 1993, dans une valise déposée dans la baignoire de l'appartement parisien de sa sœur, sont retrouvés par son frère, le styliste et modeleur Aigner. Lucien passe son temps à archiver et à diffuser ses images, qui sont représentées dans de nombreuses collections internationales. Dans un entretien de 1993, il avait déclaré qu'il ne choisissait pas ses images favorites, il répondait : « C'est une mauvaise chose, pour un père, d'avoir des favoris. »

Lucien Aigner est décédé le 29 mars 1999, à 14 heures, à l'hôpital de la ville de Great Barrington.

De cette période, la plus novatrice de sa longue carrière, Lucien Aigner a écrit : « J'ai eu besoin, c'était d'un petit appareil photo, qui pouvait être caché dans la poche ou sous le vêtement, et d'un sujet sur le visage, se baladant sans être remarqué par les gardiens, perdu dans la foule des participants d'une convention ou des représentants de la presse, au moment crucial, on tirait son petit appareil et ferme. »

Lucien Aigner a été élu membre de l'Académie nationale de la photographie en 1993.

Il était marié à une femme, et avait deux enfants.

Il était également membre de l'Académie nationale de la photographie.

Il était également membre de l'Académie nationale de la photographie.

Il était également membre de l'Académie nationale de la photographie.

Il était également membre de l'Académie nationale de la photographie.

Il était également membre de l'Académie nationale de la photographie.

Il était également membre de l'Académie nationale de la photographie.

Il était également membre de l'Académie nationale de la photographie.

Il était également membre de l'Académie nationale de la photographie.

Il était également membre de l'Académie nationale de la photographie.

Il était également membre de l'Académie nationale de la photographie.

Il était également membre de l'Académie nationale de la photographie.

Il était également membre de l'Académie nationale de la photographie.

Il était également membre de l'Académie nationale de la photographie.

Il était également membre de l'Académie nationale de la photographie.

Il était également membre de l'Académie nationale de la photographie.

AU CARNET DU MONDE

Naissances

- Dourdan. Paris. Nuremberg.

Jean-Jacques et Beate DULONG, Maxime et Thomas

ont la joie d'annoncer la naissance de

Alexandre,

le 31 mars 1999.

Anniversaires de naissance

Charles,

docteur de la Faculté de médecine de

Paris, 100 ans de naissance.

Bon anniversaire !

Papa et maman qui t'aiment et toute la

famille.

Fiançailles

M. Christian LAMBERT

M^{me} née Marie-Christine COUPEAUD,

M. Alain FOURMENT

M^{me} née Chantal MIGEOT

sont heureux d'annoncer les fiançailles de

leurs enfants,

Agathe et Aymeric.

Décès

Marthe ARIEY,

de quatre-vingt-huit ans,

décédée le dimanche des Rameaux,

28 mars 1999.

Un grand merci à l'équipe du service

de soins de l'hôpital Paul-Brousse :

compétence et dévouement.

M^{me} Lucie, son fils, et

Lucie et Aymeric,

ses petits-enfants.

M^{me} Barbel,

son épouse,

Ses enfants,

Et sa famille,

ont la tristesse de vous annoncer le décès de

M. Léon BARDET,

survécu le 17 mars 1999.

Cet avis tient lieu de faire-part.

21, rue Carnot,

77300 Fontainebleau.

M^{me} Simone Benadon,

son épouse,

Monique et Jean-Claude Benadon,

Muriel Benadon et René Coustaudier,

Elisabeth Casali et Marc Benadon,

Ses enfants,

Carole et Jean-Michel Fois,

Mathieu, Nicolas Benadon,

Ses petits-enfants,

Carole,

son arrière-petite-fille,

Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Maurice BENADON,

ancien député,

résistant,

chevalier de la Légion d'honneur.

Sa famille et ses amis se réuniront pour

lui rendre un dernier hommage le jeudi

8 avril 1999, à 13 h 15, au cimetière de

du Père-Lachaise, Paris-20^e

(entrée par la place Gambetta).

Un registre à signatures tiendra lieu de

faire-part.

- Le directeur,

Les membres de l'UFR de

l'informatique de

l'université René-Descartes,

ont la tristesse de faire part du décès de

Paul BLANCHARD,

maître de

l'informatique,

survécu le 25 mars 1999.

L'inhumation a eu lieu au cimetière

du Père-Lachaise, le 2 avril.

- Eliane Foinikinos et Claude Torres,

Lise et David Fuchs,

Georges et Julie Foinikinos,

Jacques et Rita Foinikinos,

Ses enfants,

Laurence, Thierry, Yann, Ariel,

Yvel, Antoine, Rael, Cécile,

Carole, Tony,

Ses petits-enfants,

Guillaume, Valentine, Marie-

Karaguel, Lya,

Ses arrière-petits-enfants,

font part du décès de

M^{me} Cécile FOENIKINOS,

née KRIEF,

dans sa quatre-vingt-huitième année, le

31 mars 1999.

L'inhumation aura lieu le dimanche

8 avril, à 9 h 45, au cimetière parisien de

Bogues, rue de Montmorency.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Famille Fuchs,

6, rue de la République,

93100 Rosny-sous-Bois.

M^{me} Jean-Georges Burger,

Ses enfants et petits-enfants,

Les familles Michel, Jemel, Streisguth,

Faucus et alliés,

ont la douleur de faire part du décès de

général Jean-Georges BURGER,

commandeur de la Légion d'honneur,

survécu le 31 mars 1999, à l'âge de

quatre-vingt-quatre ans.

Les obsèques auront lieu le

3 avril, à 16 h 30, au temple de Nyons.

Ni fleurs ni couronnes.

La Poussee,

14, rue Pierre-Toussaint,

26110 Nyons.

- M^{me} Pierre Fournier,

son épouse,

M. et M^{me} Gérard Cayeux,

M. et M^{me} Antoine Le Sourd,

Ses enfants,

Christel et Thibault Lennard,

Cyril, Alban, Grégoire,

Daphné, Nicolas, Angéline,

Ses petits-enfants,

Paul,

son arrière-petit-fils,

ont la profonde tristesse de faire part du

décès de

docteur Pierre FOURNIER,

commandeur de la Légion d'honneur,

rappelé à Dieu, le mercredi 31 mars 1999.

La cérémonie religieuse sera

celébrée le mardi 6 avril, à 10 h 30, en l'église

Sainte-Pierre de Chaillot, 31,

avenue Marceau, Paris-16^e.

- La présidente et les membres

du conseil national,

présidents et les membres

des conseils régionaux,

de l'ordre des pharmaciens,

ont la grande tristesse de faire

décès de

docteur Pierre FOURNIER,

commandeur de la Légion d'honneur,

officier de l'Ordre national

du Mérite,

membre de l'Académie nationale

de pharmacie,

président honoraire du conseil national

de l'Ordre des pharmaciens,

de la Légion d'honneur,

rappelé à Dieu, le mercredi 31 mars 1999.

La cérémonie religieuse sera

celébrée le mardi 6 avril, à 10 h 30, en l'église

Sainte-Pierre de Chaillot, 31, avenue

Marceau, Paris-16^e.

- Le conseil national de l'ordre

des pharmaciens,

89, rue de la

Pharmacie,

75116 Paris.

- Le conseil d'administration du

groupe Didot-Bonin

a la douleur de faire part du

décès de

docteur Pierre FOURNIER,

membre de l'Académie nationale

de pharmacie,

président honoraire du conseil national

de l'Ordre des pharmaciens,

de la Légion d'honneur,

rappelé à Dieu, le mercredi 31 mars 1999.

La cérémonie religieuse sera

celébrée le mardi 6 avril, à 10 h 30, en l'église

Sainte-Pierre de Chaillot, 31, avenue

Marceau, Paris-16^e.

- M^{me} Jeanne Rabussier,

son épouse,

M^{me} Denise Rabussier,

sa sœur,

M^{me} Jean Journeau,

sa belle-sœur,

M. et M^{me} Jean Saint-Etienne,

Eric et Sophie,

M. et M^{me} Alain Journeau,

Lucile et Jérôme,

Ses neveux et nièces,

Ainsi que toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

Raymond RABUSSIER,

survécu le 24 mars 1999, à l'âge de

quatre-vingt-trois ans.

Selon les vœux du défunt, la cérémonie

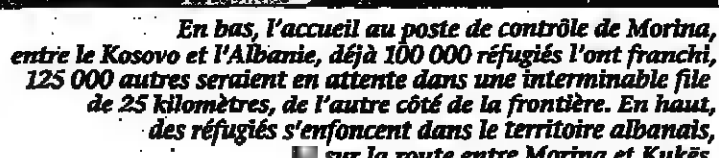
religieuse et la crémation ont eu lieu dans

la plus stricte intimité.

Les obsèques ont eu lieu au

REPORTAGE

3 2

José-Alain Frolon

هكذا من الأصلي

par Alain

Les armées pour affirmer la présence de l'OTAN en Yougoslavie met en lumière les difficultés politiques de ce type d'opérations pour les démocrates.

Les armées des différents Etats occidentaux sont plus formées pour intervenir à l'extérieur, pour « projeter ». Cependant, politiquement, ce type d'intervention est de plus en plus délicat à mettre en œuvre. Il n'est plus possible aujourd'hui d'opérer une opération militaire durable le soutien des opinions publiques. Or, ces dernières, si elles sont réveillées par les images auxquelles se sont livrés les Kosovars, sont néanmoins réticentes à voir leurs pays engagés dans un conflit, si la vie de leurs soldats doit être massivement mise en danger.

Les frappes aériennes, si ce rythme, prendront longtemps pour faire tomber Milosevic ou pour le contraindre à arrêter la répression qu'il mène au Kosovo. Il faudrait, pour obtenir une intervention militaire, intervenir massivement avec des troupes.

Pour le moment, l'emploi de la force ne se conçoit que pour protéger la liberté d'expression et la vie de dizaines de milliers de soldats pour promouvoir les universelles.

Les frappes aériennes peuvent apparaître comme le bon compromis entre la nécessité d'intervenir

Le réalisme et la morale

par Pascal Boniface

Notre avons aujourd'hui le choix entre deux attitudes. L'une d'elles, l'attitude morale, consiste à mettre en avant des solutions idéales sur le papier. Lesquelles conduisent, en fait, à l'aggravation de la situation du fait de leur caractère inapplicable.

Promettre aux Kosovars l'indépendance équivaut à les pousser au suicide

On peut camper sur des positions de principe jusqu'à la mort du dernier Kosovars. On peut aussi être suffisamment réaliste pour comprendre qu'à court terme il n'y a pas d'alternative à une solution massive, qu'on s'en réjouisse ou qu'on le déplore, et que le moyen terme, elle demeure très incertaine.

L'attitude réaliste consiste à trouver des compromis qui puissent être mis en œuvre. Ce sont les seuls qui peuvent arrêter les massacres rapidement. La crédibilité de l'OTAN passe par la poursuite des opérations aériennes tant que Milosevic ne cède pas. Et ce dernier n'a pas de motif de le

faire dans les circonstances présentes sans obtenir au moins une concession.

Il nous faut donc pour seul choix de continuer les frappes aériennes, si on ne veut pas que le Kosovo soit « nettoyé ethniquement », ou d'offrir de nouveau une chance à la négociation sur la base de l'arrêt immédiat des frappes contre l'arrêt des combats au Kosovo.

A terme, on peut envisager une grande conférence internationale sur les Balkans qui porterait, entre autres, sur l'autodétermination des populations. Mais il ne devrait pas être envisagé de dépeupler les populations. Peut-on prêter pour les Kosovars ce qu'on refuse aux Serbes de Bosnie ?

Il ne faut pas refuser aujourd'hui des solutions bancales mais appliquées, qui risquent peut-être, par ailleurs, d'être mises en œuvre plus tard, comme on l'a vu en Bosnie, où les accords de Dayton, en 1995, ont repris l'architecture des plans de paix proposés dès 1992. Une solution rapide, imparfaite, est préférable à une solution idéale qui ne sera jamais appliquée.

Pascal Boniface est directeur de l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS).

LE MONDE / SAMEDI 11 AVRIL 1999 / 17

LA BOULE DE PÉTANQUE

Il y a deux leçons à tirer de l'expérience (fausse) de la boule de pétanque, telle que proposée sur les écrans de par le ministre de l'éducation nationale, pédagogue des pédagogues.

La première : M. Allègre n'a pas assis le niveau de la physique de la boule de pétanque, n'a donc pas dépassé le niveau de physique de la boule de pétanque. Les jurys du concours d'entrée à l'École normale supérieure et l'agrégation n'ont pas pu être pas fait une si grosse erreur d'appréciation en refusant un grand scientifique parmi leurs lauréats ; de plus, cela donne une explication psychologique à l'acharnement du ministre à démolir cette grande école et à la transformer en une école de l'enseignement secondaire.

La deuxième leçon prête plus à la réflexion : « Toute chose peut être objet de discussion ». C'est la devise de l'éthique à Nicomaque. Non, répondait-il, en substance, les propositions mathématiques et les lois physiques doivent échapper à la discussion parce qu'elles ont l'objet d'une démonstration. Or, on vient d'assister à une autre des débats pour savoir si la loi de la chute des corps était plutôt vraie ou plutôt fausse. (...) Nous voilà donc dans la discussion du relativisme démocratique intégral : peut être contesté, discuté, infirmé, y compris le principe d'une nature régie par des lois indépendantes de la volonté. (...)

SOUS-ADMINISTRÉS

Les Français étaient administrés jusqu'ici par la commune, le canton, le département. Le département n'était plus à l'échelle de notre monde, la République a groupé plusieurs départements en une région, avec bureaux, personnels, et services régionaux dont certains, pour améliorer la qualité de leurs travaux, n'hésitent pas à faire de temps en temps des voyages d'études, de préférence dans quelque paradis tropical. Mais le département subsiste. La commune, ou plutôt certaines communes, étant trop petites, il a été décidé de les regrouper par le biais de l'intercommunalité, des fonctionnaires intercommunaux, bureaux et, déjà, ici ou là, quelques modestes abus. Mais, en-deçà de l'intercommunalité, la commune subsiste. Le canton correspondait plus, paraît-il, à notre réalité territoriale, il a été décidé de regrouper les cantons en arrondissements, ou plutôt en départements, ou plutôt en régions, ou plutôt en pays. Et, naturellement, le canton subsiste.

Me sentant sous-administré par un conseil municipal, un conseil intercommunal, un conseil général, un conseil régional, j'attends avec impatience l'avènement d'une contrée, d'une province, d'un territoire. Je suis heureux de contribuer ainsi à l'effacement, quitte à ajouter une demi-douzaine de lignes à ma feuille d'impôts locaux.

Jacques Jaubert Le Vésinet (Yvelines)

QG OTAN recherche Clausewitz

par Olivier Tosi

Alors que l'OTAN recherche Clausewitz, le général américain John J. Abizaid, commandant en chef de la force multinationale de l'OTAN en Yougoslavie, a déclaré que les Kosovars ne sont pas des terroristes, mais des soldats. Il a également déclaré que les Kosovars ne sont pas des terroristes, mais des soldats. Il a également déclaré que les Kosovars ne sont pas des terroristes, mais des soldats.

Le général américain John J. Abizaid, commandant en chef de la force multinationale de l'OTAN en Yougoslavie, a déclaré que les Kosovars ne sont pas des terroristes, mais des soldats. Il a également déclaré que les Kosovars ne sont pas des terroristes, mais des soldats. Il a également déclaré que les Kosovars ne sont pas des terroristes, mais des soldats.

Le général américain John J. Abizaid, commandant en chef de la force multinationale de l'OTAN en Yougoslavie, a déclaré que les Kosovars ne sont pas des terroristes, mais des soldats. Il a également déclaré que les Kosovars ne sont pas des terroristes, mais des soldats. Il a également déclaré que les Kosovars ne sont pas des terroristes, mais des soldats.

Accor en 1998

Forte augmentation des résultats et de la rentabilité

+16,1 % Chiffre d'affaires

Il s'est établi en 1998 à 5 623 millions (FRF 36 881 millions) contre 4 843 millions (FRF 31 780 millions) en 1997. A présentation comptable comparable, la croissance est de 13,3 %.

+32,9 % Résultat global des opérations

Le RGO a progressé de 123 millions à 496 millions (FRF 3 258 millions), reflétant notamment la bonne conjoncture en Europe et aux Etats-Unis.

+28,1 % Bénéfice net par action

Le résultat net, part du Groupe, s'est établi à 297 millions (FRF 1 951 millions), contre 230 millions (FRF 1 508 millions) en 1997. Le bénéfice net par action a progressé de 28,1 % à 8,3 (FRF 54,3).

+15,8 % Marge brute d'autofinancement

La marge brute d'autofinancement d'exploitation augmente de 15,8 % à 696 millions (FRF 4 567 millions). L'autofinancement disponible, après investissements de rénovation, est haussé de 18,5 % à 339 millions (FRF 2 222 millions). Les investissements de développement ont plus que doublé en deux ans.

60 % Dette nette / fonds propres

Le ratio dette nette sur fonds propres est passé de 87 % à 60 % après une réduction de 11 millions (FRF 5 286 millions) de l'endettement.

11,2 % Rendement des capitaux employés

Il est passé de 10,2 % en 1997 à 11,2 % en 1998. En 1998, Accor a créé de la valeur pour 214 millions (FRF 1 406 millions).

Actions stratégiques

Accor a poursuivi la réalisation de son projet "Accor 2000 - Réussir Ensemble". Ce programme s'est traduit par la mise en place d'une organisation multimarques dans l'hôtellerie, un renforcement des services transversaux et des forces commerciales internationales, ainsi que par l'interconnexion de 1 540 hôtels à fin 1998. Des sites pilotes ont préparé les déploiements, d'ici l'an 2000, du nouveau système de réservation hôtelier.

Par ailleurs, Accor renforce son offre globale, en optimisant les synergies intermétiers, en développant les partenariats (Air France, SNCF, American Express, Crédit Lyonnais, Danone, France Télécom, Cegetel, ...), les programmes de fidélisation et les circuits Internet.

Le développement est l'axe stratégique du Groupe dans tous les métiers. En janvier 1999, 457 hôtels sont en projet à travers le monde. La mutation du métier des agences de voyages d'affaires et l'amélioration de leur rentabilité sont engagées. Europcar vise le leadership européen dans la construction d'un réseau mondial. Les services corporate développent de nouveaux services pour améliorer la productivité des entreprises et l'environnement de travail de leurs employés, tout

en préparant la diffusion des cartes électroniques. Le Groupe confirme sa percée dans les casinos, avec l'ouverture prévue de 7 nouveaux établissements en 1999.

Activité à fin février 1999

Le revenu par chambre disponible (RevPar) de l'hôtellerie affaires et loisirs en Europe est en progression de 4,3 % et celui de l'hôtellerie économique de 6,1 %. Pour Motel 6, le RevPar, en dollars, augmente de 6,3 %.

Le trafic des agences de voyages augmente de 11,3 % ; le chiffre d'affaires de la location de voitures de 19,9 %. Le volume d'émission hors Brésil des services corporate progresse de 6,7 %. Au Brésil, le volume d'émission est en hausse de +3,5 % en reales (-45,8 % en €, sans effet significatif sur le résultat net, part du Groupe).

Dividende : +14 %

Le dividende de 4 (FRF 26,24), soit 6 avec avoir fiscal, sera proposé à l'Assemblée Générale du 27 mai prochain, qui se tiendra à 10h à l'Hôtel Sofitel Paris Forum Rive Gauche, 17 boulevard St Jacques, Paris 14^{ème}. Le paiement en numéraire aura lieu le 14 juin 1999. Le taux de distribution du bénéfice du Groupe serait ainsi de 48 %.

Accor Casinos

Communication Financière

Tél 01.45.38.86.00 - Fax 01.45.38.85.95 - Internet www.accor.com/finance - Minitel 3615 Accor

هكذا من الأصل

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75001 PARIS CEDEX 05
Tél : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télfax : 01-42-17-21-22
Tél. Internet : http://www.lemonde.fr

EDITORIAL

Un crime contre les civils

COMBIEN ? La bataille des chiffres viendra plus tard. Pour l'heure, une réalité s'impose, celle d'une campagne massive d'épuration ethnique. La population albanaise du Kosovo est chaque jour, par dizaines de milliers de personnes, chassée de chez elle. De misérables cohortes de réfugiés franchissent, de jour et de nuit, les frontières de la Macédoine, du Monténégro ou de l'Albanie. On parle de « catastrophe humanitaire ». L'expression est vraie, mais elle est imparfaite. Car elle pourrait laisser croire que les Albanais furent d'abord la guerre et les bombardements de l'OTAN. Or, les témoignages recueillis aux frontières du Kosovo convergent : le gros du feu a été fait sous la pression - et le mot est faible - des troupes américaines.

Il est clair que les dirigeants de la Serbie ont organisé un génocide à l'encontre de la population albanaise. Les troupes qui y procèdent ont été acheminées quelques semaines avant les négociations de Rambouillet : 40 000 hommes, notamment déployés dans le nord et le nord-est du Kosovo. Rapporté dans nos éditions du 2 avril par un envoyé spécial au Monténégro, Rémy Oudard, le méticuleux scénario suivi par les forces militaires marque une nouvelle forme de violence contre les populations civiles. La police, l'armée et les unités paramilitaires obligent les habitants à embarquer dans des autobus, à camions ou des trains réquisitionnés. Personne n'a le choix que l'exode ou la mort. Une fois les populations

parties vers l'une des frontières, les habitations sont saccagées, brûlées, détruites. Ayant servi pour le monde les cinq années de la guerre en Bosnie, Rémy Oudard peut comparer avec les horreurs dont il fut le témoin : « L'épuration ethnique au Kosovo, écrit-il jeudi, si elle semble moins sauvage que les opérations de Bosnie orientale, est d'une efficacité redoutable et paraît avoir été soigneusement planifiée. » Cette fois, on ne tue pas en masse. Mais on raye de la carte une population, ses villages, ses habitudes, sa culture même son passé. Car on ne chasse pas seulement les gens de chez eux ; on ne se contente pas de brûler leurs maisons ou leurs champs, leurs immeubles ou leurs commerces ; on détruit aussi les registres d'état-civil ; on brûle les actes de naissance, les certificats de mariage, les titres de propriété. Par cet autodafé, les purificateurs veulent effacer jusqu'à la mémoire de l'autre. « Nettoyer » le Kosovo, le vider de sa population albanaise, c'est gouverner jusqu'au souvenir administratif du peuple kosovar.

Cette « catastrophe humanitaire » est une action de guerre, un crime contre les civils. Elle constitue le plus rapide transfert forcé de population qu'ait connu l'ex-Yugoslavie depuis son éclatement. Les critiques formulées à l'égard des frappes de l'OTAN ne sauraient faire oublier cette réalité : la mise en œuvre de la dernière phase d'une épuration ethnique, commencée durant l'été 1998 et alors déjà conduisant sur les routes des milliers de réfugiés sans bombardements de l'OTAN : 200 000 personnes.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du conseil de surveillance : Jean-Marie Colombani
Directeurs : Jean-Marie Colombani (Président), Dominique Lévy, Directeur général ; Noël-Jean Bergeron, Directeur général adjoint
Directeur de la rédaction : Rémy Oudard
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Fenech, Pierre Georges, Jean-Yves Lhonnau
Directeur artistique : Dominique Boyette
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fournier
Rédacteurs en chef :
Alain Fournier, Erik Jordevic (Rédaction et médias) ;
Laurent Goussier (Supplément et culture générale) ; Michel Kelsen (Culture) ;
Eric Le Boucher (International) ; Patrick Juvon (France) ; Patrick Nègre (Général) ; Claire Martin (Entreprises) ;
Jacques Babi (Auteurs/Photos) ; Joëlle Savignac (Culture) ; Christian Mancel (Secrétariat de rédaction) ;
Rédacteurs en chef :
Média : Robert Seli
Directeur éditorial : Eric Mathieu, Directeur délégué : Anne
Conseiller de la rédaction : Alain Rial, Directeur des relations : Daniel Vernet ;
Correspondants :
Conseil de surveillance : Alain Rial, Président ; Michel Hottel, Vice-président
Anciens directeurs : Hubert Bonne-Méry (1944-1949) ; Jacques Fauriol (1949-1962) ;
Léon (1962-1985) ; André (1985-1999) ; Jacques Lecaillon (1999-1999)
Le Monde est édité par la SA Le Monde
Capital social : 90 000 F. Actionnaires : Société civile des Rédacteurs du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Bonne-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, L'Idée Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Renaud Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Coups de force en Amérique latine

LE 28 FÉVRIER au matin, la population du Paraguay apprend que le gouvernement provisoire du général Raimundo Rolon avait renversé et qu'un « coup d'État » avait été accompli. Ce coup d'État remarquablement pacifique s'était déroulé pendant que les ministres étaient en train de veiller la dépouille mortelle de l'archevêque d'Assomption. C'est la quatrième République en l'espace d'un an. Le 15 août 1948, que Rolon a imposé à la fin de janvier, n'a guère vécu plus de cinq mois. Mais lui-même n'est au pouvoir que vingt-six jours.

A Washington, on se montre d'autant plus préoccupé que le Paraguay n'est malheureusement pas isolé. Depuis les années d'oc-

tobre, les « coups de force » se sont succédés presque sans interruption dans l'Amérique latine. Certains ont pu être qualifiés de « coups d'État » par exemple en Bolivie, à Panama, au Chili, au Guatemala, en Équateur. D'autres ont été sans doute de « coups de force » comme ce fut le cas au Paraguay - ou bien ce fut le cas au Venezuela, au Salvador.

Washington ne saurait voir d'un œil indifférent l'agitation latine que se poursuit et s'étend dans les pays du Sud, principalement à proximité du canal de Panama et dans les régions pétrolières. Il y va non seulement des intérêts particuliers des États-Unis, mais aussi de la stabilité et de la sécurité du continent tout entier.

Angel Martini
(3-4 avril 1949)

Le Monde sur tous les supports

Télématique : 3615 LEMONDE
Documentation sur Minitel : MLE LMDOC
01-42-17-21-21

Le Monde sur CD-ROM : LEMONDE
Le Monde sur microfilm : LEMONDE

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : LEMONDE

OTAN : le rendez-vous du 23 avril

L'ATTENTAT en cours en République yougoslave requiert « du temps », a dit Jacques Chirac. Il s'agit des affaires étrangères, Hubert Védrine, parle d'une affaire de « jours », pas de semaines ; l'état-major de l'OTAN a la patience. A vrai dire, personne n'avance une date pour la fin de l'opération « Force Alliance », tant les paramètres qui peuvent être politiques, militaires, humanitaires, il y a pourtant une date, du moins un rendez-vous, précis, inévitable, qui pèse sur Occidentaux : celui du 23 avril.

Ce jour-là, à Washington, doit se tenir, en fanfare, le sommet des

chefs d'État du gouvernement de l'OTAN, qui célèbre le cinquantième anniversaire de l'organisation. L'âge mûr. Les États-Unis veulent en faire une fête, celle de l'Alliance qui, depuis 1949, incarne le lien transatlantique, qui a soudé l'Amérique et l'Europe de l'Ouest contre l'URSS. Les États-Unis veulent en profiter pour dire que l'OTAN a un avenir après la menace soviétique. Ils souhaitent insuffler une nouvelle vie à une organisation politico-militaire issue de la guerre froide. On imagine mal le sommet de Washington autoproclamer l'OTAN sans que celle-ci ait, d'une manière ou d'une autre, manifesté

sa pertinence dans l'affaire yougoslave. « Washington aurait bien aimé à son char romain la dépouille de Milosevic », dit un diplomate occidental à Bruxelles ; un écho de « Force Alliance », en revanche, n'est du plus sûr.

C'est que l'OTAN joue une partie de sa crédibilité sur son avenir au Kosovo, l'ennemi imposant d'ajouter, dans le même souffle, que l'on n'est ni de l'ère des désobéissances ni de l'ère de l'égarement si elle n'est pas intervenue.

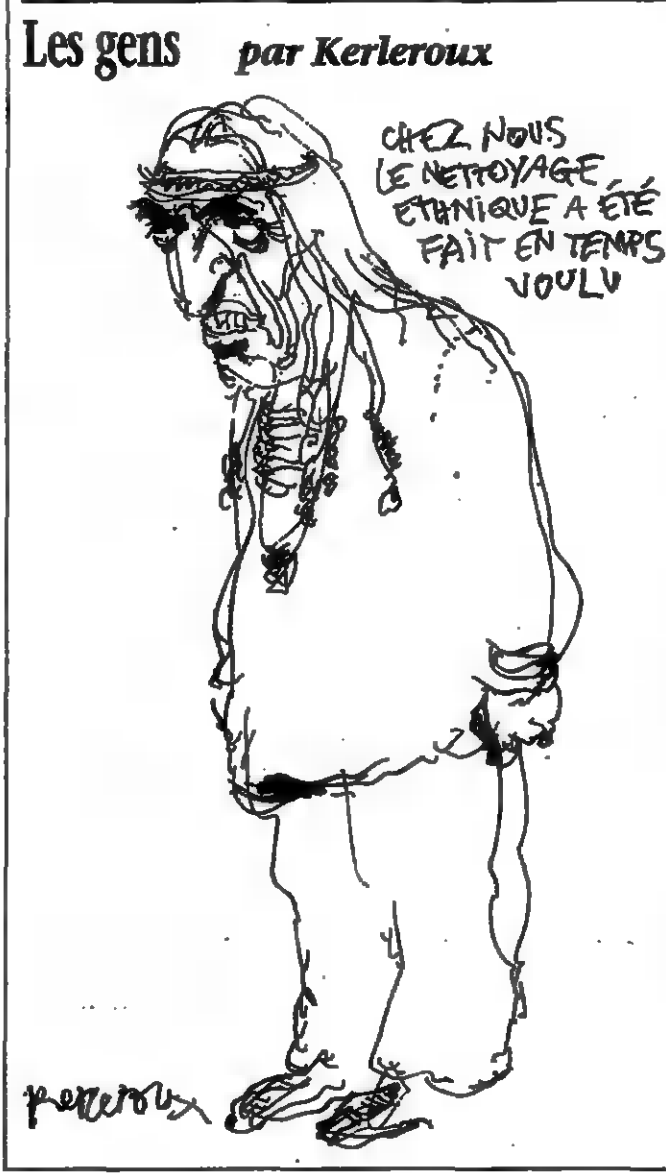
Au départ, c'est d'ailleurs pour une raison - la crédibilité - l'OTAN - que les États-Unis se sont autant impliqués dans la crise. Car si la ligne contre l'expansion soviétique n'a plus d'objet, il faut donner une autre mission à l'OTAN. Pour l'organisation, la présence militaire en Europe à se retrouver en mal de raison. On ne peut pas se contenter de partager par les partena- naires européens au sein de l'organisation, et notamment par les trois grands - la Pologne, la Hongrie, la République tchèque. Il n'y a véritablement qu'en France, où, sans même l'appartenance au pays à l'Alliance, se manifeste, une plus ou moins d'acuité dans les périodes, une ambivalence certaine sur l'importance à accorder au lien transatlantique.

LE TERRAIN « IDEAL »

Pour justifier la deuxième fois qu'ils prêtent à l'Alliance, les États-Unis - et, encore une fois, nombre de pays européens - souhaitent la mise d'autres missions que celle que lui attribue la Charte : l'organisation de la défense collective de ses membres contre toute menace extérieure. On ne peut même le dire : la parole est à l'OTAN ; mais, l'évidence, elle ne suffit pas.

D'où l'idée - le nouveau « concept stratégique », qui doit être adopté à Washington - de confier une nouvelle tâche à l'OTAN. Elle deviendrait la principale organisation de maintien de la paix en Europe : la gestion des conflits d'après-guerre froide sur le Vieux Continent lui reviendrait très largement, sinon totalement (il y a d'autres organisations régionales) - et cela soit ou non directement menacé par lesdits conflits.

Alain Frachon



Kosovo : le retour de Laurent Fabius

MOINS DE QUINZE JOURS après son acquiescement, le 9 mars, par la Cour de justice de la République, dans le procès du sang contaminé, Laurent Fabius est de retour au Parti socialiste. Le 27 mars, devant la convention « nation-Europe » à PS, le président de l'Assemblée nationale a, pour la première fois depuis sa « réhabilitation », pris la parole devant ses amis. Comme il en a pris l'habitude depuis 1995, quand Lionel Jospin avait emporté la première manche de la bataille des héritiers de François Mitterrand, l'ancien premier ministre a distillé, avec une conviction européenne que nul ne lui conteste, conseils et leçons, mises en garde à peine voilées - sur la nécessité de la capacité à négocier pour les élections européennes - et propositions. Un registre classique.

Mais dans un parti pacifié depuis quatre ans, où les courants ont cessé, du moins en surface, de se livrer à leurs petits jeux bellérophontiques, M. Fabius ne s'est pas contenté de sa unique intervention. Il a ajouté quelques mots qui aussitôt ont été traduits par les amis de M. Jospin comme l'annonce d'une offensive en bonne et due forme. Au-delà de son « inquiétude pour le futur », à propos du prochain (Le Monde du 31 mars), le député de Seine-Maritime a fait quelques omissions lourdement significatives. A la différence de ses interventions précédentes, il s'est abstenu de toute référence à l'action du premier ministre, dont le nom n'a même pas été cité, ni au choix de François Hollande comme tête de liste du PS aux européennes. Pis, il a marqué ses distances vis-à-vis du programme « Europe 2000 » en déclarant : « un message non pas à moitié européen, mais qui fasse des socialistes les champions de l'Europe de l'avenir ». Façon de dire qu'il cherche à parcourir.

Les amis de M. Fabius ne se sont

pas contentés de sonner l'heure du retour de leur champion. Ils ont noué avec l'habitude, oubliée ces temps derniers, de distribuer le lendemain son intervention à tous les députés. Ils ont fait connaître leur satisfaction au sujet de la liste que venait de présenter M. Fabius pour les européennes. Tant pis si le directeur de l'émission, Alain Claeys, chargé de la trésorerie et de l'organisation au secrétariat national, est un proche de M. Fabius. Tant pis si la numéro deux de la liste, Hervé Berès, a toutes les chances, en l'absence d'Henri Lalle, de conserver la présidence de la délégation des eurodéputés socialistes à Strasbourg. Tant pis si, sur les vingt premiers socialistes éligibles, il y a quatre fabusiens : M. Berès, Danielle Darras, sortante (67), Gilles Savary, sortant (67), les socialistes bordelais (14), François Zimeray, maire de Petit-Quevilly (27). Les proches de M. Fabius, représentés à la commission électorale par Hervé Weber, plutôt conciliant, en auraient voulu un cinquième, en la personne de Gérard Guilbert, chargé de l'environnement au secrétariat national, en trentetrouisième place.

Cette attitude de M. Fabius a été d'autant plus mal perçue par les amis de M. Jospin - dont certains critiquent sous cape la non-résistance de M. Hollande, qui a pourtant écarté de la liste François Bernardini, premier ministre des Bouches-du-Rhône, en raison de ses liens avec la justice - que deux autres signes ont accru l'idée d'un retour offensif. M. Fabius s'est abstenu, le 27 mars, de tout remerciement à son parti, qui ne lui avait pourtant pas ménagé sa solidarité lors du procès du sang contaminé. Il a surtout réitéré ses distances à propos du Kosovo, le 30 mars, sur le ponton de l'Élysée, à l'issue d'un entretien avec Jacques Chirac.

Cette remise en mouvement du

président de l'Assemblée, accompagnée d'une réactivation de ses réseaux locaux, d'une réanimation de son courant - qui n'avait jamais cessé d'exister, mais était de facto en veilleuse - a été perçue comme médiatisée de députés fabusiens, qu'il s'agisse de l'amendement de Frédéric Bredin sur la présomption d'innocence ou du plan de paix de Paul Quilès sur le Kosovo, l'ailé craindre aux yeux de M. Jospin l'émergence d'une nouvelle opposition interne, campant sur le créneau de la modernité social-démocrate et parlant le terme sur l'OTAN, la gauche « plurielle ». Les proches de M. Fabius nient farouchement une telle analyse. « Pour le feuilleton médiatique, il faut d'eux, mais dans l'anonymat, c'est tout autre », disent-ils. « Si Fabius soutient Jospin à Hollande, plaide-t-il, il n'existe pas. S'il fait sa petite musique, il dérange la hache de guerre ! »

De fait, depuis son discours du 17 mars, M. Fabius a corrigé le tir. Le 17 avril, reçu par M. Jospin, il a proclamé qu'il faut « être totalement solidaire de ce qui se fait » en Yougoslavie, « parce que, quand on a une

situation aussi lourde, aussi difficile, il faut faire bloc ». Rappelant qu'il avait été un des premiers, en 1992, à préconiser les frappes américaines contre le dirigeant serbe, il a soutenu l'idée d'une force d'interposition, sous l'égide de l'ONU, suggérée par M. Quilès, à condition que l'objectif soit bien de « faire cesser les exactions de Milosevic ».

Retour dans le rang ? M. Fabius n'a pas fait le choix d'une opposition déclarée à M. Jospin. Enfin libéré du procès du sang contaminé, il a vu dans le jugement du 9 mars le signal de sa réhabilitation politique, même si la démonstration reste à faire aux yeux de l'opinion. Il se réinstalle donc pleinement dans le paysage socialiste, en recours possible d'un après-Jospin dont nul ne peut deviner le moment et dont chacun sait que la compétition y sera rude entre les prétendants potentiels, de Martine Aubry à Dominique Strauss-Kahn, en passant par M. Hollande. Si M. Fabius a retrouvé sa liberté de parole, il doit-il en user sans qu'elle soit entendue comme dissidente.

Michel Noblecourt

RECTIFICATIFS

NISSAN

C'est par erreur que nous avons écrit, dans l'article « Le Japon et le scepticisme l'Alliance Renault Nissan » (Le Monde du 24 mars), que la part des capitaux étrangers dans l'industrie automobile japonaise s'élevait à 37 % après la prise de participation de Renault dans le capital de Nissan. Ce pourcentage représente en réalité la part du marché automobile japonais qui sera détenue par les quatre entreprises (Mazda, Isuzu, Suzuki et Nissan) à participation étrangère.

SLOVAQUIE

La carte qui illustrait la « Horizons-Histoire » sur l'OTAN (Le Monde daté 28-29 mars) comportait une erreur de légende : la Slovaquie fait partie des pays candidats à l'entrée dans l'OTAN.

CABLO-OPÉRATEUR

Une erreur s'est glissée dans notre analyse tirée de « Le nouvel accès de nervosité de l'audiovisuel » (Le Monde du 18 mars). Liberty Media est une filiale de TCI, le premier câble-opérateur américain et non pas de Time Warner. Liberty Media détient en revanche une participation minoritaire dans Time Warner.

Origine Sud-Ouest.
199 F le kg.

3 avril

essais

LE MONDE /

LE MONDE / SAMEDI 3 AVRIL 1999 / 19

(Publicité)

10 JOURS POSITIFS

A SAISIR CHEZ CARREFOUR,

Samedi 3 avril

*80 000 foies gras de Canard,
et pas un de plus.*

59 F

70

**FOIE GRAS
DE CANARD**

**LA PIÈCE
DE 300 G**

Il y en aura peut-être
jusqu'à ce soir,
on ne sait pas...

Origine Sud-Ouest.
199 F le kg.

*Avec Carrefour
je positive! ➡*

هكذا من الأصل

PRIVATISATION Le cahier des charges définissant les conditions de la privatisation du Crédit lyonnais est disponible, comme l'indique un arrêté paru au Journal officiel du

2 avril, après que la Commission des participations et transferts (CPT), ex-commission de privatisation, LE MINISTRE DE L'ÉCONOMIE a décidé de la mise en vente de gré

gré d'un pourcentage du capital égal au plus du capital du Crédit lyonnais, en vue de la constitution d'un groupe d'actionnaires partenaires (GAP), engagé pour

quatre ans aux côtés du Lyonnais. LES CANDIDATS INTÉRESSÉS devront présenter une offre, déposée au plus tard le 15 avril 1999 au ministère de l'économie, ainsi qu'à la

CPT. LE CRÉDIT AGRICOLE, les assureurs AGF-Allianz, AXA, ainsi que plusieurs banques étrangères, ont manifesté leur intérêt. L'Etat conservera 10 %.

L'introduction en Bourse du Crédit lyonnais est programmée pour juin

La méthode de privatisation, autour d'un groupe d'actionnaires partenaires, vise à assurer une stabilité au capital de la banque publique pendant quatre ans, le temps que la banque poursuive son redressement. Ses salariés pourront détenir jusqu'à 10 % des actions

LE CAHIER des charges, qui définit les conditions de privatisation du Crédit lyonnais et les critères de sélection des entreprises qui pourront au plus tard le 15 avril, est disponible. Il a été étudié par la Commission des participations et transferts (ex-commission de privatisation) et un arrêté publié au Journal officiel du vendredi 2 avril.

Ce document, indique un communiqué du ministère de l'économie, « a recueilli l'accord de la Commission européenne et a fait l'objet d'une concertation approfondie avec les organisations syndicales ». Le Crédit lyonnais sera introduit en Bourse, un groupe d'actionnaires partenaires (GAP), engagé pour quatre ans, pour une minorité (33 %). Les salariés pourront avoir jusqu'à 10 % du capital. Cette méthode permettra au Crédit lyonnais d'achever la restructuration qu'il a engagée alors qu'un adossement précipité à la Bourse aurait pu nuire à ses efforts de redressement, plaide Bercy, qui a été reproché de n'avoir pas châté la banque qui aurait rapporté le plus d'argent au

contribuable. Le cahier des charges qui oppose le BNP et le Crédit lyonnais, les deux se font toutes les mêmes pour une méthode qui peut être du Lyonnais un pôle de stabilité.

Comment s'organise la stabilité ? Par quatre mots-clés : « inaliénabilité, plafonnement, droit de préemption, droit de rachat ». Le cahier des charges précise que, pendant deux ans, les actions acquises par un membre du GAP ne peuvent être revendues. « Le rachat d'un droit de rachat a un cas de changement de contrôle d'un membre du GAP ». La participation de chacun est plafonnée pendant deux ans. Le GAP a deux exceptions près. Première exception : si une action de prise de contrôle du Lyonnais se dessine, le GAP peut acheter la banque. Le GAP pourra renforcer leur position. Deuxième exception : un actionnaire partenaire pourra consolider sa coopération avec le Crédit lyonnais en lui apportant des actifs, notamment du capital, et ainsi en puissance amicale dans le capital de la banque.

Les membres du GAP se répartiront en deux groupes : ceux qui auront entre 1 % et 4 % du capital et ceux qui auront entre 4 % et 10 %. Ces derniers paieront un peu plus cher leur participation. Batailleraient pour être dans les poids lourds, le Crédit agricole ainsi que les assureurs AXA et Allianz. D'autres candidats ont déposé leur offre : la banque allemande Commerzbank, dont le président, Martin Kolb, a dit que le projet était « très intéressant », le FDG du Lyonnais, le groupe italien IMI-SanPaolo, et son concurrent Banca Intesa, partenaire du Crédit agricole, le groupe britannique Midland Bank, qui a refusé un partenariat dans la gestion d'actifs (il n'est toutefois pas le seul dans ce cas), le groupe de François Pinault, Adia

pour être dans les poids lourds, le Crédit agricole ainsi que les assureurs AXA et Allianz. D'autres candidats ont déposé leur offre : la banque allemande Commerzbank, dont le président, Martin Kolb, a dit que le projet était « très intéressant », le FDG du Lyonnais, le groupe italien IMI-SanPaolo, et son concurrent Banca Intesa, partenaire du Crédit agricole, le groupe britannique Midland Bank, qui a refusé un partenariat dans la gestion d'actifs (il n'est toutefois pas le seul dans ce cas), le groupe de François Pinault, Adia

pour être dans les poids lourds, le Crédit agricole ainsi que les assureurs AXA et Allianz. D'autres candidats ont déposé leur offre : la banque allemande Commerzbank, dont le président, Martin Kolb, a dit que le projet était « très intéressant », le FDG du Lyonnais, le groupe italien IMI-SanPaolo, et son concurrent Banca Intesa, partenaire du Crédit agricole, le groupe britannique Midland Bank, qui a refusé un partenariat dans la gestion d'actifs (il n'est toutefois pas le seul dans ce cas), le groupe de François Pinault, Adia

pour être dans les poids lourds, le Crédit agricole ainsi que les assureurs AXA et Allianz. D'autres candidats ont déposé leur offre : la banque allemande Commerzbank, dont le président, Martin Kolb, a dit que le projet était « très intéressant », le FDG du Lyonnais, le groupe italien IMI-SanPaolo, et son concurrent Banca Intesa, partenaire du Crédit agricole, le groupe britannique Midland Bank, qui a refusé un partenariat dans la gestion d'actifs (il n'est toutefois pas le seul dans ce cas), le groupe de François Pinault, Adia

Sophie Fay

Les fusions bancaires divisent et inquiètent les syndicats

LES ORGANISATIONS syndicales de la Société générale et de la Banque paribas de Paris (BNP) retrouvent face à face. Dans un communiqué, le délégué du SNB-CFE/CGC - syndicat de l'encadrement - de la BNP a salué la direction, à l'origine d'une double offre publique d'échange sur Paribas et la Société générale : « Le personnel de la BNP dans son ensemble, accueille favorablement ce rapprochement. L'inquiétude des syndicats est nourrie par un rapport de l'expert-comptable de la Société générale, de la SC. Chargé d'analyser chaque année les comptes de la banque, le cabinet Sécat-Alpha a ajouté, à son rapport pour 1998, une annexe d'une trentaine de pages qui examine les conséquences des projets de rapprochement SC/Paribas et BNP/SC/Paribas. Sur le front de l'emploi, l'expert rappelle quelques réalités. Les effets des rapprochements bancaires sont variés selon le type de projet industriel, et c'est dans le cas de fusion de réseaux

qu'ils sont les plus lourds. En Suisse, la fusion UBS/SBS devrait aboutir à une réduction de 21 % de l'effectif soit 12 000 personnes sur 7 000 en Suisse. La fusion récente de deux banques bavaroises HVB et BH a également montré que l'intégration des réseaux se fait généralement plus vite qu'annoncé (quatre années plutôt que cinq en l'occurrence). En outre, le nombre d'emplois supprimés peut dépasser largement le chiffre annoncé : les banques américaines Bank America et First National City ont supprimé entre 5 000 et 8 000 postes et ont porté ce nombre à 18 000 (10 %).

Pour l'expert, le projet BNP plus exigeant en matière de rentabilité pour les réseaux d'agences que le projet SC/Paribas, est le plus menaçant. La BNP poursuit sa politique de gestion solidaire. L'emploi. Avec celle-ci, elle a réduit ses effectifs du réseau de 15 % en cinq ans, soit sensiblement plus vite que la Société générale avec son plan social

de 1997 (-11 %). La poursuite d'un rythme de réduction aboutirait à la suppression d'un peu plus de 12 % des effectifs de l'ensemble des réseaux du nouveau groupe (7 000 personnes) d'ici à la fin 2002. S'y ajoutent au moins 3 000 suppressions de postes supplémentaires programmées. « Au total, l'ensemble des réseaux perdrait 15 000 personnes d'ici à 2002, soit quelque 17 % des effectifs ». Si SC/Paribas résiste à la BNP - ce qui est le cas - la situation ne sera guère meilleure : le risque, pour Alpha, serait que le groupe, sous pavillon étranger, avec un déplacement des centres de décision et la délocalisation de back office. Le cabinet rappelle quelques réalités plus générales observées lors de fusions. Premièrement, il n'y a pas de corrélation dans le domaine bancaire entre la taille des réseaux et leur rentabilité. Deuxième point, le cabinet rappelle que les actionnaires des sociétés cibles sortent généralement plus riches d'une fusion, mais pour une raison : l'acquéreur, le taux d'échec est plus élevé (un sur deux). Les risques d'échec augmentent : la taille des fusions et l'hostilité du personnel. Troisième point, pour le client « la fusion se traduit par une baisse de la qualité de l'offre ». En Grande-Bretagne, le ministère des finances a dû intervenir pour empêcher la concentration bancaire. Quant au gouvernement canadien, il s'est opposé à une opération de fusion entre les plus grandes banques du pays pour cette raison.

S. F.

Le calendrier

- 2 avril : le cahier des charges est mis à la disposition des candidats intéressés par la privatisation.
- 15 avril : les candidats au groupe d'actionnaires partenaires (GAP) doivent avoir au moins 10 milliards de francs de fonds propres, déposent une proposition de candidature.
- 28 avril : remise des offres d'achats des candidats au GAP précisant la part du capital souhaitée, la prime proposée, le ou les projets ou accords de partenariat.
- Mai : analyse des offres par le ministre et la Commission des participations et des transferts (CPT).
- Fin mai : sélection du GAP, sur avis conforme de la CPT.
- Mi-juin : annonce de la fourchette de prix pour l'introduction en Bourse et la vente des actions Crédit lyonnais. Les candidats au GAP ont une heure pour se rétracter.
- Deuxième quinzaine de juin : lancement de l'opération de marché, si les conditions boursières le permettent.

Abandons en série sur le marché allemand du téléphone

FRANCFORT de notre correspondant
A peine plus d'un an après l'ouverture totale du marché européen du télécommunications, le 1^{er} janvier 1998, certains des industriels allemands qui avaient cru y voir un Eldorado commencent à déchanter. Après Thyssen, qui a déjà amorcé un mouvement de recul, c'est au tour de Veba et de RWE de réviser leurs ambitions à la baisse. Les deux électriciens, dans le téléphone - 51,25 % pour Veba et 49,75 % pour RWE - ont annoncé jeudi 1^{er} avril la cession de leur filiale fixe et mobile. Arcor, filiale du groupe industriel Mannesmann, est le chemin de fer allemand. Ils ont revendu en revanche leurs activités de téléphonie mobile (le réseau E+) de télévision câblée. C'est pour 2,25 milliards de deutschemarks (1,15 milliard d'euros), l'ancien employé 2 000 personnes, et son réseau de 11 000 kilomètres a été revendu à 1 milliard de deutschemarks d'investissements en cinq ans, selon les services de téléphonie fixe, qui comptent 400 000 abonnés, n'ont pas suffisamment séduit les entreprises, la différence du réseau concurrent de Mannesmann. Du coup, les pertes des activités de

télécommunications de Veba (51,25 %) et de RWE (49,75 %) sont accentuées au fil des exercices pour atteindre 2,2 milliards de deutschemarks en 1998. La cession survient dans le cadre d'une lutte impitoyable entre les différents opérateurs. En Allemagne, la libéralisation a pris une tournure beaucoup plus agressive que partout ailleurs en Europe. Deutsche Telekom, qui est un monopole, actuellement en voie de privatisation, s'est lancé dans une stratégie de baisse des prix afin d'endiguer ses pertes sur le marché, dominé par Goldman Sachs, entre 20 % et 30 %, sur un secteur qui connaît toutefois une croissance, ce qui explique que le chiffre d'affaires et le résultat de l'opérateur continuent de progresser. Les analystes de la banque Goldman Sachs notent que « le chaos tend à s'installer sur le marché des télécommunications vocales longue distance ». Les concurrents, une douzaine au total, ont proliféré : nombre des grands groupes privés, des sociétés de création de contenu en forte croissance ont généré de véritables succès stories. L'un de ces nouveaux venus, Mobilcom, est devenu une vedette du nouveau marché allemand. Beaucoup d'observateurs pensaient d'ailleurs que l'Allemagne en serait le

repère. Les réseaux d'Otole et de RWE ont été vendus à la BNP. C'est dans le cadre de leur vente. Volci ci peine deux ans, ils affichaient haut leurs ambitions et espéraient, à coup de milliards de deutschemarks, devenir les « premiers concurrents de Deutsche Telekom ». Le réseau avait commencé à être vendu en mai 1998. Un an après, le retrait est brutal : le prix des actions a chuté de 50 %, les pertes sont énormes. C'est d'après Veba, et son réseau de lancement d'un nouveau service de téléphonie ont conduit à une « situation insatisfaisante ».

LE MOBILE PLUS PROMETTEUR
RWE et Veba n'abandonnent pas pour autant les télécommunications. « Nous voulons nous concentrer sur la téléphonie mobile », indique Michael Wolf, porte-parole de Veba. Ce réseau est plus prometteur, mais si le réseau des deux groupes, BNP, plus de 2 milliards de clients, prévoit des pertes jusqu'à l'an 2000. Les réseaux D1 (Deutsche Telekom) et D2 (Mannesmann) caractérisent en tête, alors qu'un quatrième réseau mobile, celui de Viag, a démarré à la fin de 1998. Veba, qui possède 17,5 % de Bouygues Télécom, se verrait bien dans une option d'achat

après le rachat de l'Allemagne de la Wireline dans la région française.

C'est Mannesmann qui tire le marché son épingle du jeu, mais le dernier grand opérateur privé, le milliardaire Viag, continue d'investir à perte dans des projets plus modestes. Mannesmann est devenu le deuxième acteur du pays, loin derrière Deutsche Telekom. Et ses ambitions ne se limitent pas à l'Allemagne : actionnaire de Cegetel en France, Mannesmann est le partenaire d'Italiacom en Italie, dont il pourrait prendre la cession dans le cas de succès de l'OPA lancée par Olivetti sur Telecom Italia.

Philippe Ricard

Accord sur les 35 heures chez Renault

LES SYNDICATS CFTD, FO, CFTC et CFE-CGC, représentant 60 % des salariés de Renault, ont annoncé, jeudi 1^{er} avril, qu'ils allaient signer l'accord sur les 35 heures. A la CFTD, de vives tensions sont apparues. Sept sections sur dix auraient voté contre le texte, mais les trois sections favorables à la signature représentent 52,4 % des mandats. La CGT a émis un avis défavorable mais devait annoncer sa réponse définitive vendredi. Les signataires ont mis en avant les 6 000 embauches prévues par l'accord. Les effectifs devraient cependant continuer à décroître. Pour compenser la perte de temps de travail, Renault va embaucher 2 100 jeunes. Parallèlement, l'accord prévoit le départ, sur cinq ans, de 10 500 salariés à partir de 57 ans, compensés par 3 900 embauches. En outre, le texte prévoit le maintien des rémunérations ainsi que l'octroi de 10 à 18 jours de repos supplémentaires par an. Le projet d'accord instaure également une annualisation du temps de travail, avec possibilité de semaines de six jours durant quatre mois sur l'année (Le Monde du 17 mars).

Les prévisions du marché automobile révisées à la hausse

LES VENTES de voitures neuves en France ont progressé de 12,9 % en mars par rapport au même mois de l'année dernière, à 206 307 unités. C'est le meilleur résultat sur ce mois depuis 1990. Cette progression permet au Comité des constructeurs français d'automobiles (CCFA) de relever ses prévisions sur 1999. La hausse devrait être supérieure aux 2 % à 3 % initialement escomptés. Parmi les marques françaises, la plus forte croissance est enregistrée par Peugeot, qui a vu ses ventes progresser de 12,3 % (soit une part de marché de 16,4 %). La hausse s'élève à 8,5 % pour Citroën (11,9 % de part de marché) et à 9,5 % pour Renault (28,3 % de part de marché). Mercedes a quasiment doublé ses ventes (+97 %, à 4 345 véhicules), tandis que la hausse pour les marques japonaises est de 33 %, à 12 161 unités. Tous les étrangers ont progressé, l'exception de Fiat (-13,5 %, à 13 072 unités).

Philippe Ricard

La publicité ethnique explose aux Etats-Unis

A New York, les communautés afro-américaine, asiatique et hispanique, constituent la moitié de la population. Pour séduire ces nouveaux consommateurs américains, dont le pouvoir d'achat augmente fortement, les annonceurs doivent concevoir des campagnes spécifiques

NEW YORK

Il faut remonter Park Avenue jusqu'à la 7^e Rue, au nord du Central Park, pour prendre le pouls du New York ethnique : les Afro-Américains, Cubains, Dominicains, Portoricains, Mexicains se mélangent au début du Harlem, dans l'ancien quartier coupé-gorge. Ils naviguent entre les bodegas - ces petits magasins à l'aspect typiques d'Amérique latine - de la 3^e Avenue, les terrains de basket grillagés de la 106^e Rue, et l'Apollo Theater sur le Martin Luther King Boulevard.

Le quartier d'El Barrio - le Harlem hispanique - est toujours triste allure avec ses terrains vagues jonchés de débris et de sièges de voiture posés devant certaines entrées d'immeubles, la

réalité économique de Harlem a changé : les communautés « minoritaires » qui animent ce morceau de ville sont devenues les cibles privilégiées des publicitaires. Depuis dix ans, ils savent qu'il n'est plus possible de toucher tous les consommateurs en faisant l'impasse sur les groupes ethniques.

Hispaniques, Afro-Américains, Asiatiques représentent le tiers de la population américaine d'ici à 2010. Les Hispaniques sont déjà 30,7 millions (11,3 % de la population), les Afro-Américains, 12,7 % de la population, et les Asiatiques seulement 4 %, mais leur pouvoir d'achat est le plus élevé du pays.

Les publicitaires américains ont adapté à cette nouvelle structure socio-consumériste puisque les anciennes « niches marketing » ont été transformées, par la grâce d'un récent recensement démographique, en un marché dominant à forte croissance. Depuis novembre 1998, des groupes comme Young & Rubicam, Leo Burnett ou Euro RSCG, acquièrent des agences spécialisées en publicité ethnique. « Dans les années 70, la grande révélation

socio-marketing, c'étaient les Noirs », explique Elliot Kang, le président de Kang & Lee, l'une des principales agences de publicité asiatique de New York. Certaines entreprises ont commencé à verser des castings publicitaires, mais c'est plus pour jouer la carte du « politiquement correct » que pour vendre des produits. Les choses ont changé dans les années 90 avec les Hispaniques, puis la croissance démographique et l'impressionnisme public, les Asiatiques ont vu leurs dollars dans les années 90.

AVANT-GARDE URBAINE

Le premier client de Kang & Lee fut, en 1986, les pianos Steinway. Le show-room installé sur la 57^e Rue, les vendeurs avaient l'habitude de voir deux types de clients, raconte M. Kang : « Les Asiatiques achètent très vite des pianos alors qu'ils ne les ont pas encore utilisés. A partir de là, ils ont réalisé qu'il y avait un marché. » Après une campagne spécifiquement destinée à la communauté asiatique - en chinois, coréen, vietnamien, japonais, philippin et indien pour couvrir les Asiatiques américains -, les pianos Steinway auraient vendu 20 % de plus.

La plupart des annonceurs cherchent à développer les ventes d'un produit sur un nouveau marché ou un marché à fort potentiel de croissance. C'est le cas par exemple des opérateurs de télécommunication, comme MCI, qui multiplient les spots en espagnol sur les chaînes grandes chaînes du pays, Telemundo et Univision. Ils veulent attirer les Sud-Américains d'utiliser leurs services pour les appels longue distance puisque, selon les publicitaires, ils utilisent « plus fréquemment » le téléphone que les autres, mais les publicitaires : « Certains dépendent pratiquement du prix de leur ligne en facture de téléphone », affirme Daniel Glennon, chargé de la publicité de MCI à l'agence MCGRAW HILL RSCG.

En 1992, MCI a contesté de traduire en espagnol ses publicités conçues en anglais. Aujourd'hui, l'opérateur utilise spécifiquement aux Hispaniques une douzaine de films par an en espagnol. Pas question pour autant d'aligner les mêmes ou de faire la même publicité qu'en anglais. Il faut que la publicité paraisse « authentique ». Dans le monde de la communication hispanique à New York, une centaine de personnes, vingt et un nationalités sud-américaines inventent et diffusent des publicités d'intégrer la spécificité latino-américaine. Pour les campagnes publicitaires de masse, explique Fernando Fernandez, l'un des dirigeants du groupe, « nous utilisons une langue espagnole la plus neutre possible. On y ajoute un certain familisme ». Il faut nourrir le « rêve américain » : « Les gens sont venus pour vivre mieux », ajoute M. Fernandez. Mais les arguments commerciaux ne sont pas transposables d'une communauté à l'autre. Et la tâche est encore plus complexe lorsqu'il s'agit de convaincre les annonceurs en français de diffuser les annonces en français des différents groupes d'une même communauté. Ainsi, faire de la pub pour du riz n'est pas la même chose que pour du riz blanc. « Pour les Mexicains, l'annonce doit être du riz blanc, pour les

Portoricains, il faut du riz blanc présenté avec des haricots noirs pour toucher les Cubains, il faut du « congres », du riz blanc mélangé à des haricots noirs », précise Fernando Fernandez. Les Afro-Américains, eux, sont une barrière de langue et de culture. Toutes les couches professionnelles de la population ont une publicité qui leur est destinée, elle est aussi, spécifique : elle se caractérise par son avant-garde urbaine. « Ils ont une influence plus en plus perceptible sur la mode, la musique, les divertissements, le sport », affirme Charlee Taylor-Hines, la présidente de l'Urban Reality (réalité urbaine) dans le groupe Young & Rubicam. « C'est un ton, une musique (le rap ou le jazz) qui peut plus facilement s'exprimer par MTV, comme il y a vingt ans », précise Jeffrey Marshall, l'un des dirigeants de l'agence de publicité pour le groupe noir américain Spike Lee. Le mythe du melting-pot américain a vécu. Pour Daisy Exposito, la présidente de la Hispanic Group, « les gens n'abandonnent plus leur identité, ni leur langue ».

Florence Amalou

Des médias communautaires

Il existe pas moins de 147 chaînes de télévision communautaires aux Etats-Unis, 1174 en direction des Hispaniques et 608 pour les Américains d'origine asiatique. Sur le seul marché des médias diffusés en langue espagnole, il existe deux réseaux nationaux de télévision (Telemundo et Univision), 116 chaînes télévisées locales (contre 17 en 1990), 521 stations de radio (contre 170) et 88 magazines différents (contre 19).

Les Américains parlant espagnol disposent également de 25 annuaires téléphoniques propres à leur communauté. La majorité de ces médias sont conçus et fabriqués sur le sol américain.

Grève à « Ouest-France » sur la réduction du temps de travail

NANTES

La grève ne devrait pas paraître avant le 12 avril. L'ensemble des journalistes représentés par l'entreprise, la CGT, la CFDT, la CGC, le SNJ, l'UNSA et le Syndicat national des journalistes (SNJ), appelle à un arrêt de travail de vingt-quatre heures, la nuit, pour imposer une négociation sur la

réduction du temps de travail, réduction du précarité et création d'emplois. Sauf travail surprise des journalistes, qui ont voté l'appel du Syndicat du Livre CGT, la non-permission du quotidien régional basé à Rennes semble acquise. Ce mouvement touchant toutes les catégories de personnel du premier journal français, qui emploie 1 850 personnes, exprime un déca-

lage profond entre la direction et les journalistes, particulièrement au sein de la rédaction où les journalistes sont très nombreux, et le discours à connotation sociale de la direction.

INCOMPRÉHENSIONS MULTIPLES

Ce malaise s'est cristallisé sur la question du temps de travail ouvert par la loi Aubry. L'intersyndicale juge que la direction « diabolise » cette loi et « refuse d'entendre la voix des salariés ». Elle estime « méprisante » son attitude, et en veut pour preuve que l'unique réunion sur le sujet, tenue le 29 mars, s'est résumée à la lecture d'une déclaration de François-Régis Hulin, PDG de Ouest-France, jugeant « extravagantes et irréalistes les demandes des syndicats ». La négociation a été renvoyée à six semaines plus tard.

Cette temporisation « est d'autant plus pénible que la direction nous demande d'avancer à marche forcée sur la prise de contrôle des quotidiens régionaux des Pays de la Loire. Quand il faut franchir le verrou du syndicat d'employés, nous sommes préparés et analysés. Quand il faut négocier la réduction du temps de travail, nous sommes les principes idéologiques », explique André Thomas, journaliste à Brest et délégué CFDT, pour qui « Ouest-France ne pourra échapper ni à son contexte législatif ni à son environnement social ». Habituellement à rapporter les accords locaux sur la réduction du temps de travail dans leurs colonnes, les journalistes supportent d'autant moins le blocage de leur situation sur le sujet. « Une entreprise comme le Crédit mutuel de Bretagne, similaire par sa taille,

son organisation et sa culture originales, a su mettre en œuvre un accord très intéressant », explique l'un d'eux, en citant même le groupe Bayard, qui a abordé la loi Aubry sans a priori.

La direction de Ouest-France jugeait, jeudi soir, que « l'annonce d'une grève déclencherait les syndicats de manière soudaine et irresponsable » un mauvais coup porté au journal en cette période de Pâques « pouvant causer la confiance des lecteurs et des annonceurs ». Elle fait état, en cas de non-paiement, de « pertes considérables, de l'ordre de 10 millions de francs, qui manqueraient d'avoir des conséquences profondément négatives sur les négociations entreprises ». La direction évoque aussi « le projet des Pays de la Loire de ne pas payer les 300 emplois de Presse-Océan ». Faisant appel au « bon sens » des personnels, la direction « s'efforcera de publier, malgré tout, le Journal du dimanche de Pâques ».

Dominique Lhuillier

Nouveau report pour la vente de « France-Soir »

Le tribunal de grande instance de Paris a ordonné, jeudi 1^{er} avril, en référé, le report au 12 avril du conseil d'administration de France-Soir, initialement prévu le 2 avril. Le comité d'entreprise de France-Soir avait demandé un délai supplémentaire pour donner son avis sur la cession du quotidien à Georges Ghosn. C'est une victoire pour les salariés de France-Soir, alors que le PDG de la Socpresse, Yves de Chalmers, voulait boucler le processus de vente à la fin du mois de mars. Le Comité intersyndical du Livre parisien estime que les « actions engagées ont permis de mettre en échec une stratégie de passage en force ». Il demande que la Socpresse reste présente dans le capital de France-Soir. De leur côté, les rotativistes et les correcteurs ont signé, avec MM. de Chalmers et Ghosn, des accords qui ont été critiqués par les autres catégories du syndicat et par l'intersyndicale des journalistes de France-Soir.

TF1 et Canal Plus visent les activités satellitaires de Telecom Italia

EN ITALIE, l'horizon se dégage pour Canal Plus. Après le retrait de Murdoch, la chaîne cryptée pouvait encore craindre la menace de TF1. Patrick Le Lay, PDG de la Une, a, encore récemment, manifesté son intérêt pour la Péninsule. Son projet est d'y lancer une plate-forme numérique concurrente de Di Più, le bouquet de complément de Telepiù, sur la base de Stream, filiale de Telecom Italia. Cette perspective s'éloigne, mais que Canal Plus négocie activement avec l'opérateur italien de télévision.

La chaîne cryptée souhaite céder 45 % du capital à Telepiù, qu'elle contrôle à 90 %. Elle est déjà détentrice de la RAI. Cette dernière dispose en outre du droit à présenter à Canal Plus des partenaires italiens pour entrer au tour de table de Telepiù. Favorable au départ de Wind, l'EDF italien, la RAI n'est plus opposée à l'entrée de Telecom Italia. Pour faire face à une offre publique d'achat (OPA) par Olivetti, l'opérateur de téléphone doit se séparer de quelques centres de pertes. Stream fait partie de ceux-là. La

plate-forme numérique de Telecom Italia a 120 000 abonnés. La proposition de Canal Plus passe par la reprise de 50 000 abonnés satellites de Stream avec, en contrepartie pour Telecom Italia, une part de Telepiù comprise entre 2,5 % et 5 %, valorisée 10 milliards de francs (1,5 milliard d'euros). Dans cet échange, les activités câble et satellite de Stream seraient scindées. Le câble resterait dans les mains de Telecom Italia, tandis que la partie satellite passerait sous la houlette de Canal Plus. La chaîne cryptée fournirait, en outre, des programmes aux réseaux câblés de Stream. Pour certains, ce découpage n'aurait que des avantages pour Canal Plus, le câble représentant l'essentiel des pertes de Stream.

En l'état, cette proposition a peu de chances d'être retenue. Il y a quelques semaines, l'opérateur de téléphone a déjà fait connaître son peu d'enthousiasme pour une offre quasi similaire présentée par TF1. Telecom Italia refuse de séparer le câble du satellite, justement pour ne

pas avoir à conserver le principal centre de pertes.

Après avoir vu les comptes de Stream, la Une avait présenté une offre centrée uniquement sur le satellite, accompagnée d'une proposition de partage des coûts de programmes et de transports. Concrètement, TF1 souhaite acquérir 30 % du capital du bouquet satellite Stream, qui serait rebaptisé et relancé à la manière de TPS. Telecom Italia pourrait prendre place au tour de table à hauteur de 30 % à 40 %. Le reliquat serait cédé à des investisseurs financiers italiens. L'équilibre pourrait être atteint en 2001 ou 2003, avec près de 4,5 milliards de pertes cumulées (685 millions d'euros).

TF1, certains estiment un développement en Italie « trop cher et trop risqué », Angelo Codignoni, ancien directeur général de la Cinquième Berlusconi, et aujourd'hui conseiller de Patrick Le Lay, aurait fait connaître ses réticences.

Guy Duthell

Mercredi 3 Avril 1999 Nouvelle formule / Numéro 2 / 24 €

Le Monde des DEBATS

Document : le témoignage de Paul Ricœur au procès du sang contaminé

Fin de guerre en Algérie ?
Luis Martinez

Malaise dans la psychanalyse
Marie Meservoy / Daniel Widlöcher

Architecture : la France ringarde ?
Philippe / Jean-Pierre Le Bantez

Le maire philosophe de Venise
Antonio Padellaro / Jean-Pierre Le Bantez

Le nouvel ordre amoureux

Michel Bozza, Eric Fassin, Yves Michaud, Catherine Salles, Florence Marfisière / Tony Angilletta, Jean-Louis Flandrin

FINANCES ET MARCHÉS

TABLEAU DE BORD

AFFAIRES

INDUSTRIE

NISSAN : le constructeur automobile japonais renonce à son projet de développement d'un utilitaire léger destiné aux marchés émergents, lancé en 1998 avec le groupe DaimlerChrysler, en raison de son accord avec Renault, selon le quotidien nippon *Sankei Shimbun* du vendredi 2 avril.

MITSUBISHI MOTORS : le groupe japonais et Volvo envisagent de développer un commun des camions de moyen tonnage. La coopération existant dans le domaine du marketing et des ventes pourrait être élargie.

FORD : la filiale britannique du constructeur automobile américain (26 800 salariés) a annoncé jeudi la suppression de 680 emplois, qui s'effectuera par départs volontaires.

STRATFACOM : le Conseil des marchés financiers (CMF) a décidé de réviser à la baisse l'offre publique d'achat de Fimalac, la société d'outillage, jeudi 1^{er} avril. Le président de Fimalac a mis en garde Stratfacom contre la recherche d'un chevalier blanc : « Les industriels ne manquent pas de supprimer des postes et de fermer des usines ».

SERVICES

LA POSTE : le Conseil d'Etat a rejeté une requête de La Poste qui visait à empêcher une concurrence privée de transport rouennaise, Pro-Mess, d'acheminer du courrier en raison du monopole postal.

AUDIOVISUEL : le réseau de télévision américain CBS a annoncé jeudi l'acquisition de King World Productions, le plus important producteur de programmes télévisés aux Etats-Unis, pour 2,5 milliards de dollars (2,3 milliards d'euros). King World Productions fournit des jeux, produit des divertissements, des magazines d'informations et détient un important catalogue de films.

SWISSAIR : SAIR Group, la holding qui contrôle la compagnie aérienne suisse, a annoncé jeudi qu'elle allait prendre une participation de 20 % dans le capital de TAP Air Portugal. Cette opération constitue la première étape de la privatisation de TAP.

OLIVETTI : l'autorité boursière italienne, la Consob, a imposé jeudi à Olivetti d'indiquer le seuil minimum à partir duquel il considèrera que son offre publique d'achat (OPA) sur Telecom Italia est réussie. Jusqu'à présent, le groupe, qui a lancé une OPA sur 100 % de l'opérateur, indiquait qu'il pourrait se satisfaire de 67 %, et même de moins de 51 % à condition d'être en mesure de mener à bien son plan industriel.

FINANCE

CREDIT LYONNAIS : la Commission des participations et des transferts (CPT) a donné un avis conforme au cahier des charges fixant les modalités de la privatisation du Crédit lyonnais, selon un arrêté paru vendredi au Journal officiel (lire p. 20).

AXA : le géant français de l'assurance envisage de céder les cinq sociétés de services immobiliers qui forment le pôle AXA Immobilier, selon *Les Echos* du 2-3 avril. AXA, qui dément l'information, aurait demandé à la Banque Lazard de trouver des acquéreurs, vraisemblablement des investisseurs institutionnels, pour ce pôle d'activité.

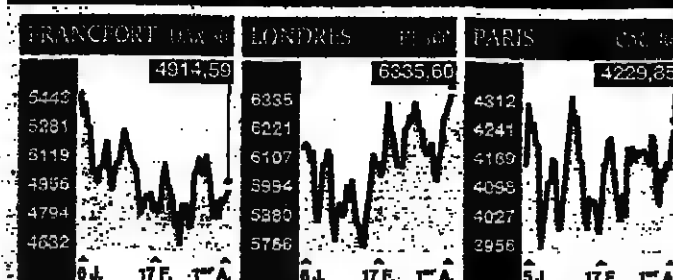
BNP : la banque compte mettre en œuvre un programme de rachat d'actions portant sur 10 % maximum de son capital avec pour objectif principal la régularisation des cours. Le prix maximum d'achat a été fixé à 120 euros (787,15 francs) par action et le prix minimum de vente à 50 euros (327,98 francs) par action.

RESULTATS

COGEMA : le groupe français, numéro mondial du cycle du combustible nucléaire, a enregistré en 1998 une hausse de 13 % de son bénéfice net, par rapport à 1997, à 180 millions d'euros. Le chiffre d'affaires a baissé de 3,7 % à 4,799 milliards d'euros (31,437 milliards de francs), alors que 91,2 % de ses ventes ont été réalisées à l'étranger.

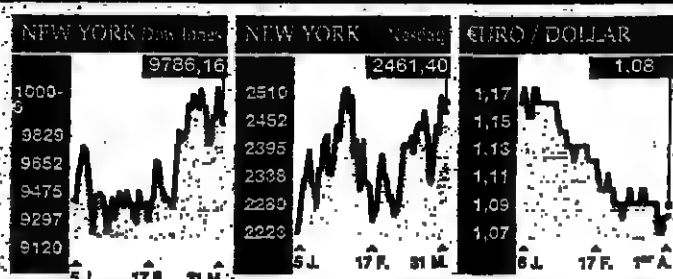
BANQUE WORMS : la filiale bancaire d'AXA a annoncé jeudi une perte nette de 24,7 millions d'euros (121 millions de francs) en 1998, contre un bénéfice net de 11,28 millions d'euros en 1997. Le fait d'importantes provisions passées à la demande d'Etat mission de la Commission bancaire. Ce résultat ne devrait pas faciliter les recherches d'un repreneur, lancées il y a plusieurs mois.

EUROPE



Indice	Clôture	Différence	Var. %
EURO STOXX 50	2879,80	+0,08	0,00
EURO STOXX 100	2899,24	+0,08	0,00
EURO STOXX 200	308,88	+0,15	0,05
EURO STOXX 300	297,08	+0,03	0,01
EURO STOXX 400	420,08	+0,15	0,04
EURO STOXX 500	1915,00	+0,53	+0,03
EURO STOXX 600	250,11	+0,04	0,02
EURO STOXX 700	207,87	+0,07	0,03
EURO STOXX 800	189,00	+0,04	+0,02
EURO STOXX 900	183,00	+0,01	+0,01
EURO STOXX 1000	200,00	+0,02	+0,01
EURO STOXX 1100	404,00	+0,02	+0,01
EURO STOXX 1200	638,00	+0,04	+0,01
EURO STOXX 1300	0,00	0,00	0,00
EURO STOXX 1400	2881,00	+0,00	+0,00
EURO STOXX 1500	7182,00	+0,00	+0,00

AMÉRIQUES



Indice	Clôture	Différence	Var. %
DOW JONES	9788,16	+1,38	0,00
S&P 500	1242,52	+1,11	+0,09
NASDAQ COMPOSITE	2461,40	+0,76	+0,03
NYSE INDEX	2395,76	+0,53	+0,02
NYSE 100	2000,00	+0,00	0,00
NYSE 200	1000,00	+0,00	0,00
NYSE 300	1000,00	+0,00	0,00
NYSE 400	1000,00	+0,00	0,00
NYSE 500	1000,00	+0,00	0,00
NYSE 600	1000,00	+0,00	0,00
NYSE 700	1000,00	+0,00	0,00
NYSE 800	1000,00	+0,00	0,00
NYSE 900	1000,00	+0,00	0,00
NYSE 1000	1000,00	+0,00	0,00
NYSE 1100	1000,00	+0,00	0,00
NYSE 1200	1000,00	+0,00	0,00
NYSE 1300	1000,00	+0,00	0,00
NYSE 1400	1000,00	+0,00	0,00
NYSE 1500	1000,00	+0,00	0,00

ASIE - PACIFIQUE



Indice	Clôture	Différence	Var. %
TOYOX	16327,58	+11,07	+0,07
HONGKONG	11072,93	+134	+0,12
EURO / YEN	129,49	+0,12	+0,09
EURO / DOLLAR	1,08	+0,00	0,00
EURO / LIRE	1,08	+0,00	0,00
EURO / POUND	1,08	+0,00	0,00
EURO / FRANK	1,08	+0,00	0,00
EURO / ESCUDO	1,08	+0,00	0,00
EURO / PESCETA	1,08	+0,00	0,00
EURO / DRAHME	1,08	+0,00	0,00
EURO / TACQUEO	1,08	+0,00	0,00
EURO / LIRA	1,08	+0,00	0,00
EURO / DOLLAR	1,08	+0,00	0,00
EURO / LIRE	1,08	+0,00	0,00
EURO / POUND	1,08	+0,00	0,00
EURO / FRANK	1,08	+0,00	0,00
EURO / ESCUDO	1,08	+0,00	0,00
EURO / PESCETA	1,08	+0,00	0,00
EURO / DRAHME	1,08	+0,00	0,00
EURO / TACQUEO	1,08	+0,00	0,00
EURO / LIRA	1,08	+0,00	0,00

ÉCONOMIE

La crise asiatique affecte également les Etats-Unis et l'Europe

JEAN LEMIERRE, directeur du Trésor français, a estimé à Tokyo, vendredi 2 avril, que l'Europe et les Etats-Unis assument une part équivalente du fardeau de l'ajustement dans les balances des paiements provoqué par la crise économique et financière en Asie orientale. « Les ordres de grandeur sont comparables », a-t-il déclaré. L'ajustement pour l'Asie (Association des nations du Sud-Est), la Corée et le Japon : 30 milliards de dollars dans le cas de l'Europe, 27 milliards dans le cas des Etats-Unis, ce qui dans les deux cas représente environ 0,3 % du PIB, a-t-il précisé. Cette question du partage du fardeau fait l'objet de critiques de la part de Washington, qui accuse les Européens de ne pas importer suffisamment de marchandises en provenance d'Asie.

Les prix de vente industriels, hors TVA, des biens intermédiaires ont baissé de 0,3 % en février par rapport à janvier, la baisse sur un an s'établissant à 3 %, selon les indices mensuels publiés jeudi par l'Insee. Ce mouvement provient principalement de la baisse combinée des prix des produits en bois, papier ou carton et des prix des produits chimiques en caoutchouc ou en plastique.

GRANDE-BRETAGNE : l'indice des directeurs d'achat pour l'industrie manufacturière a baissé de 47,2 en mars, contre 45,9 en février. Si l'indice général a baissé de 0,1 point, au-dessus du niveau de 30 points, au-delà duquel il signale une croissance, il progresse pour le cinquième mois consécutif.

La Confédération de l'industrie britannique a observé dans une enquête mensuelle que le volume des ventes de détail a connu en mars sa plus importante progression : glissement annuel depuis septembre 1998. Selon la CBI, les ventes devaient se reprendre « un peu plus » en avril.

ALLEMAGNE : la hausse des prix de l'énergie a entraîné une baisse de 0,4 à 0,5 point du pourcentage de l'indice des prix à la consommation, selon l'Institut fédéral statistique. En avril, si l'évolution des prix d'autres produits reste stable, l'indice baisserait de 0,6 à 0,7 sur un mois et de 0,9 à 1 % en mai.

RUSSIE : le pôle financier du Fonds monétaire international (FMI) a annoncé qu'il rendrait les réserves de la Banque centrale, gravement entamées par le rouble, à la banque, Viktor Guérachnikov, a déclaré qu'il a l'intention de faire passer le rouble à la banque, qui prévoit une aide financière à la Russie, Moscou. Le FMI a augmenté ses réserves bancaires, qui, avec un peu plus de 10 milliards de dollars, reviennent à leur niveau d'il y a trois ans.

ÉTATS-UNIS : les dépenses de construction en février ont progressé de 2,2 %, après une hausse de 1,7 % en janvier, a annoncé jeudi le département du Commerce. Sur un an, les dépenses de construction sont en progrès de 10,7 %.

Les revenus des ménages américains ont augmenté de 0,5 % en février, après une baisse de 0,7 % en janvier, a-t-il précisé. En janvier, les dépenses ont, selon les chiffres définitifs, progressé de 0,4 %, et les revenus de 0,6 %.

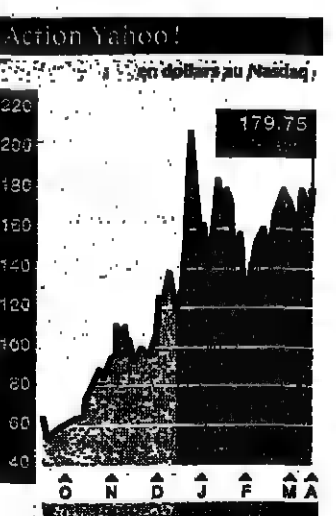
BRÉSIL : 600 millions de dollars (555 millions d'euros) ont été remboursés aux créanciers publics du Club de Paris, a annoncé, jeudi, la banque brésilienne de développement. Le remboursement a été prélevé sur les réserves monétaires du pays, mais cette déduction n'a pas influé sur le taux de change, car le Brésil a reçu un volume important de devises étrangères à des placements sur titres à court terme, a-t-il précisé. Le directeur de la politique monétaire de la banque, Luis Fernando Figueiredo.

FRANCE : l'opinion des investisseurs sur leurs ventes s'est dégradée « assez sensiblement » en janvier 1999, selon une enquête de l'Insee publiée jeudi. Cette opinion se situe à un niveau légèrement inférieur à la moyenne de longue période, a précisé l'Insee. Les intentions de consommation pour les deux prochains mois sont légèrement inférieures à la baisse de la plupart des secteurs, et les stocks sont globalement jugés stables, se situant à un niveau légèrement inférieur à la normale.

VALEUR DU JOUR

Yahoo! rachète Broadcast.com

LE TROISIÈME portail Internet Yahoo! poursuit sa croissance à marche forcée. Deux mois après avoir acquis le site GeoCities, Yahoo! propose de racheter Broadcast.com par échange d'actions pour un montant de 5,7 milliards de dollars (5,3 milliards d'euros). Ce montant astronomique n'a qu'un lointain rapport avec la réalité économique de Broadcast.com. Ce site Internet spécialisé dans la diffusion de documents audio et vidéo ne réalise que 22,8 millions de dollars de chiffre d'affaires et perd 14,9 millions de dollars. Il revendique plus de 800 000 visites quotidiennes avec une pointe de 2 millions lorsqu'il a proposé, en février, un défi de l'Internet sur Internet.



encore embryonnaire : il n'a pas dépassé les 15 milliards de dollars en 1998, mais il croît sur un rythme annuel de 200 %. Le client électronique est très difficile à satisfaire. Aujourd'hui, seulement 1,6 % des visites sur un site marchand se concluent par un achat, selon l'étude de Boston Consulting Group. Et le client électronique qui sur un site ayant une forte notoriété, précise l'étude de Boston Consulting Group, ne se laisse pas facilement séduire. Les portails Internet qui ambitionnent d'être de véritables galeries marchandes doivent donc toujours enchaîner leur offre afin de retenir les internautes. Les fillets de la Bourse leur donne la possibilité d'acheter des concurrents pour étouffer leur gamme, sans sortir de liquidités.

Enquêrard Renault

SUR LES MARCHÉS

PARIS

VENDREDI 2 AVRIL, le marché des actions à la Bourse de Paris a fermé en raison de fêtes pascales. En Europe, les places boursières d'Allemagne, d'Espagne, de Grande-Bretagne, d'Italie, des Pays-Bas et du Portugal étaient closes. Ces marchés resteront fermés jusqu'à vendredi 5 avril et reprendront leurs cotations le mardi 6 avril. En revanche, le marché américain, fermé vendredi, sera ouvert lundi, ce qui que la Bourse de Tokyo ne prend son plein essor.

LONDRES

L'INDICE FOOTSE des cent principales valeurs de la Bourse de Londres a clôturé en hausse de 0,55 %, jeudi 1^{er} avril, à 6330 points, après avoir atteint en cours de séance un nouveau record à 6399,1 points. Le précédent record établi par le FTSE-100 datait du 12 mars, à l'indice s'élevait à 6364 points. Les investisseurs britanniques ont porté jeudi par une opération de rachat de sociétés, mais aussi par des espoirs d'une prochaine baisse des taux.

NEW YORK

L'INDICE DOW JONES de la Bourse de New York a clôturé, jeudi 1^{er} avril, sur un gain de 0,47 %, à 9832,51 points, dans un marché sans réelle tendance. De son côté, l'indice composite de la Bourse électronique Nasdaq a progressé de 1,30 %, à 2493,37 points. Le marché a été influencé par la guerre à l'intensification de la guerre a été illustré par une chute assez calme des 13 millions d'actions échangées.

TOKYO

L'INDICE NIKKEI de la Bourse de Tokyo a terminé vendredi 2 avril en hausse de 0,23 %, à 16290,19 points après avoir progressé de 0,1 % à la mi-séance, grâce aux gains enregistrés par les valeurs de haute technologie et de l'automobile.

TAUX

LES TAUX D'INTÉRÊT à long terme en France, ainsi que le rendement de l'FOAT, ont resté stables à l'ouverture, vendredi 2 avril, à 4,134 %.

MONNAIES

LE DOLLAR s'est stabilisé contre le yen en début de matinée, vendredi 2 avril, à raison de prises de bénéfices, se négociant à 120,65 yens. La veille, la devise américaine remontait jusqu'à 120,87 yens, contre 118,75 yens. Les premiers échanges, vendredi, l'euro conservait ses niveaux atteints la veille, cotant 1,0774 dollar.

Taux de change fixe zone Euro

Contre franc	Contre franc
FRANC	0,65637
DEUTSCHMARK	1,93626
LIRE ITALIENNE (1000)	1,93626
PESETA ESPAG. (100)	166,639
SCILLING AUTR. (100)	13,7603
PUNT ISRA�ËLITE (100)	18,3672
YEN	160,368
FRANC BELGE (10)	1,33603
MARKKA FINLAND.	5,94578

Hors zone Euro

Contre franc	Contre franc
COURONNE SUÉDOISE	7,4603
COUR. NORVÉGIENNE	4,7556
COUR. SUÉDOISE	4,7556
COUR. SUÉDOISE	4,7556
COUR. SUÉDOISE	4,7556
COUR. SUÉDOISE	4,7556
COUR. SUÉDOISE	4,7556
COUR. SUÉDOISE	4,7556
COUR. SUÉDOISE	4,7556
COUR. SUÉDOISE	4,7556

Cours de change croisés

Cours	Cours
DOLLAR	0,83451
YEN	0,006115
EURO	0,72280
FRANC	0,001535
LIVRE	0,75385
FRANC SUISSE	1,47650

Taux d'intérêt (%)

Taux	Taux
FRANCE	4,10
ALLEMAGNE	4,10
ITALIE	4,10
JAPON	4,10
ÉTATS-UNIS	4,10
SUISSE	4,10
PAYS-BAS	4,10

Matières premières

Cours	Cours
MÉTALUX (LONDRES)	1,08165
ALUMINUM 3 MOIS	1,08165
ALUMINUM 3 MOIS	1,08165
ALUMINUM 3 MOIS	1,08165
ALUMINUM 3 MOIS	1,08165
ALUMINUM 3 MOIS	1,08165
ALUMINUM 3 MOIS	1,08165
ALUMINUM 3 MOIS	1,08165
ALUMINUM 3 MOIS	1,08165
ALUMINUM 3 MOIS	1,08165

En dollars

Cours	Cours
BRENT (LONDRES)	18,5
WTI (NEW YORK)	18,5
LIGHT SWEET CRUDE	18,5

En euros

Cours	Cours
OR FIN NLD BARRE	350
OR FIN UNCOIT	350
ONCE D'OR (LO)	350
PIÈCE FRANCE 20 F.	81,50
PIÈCE SUISSE 20 F.	81,50
PIÈCE UNION LAT. 20 F.	81,50
PIÈCE 10 DOLLARS US	81,50
PIÈCE 50 PESOS MEX.	81,50

Cotations, graphiques et indices en temps réel sur le site Web du www.lemonde.fr/bourse

هكذا من الأمل

Ce mois-ci dans « Le Monde diplomatique » :

UNION EUROPÉENNE : A Bruxelles, une Commission chasse l'autre (René de Cassen) ■ **JAPON** : Le couple nippo-américain dans l'impasse (Bruno Guimard) - Remise en question du « modèle » occidental (Philippe S. Golub) ■ **ÉTAT PALESTINIEN** : Inventaire des accords d'Oslo (Alain Gresh) - Un titre de propriété inaliénable sur la terre (Minaque El-Amrouti) - Enlèvement démographique (Youssef Choukroun) - Un engagement plus prononcé de l'Union européenne (Maurice Aron) ■ **AFRIQUE** : Des guerres qui usent le continent (Mikael Lajoinie) ■ **« INSÉCURITÉ »** : Les renseignements généraux découvrent les quartiers (Maurice Lemoine) - Trappes, la ville qui hante (Nicolas Truong) - Le « moyennement régressif » des Pays-Bas (Josée Jinger-Tits)

AVRIL 1999

GUERRE EN SERBIE, NOUVEAU RÔLE DE L'OTAN — Pages 4 à 7

LE MONDE diplomatique

Le devoir de paresse

Par THIERRY PAQUOT
(Page 36)

36 pages - 24 F
France métropolitaine : 3,66 €
Abonnement : voir tarif page 15

Publication mensuelle - 21 bis, rue Claude-Bernard, 75042 Paris Cedex 06

Social-conformisme

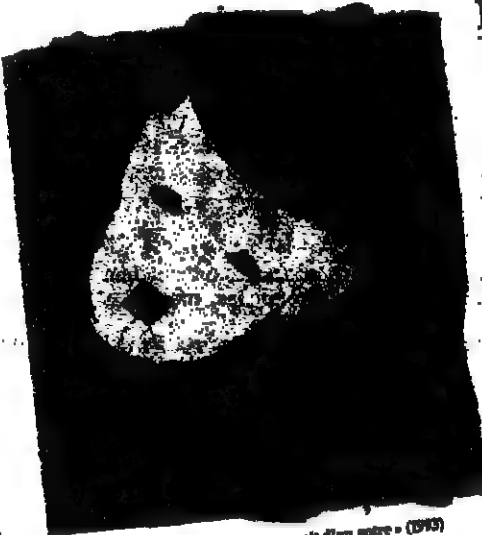
Par IGNACIO RAMONET

POUR la première fois depuis sa création en 1949, l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) s'engage dans une guerre contre un pays, la République fédérale de Yougoslavie, n'ayant aucune agression hors de ses frontières. C'est aussi la première fois, depuis 1945, que des forces européennes bombardent un autre État européen souverain. Annoncée le 23 mars 1999, cette décision a été qualifiée de « devoir moral » par M. Javier Solana, secrétaire général de l'OTAN.

M. Solana est un dirigeant hispanique du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), et il compte, pour cette guerre, sur le soutien principal de M. Gerhard Schröder, Lionel Jospin, Massimo D'Alema et Anthony Blair, chefs des gouvernements respectifs de l'Allemagne, de la France, de l'Italie et du Royaume-Uni. Et membres éminents, tous les quatre, de la social-démocratie

répétition qui a déjà fait, parmi les civils, des milliers de morts ? Y aurait-il, ici aussi, deux mesures ?

Comment les dirigeants sociaux-démocrates, héritiers de Jean Jaurès et d'une longue tradition de légitime répression qui n'a pas la guerre, ont-ils pu à ce point céder aux pressions de Washington et s'embarquer dans une aventure guerrière qui n'a pas la moindre légitimité internationale ? Aucune résolution des Nations unies concernant cette région n'autorise le recours à la force. Et le Conseil de sécurité, organe suprême de la planète en matière de conflit, n'avait pas été saisi avant le déclenchement des premières frappes, et n'avait accordé aucun avis à l'emploi des armes contre



MAX NEUMANN - « Antisocialisme d'un autre » (1995)

départ, un « supplément » de la social-démocratie. Celle-ci est sans boussole, naviguant à vue, obéissant à l'urgence et à la proximité (à moins d'appeler à l'urgence des catalogues de réarmements et de renforcements de la Troisième Voie, d'Anthony Giddens, conseiller de M. Blair et Le Bon Choix, de Bodo Hombach, inspirateur de M. Schröder).

L'IDÉOLOGIE DE L'INSÉCURITÉ

Ce vent punitif qui vient d'Amérique

Né s'agit-il que d'une coïncidence ? Au moment où, dans l'indifférence apparente des gouvernements, l'annonce d'énormes regroupements industriels ou bancaires se généralise aux États-Unis et en Europe, les responsables politiques rivalisent d'imaginaire et de propos en matière de base contre la délinquance. Les grands médias, oubliant trop souvent que les « violences urbaines » ont aussi leur source dans la généralisation de l'insécurité sociale, concourent à cette façon biaisée de définir les menaces qui pèsent sur nos sociétés. Certains des remèdes proposés couramment (« tolérance zéro », confinement des allocations familiales versées aux parents des délinquants, déchéance de la répression des mineurs), s'inspirent d'ailleurs de l'exemple américain. Et risquent, comme aux États-Unis, de conduire à une généralisation du contrôle social double d'un essai du taux d'incarcération.

Par LOIC WACQUANT

DÉPUIS quelques années monte à travers l'Europe une de ces paniques morales capables, par son ampleur et sa virulence, d'insulter les politiques électorales et de redessiner la physiologie des sociétés qu'elle atteint. Son objet apparent, trop souvent justifié, puisqu'il s'agit d'envahir le débat public : la délinquance des « jeunes », les « violences urbaines », les « désordres », les « quartiers sensibles » seraient les créateurs de l'insécurité, et donc la base

Ces notions s'inscrivent dans une constellation de termes et de thèmes venus des États-Unis, sur le crime, la violence, la justice, l'indépendance et la responsabilité, qui se sont insinués dans le débat européen jusqu'à lui servir de cadre et qui doivent l'essentiel de leur pouvoir de conviction à leur omniprésence et au prestige retrouvé de leurs propagandistes (1). La banalisation de ces analyses dissimule un enjeu qui n'a que peu à voir avec les problèmes auxquels il se réfère : la criminalité, la violence

Vient de paraître

Egalement au sommaire

Géopolitique : Les entités chaotiques ingouvernables (Oswaldo de Rivero) ■ **Europe** : Décolonisation inachevée en Irlande du Nord (Robbie Mc Veigh) - En Italie, la transition politique s'accélère (Guido Moliterno) ■ **Caribbes** : Consensus introuvable à Porto Rico (James Cohen) ■ **Développement** : Quand les pauvres séduisent les banques (Jean-Loup Motchane) - Le regard intéressé de Wall Street (J.-L. M.) - Les pays du Sud rongés par les pesticides (Mohamed Larbi Bouguerra) ■ **Médias** : Misère des journalistes précaires (Gilles Balbastre) ■ **Santé** : Vers la sélection génétique des travailleurs (Annie Thébaud Mondy) ■ **Civilisation** : La leçon des peuples premiers (Jean Malaurie).

TARIFS

■ **France**
(y compris DOM-TOM et pays à accords postaux*)

Tarif spécial (étudiants, lycéens, chômeurs, retraités sur présentation d'un justificatif, France métropolitaine uniquement)

■ **Etranger**

Voie normale
(y compris Union européenne par avion)

Voie aérienne

Tunisie

Autres pays d'Europe (sauf Union européenne, Suisse)
Algérie, Maroc

DCM, Afrique francophone

États-Unis, Canada, Moyen-Orient

Amérique centrale, Amérique du Sud, Mexique
Asie orientale, Japon, Chine, autres pays d'Asie

TOM

Océanie, Australie, Nouvelle-Zélande

* Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Rép. centrafricaine, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Guinée, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Togo, Tunisie.

1 AN

2 ANS

ET POUR NE MANQUER AUCUN NUMÉRO, ABONNEZ-VOUS AVANT AUGMENTATION DE TARIFS !

Bulletin à renvoyer à : Le Monde diplomatique, service abonnements,
24, avenue du Général-Hedec, 60646 Chantilly Cedex, France

☐ **OUI**, je souhaite m'abonner au Monde diplomatique pour :
☐ 1 an (12 numéros) ☐ 2 ans (24 numéros)

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____ Pays : _____

Je joins mon règlement libellé en francs français de FF par :

☐ Chèque ☐ Eurochèque ☐ Mandat international

☐ Carte internationale n° : _____

☐ Carte American Express n° : _____

Expire fin : _____

Signature obligatoire : _____

501234567

مكوا من الأمل

omatique»

ur d'Oslo (Alain Gresh) - Un
Enjeux démographiques
européenne (Miguel Angel
« INSÉCURITÉ » :
Trappes, la ville qui tient
-Tas).

Le devoir
de l'État

ent punitif
d'Amérique

AVANT AUGMENTATION DE TMS

AUJOURD'HUI

LE MONDE / SAMEDI 3 AVRIL

SPORTS Le juge d'instruction lillois Patrick Keil, chargé de l'affaire Festina depuis la mois de juillet, a auditionné, jeudi 1^{er} avril, le président de la Fédération française

cyclisme (FFC), Daniel Baal, et le directeur de la Société du Tour de France, Jean-Marie Leblanc. LE PREMIER a été mis en examen pour « complicité des délits de facilitation

et d'incitation à l'usage et administration d'autrui de substances ou produits dopants ». Sans formuler de commentaire sur cette décision, le ministère de la jeunesse et des

sports a apporté son soutien à la Fédération. JEAN-MARIE LEBLANC, quant à lui, n'a pas été mis en examen. DE L'AUTRE CÔTÉ de la frontière, la course des Trois Jours de la

Panne s'est achevée sans les coureurs de l'équipe Mapei, interpellés par la gendarmerie belge après la découverte d'un colis contenant des ampoules d'amphétamines.

Le président de la Fédération de cyclisme rattrapé par l'affaire Festina

Soupçonné de « complicité » par le juge lillois Patrick Keil, Daniel Baal est à son tour mis en examen. Le directeur de la Société du Tour de France, Jean-Marie Leblanc, lui aussi interrogé par le magistrat, n'a pas été mis en cause dans ce dossier concernant le dopage des coureurs

MIS EN EXAMEN jeudi 1^{er} avril par le juge Patrick Keil pour « complicité des délits de facilitation et d'incitation à l'usage et administration d'autrui de substances ou de produits dopants », Daniel Baal, président de la Fédération française de cyclisme (FFC), n'en conserve pas moins le soutien de Marie-George Buffet, ministre de la jeunesse et des sports, et du ministère.

Bien refusant de commenter cette décision [qui] relève de la seule autorité judiciaire compétente, le ministère tutelle tient à souligner [que] la FFC est l'une des fédérations qui ont pris une série d'initiatives destinées à combattre cette tricherie



CYCLISME

dans le sport que constitue le dopage.

Dans la tourmente qui actuellement le sport cycliste connaît, Marie-George Buffet n'oublie pas, le 1^{er} février, elle épinglait les insignes de chevalier de la Légion d'honneur sur le revers de Daniel Baal, lui saluant par ces paroles : « Vous vous placez sur le terrain des valeurs, et, dans cette décoration, c'est une certaine idée du sport que nous honorons... » Daniel Baal a quitté peu après 14 heures, jeudi, le bureau du juge lillois, où d'une audition qui a duré quatre heures, il a été mis en examen pour « complicité des délits de facilitation et d'incitation à l'usage et administration d'autrui de substances ou de produits dopants », a annoncé le président de la FFC.

Le directeur de la Société du Tour de France, Jean-Marie Leblanc, a été mis en examen pour « complicité des délits de facilitation et d'incitation à l'usage et administration d'autrui de substances ou de produits dopants ». Sans formuler de commentaire sur cette décision, le ministère de la jeunesse et des sports a apporté son soutien à la Fédération.

La sympathie du ministère Daniel Baal est la troisième personnalité mise en examen dans ce dossier, à l'affaire Festina, menée par le magistrat lillois depuis le 1^{er} juillet 1998, après l'arrestation par le docteur de la Société du Tour de France, Jean-Marie Leblanc, et la découverte de quatre cent doses de substances interdites à bord d'un véhicule marqué des couleurs de la firme andorranne.

par Hein Verbruggen, le président actuel de l'UCI (Le Monde des 28 mars). Lorsqu'il est arrivé à la tête de la FFC, Daniel Baal, ancien coureur de niveau régional, connaissait pas le milieu professionnel. Cadre supérieur du Crédit mutuel du département du Haut-Rhin, c'est au fil des journées épuisantes de juillet 1998, en plein cœur de l'affaire Festina, qu'il a découvert l'ampleur du fléau qui ravage le cyclisme.

Trafic d'anabolisants à Abbeville

La police d'Abbeville a démantelé un réseau local de trafic de substances interdites, volées dans un entrepôt de produits pharmaceutiques de la ville de Picardie. Dans cette affaire, révéle-t-on jeudi 1^{er} avril, un coureur cycliste semi-professionnel, Frédéric Klaes, vingt-sept ans, a reconnu les faits. Il a été mis en examen en janvier pour recel et placé sous contrôle judiciaire. Un autre coureur picard a été mis en examen en mars, également pour recel. L'enquête faisait suite à une plainte déposée en novembre 1998 par la direction d'un entrepôt de produits pharmaceutiques, où des amphétamines, des anabolisants et des corticoïdes avaient disparu. Un chauffeur-livreur de la société « cyclotouriste amateur de haut niveau » avait été mis en examen et écroué pour vol. Remis en liberté la semaine dernière, il a reconnu avoir livré à des vendeurs d'entreposés depuis dix ans.

L'équipe italienne Mapei est prise dans la tourmente en Belgique

LES ROUTES de chaque côté de la frontière franco-belge ont fini par devenir maudites au début du peloton cycliste professionnel. Jeudi 1^{er} avril dans la matinée, alors qu'à Lille le juge Patrick Keil continuait d'instruire l'affaire Festina, outre-Quadrin, à Courtrai, une autre affaire a éclaté. Avec, ici aussi, la découverte de produits dopants et la mise en examen d'une formation de premier plan : l'équipe italienne Mapei, la plus puissante équipe cycliste au monde. Finalement, le souffle est retombé - du moins dans l'immédiat - sur jeudi en soirée, coureurs et dirigeants de la formation transalpine ont été mis en examen pour recel de produits dopants.

Le boîtier vidéo avec cinq ampoules dont le contenu a paru suspect, a expliqué la direction générale de DHL Belgique. A la différence de l'affaire Festina, dans laquelle des ampoules d'EPO avaient été saisies, les ampoules trouvées en Belgique contiennent des amphétamines. C'est qu'à l'indiqué, jeudi, Louis Denekere, le procureur de Courtrai, qui a ouvert une instruction sur la base d'une dénonciation de produits interdits. « Un seul homme est à l'origine de l'affaire et de l'envoi du colis, il s'agit d'un coureur italien de l'équipe », a précisé, jeudi soir, Louis Denekere, qui a admis que l'intéressé n'a pas été mis en examen.

Les coureurs de l'équipe Mapei ayant été mis en examen jeudi en soirée, ils ne pourront participer, dimanche 4 avril, au Tour des Flandres. Dans ce célèbre classique printemps, certains d'entre eux, comme l'Italien Stéphane Bartoli, actuel numéro un mondial, figurent parmi les favoris.

Reste maintenant à savoir si l'équipe ne risque pas d'être rattrapée par d'éventuelles confessions de son signeur ou si, au contraire, l'ensemble des responsabilités dans l'affaire Courtrai. Même si la nature des produits saisis et leur nombre diffèrent singulièrement, l'affaire Courtrai a commencé par l'arrestation d'un signeur.

Un confession qui ne convainc visiblement pas le juge, lequel lui reproche un minimum une complicité passive aggravée de silences coupables et, au pis, une propension à « enterrer » des faits de dopage avérés. Plusieurs ont été évoqués ces jours derniers - par exemple celui de Laurent Brochard championnat du monde de 1997, déclaré positif pour injection de lidoquinine (Le Monde du 31 mars) -, que Daniel Baal a contesté. Pourtant, selon des sources proches de l'enquête, il semble bien que, malgré les justifications avancées (une exception thérapeutique), de réelles suspicions pèsent sur les dénégations de Daniel Baal à leur propos ne résistent pas à la lumière des faits établis durant l'instruction.

Le capitaine Guy Forget vit sa première Coupe Davis

NÎMES de notre envoyé spécial Son sourire est serein, comme ses discours, il parle à l'aise, de bonheur d'inspiration. Guy Forget est heureux. Il y a certes l'angoisse de cette compétition liée à la proximité de la rencontre de Nîmes, mais rien ne semble entamer son optimisme. Il est le capitaine de l'équipe de France de Coupe Davis, c'est pour lui une aventure qui se joue. Cela fait plaisir, c'est un challenge, le tennis, c'est ce qui m'a fait, depuis petit, dit-il, et petit-fils de joueurs de haut niveau.

Il y a deux ans qu'il a quitté le circuit, en effectuant adieux lors du Tournoi de Key Biscayne, en Floride. Il avait alors trente-deux ans et tirait un trait sur une carrière magnifique, en simple comme en double, pourtant empoisonnée par les blessures d'un corps un peu trop fragile, d'une un brin trop angoissée. Appartenant à la génération de Yannick Noah et d'Henri Leconte, il a été un peu vécu dans leur ombre, personne ne pouvait oublier son jeu offensif d'escrimeur, ses fentes à la Vasek Pospisil, son grand service de gaucher.

Après le talent charismatique de Yannick Noah et les relations passionnelles avec le tonitruant Henri Leconte, les Français avaient appris à aimer ce grand écholas aux airs timides. Depuis longtemps, An-

glais l'avaient adopté pour son élégance. C'est sur leur gazon que Guy Forget avait remporté quelques-uns de ses plus beaux exploits dans les tournois du Grand Chelem, en s'y hissant, notamment, en quarts de finale en 1994, où il sortait d'une opération au genou.

Quatrième joueur mondial en 1991, vainqueur de l'année 1991, l'Open de Paris, il était surtout devenu le héros de la Coupe Davis 1991. Alors sélectionné en simple et en double, il avait rapporté le point de la victoire face à Sampras, à Lyon, le 1^{er} décembre 1991. Le capitaine s'appelait Yannick Noah, il était son ami. Engagé en double à la Coupe Davis, il avait contribué à la victoire de la France sur Israël, lors d'une nouvelle finale de Coupe Davis, l'automne 1998. Guy Forget a été plébiscité par les joueurs comme par les spectateurs. En septembre 1998, après la victoire de la France sur Israël, qui marque sa réintégration dans le groupe mondial, Yannick Noah intronise Guy Forget. Le 10 octobre, il est capitaine : « Tout cela est venu un peu tôt, a-t-il expliqué Guy Forget. J'ai eu plus de facilité à accepter, les joueurs et les joueuses l'avaient demandé. » Il est à

lui, c'est passionnant, je vais m'inspirer de ce qu'il a fait avec... Ce qu'il souhaiterait aussi, c'est apporter son expérience de joueur de Coupe Davis.

Son rôle de capitaine, il l'assume avec joie, les joueurs l'écourent le respect, il a l'impression d'être un grand frère. Depuis quelques jours, il a joué les intendants, le rôle de médiateur universel pour une minute de retard de l'eau qui manque dans le réfrigérateur. Il rit : « Je voyais la nervosité de Yannick qui explosait en fin de journée. Il disait : "Pauvre, que je fume une clope". "Faut que j'aille faire un tour". Je me disais : "Qu'est-ce qu'il raconte !" Et maintenant, je le vois. Le capitaine vit avec les angoisses des joueurs. »

Le poste de capitaine semble convenir à Guy Forget, la complicité des joueurs est évidente. « Le jour où je n'aurai plus cette marque de respect et cette écoute, je m'en irai. » Pourtant, il sait qu'il vit un premier tour difficile en Coupe Davis. Même sur la battue, les Néerlandais emmenés par Richard Krajicek, quatrième joueur mondial, dangereux. « Il faut aussi savoir accepter la défaite. Quel qu'il arrive, je serai toujours derrière les joueurs. »

COMMENTAIRE POUR SAUVER LE CYCLISME

Le cyclisme ne peut plus longtemps continuer à supporter le soupçon permanent qui est tombé sur lui depuis l'été, quand a éclaté, au Tour de France, l'affaire Festina. La mise en examen du président de la Fédération française de cyclisme (FFC), Daniel Baal, après celle de son vice-président, Roger Legeay, a situé la responsabilité à un plus haut niveau. Il peut penser que la décision du juge Keil est un cas de conscience pour tenter d'enrayer le dopage, mais fragilise un homme - Daniel Baal - sur lequel la ministre des sports, Marie-George Buffet, souhaitait s'appuyer pour imposer sa politique antidopage et restaurer la crédibilité du sport.

Ce n'est pas oublier que, pendant des décennies, les autorités qui ont succédé à sa tête ont lâchement fermé les yeux sur ce qu'ils auraient dû dénoncer. Les deux encore longtemps sans l'affaire Festina. Ils ont aveuglément mené à l'aveugle, en réclamant l'arrêt du Tour de France 1998, Le Monde avait, le premier, mesuré le dan-

ger qui pesait sur le cyclisme si des mesures radicales n'étaient prises pour ce sport superbe d'une fatale décredibilisation. Sans doute Daniel Baal a-t-il pris conscience, mieux que bien d'autres, trop tard, il paye aujourd'hui trop d'années de laxisme complice d'impérities.

Il fallait frapper fort pour qu'enfin mesure l'étendue du problème, des dangers pour l'éthique sportive, la santé des coureurs, pour de s'en tenir à l'hypocrisie professionnelle de foi, il faudra maintenant, c'est le plus ardu, qu'au-delà du cas des hommes se transforment les consciences dans un milieu pervers par tant de mensonges et d'omertés coupables. Ce sport qui, plus que tout autre, a su, depuis un siècle, bâtir une légende épique, mérite bien de renaitre débarrassé du soupçon qui pèse désormais sur ses performances. Plus populaires champions. C'est aimer le cyclisme que le souhaiter, car sinon, c'est l'indifférence, d'une certaine façon la mort, qui le tue.

Tout ce qui se passe de Daniel Baal et Roger Legeay dans le cyclisme. Et au-delà, ne troublons pas, du sport en général.

Jacques Buob

DÉPÊCHE BASKET : le club italien Kinder Bologna, tenant du titre, s'est qualifié pour la finale à quatre de l'Euroleague masculine de basket, en s'imposant, jeudi 1^{er} avril à Pau, face à Pau-Orthez (70-54). Kinder Bologna affrontera TeamSystem Bologna, l'autre club de la ville italienne, lors de la première journée de la finale à quatre, le 20 avril à Munich.

هكذا من الأصل

Le télescope spatial Hubble filme le printemps d'Uranus

Une « première » visible sur Internet

UN PETIT FILM illustrant les perturbations climatiques d'Uranus au début de la longue période hivernale a été filmé par le télescope spatial Hubble, annonce la NASA. Il s'agit d'une animation montée à partir d'une série d'images fixes.

Elle montre des vagues de nuages brillants qui défilent dans l'atmosphère de la septième planète du système solaire, gigantesques tempêtes d'une surface équivalente à la moitié de la superficie des États-Unis.

Comme pour la Terre, les variations saisonnières d'Uranus ont pour origine l'inclinaison de son axe de rotation par rapport à son plan orbital. La planète effectuant un tour complet du Soleil en quatre-vingt-quatre ans, ses quatre saisons durent plus de vingt ans chacune. Elle est quasiment perpendiculaire sur son orbite et, pendant un quart de l'année uranienne, le Soleil brille donc à la verticale d'un pôle, plongeant l'autre pôle dans la pénombre d'un hiver froid et prolongé. L'hémisphère nord d'Uranus vient juste de sortir de cette

longue période d'hivernation forcée. Au fur et à mesure que le Soleil illumine l'atmosphère, le « réchauffement » des gaz qui la composent provoque la formation de nuages composés probablement de cristaux de méthane à une température de 185 degrés au-dessous de zéro.

Ces images ont également permis aux scientifiques d'observer que le lent réveil à la vie de la planète se traduit par des séries de perturbations dans les nuages qui l'entourent.

Découverte en 1781 par l'astronome anglais d'origine allemande William Herschel, Uranus est une boule gazeuse composée principalement d'hydrogène et d'hélium, quatre fois plus grande que la Terre, mais quasi invisible à l'œil nu. La sonde Voyager 2, qui l'a survolée en 1986, n'y a distingué que très peu de nuages et ce film constitue donc une première. Il est visible sur Internet: oposite.stsci.edu/pubinfo/pr/1999/11/animations.html

J.-P. D.

Le surgénérateur expérimental Phénix poursuit sa coûteuse cure de jouvence

Les essais de transmutation des déchets reprendront en 2000

Les travaux de rénovation du surgénérateur Phénix se poursuivent à Marcoule (Gard). Moyennant 650 millions de francs (99 millions

d'euros), l'installation devrait être remise en service en avril 2000. Après l'arrêt de Superphénix, Phénix demeure l'unique outil de recherche sur

la transmutation des radioéléments, l'un des modes de gestion des déchets radioactifs sur lesquels le Parlement se prononcera en 2006.

MARCOULE

de notre envoyé spécial

S'agissant de la cure de la cuve du réacteur surgénérateur Phénix, les ingénieurs préparent une des multiples opérations de maintenance de l'installation de Superphénix. Les 800 tonnes de sodium fondu qui baignent le cœur, actuellement désactivé, vont être partiellement vidangées durant la nuit et remplacées par un gaz inerte, l'argon. Cela permettra à des périscoopes d'inspecter le « bouchon central » du cœur et de vérifier s'il est bon pour le service.

Il ne s'agit pas de l'un des chantiers menés en parallèle pour la remise en service d'une installation qui doit pour beaucoup à son arrêt à l'arrêt de Superphénix. Ces travaux « gigantesques » prévoient aussi l'inspection d'une vire qui sollicite le bloc réacteur à la cuve, la rénovation des protections antisismiques et de tenue au feu – le sodium est en effet très inflammable –, l'étude de défauts observés sur un générateur de vapeur, énumère Alain Lafon, le chef de

ce réacteur expérimental géré par le Commissariat à l'énergie atomique (CEA). Sans compter « 300 lots de travaux » prévus au titre de la vaste décennale de l'installation.

Le tout est mené sous l'œil inquisiteur des inspecteurs de la direction de la sûreté des installations nucléaires (DSIN), qui a ordonné cette cure de jouvence généralisée.

DES DÉLAIS LARGES. Au total, 650 millions de francs (99 millions d'euros) seront nécessaires pour boucler la révision, qui doit s'achever en avril 2000, rappelle Alain Lafon. Les délais sont serrés. Avec l'arrêt de Superphénix, Phénix est désormais le seul surgénérateur français permettant d'étudier la transmutation des radioéléments à vie longue, une des voies de recherche prévues par la loi de 1991 sur la gestion des déchets.

Les expérimentations de transmutation ont débuté en 1974. Leur interprétation sera rendue dans la foulée, pour que le Parle-

ment puisse se prononcer en 2006 sur la meilleure façon de se débarrasser de cet héritage : séparation et transmutation des radioéléments, stockage en profondeur, entreposage en surface, ou combinaison de ces solutions.

La transmutation consiste à transformer, par le biais d'une réaction nucléaire, les déchets à vie longue en éléments à vie plus courte, voire, dans le meilleur des cas, en éléments stables non radioactifs. Un réacteur de 1000 mégawatts produit chaque année 300 kilogrammes de plutonium, 31 kilogrammes d'actinides et 750 kilogrammes de produits de fission. La durée de vie de tous

ces éléments se compte parfois en millions d'années. Les réacteurs à neutrons rapides (RNR), comme Phénix, où le flux de neutrons est dix fois plus élevé que dans les réacteurs classiques, permettent d'explorer cette technologie. Les résultats les plus probants ont été obtenus en 1986, à l'occasion de l'expérience Superfact 1, dans laquelle un taux de 30 % de transmutation du néptunium 237 avait été obtenu, donnant 30 % de plutonium 238 et 10 % de produits de fission. Tout de même encore 70 % de l'élément indésirable.

Pour atteindre les déchets du parc actuel, il faudrait, disent les modèles, construire des surgénérateurs représentant 10 % de la puissance installée (10 000 mégawatts). Soit treize Superphénix ou soixante-cinq Phénix ! L'industrie de la recherche nucléaire, donc, pour l'heure, hypothétique.

« CHOIX IDÉOLOGIQUES »

D'autant que l'arrêt de Superphénix a sonné le glas des surgénérateurs en France pour longtemps et que les projets de réacteurs hybrides, à la fois à la puissance et à la transmutation, dont leurs concepteurs vantent les vertus transmutatrices, restent lointains.

Phénix pourra-t-il d'ailleurs mener à bien son programme de recherche dans les années à venir ? Le groupe permanent réacteur, chargé d'évaluer l'avenir de Phénix, a été créé en 1994. Le directeur de la recherche, avait souligné, dans un avis rendu public par le député (UDF) Claude Bihraux, que Superphénix aurait été plus satisfaisant. Fallait-il investir 650 millions de francs pour relancer un réacteur à bout de souffle ? « Les choix idéologiques ont un prix », note le député de Haute-Savoie.

Comme nombre d'observateurs, il considère que le redémarrage de Phénix n'est que « la contrepartie à l'arrêt de Superphénix », obtenu de haute lutte par la ministre de l'environnement, Dominique Voynet.

Hervé Morin

Voyez grand. Après tout, qui a déjà entendu parler d'Alexandre Le Moyen ?

Dirigeant d'entreprise ou cadre dirigeant, vos projets de croissance ou de rachats d'entreprises sont ambitieux et vous avez besoin de capitaux pour les réaliser ? 3i, leader européen du capital investissement, peut vous aider et devenir un de vos actionnaires de référence. Notre approche : financer vos projets et en partager les risques, sans horizon de temps et en respectant votre indépendance. En France, 3i a déjà investi plus de 3 milliards de francs dans des entreprises comme PLASTIMO, M. Etologie, etc. Aujourd'hui, c'est à votre réussite que nous souhaitons participer pour aller ensemble encore plus loin. 3i à Paris : 01 47 15 11 00, à Lyon : 04 72 91 54 91.

www.3i.com

Le leader européen du capital investissement.



La contamination mère-fœtus par le virus du sida diminue

COMMENT diminuer le risque couru par les femmes séropositives de donner naissance à un enfant contaminé ? En 1994, un essai montra qu'en administrant de l'AZT pendant la grossesse, au moment de l'accouchement et, au nouveau-né, pendant ses six premières semaines, il était possible de faire passer le taux de contamination de près de 20 % à environ 8 %. Aujourd'hui, mais à condition d'associer l'AZT à un accouchement programmé par césarienne, il est possible de réduire encore ce risque, à environ 2 %. C'est ce que montre une étude, réalisée à la fois en Europe et aux États-Unis par quinze équipes sur 8 533 couples mère-enfant, et publiée dans l'édition du 1^{er} avril du *England Journal of Medicine*.

Au fil des années, on a appris de quelle manière se produit la contamination, essentiellement au moment de l'accouchement lorsqu'il a lieu par les voies naturelles. Elle peut intervenir à différentes étapes de l'accouchement : au moment où se déclenchent les contractions utérines quand se produisent des microtransfusions de sang de la mère à l'enfant ; après la rupture de la poche des eaux ; lors du passage dans les voies génitales infectées. La programmation d'une césarienne permet, d'une part, d'éviter au maximum le contact de l'enfant avec le virus. De plus, l'absence de contraction utérine évite les microtransfusions.

Selon le docteur Laurent Mandelrot, qui, dans le service de gynécologie-obstétrique de l'hôpital

Cochin, a participé à différents essais de prévention de la transmission materno-fœtale, la proposition d'une césarienne est le plus souvent bien reçue. Actuellement, à la maternité Baudelocque, environ 70 % des naissances se font par césarienne chez les femmes séropositives par l'AZT dès le troisième trimestre de grossesse.

DES RISQUES MAL CONNUS

L'obtention d'une diminution de la virémie (la concentration sanguine des virus) au moyen de la bi ou de la trithérapie modifie sans doute ces schémas. En effet, plus la charge virale est faible, plus diminuent les risques de contamination de l'enfant. Il ne sera alors peut-être plus nécessaire de proposer la césarienne en dehors des nécessités obstétricales habituelles. La césarienne est un acte chirurgical qui, comme tous les actes chirurgicaux, n'est pas anodin et peut mettre en danger la vie de la mère. En outre, cet acte ne peut être proposé partout. Il est, en particulier, beaucoup trop dangereux dans la plupart des pays en développement.

Il faut noter, enfin, que les risques courus par le fœtus du fait des traitements antirétroviraux sont encore mal connus, que ce soit pour l'AZT seul ou les multithérapies. Il reste aussi que les femmes séropositives vivent très souvent dans des conditions de précarité sociale et de santé telles qu'elles nécessitent un soutien médical, psychologique et social lourd, seul à même de préserver au mieux les chances de l'enfant à naître.

Elisabeth Bursaux

Phénix

reprendront en 2000

la transmission des modes de gestion des entreprises

la transmission des modes de gestion des entreprises

la transmission des modes de gestion des entreprises

la transmission des modes de gestion des entreprises

la transmission des modes de gestion des entreprises

la transmission des modes de gestion des entreprises

la transmission des modes de gestion des entreprises

la transmission des modes de gestion des entreprises

la transmission des modes de gestion des entreprises

la transmission des modes de gestion des entreprises

la transmission des modes de gestion des entreprises

la transmission des modes de gestion des entreprises

la transmission des modes de gestion des entreprises

la transmission des modes de gestion des entreprises

la transmission des modes de gestion des entreprises

la transmission des modes de gestion des entreprises

la transmission des modes de gestion des entreprises

la transmission des modes de gestion des entreprises

la transmission des modes de gestion des entreprises

la transmission des modes de gestion des entreprises

la transmission des modes de gestion des entreprises

la transmission des modes de gestion des entreprises

la transmission des modes de gestion des entreprises

la transmission des modes de gestion des entreprises

la transmission des modes de gestion des entreprises

la transmission des modes de gestion des entreprises

la transmission des modes de gestion des entreprises

la transmission des modes de gestion des entreprises

la transmission des modes de gestion des entreprises

la transmission des modes de gestion des entreprises

la transmission des modes de gestion des entreprises

la transmission des modes de gestion des entreprises

la transmission des modes de gestion des entreprises

la transmission des modes de gestion des entreprises

la transmission des modes de gestion des entreprises

la transmission des modes de gestion des entreprises

la transmission des modes de gestion des entreprises

la transmission des modes de gestion des entreprises

la transmission des modes de gestion des entreprises

la transmission des modes de gestion des entreprises

la transmission des modes de gestion des entreprises

la transmission des modes de gestion des entreprises

la transmission des modes de gestion des entreprises

la transmission des modes de gestion des entreprises

la transmission des modes de gestion des entreprises

la transmission des modes de gestion des entreprises

la transmission des modes de gestion des entreprises

la transmission des modes de gestion des entreprises

la transmission des modes de gestion des entreprises

la transmission des modes de gestion des entreprises

la transmission des modes de gestion des entreprises

la transmission des modes de gestion des entreprises

la transmission des modes de gestion des entreprises

la transmission des modes de gestion des entreprises

la transmission des modes de gestion des entreprises

la transmission des modes de gestion des entreprises

la transmission des modes de gestion des entreprises

la transmission des modes de gestion des entreprises

la transmission des modes de gestion des entreprises

la transmission des modes de gestion des entreprises

la transmission des modes de gestion des entreprises

la transmission des modes de gestion des entreprises

la transmission des modes de gestion des entreprises

Les tapis au naturel, la création en plus

Les fibres végétales ont connu, ces dix dernières années, une explosion considérable dans le revêtement de sol. Contemporain, ce support « authentique » permet toutes les décorations

DEPUIS quelques années, le marché de la moquette traditionnelle a perdu de son lustre. Le parquet, le carrelage, le revêtement en pierre naturelle, les tapis en fibres naturelles. Une chance pour les tapis qui ont élargi l'offre, étendu la gamme des motifs et des couleurs, et exploité de nouvelles fibres. Certains se sont appuyés sur des modes de fabrication artisanale, d'autres ont préféré profiter des techniques de production modernes pour proposer des collections capables de répondre à tous les besoins, dans les styles.

La nature est au cœur du tapis. Le marché. L'explosion qu'on connaît les fibres végétales en témoigne. Peu de fabricants peuvent aujourd'hui ignorer cette matière qui met à mal le revêtement traditionnel, notamment les moquettes en tapis de laine. « Ces royaumes d'acariens », symbole du cet engouement : Crucial Trading est une entreprise d'exploitation de ces matières. C'est une entreprise d'origine à David Green qui, dans les années 80, a commencé à travailler le coco (une fibre fibreuse provenant de la noix du même nom). Le jonc de mer, qui présente l'avantage d'être imperméable, donc résistant aux taches, séchées rapidement le coco qui ne possède pas cette qualité. A partir de là, Crucial Trading ne cesse d'exploiter de nouvelles fibres naturelles et d'élargir sa gamme de produits.

UNE PERSONNALITÉ

Le sisal est fabriqué à partir des feuilles de l'agave sisalana. Facile à teindre, contrairement au jonc de mer, il permet d'introduire la couleur dans la gamme de revêtements de l'enseigne. Quant au jute, il apporte une douceur au toucher que les autres fibres n'offraient pas. Aujourd'hui, Crucial Trading travaille sur sa laine en exploitant une nouvelle venue, la fibre de papier.

La manufacture des tapis de Cogolin, située dans l'origine de la laine, revendique aussi une histoire d'authenticité qui sont à la source de son histoire et rencontrent l'adhésion du public. « Cogolin, ce n'est pas seulement un tapis en laine d'écru au blanc, précise Philippe Bosquillon, directeur général. C'est la possibilité, par une technique intégrée, de

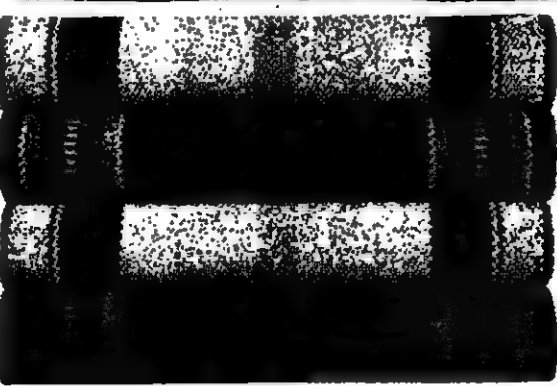
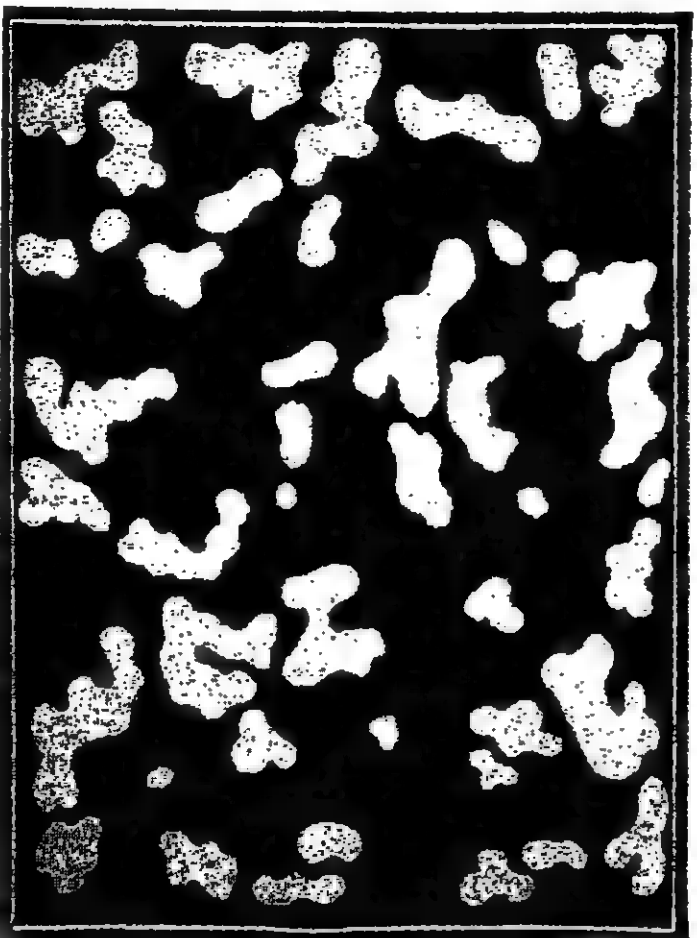
reproduire les motifs et les couleurs les plus différents et les plus riches, mais également coton, raphia, lin ou soie. »

« L'entreprise s'appuie sur des motifs existants - une cinquantaine de motifs - qu'elle reproduit en tapis ras, épais ou bouclé. Les couleurs font le reste, donnant à chaque modèle une allure, classique ou contemporaine. »

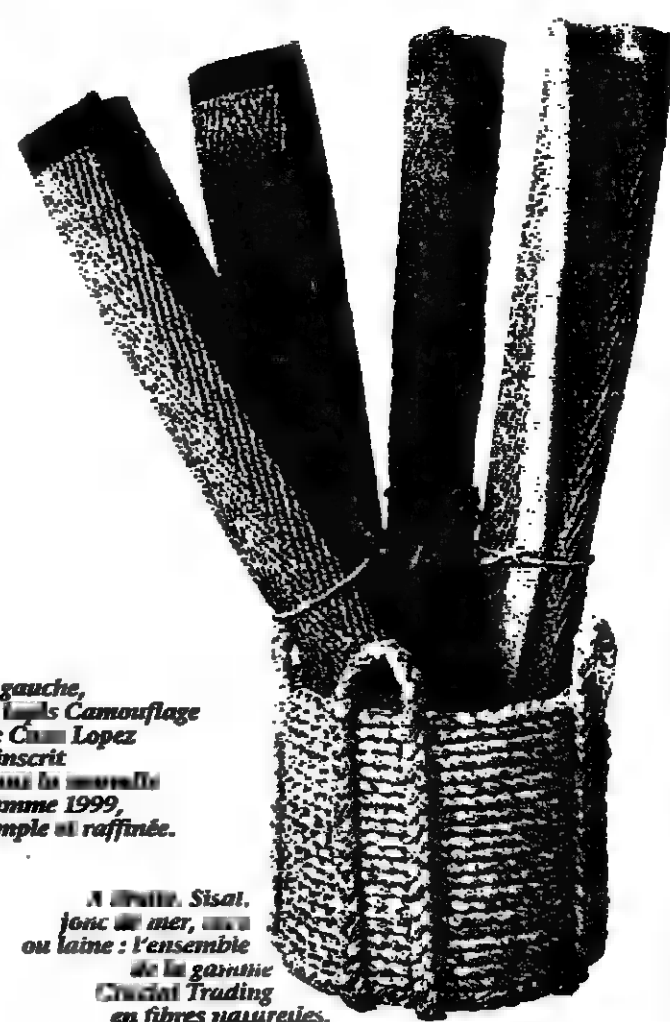
La culture d'entreprise de Casa

Spécialiste des tapis en laine, Casa Lopez a trouvé une voie originale. Les séries de tapis multicolores en laine ou en laine, dans des tons chauds de brun jusqu'au noir ébène et réhaussés d'une touche de rouge ou de bleu, sont devenues une référence reconnue de l'enseigne Casa Lopez.

La culture d'entreprise de Casa



Caméléon de tons naturels ou grisés, et de bruns Hartley's.



A gauche, le tapis Camouflage de Casa Lopez s'inscrit dans la nouvelle gamme 1999, simple et raffinée.

A droite, Sisal, jonc de mer, ou laine : l'ensemble de la gamme Crucial Trading en fibres naturelles.

« crocodile » et « panthère ». Enfin, le naturel, qui s'exprime à travers des tapis en jute, en coco, ou la gamme des « fibres ».

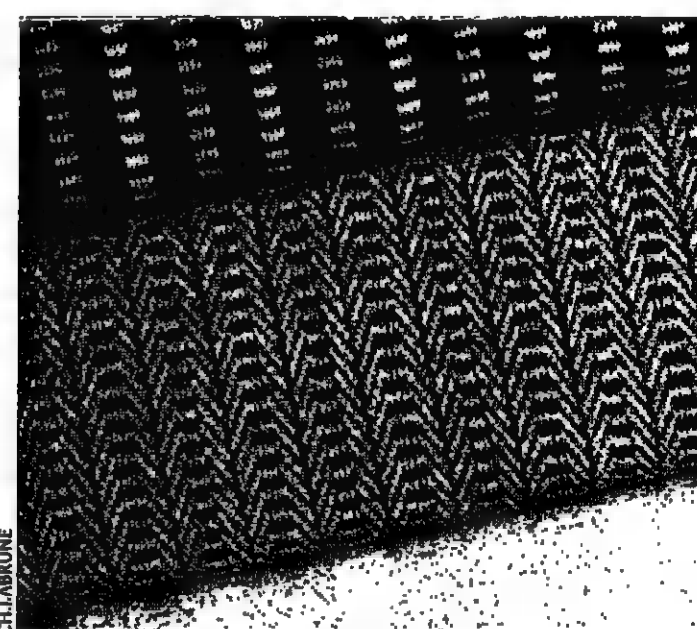
« Il y a quinze ans, dit-il, les moquettes sont devenues des tapis de bureau : des tapis noirs et blancs, écrans de matériel électronique. Aujourd'hui, on fait des tapis dans les maisons. Une identité qui me correspond parfaitement. C'est pourquoi je donne un air d'orange à mes appartements. » Au service de cette démarche : des d'églantines, de treillages, de feuillages, de balustrades... et d'orange.

AVEC DES ARTISTES

Les créations d'aujourd'hui ont un terrain propice d'expression, capable de donner une tonalité, une personnalité à une pièce. Certaines enseignes ont choisi de les diffuser et parfois de leur consacrer un département. Toulemonde Bochart, qui propose des tapis signés, vient de lancer cette collaboration sur les objets.

Objets et revêtements créent ainsi des jeux de correspondances et d'ambiances : arôme café (tapis en laine poivre d'arôme de café), coussins torsades tricotés, écorce et écorce plaids en coton gansé chanvre, camel ou écorce ; tasses à café de l'artiste McCannico (tousjours), bleu (tapis bleu) en laine, plaids Rama, couleur de ciel d'été, dans le vase de Catherine Gouny et Juliette Marange).

Sam Lalk, entreprise de tissage basée en Tunisie, le savoir-faire reposant sur une tradition artisanale d'Afrique du Nord, a amorcé un virage. Il y a quinze d'années, on faisait appel à des signatures. Sans renier ses origines, l'entreprise s'est ouverte à la modernité. « Tout en utilisant les



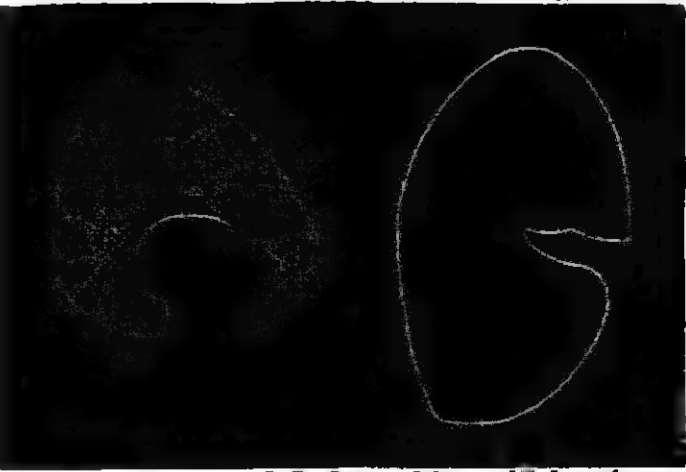
En 100 % laine, Stripes Multum de Hartley's.

mêmes techniques, précise Philippe Lalk, nous sommes passés d'une forte tradition classique et intemporelle à un style plus contemporain. » L'aventure commence en 1999, une première collection réunissant des jeunes talents et connaît son point culminant en 2000, des tapis signés Garouste et Bonetti, qui sont vendus chez Habitat. Depuis, Sam Lalk est resté fidèle à cette démarche. La dernière collection réunissait notamment Robert le Héros - pour des compositions graphiques très colorées, à la fois gaies et finement structurées - et Donna Sienna, dont l'univers scandinave est interprété dans des tons chaleureux. C'est une qualité de rencontre qui détermine les choix de l'entreprise sur tel ou tel créateur.

« Nous travaillons avec des artistes dont le style mais aussi la personnalité correspondent à nos goûts, Philippe Lalk. Les uns et les autres doivent reconnaître dans le partenaire qu'ils ont face d'eux : le style des créateurs ne doit pas nous être étranger et ce que l'on fait ne doit pas paraître étranger aux artistes. Cette reconnaissance mutuelle a une relation qui aboutit à une collaboration harmonieuse. »

La production de Sam Lalk réunit les tendances d'aujourd'hui, la création et le naturel, qui pondent deux axes d'un public en quête, à la fois, d'éléments forts et personnalisés - et de valeurs simples.

Véronique Cauhapé



Toulemonde Bochart a fait appel à des créateurs pour l'imprimerie de ses tapis. Ici, « Arc brun » de Terin Yardley.

La ceinture redevient utile

EN CRÉANT une salson pour une ceinture double-tour, Martin Margiela n'a fait que ramener une mode en vigueur chez les châtelines du XII^e siècle. Plus encore que l'anneau, le collier ou le bracelet, la ceinture est un lien corporel traversant les siècles et les cultures. Elle est devenue un objet symbolique est lourde : séparant les deux moitiés du corps, cet autre ombilic cadence le siège des forces vitales, autant qu'il le partage.

Le Moyen Âge en fit un signe masculin, et même l'un des attributs de la chevalerie. Du Siècle d'or à celui des Lumières, la longueur des robes et des habits lui fit préférer l'écharpe. Et la ceinture attendit la Restauration pour refaire surface et marquer la taille, avant d'être éclipsée par le nouveau gilet du Second Empire. Si quelques

dandys ceignent leur taille d'un foulard en soie, la première moitié du siècle la laisse aux oubliettes du sport.

« Les ceintures n'étaient jamais faites, dit-on aux ateliers Hermès, pour accompagner les vêtements déformés. C'est d'ailleurs un scandale lorsqu'une excentrique, entrant chez l'illustre sellier, commande en version chien - le collier à gretots de son chien - un objet devenu, avec le temps, un classique d'Hermès. »

Après-guerre, la ceinture, ce n'est plus les années 50 qui la restaurent comme attribut viril, un peu canaille, ouvrant la voie aux larges ceintures des années 60, pourvus de boutons avantagés, ou plus qu'elles ne soutiennent - des pantalons étroits aux hanches. Les années 70 ont util-

tés, la ceinture est devenue parure. La mode des années 80 surpasse son caleçon d'une lanière, tandis que le golden boy, les des bretelles à fleurs, succombe au machisme discret des belles mexicaines à boucles d'argent.

RETOUR DES SENS

A défaut d'être toujours démonstratives - sinon par leur fermeté au sigle de la marque -, les ceintures ont joué durant cette décennie, d'intelligence (modèles réversibles) et de saisonnalité. La plaideur des boy-scouts, proposée l'an dernier aux hommes, a évolué en ceinture militaire, fermée chez Gucci par un rectangle de métal. Les femmes, elles s'affinent pour devenir - chez Louis Vuitton - un fin lien qui se noue.

Enfin, signe du retour des sens, la

boucle le jour d'aujourd'hui. C'est la ceinture redevient utile. Elle est un lien entre les mains. La ceinture est désormais adoptée par les maisons de luxe et la ceinture de voyage porte-billets voit refaire en chic par Claude Lelong. La sophistiquée, l'élégante, dans de somptueux poulains des ceintures à pochettes coulissantes. Prêt à lacer des « mains libres » inspirées des ceintures de sécurité, à cliquer autour de la taille, tandis que les Velcro se régissent sur la taille. Comme si le lien contraignant d'hier devenait, ce fois, un agent de libération.

Jacques Brunel

Le Salon de la Formation

continue

du jeudi 8 au samedi 10 avril

S'informer pour former

- Comment évoluer dans son métier ?
- Comment changer de métier ?
- Comment obtenir sa formation ?

PARIS-EXPO
Porte-de-Versailles
de 10 h 00 à 19 h 00

www.generation-formation.fr

سكوا من الأصل

3 AVRIL 1999
Prévisions
vers 12h00

50°

Amsterdam

Paris

Munich

Nantes

Lyon

Bordeaux

Marseille

METEO FRANCE

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - Malgré un ciel souvent chargé.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Malgré un ciel parfois voilé, la journée sera bien ensoleillée. Le mistral et la tramontane souffleront jusqu'à 50 ou 60 km/h. Il fera 15 à 20 degrés.

■ **PORTUGAL.** Au moins 80 musées publics portugais (dont le Musée d'art ancien et le musée des Jerónimos à Lisbonne) devraient être fermés pour le week-end de Pâques en raison du préavis de grève du personnel muséal qui prévoit l'ouverture des musées les jours fériés.

■ **AUSTRALIE.** La compagnie australienne Qantas a décidé de réduire son trafic pendant la période de passage à l'an 2000, an-t-elle précisé, mieux mettre à place ses procédures de gestion anti-bug. Ces perturbations devraient durer 12 heures, entre le 31 décembre et 1^{er} janvier. La compagnie n'a pas précisé les vols qui seraient concernés par la mesure.

■ **AVION.** Depuis lundi 1^{er} mars, Thai Airways a suspendu ses vols internationaux. L'interdiction de fumer déjà en vigueur, depuis 1991, sur les lignes intérieures.

Prévisions pour le 4 avril à 0 heure TU

Situation le 2 avril à 0 heure TU**Prévisions pour le 4 avril à 0 heure TC**

SPORTS D'HIVER

Les hauteurs de neige dans les stations

■ **Culte catholique**
Saint-Denis des Paris (4^e arrondissement) : ■ vendredi 2 avril, 8 heures ; ■ samedi 3 avril, 8 heures ; ■ dimanche 4, 11 heures ; ■ lundi 5, 11 heures ; ■ mardi 6, 11 heures ; ■ mercredi 7, 11 heures ; ■ jeudi 8, 11 heures ; ■ vendredi 9, 11 heures ; ■ samedi 10, 11 heures ; ■ dimanche 11, 11 heures ; ■ lundi 12, 11 heures ; ■ mardi 13, 11 heures ; ■ mercredi 14, 11 heures ; ■ jeudi 15, 11 heures ; ■ vendredi 16, 11 heures ; ■ samedi 17, 11 heures ; ■ dimanche 18, 11 heures ; ■ lundi 19, 11 heures ; ■ mardi 20, 11 heures ; ■ mercredi 21, 11 heures ; ■ jeudi 22, 11 heures ; ■ vendredi 23, 11 heures ; ■ samedi 24, 11 heures ; ■ dimanche 25, 11 heures ; ■ lundi 26, 11 heures ; ■ mardi 27, 11 heures ; ■ mercredi 28, 11 heures ; ■ jeudi 29, 11 heures ; ■ vendredi 30, 11 heures ; ■ samedi 1^{er} mai, 11 heures ; ■ dimanche 2^e mai, 11 heures ; ■ lundi 3^e mai, 11 heures ; ■ mardi 4^e mai, 11 heures ; ■ mercredi 5^e mai, 11 heures ; ■ jeudi 6^e mai, 11 heures ; ■ vendredi 7^e mai, 11 heures ; ■ samedi 8^e mai, 11 heures ; ■ dimanche 9^e mai, 11 heures ; ■ lundi 10^e mai, 11 heures ; ■ mardi 11^e mai, 11 heures ; ■ mercredi 12^e mai, 11 heures ; ■ jeudi 13^e mai, 11 heures ; ■ vendredi 14^e mai, 11 heures ; ■ samedi 15^e mai, 11 heures ; ■ dimanche 16^e mai, 11 heures ; ■ lundi 17^e mai, 11 heures ; ■ mardi 18^e mai, 11 heures ; ■ mercredi 19^e mai, 11 heures ; ■ jeudi 20^e mai, 11 heures ; ■ vendredi 21^e mai, 11 heures ; ■ samedi 22^e mai, 11 heures ; ■ dimanche 23^e mai, 11 heures ; ■ lundi 24^e mai, 11 heures ; ■ mardi 25^e mai, 11 heures ; ■ mercredi 26^e mai, 11 heures ; ■ jeudi 27^e mai, 11 heures ; ■ vendredi 28^e mai, 11 heures ; ■ samedi 29^e mai, 11 heures ; ■ dimanche 30^e mai, 11 heures ; ■ lundi 31^e mai, 11 heures ; ■ mardi 1^{er} juin, 11 heures ; ■ mercredi 2^e juin, 11 heures ; ■ jeudi 3^e juin, 11 heures ; ■ vendredi 4^e juin, 11 heures ; ■ samedi 5^e juin, 11 heures ; ■ dimanche 6^e juin, 11 heures ; ■ lundi 7^e juin, 11 heures ; ■ mardi 8^e juin, 11 heures ; ■ mercredi 9^e juin, 11 heures ; ■ jeudi 10^e juin, 11 heures ; ■ vendredi 11^e juin, 11 heures ; ■ samedi 12^e juin, 11 heures ; ■ dimanche 13^e juin, 11 heures ; ■ lundi 14^e juin, 11 heures ; ■ mardi 15^e juin, 11 heures ; ■ mercredi 16^e juin, 11 heures ; ■ jeudi 17^e juin, 11 heures ; ■ vendredi 18^e juin, 11 heures ; ■ samedi 19^e juin, 11 heures ; ■ dimanche 20^e juin, 11 heures ; ■ lundi 21^e juin, 11 heures ; ■ mardi 22^e juin, 11 heures ; ■ mercredi 23^e juin, 11 heures ; ■ jeudi 24^e juin, 11 heures ; ■ vendredi 25^e juin, 11 heures ; ■ samedi 26^e juin, 11 heures ; ■ dimanche 27^e juin, 11 heures ; ■ lundi 28^e juin, 11 heures ; ■ mardi 29^e juin, 11 heures ; ■ mercredi 30^e juin, 11 heures ; ■ jeudi 1^{er} juillet, 11 heures ; ■ vendredi 2^e juillet, 11 heures ; ■ samedi 3^e juillet, 11 heures ; ■ dimanche 4^e juillet, 11 heures ; ■ lundi 5^e juillet, 11 heures ; ■ mardi 6^e juillet, 11 heures ; ■ mercredi 7^e juillet, 11 heures ; ■ jeudi 8^e juillet, 11 heures ; ■ vendredi 9^e juillet, 11 heures ; ■ samedi 10^e juillet, 11 heures ; ■ dimanche 11^e juillet, 11 heures ; ■ lundi 12^e juillet, 11 heures ; ■ mardi 13^e juillet, 11 heures ; ■ mercredi 14^e juillet, 11 heures ; ■ jeudi 15^e juillet, 11 heures ; ■ vendredi 16^e juillet, 11 heures ; ■ samedi 17^e juillet, 11 heures ; ■ dimanche 18^e juillet, 11 heures ; ■ lundi 19^e juillet, 11 heures ; ■ mardi 20^e juillet, 11 heures ; ■ mercredi 21^e juillet, 11 heures ; ■ jeudi 22^e juillet, 11 heures ; ■ vendredi 23^e juillet, 11 heures ; ■ samedi 24^e juillet, 11 heures ; ■ dimanche 25^e juillet, 11 heures ; ■ lundi 26^e juillet, 11 heures ; ■ mardi 27^e juillet, 11 heures ; ■ mercredi 28^e juillet, 11 heures ; ■ jeudi 29^e juillet, 11 heures ; ■ vendredi 30^e juillet, 11 heures ; ■ samedi 31^e juillet, 11 heures ; ■ dimanche 1^{er} août, 11 heures ; ■ lundi 2^e août, 11 heures ; ■ mardi 3^e août, 11 heures ; ■ mercredi 4^e août, 11 heures ; ■ jeudi 5^e août, 11 heures ; ■ vendredi 6^e août, 11 heures ; ■ samedi 7^e août, 11 heures ; ■ dimanche 8^e août, 11 heures ; ■ lundi 9^e août, 11 heures ; ■ mardi 10^e août, 11 heures ; ■ mercredi 11^e août, 11 heures ; ■ jeudi 12^e août, 11 heures ; ■ vendredi 13^e août, 11 heures ; ■ samedi 14^e août, 11 heures ; ■ dimanche 15^e août, 11 heures ; ■ lundi 16^e août, 11 heures ; ■ mardi 17^e août, 11 heures ; ■ mercredi 18^e août, 11 heures ; ■ jeudi 19^e août, 11 heures ; ■ vendredi 20^e août, 11 heures ; ■ samedi 21^e août, 11 heures ; ■ dimanche 22^e août, 11 heures ; ■ lundi 23^e août, 11 heures ; ■ mardi 24^e août, 11 heures ; ■ mercredi 25^e août, 11 heures ; ■ jeudi 26^e août, 11 heures ; ■ vendredi 27^e août, 11 heures ; ■ samedi 28^e août, 11 heures ; ■ dimanche 29^e août, 11 heures ; ■ lundi 30^e août, 11 heures ; ■ mardi 31^e août, 11 heures ; ■ mercredi 1^{er} septembre, 11 heures ; ■ jeudi 2^e septembre, 11 heures ; ■ vendredi 3^e septembre, 11 heures ; ■ samedi 4^e septembre, 11 heures ; ■ dimanche 5^e septembre, 11 heures ; ■ lundi 6^e septembre, 11 heures ; ■ mardi 7^e septembre, 11 heures ; ■ mercredi 8^e septembre, 11 heures ; ■ jeudi 9^e septembre, 11 heures ; ■ vendredi 10^e septembre, 11 heures ; ■ samedi 11^e septembre, 11 heures ; ■ dimanche 12^e septembre, 11 heures ; ■ lundi 13^e septembre, 11 heures ; ■ mardi 14^e septembre, 11 heures ; ■ mercredi 15^e septembre, 11 heures ; ■ jeudi 16^e septembre, 11 heures ; ■ vendredi 17^e septembre, 11 heures ; ■ samedi 18^e septembre, 11 heures ; ■ dimanche 19^e septembre, 11 heures ; ■ lundi 20^e septembre, 11 heures ; ■ mardi 21^e septembre, 11 heures ; ■ mercredi 22^e septembre, 11 heures ; ■ jeudi 23^e septembre, 11 heures ; ■ vendredi 24^e septembre, 11 heures ; ■ samedi 25^e septembre, 11 heures ; ■ dimanche 26^e septembre, 11 heures ; ■ lundi 27^e septembre, 11 heures ; ■ mardi 28^e septembre, 11 heures ; ■ mercredi 29^e septembre, 11 heures ; ■ jeudi 30^e septembre, 11 heures ; ■ vendredi 1^{er} octobre, 11 heures ; ■ samedi 2^e octobre, 11 heures ; ■ dimanche 3^e octobre, 11 heures ; ■ lundi 4^e octobre, 11 heures ; ■ mardi 5^e octobre, 11 heures ; ■ mercredi 6^e octobre, 11 heures ; ■ jeudi 7^e octobre, 11 heures ; ■ vendredi 8^e octobre, 11 heures ; ■ samedi 9^e octobre, 11 heures ; ■ dimanche 10^e octobre, 11 heures ; ■ lundi 11^e octobre, 11 heures ; ■ mardi 12^e octobre, 11 heures ; ■ mercredi 13^e octobre, 11 heures ; ■ jeudi 14^e octobre, 11 heures ; ■ vendredi 15^e octobre, 11 heures ; ■ samedi 16^e octobre, 11 heures ; ■ dimanche 17^e octobre, 11 heures ; ■ lundi 18^e octobre, 11 heures ; ■ mardi 19^e octobre, 11 heures ; ■ mercredi 20^e octobre, 11 heures ; ■ jeudi 21^e octobre, 11 heures ; ■ vendredi 22^e octobre, 11 heures ; ■ samedi 23^e octobre, 11 heures ; ■ dimanche 24^e octobre, 11 heures ; ■ lundi 25^e octobre, 11 heures ; ■ mardi 26^e octobre, 11 heures ; ■ mercredi 27^e octobre, 11 heures ; ■ jeudi 28^e octobre, 11 heures ; ■ vendredi 29^e octobre, 11 heures ; ■ samedi 30^e octobre, 11 heures ; ■ dimanche 31^e octobre, 11 heures ; ■ lundi 1^{er} novembre, 11 heures ; ■ mardi 2^e novembre, 11 heures ; ■ mercredi 3^e novembre, 11 heures ; ■ jeudi 4^e novembre, 11 heures ; ■ vendredi 5^e novembre, 11 heures ; ■ samedi 6^e novembre, 11 heures ; ■ dimanche 7^e novembre, 11 heures ; ■ lundi 8^e novembre, 11 heures ; ■ mardi 9^e novembre, 11 heures ; ■ mercredi 10^e novembre, 11 heures ; ■ jeudi 11^e novembre, 11 heures ; ■ vendredi 12^e novembre, 11 heures ; ■ samedi 13^e novembre, 11 heures ; ■ dimanche 14^e novembre, 11 heures ; ■ lundi 15^e novembre, 11 heures ; ■ mardi 16^e novembre, 11 heures ; ■ mercredi 17^e novembre, 11 heures ; ■ jeudi 18^e novembre, 11 heures ; ■ vendredi 19^e novembre, 11 heures ; ■ samedi 20^e novembre, 11 heures ; ■ dimanche 21^e novembre, 11 heures ; ■ lundi 22^e novembre, 11 heures ; ■ mardi 23^e novembre, 11 heures ; ■ mercredi 24^e novembre, 11 heures ; ■ jeudi 25^e novembre, 11 heures ; ■ vendredi 26^e novembre, 11 heures ; ■ samedi 27^e novembre, 11 heures ; ■ dimanche 28

Saint-Médard, rue Mouffartard (5^e): vendredi 2, 20 heures; samedi 3, 21 heures; dimanche 4, 11 h 15; lundi 5, 12 heures. **Saint-Séverin, Saint-Nicolas, rue des** (5^e): vendredi 2, 21 heures; dimanche 4, 10 heures; lundi 5, 18 heures et 19 h 30; mardi 5, 12 h 5, 19 heures. **Notre-Dame-des-Champs, 91, boulevard** Montparnasse (6^e): vendredi 2, 11 heures; samedi 3, 21 heures; dimanche 4, 11 heures, 17 h 30; lundi 5, 11 heures. **Saint-Sulpice, place Saint-Sulpice** (6^e): vendredi 2, 19 heures; samedi 3, 21 h 30; dimanche 4, 10 h 30; lundi 5, 9 heures, 12 heures et 18 h 45. **Saint-François-Xavier, place du président-Michoud** (7^e): vendredi 2, 19 heures; samedi 3, 21 heures; dimanche 4, 11 heures, 10 h 15, 11 h 30, 18 h 30. **Saint-Augustin, place saint-Augustin** (8^e): vendredi 2, 19 h 30; samedi 3, 21 heures; dimanche 4, 11 heures; lundi 5, 11 heures. **Sainte-Madeleine, place de la** (8^e): vendredi 2, 19 heures; samedi 3, 21 heures; dimanche 4, 11 heures; lundi 5, 11 heures, 18 h 30. **Notre-Dame-de-Gare, place Jeanne**

13 h 30 : **Cholsey** (15^e) : vendredi 2, 20 h 30 :
 samedi 3, 21 heures : dimanche 4,
 9 heures et 11 heures : lundi 5,
 9 h 30. **Saint-Nicolas**, 7, avenue
 Cholsey (15^e) : vendredi 2,
 19 heures : samedi 3, 21 h 30 :
 dimanche 4, 10 h 30 : lundi 5, 12 h 15.
Saint-Lambert-de-Vaugrand :
 place Gerbert (15^e) : vendredi 2,
 20 heures : samedi 3, 21 heures :
 dimanche 4, 11 heures : lundi 5,
 19 heures. **Saint-Honoré-d'Eylau** :
 66 bis, avenue Raymond-
 Lemaître (16^e) : vendredi 2, 19 h 15 :
 samedi 3, 21 h 30 : dimanche
 4, 9 h 30, 11 heures : lundi 5, 9 heures
 et 11 heures. **Saint-Ferdinand**, 27,
 rue d'Armaillé (17^e) : vendredi 2,
 19 heures : samedi 3, 21 heures :
 dimanche 4, 11 h 15 : lundi 5,
 11 heures.

● **Culte luthérien**
Les Billettes, 24, rue des Archives (4^e) : vendredi 2, 19 heures ; samedi 3, 21 heures ; dimanche 4, 10 h 30.

■ **Culte anglican**
Saint-Georges, 7, rue Auguste-Vacquerie (16^e): vendredi 2, 19 h 30 ; samedi 3, 22 heures ; dimanche 4, ■ h 30 ■ 10 h ■

VOICI les **adresses** d'enseignement **du** **jeudi** **17** **avril**. Elles **vous** sont **communiquées** par **l'Association** **des** **maîtres** **et** **maîtresses** **françaises** **de** **l'hiver**, qui **diffuse** **aussi** **des** **renseignements** **sur** **répondre** **au** **06** **68-64-04**, **par** **l'intermédiaire** **de** **M. et** **Mme** **sur** **Internet**, **http://www.sidracne.fr**.

Le **premier** **chiffre** **indique**, en **centimètres**, **la** **hauteur** **du** **néige** **en** **bas** **des** **pistes**; **le** **second**, en **haut** **des** **pistes**; **■** **signifie** **non** **communiqué**.

DAUPHINÉ-ISÈRE

L'Alpe d'Huez: **■** **60-100**; **Alpe du Grand-Serre**: **90-190**; **Aurins-Oisans**: **75-120**; **Arc**: **■** **60-130**; **Chamrousse**: **90-130**; **Le Collet d'Allevard**: **60-110**; **Les Deux-Alpes**: **100-400**; **Lans-en-Vercors**: **100-110**; **Méadure**: **n.c.**; **Saint-Pierre-de-Charlevre**: **00-00**; **Sept-Laux**: **110-190**; **Villard-de-Lans**: **100-240**.

HAUTE-SAOVIE

Avoriaz: **150-245**; **■** **Carroz d'Arèches**: **85-570**; **Chamonix**: **80-300**; **■** **■** **70-220**; **La Clusaz**: **30-260**; **Combloux**: **70-220**; **■** **Contamines-Montjoie**: **30-**

200; ■■■■, Les 125-870; Les Gels
70-220; Le Grand-Bornand; 140-
210; Les Houches; 60-80; ■■■■
80-250; Morillon; 20-570;
Morzine-Avoriaz; 50-245; Pra-
des-Lys-Sommand; 110-970; Praz-
sur-Ar; 80-180; Saint-Gervais
65-250; Samoëns; 10-350; Tho-
lon-les-Mézières; 70-160;
SAVOIE
Les Allions; 10-208; Les Arcs
116-320; Arêches-Beaufort; 60-
250; Aussels; 60-70; Bonneval-
sur-Arc; 125-205; Bessans; 97-
115; ■■■■ Corbier; 70-120; Cour-
mayeur; 124-247; La Tania; 105-
259; Crest-Voland-Cohennoz;
100-200; Flumet; 10-170; Les Ra-
rellis; 100; Les Menuires; 80-
230; Saint-Martin-Belleville; 40-
230; Méribel; 60-230; La Nor-
ma; 50-110; Notre-Dame-de-
Bellevcombe; 85-230; La Plagne;
150-300; La Plagne 1800; 162-
■■■■; Saint-François-Longchamps;
100; Saint-Sorlin-d'Arves; 20-
160; Les Saisies; 70-220; Tignes;
138-280; La Toussuire; 80-820;
Val-Cenis; 50-180; Val-Frèjus;
50-100; Val-d'Isère; 126-250;
Valloire; ■■■■ Valmeinier; 35-
190; Valmorel; ■■■■; Val-Tho-
rens; 120-250.

ALPES-DU-SUD
Aron : 70-110; Beuil-les-Lames : n.c.; **Isola** : 55-65; Montgenèvre : 50-60; Orclères-Mentée : 40-160; Les Omes : ■■■ 150; Pra-Loup : 60-160; Puy-Saint-Vincent : 50-150; Risoul 1850 : 50-90; Le Saaze-Super-Saaze : 30-160; Serre-Chevalier : 20-110; Superdevoluy : 80-170; Valberg : n.c.; Val d'Allos/Le Seignin : 60-100; Val ■■■ Allos/La Four : 105-120; Vars : 50-90.

PYRÉNÉES
Ax-les-Thermes : ■■■■■ Font-Romeu : 75-90; Gourette : 40-200; Luchon-Superbagnères : 40-100; Luz-Arden : 80-145; La Mongie : 60-160; Plau-Engaly : ■■■■ Saint-Lary-Soulan : 45-75.

AUVERGNE
Besse/Superbesse : 30-160; Le Mont-Dore : 40-125; Superferrand : n.c.

JURA
■ ■ ■ ■ ■ 10-35; Mijoux-Lélex-la-Faulx : 80-130; Les Rousses : 30-120.

VOSGES
Le Bonhomme : 30-70; ■■■■ Bresse-Honneck : 50-120; Gérardmer : 40-100; Saint-Maurice-sur-Moselle : n.c.; Ventrone : n.c.

PROBLÈME N° 99079

LEMONDE. tapez SOS (2.23 €/min).

[illegible]

I. **■** en fermant les chaînes
qu'elle nous libère, pas **■** les
■ et affabulations. - II. Ne **■** qu'inven-
tions et affabulations. - III. Crier
comme un porteur **■** bois. A
prendre entre amis au pub. -
IV. Faire des provisions pour
l'hiver. Un grand tour. - V. Note.
Prend les mesures comme un pied.
- VI. Vapoureux. Voyelles.
Démonstratif. - VII. Conviendra,
bien qu'un peu vieux. **■** titane.
■ s'échanger. - VIII. Il va falloir
le convertir **■** euro. Cap

d'Espagne. Génie persan. - IX. Fixation ■ sous-sol. - X. Les provisions du percepteur. Bonne à jeter.

1. **Vous** **avez** **pu** **atteindre** **des** **som-**
mits. - 2. **Sortie** **plus** **ou** **moins**
délicate. - 3. **Ouverts** **à** **tous**,
quand **la** **mer** **s'en** **retire**. **Rencontre**
imprévue. - 4. **Apporter** **la** **finition**.
Petit **pareseux**. - 5. **Peut** **apporter**
un **air** **un** **peu** **désagréable**. -
6. **Informateur** **masqué**. **Fit** **les**
enfants **avec** **le** **premier** **venu**.

Autre genre. - 7. Plus malin qu'il n'en a l'air. En couleurs et en musique. - 8. Américain russe. Musique populaire aujourd'hui. - 9. Heureusement, on n'est du fil sous la main. Redistribuée après l'arrivée. - 10. Bon d'hier. Bien d'aujourd'hui. - 11. Grand argentier. Pas dans un coin. - 12. Permet d'envisager l'avenir calmement.


Philippe Dupuis

HORIZONTALLEMENT

I. Ergothérapie. - II. Dauphine.
 III. Uræus. Neuf. - IV. Lei.
 Ysopet. - V. Cf. Maelström. -
 VI. Ria. Epi. - VII. Reine.
 Vus. Hn. - VIII. Suprématic. -
 IX. Nuée Epate. - X. Tissée Sécés.

1. Edulcorant. - 2. Rarefie. Ul. -
3. Guai. - 4. OPE. -
5. Thuya. Ep. - 6. Hissier. Rue. -
7. En. Olive. - 8. Rê. Psaumes. -
9. Net. Sape. - 10. Prêtre. Tan. -
11. Iau. Ophite. - 12. Efféminées.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La rédaction est à Paris.
L'administration est à Paris.
ISSN 0395-2037

 Impremière du Monde
12, rue M. Gumbourg
94852 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

PHILATÉLIE

**Avant-première
au « Monde »**

SERGE MARKO signe un très beau carnet de voyage, le premier émis par les **Travels Magazine** antartiques françaises (TAAF). Ce carnet de douze timbres (forfait 220 x 160 mm, vendu 100 F, 15,24 €) a été tiré à 50 000 exemplaires. Il est dirigé par **Pauline Lecoq**, journaliste affectée au **Service** du **Marion-Dufresne**, qui a conduit **Serge Marko** à Crozet, à Kerguelen et à Saint-Paul-et-Amsterdam. Le **Musee** accueillera (21 bis, rue Claude-Bernard, 75005 Paris) la vente anticipée de ce carnet, samedi 10 avril, de 14 à 17 heures, en présence, pour une série de dédicaces, de **Serge Marko**, du capitaine **Philippe**, administrateur supérieur des TAAF, et de l'auteur de la préface, le **Jean-Marie** Jauguand, chef des **Services** et des transmissions du territoire.

Les élections au Parlement européen



JEAN-MICHEL FOLON signe un timbre à 3 F, mis en vente générale le 29 mars, annonçant les élections au Parlement européen, le 13 juin prochain.

Ce timbre succède à ceux émis régulièrement sur ce sujet depuis les deuxièmes élections au Parlement européen, en 1984, ou représentant

EN FILIGRANE

■ **Vente.** La maison Behr s'installe à une nouvelle adresse : elle quitte le 26 pour le 30, avenue de l'Opéra, à Paris (tél. : 01-43-12-37-67). Le catalogue lui sa soixantaine et elle propose plus de 400 lots, dont une collection de livres de la Sarre comprenant lettres, variétés, feuilles, blocs, essais, et une sélection de livres du monde entier. A noter une « boule de Moulines », lettre expéditive en

le Palais des droits de l'homme de Strasbourg (1996, 1998).

Jean-Michel Polon a réalisé ses premiers timbres pour la France en 1961 puis en a dessiné, entre autres, pour la Grande-Bretagne (1991, 1995).

Le timbre, au format horizontal 36 x 22 mm, mis en page par Jean-Paul Cousin, est imprimé en héliogravure en feuilles de cinquante.

■ philatélistes peuvent obtenir l'obliteration « premier jour » par correspondance pendant huit semaines auprès du Bureau des obliterations philatéliques, 61-63, rue de Douai, 75436 Paris Cedex 09.

P.J.

1871 ■ Genève pour ■■■ assié-
gée, par Moulins; repêchée sur
les bords de la Seine, à Saint-
Wandrille, ■■ 1968, ■■■ fut re-
mise aux ■■■■■■■■■■ en 1970-
■ ■■ Tour du monde en ballon. La
Poste suisse a émis, le 24 mars,
un timbre ■ 90 c pour célébrer le
tour du monde en ballon sans
échelle bouclé par ■ Suisse Ber-
trand Piccard et le Britannique
Brian Jones quatre jours plus ■■
(La Poste suisse, timbres-poste
■ philatélie, CH - 3000 Berne,
■ ■■ Tél : 0-31-338-06-17)

ARCHITECTURE L'Institut français d'architecture (IFA) - officine étatique de « maîtrise d'œuvre » - appelle à devenir grande surface en 2001 au palais de Chaillot. On y voit d'abord une série de peintures, œuvres d'un plasticien qu'on voit peu à peu se convertir à l'architecture. Apparaissent le Pavillon de l'Exposition universelle de Séville, le Musée du Chemin de fer à Mulhouse, un musée surprise à un échangeur autoroutier de Marseille, l'aménagement consensuel du Théâtre antique d'Arles, le développement de la zone sous-marine de Saint-Nazaire, le projet coup de poing pour faire revivre le château de l'Île en Ariège. Tout un ensemble hétéroclite sur la patte d'un architecte, François Seigneur, loup solitaire sur les terres balisées de l'architecture, où il a longtemps encouragé les moutons à courir, et qui est aujourd'hui à Sylvie de La Dure.

chitecte, peu connu du public, Seigneur a longtemps été le « nègre » dessinateur préféré des concepteurs français. ● UNE IMPORTANTE part de l'exposition est consacrée à son

travail de plasticien, peintures ou papiers, avec ou sans support, dans la liberté duquel il ancre sa pensée d'architecte et une part de son imagination. ● PRINCIPAL auteur du pa-

villon français de l'Exposition de Séville (1992), dont il a refusé ensuite le programme, François Seigneur s'affirme comme un homme aux idées fortes qui prône une architec-

ture attentive aux objets « faibles » de la vie quotidienne. Une trentaine de projets restés dans les cartons et des réalisations en cours d'achèvement témoignent de son inventivité.

François Seigneur, loup solitaire sur les terres balisées de l'architecture

Peintre, scénographe, dessinateur, cet artiste hors classe n'a obtenu son diplôme d'architecte qu'à l'âge de cinquante ans après avoir, dans l'ombre, dessiné de nombreuses perspectives pour les plus grands bâtisseurs

C'EST UNE EXPOSITION peu banale que propose l'Institut français d'architecture (IFA) - officine étatique de « maîtrise d'œuvre » - appelée à devenir grande surface en 2001 au palais de Chaillot. On y voit d'abord une série de peintures, œuvres d'un plasticien qu'on voit peu à peu se convertir à l'architecture. Apparaissent le Pavillon de l'Exposition universelle de Séville, le Musée du Chemin de fer à Mulhouse, un musée surprise à un échangeur autoroutier de Marseille, l'aménagement consensuel du Théâtre antique d'Arles, le développement de la zone sous-marine de Saint-Nazaire, le projet coup de poing pour faire revivre le château de l'Île en Ariège. Tout un ensemble hétéroclite sur la patte d'un architecte, François Seigneur, loup solitaire sur les terres balisées de l'architecture, où il a longtemps encouragé les moutons à courir, et qui est aujourd'hui à Sylvie de La Dure.

« Pour pas mourir, je ne finirai jamais ma maison. Pourquoi finir celle des autres ? » Tel le titre de cette exposition. Titre de froussard, qui plus est de cossard. François Seigneur, né à Rémolard, dans l'Orne, n'a même pas achevé sa quatrième année. L'Ecole Nationale Supérieure des Beaux-Arts (ENSBA) en 1961, puis les Arts déco (diplôme en 1964) l'ont-elles davantage fatigué ? On en douterait à voir entendre un homme brun qui parle à ses cinquante-sept ans le 12 avril, s'exprimant et incertain comme un temps qu'il invoquait avec François Godé, à l'IFA, en 1984. Humain et sincère, aussi, poète et convaincu comme un ado. Il est en train au Quai d'Orsay.

Nouvel au coin d'une table à dessin. Nouvel à Seigneur font un bout de route ensemble. Leur propre enseignement de 1974 à 1974, « Trop jeune pour faire un métier, lâche-t-il, pas suffisamment construit. J'ai subi la personnalité de Jean. Alors je suis tiré pendant huit ans dans les Cévennes, et je me suis remis à peindre. C'était la grande période cool-fragage de chèvre. » Il fait aussi, pour bequeter, les dessins d'une chaîne de fast-food français : Chicken-Shop.

OCCULTE ET OCCULTÉ François Seigneur, peintre, scénographe, dessinateur, a lui-même obtenu son diplôme en 1992, au tour extérieur qui s'appelle, dans le métier, l'article 70-2. C'est ainsi qu'il a été concurrencé, négro porteur de projets, par des maîtres demandant à corriger leur copie. Pendant ces années, il a ainsi imposé comme conseiller plus ou moins occulte à parfois exultant : « Je venais à l'arranger un peu les projets. J'apportais un peu d'architecture, pas seulement mon dessin. Je restais proche de Jean. On m'appelait un peu pour tirer les projets vers l'extérieur. Mais je ne voyais pas trop ce qu'était mon rôle. Je gagnais ma vie en travaillant une semaine par mois. Maintenant, je le perds peut-être en travaillant douze heures par jour. »

Au compteur, il aura exécuté sept cent cinquante-deux perspectives et des dizaines de plans. Nouvel, Sarfaty, Chemetov, Architecture Studio, Clément, Hauvette, Gazeau... Des projets, pour mémoire, ils n'ont pas été réalisés. Les cartons à l'IFA, jusqu'à son diplôme, Seigneur a été l'auteur de l'architecture comme un ours d'une ruche. Toujours



François Seigneur : « Je n'ai pas mis d'eau dans mon vin en matière de pensée, mais en termes de discours. »

mélant sur son propre capacité : « J'ai enfin pu faire de l'archi quand j'ai rencontré Sylvie de La Dure, qui s'occupe de la peinture et de l'architecture. Je suis devenu un peu plus humeur. C'est elle qui gère l'agence. Seul, cela ne serait pas possible. Je peux construire en termes abstraits et physiques, mais je n'ai pas la capacité d'organiser le travail, faire face aux difficultés administratives. Je suis resté solitaire sur la peinture. »

« Je continue à même travail, dit-il, en passant de deux à trois dimensions en transposant à l'architecture les idées que j'ai pu avoir en art. Artiste, sur l'usage ou le

temps, je n'ai pas changé de registre. Mais la peinture et l'architecture, il y a une énorme pas à sauter : il faut introduire l'usage. Mon travail de peintre était très critique sur l'état de la société. Mais nickel-chrome, ça cache un peu de boue. J'essaie de tirer l'architecture vers le bas, vers une esthétique ordinairement refusée par l'immense majorité des architectes qui ont une tendance « fort » : record du monde, performances, trucs inusables. Je trouve terriblement pratique le métier. »

toit pour abriter les visiteurs. Dans le projet initial, il y avait juste sur la dalle un téléphone, des fontaines, des ventilateurs. Une installation minimaliste. La seule action, c'était une caméra qui devait tourner en permanence l'état du ciel et le renvoyer dans un puits d'images. Un décalage de douze heures. « Le temps pour moi était universel. Tout cela s'est fracassé contre un pragmatisme d'Etat pas très reluisant : la culture officielle devait vendre l'Aéroparc. L'objet est resté dans une forme initiale mais pour servir à autre chose. Dès que le Pavillon a été fini, je me suis tiré. »

« RÉSISTANCE NATURELLE » « Ce que je reproche surtout au métier, c'est d'avoir abandonné tout esprit critique, à quelques exceptions près. Je critique peut-être tout et, avec discernement, mais c'est logique puisque la société ne me convient pas. Sans faire de philosophie. Les architectes ne sont pas résistants. Ils sont portés vers le pouvoir, l'argent, l'économie, la complaisance... Et après ils se plaignent d'être pris pour des pallons. Venant d'un univers de peintre, de chanteurs, de poètes, la résistance m'était devenue naturelle. »

Entrer dans la carrière, n'est-ce pas aussi entrer dans le système ? « Pour moi, renchérit Seigneur, il n'y a pas d'architecture critique. Il y a vingt ans, j'étais passablement irrité. Je n'ai pas mis d'eau dans mon discours. Je suis devenu diplomate pour formuler la même chose. Il y a une place pour une architecture qui soit critique, pourvu qu'elle propose de véritables alternatives. »

Frédéric Edelmann

Les quatre vérités d'un homme en résistance

■ **L'apologie du faible.** L'architecture selon Seigneur passe d'abord par l'apologie de ce qu'il appelle le « faible ». Les architectes, à ses yeux, se sont rangés du côté de la force, et ne se sont plus regardés ni intégrés. « Les faibles » à l'esthétique forte qui entourent la vie quotidienne : sacs, objets en plastique, éponges, etc. « Ce ne sont pas seulement des débris. Les archis n'ont aucun regard là-dessus. Ils laissent donc l'hygiène bouffer le territoire : la norme, la propriété, la mécanique, la sécurité, les rances... n'a plus droit à l'usage, à la tâche, à la fissure. Les gens souffrent de cela. Il faut qu'ils trouvent leur liberté où ils vivent, dit-il. »

■ **Vivre les bâtiments.** L'architecture selon Seigneur, ne devrait être le contraire : ces objets intouchables, fermés, verrouillés par leurs concepteurs. Lorsqu'il se veut diplomate, il voit dans cette tendance le résultat

d'une volonté collective à laquelle l'architecte se défend, tant en avant qu'en arrière qu'il a mis en œuvre pour répondre à la demande. « Certains architectes se laissent griser par le fait même : je suis maître d'œuvre, je touche pas à l'œuvre de ma vie. Pour Seigneur, la notion d'œuvre est un poids mort à laquelle il préfère celle de travail, à mouvement d'accumulation. « Les couches, c'est bien, même si elles sont contradictoires, même bourrées d'erreurs. C'est toujours mieux que le chef-d'œuvre intouchable. C'est que je regrette par exemple à Venise, que le logement lui-même soit devenu un monument. C'est une humanité, même la vie. »

■ **L'écolo-urbanisme.** Comment lutter ? Il revient en centre-ville. En imaginant par exemple un immeuble-garage où chacun peut monter sa voiture dans la pièce à côté de sa chambre. Des voitures qu'il voit évidemment silencieuses, élec-

triques. « On va à cela, c'est inévitable. Les constructeurs sont branchés là-dessus. L'architecture suivra l'arrivée de technologies faibles de plus en plus faibles. Or, à bric-à-brac n'a pas vraiment de forme : collantes, pan-pan solaires, informatiques. Cela conduit inévitablement à repenser l'habitat, comme les bureaux. Réhabiliter ces formes pour les faire entrer dans l'architecture, c'est un peu ce que j'essaie de faire dans l'exposition. »

■ **Redonner vie aux monuments.** Réhabiliter le monument ou le prendre à bras le corps. Il n'y a pas de mauvaise approche pour Seigneur. C'est toujours un problème de stratification. « A Arles, elle est aussi légère que possible parce que l'usage ajouté qui nous a été demandé est faible. L'essentiel est déjà là : marche toujours. On ajoute seulement la possibilité d'y faire intervenir en été la photo, le cinéma et la chanson. Il fallait concilier l'existant, lourd, et une technologie libérale, qui fait poué-poué. »

A Foix, ancien site dominant, rayonnant, et devenu prison, le nombre des visiteurs du château était passé de 150 000 à 70 000 visiteurs en cinq ans. Pour faciliter les visites, Seigneur propose d'abord un téléphérique, qui lui-même suppose une plus résistante que les anciennes fortifications de pierre. « Pour nous, faire revivre le château, c'était tout bêtement ajouter une quatrième tour aux trois autres, toutes construites à des époques différentes. Mais les monuments historiques, comme la plupart des gens, assument que l'architecture ne doit plus bouger, même malade, et doit mourir plutôt que d'absorber un gros médicament. Effectivement, beaucoup de monuments deviennent des objets morts. Toucher les icônes, les cartes postales, ça rend les gens malades. »

F. E.

Architecte-plasticien ? Plasticien-architecte ?

DES COLLECTIONS de transparents, de petits objets, des débris de couleurs, des monochromes obtenus par photocopie, des papiers imprimés, d'autres imprimés de motifs réguliers ou irréguliers : autant d'éléments qui, d'ordinaire, ne se rencontrent pas dans les expositions d'architecture. Elles cultivent la perfection technique de l'art et la maquette du bâtiment quand François Seigneur, à l'inverse, ne dissimule rien du désordre des inspirations à partir desquelles il travaille.

Ce serait pour le distinguer de la plupart des confères. Peut-être faudrait-il le qualifier d'architecte-plasticien (ou un plasticien-architecte) plutôt que pour un architecte au sens habituel du mot. Du reste, Seigneur a

plusieurs fois exposé dans une galerie - celle d'Isabelle Bongard - et, en 1994, 2 500 monochromes avaient pris possession de l'école d'architecture d'Angers. A l'IFA, les œuvres non architecturales tiennent moins de place, mais elles affirment nettement leur présence dans l'escalier. Elles affirment aussi la dextérité de leur auteur, qui est de ceux qui excellent et aiment à fabriquer des objets inutiles, à inventer des formes, à jouer avec trois cannettes métalliques, des bouts de carton et de la gouache. Il récupère, il recycle, il assemble, il détruit. Il réinvente.

Cette pratique s'inscrit dans l'histoire avant-gardes françaises des années 60 à 70. Au début étaient les Nouveaux Réalistes, monochrome Klein, les hygiènes de la vision de Rayssé,

les collections d'objets d'Arman et de Spoerri. Au début était le plaisir de travailler avec du quotidien, des choses sans qualité - du vernaculaire. De la peinture, il n'est plus resté que ses éléments constitutifs, ou ses vestiges. Seigneur est de la génération qui ont fondé le groupe Support-Surface pour mettre le tableau en pièces détachées. Comme eux, il a regardé avec attention les gouaches découpées de Hainaut et les pliages de Simon Hantai. Comme eux aussi, il n'est pas allé jusqu'à sacrifier le plaisir à l'idée critique, ni jusqu'à se priver du plaisir du chromatisme sensuel. Il est contemporain de François Rouan, lequel, lui aussi, a juste, justement, découpait la couleur vive à la ressaie par bandes entrecroisées. Ces voisinages se reconnaissent. L'exposition, ils aident à reconstruire

ce que les historiens appellent le contexte. Ils rappellent aussi qu'on pourrait tenir pour une évidence, si le culte des spécialistes s'y opposait : que rien n'interdit à un architecte de vouloir plus qu'un technicien de la construction, qu'il n'a rien à perdre à côtoyer les artistes de son temps et ceux qui bricolent matériaux et formes, qu'il y ait en liberté en nouveauté - la preuve, les projets de Seigneur lui-même -, que la création n'est pas une affaire de métiers indifférents les uns aux autres, mais une question de rencontres, d'incongruités, de greffes et de mélange des genres. Au Bauhaus, quand Gropius et Mies Van der Rohe s'y trouvaient, cette idée relevait du truisme. Et aujourd'hui ?

Philippe Dagen

THEATRE RENARD

Artango

concerts en duo

à partir du 9 mars 1999 à 20h

Fabrice Ravel-Chapuis piano
Jacques Trupin bandoneon

Artango

nouvel album

Artango

LOCATION 01 72 71 46 50

POUR LE SUIVI
DU SPECTACLE

abonnement pour le Théâtre de Rouen

هكذا من الأصل

L'art du collage musical selon Hal Willner

Grand collectionneur de disques, le producteur américain enregistre, avec l'aide du DJ écossais Howie B, un album étonnant et réjouissant

Né à Philadelphie en 1956, « au milieu du mouvement port, trop jeune pour avoir vu les années 80 », comme il s'en vante, l'Américain Hal Willner possède une importante collection de disques dont son premier album, *Whoops, I'm an Indian*, reflète l'éclectisme. Celui qui fut l'organisateur de nombreuses séances de jazz à la compagnie Atlantic dans les années 70 (dont celles de Roland Kirk), fut fait connaître en 1981 avec un projet autour de la musique de Nino Rota (*Amarcord* de Nino Rota) qui a posé les bases d'une partie de son travail comme producteur et organisateur de rencontres musicales. Ses goûts sont éclectiques. Jaky Byard, Deborah Harry (le chant de Blondie), Wynton Marsalis ou Carla Klintz s'y côtoient dans un album, qui plus qu'un hommage au compositeur italien, est une réflexion musicale sur l'histoire de la musique.

Sur le même thème succèdent à Rota, Thelma Houston, les chansons de Kurt Weill (deux reprises, en 1997), les musiques de Disney, Charles Mingus, des textes d'Allan Ginsberg, William Burroughs, Edgar Allan Poe... au risque de cano-

liser Willner à ce rôle d'agitateur. Mais ce n'est pas de la fabrication de musique traditionnelle, responsable d'événements pluridisciplinaires et directeur musical, depuis 1980, de l'institution télévisée qu'est devenue l'émission « Saturday Night Live ».

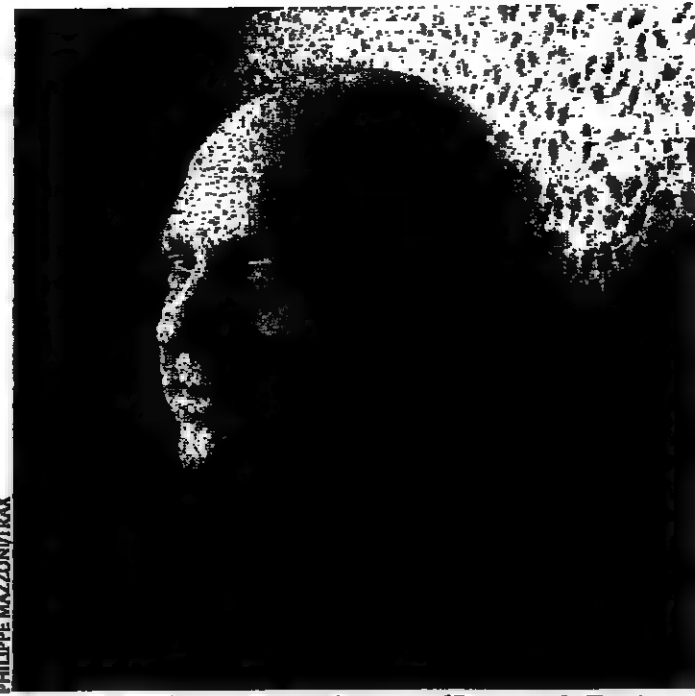
INCANTATIONS HYPNOTIQUES

En fait, Hal Willner passe de l'autre côté du miroir avec l'aide du DJ écossais Howie B, référence du trip-hop, devenu lui aussi, depuis sa participation à l'évolution du groupe U2, un producteur réputé. Tous deux, accompagnés de Martin Brumback et Adam Dorn, auteurs de la plupart des boucles rythmiques, avec quelques claviers et machines à sons, deux ou trois instruments et des piles de disques, ont conçu ce *Whoops, I'm an Indian* qui n'est pas un album ne reflète l'autre sans que cela soit une utopie d'un assemblage de genres, des styles, des époques et des techniques ne s'effacent pas.

Exercice de style mais bien d'une collection de chansons ouvertes à l'imagination.

Hal Willner, sans recourir à l'humour comme béquille, s'inscrit ici dans la lignée de déjantés comme Spike Jones, Carl Stalling ou Raymond Scott, dont les inventions sont l'équivalent musical des dessins animés de Tex Avery. Mais s'il y a dans cet enregistrement une fantaisie permanente, ce n'est pas pour mettre au second plan la musique. On pourra ainsi considérer certains thèmes comme des succès potentiels sur les pistes de danse, d'autres sont directement issus des codes du jazz (du New Orleans à Sun Ra), des musiques latines avec par exemple Sango Montemaria où se mêlent tango et salsa sous la plume de Sango. Mongo Santamaría, la country ou du rock, le tout zébré de couleurs musicales hawaïennes, de chants indiens, de chorales gospel, d'églises baptistes et d'une multitude de sons naturels et de sons échappés de l'imaginaire.

Il est impossible de dresser la liste complète de toutes les influences musicales ou des



Hal Willner, de la musique avec l'humour de Tex Avery.

qui sont mises en œuvre dans *Whoops, I'm an Indian*. Quand Willner et Howie B mélangent Toscanini, des boucles rythmiques et des éclats de rires tonitruants, ils font d'abord de la musique, en composent. C'est là l'un des paris réussis et tout l'art de cet enregistrement qui n'a ni l'aspect daté des premières expériences des Beatles (*Revolution 9*) ni celui plus systématiquement expérimental du saxophoniste John Zorn, catalogué avant-gardiste. C'est bien de compositions autonomes et cohérentes qu'il s'agit ici, avec un

but, un milieu et une fin, comme autant de petites histoires pop. Au-delà, c'est un peu comme si le sujet de ce disque était Hal Willner et sa mémoire. Celle d'un homme qui, au contraire des collectionneurs égoïstes qui enferment leurs trésors sous clé, veut partager avec le plus grand nombre la richesse de ses intérêts.

Sylvain Sicler

★ *Whoops, I'm an Indian*, d'Hal Willner, TCD Pussyfoot Records CDLP 012, par Delabel.

SÉLECTION DISQUES

WILHELM KEMPF

Carus et Bach, Mozart et Schubert

Plus les années passent et plus la figure singulière de Wilhelm Kempff s'impose. Singulière, ce pianiste allemand ne correspond pas à l'idée répandue d'un style allemand fait de rigueur et de pédanterie. L'une de ses idées reçues qui hantent les discours sur l'interprétation. Kempff était un pianiste inspiré, individualiste, sensible, rêveur qui jouait la tête dans les étoiles : un Gulomar Novae en pantalon ! Célèbre pour ses interprétations beethoveniennes et schubertiennes, il est moins connu pour son Bach, pour son Mozart, pour son Liszt. Pourtant, une étoile sur sa première fois en CD et pour la première fois par PolyGram depuis sa première publication un régal consacré à son dernier compositeur : les légendes et des traits de la première et deuxième années de pèlerinage dans les interprétations qu'un Alfred Brendel, un Radu Lupu, un Nelson Freire, une Maria Argerich ont vécues. Juste dire car il s'agit d'une plus grande interprétation lisztienne par le disque. Kempff y démontre, poète, chanteur, philosophe. Ce n'est plus du piano (et cependant !), ce n'est pas de la musique en conserve, c'est de l'émotion pure ; presque une révélation divine. *Alain Lompech*

★ 2 CD Philips « Great Masters of The 20th Century » 456 865-2.

GUILAUME DE MACHAUT

Le Jugement du roi de Navarre (1349)

Ensemble Gilles Binchois, Dominique Villard (direction). Raremment datation n'a eu autant

de sens. Suite du *Dit du roi* de Héme, qui mettait en scène Jean de Luxembourg, patron de Guillaume de Machaut, arbitre d'un débat poétique typique de l'idéal courtois (« qui, d'une dame dont l'amant est un chevalier trahi par son amie, le plus malheureux ! »). Le *Jugement du roi de Navarre* n'en modifie pas la sensibilité. C'est aussi l'occasion de redire que Padovani est un saxophoniste au son généreux, ample et vrai dont l'énergie rejaille sur l'ensemble de la formation. *S. St.*

★ 1 CD Label Hopi HOP 200022. Distribué par Harmonia Mundi.

PRINCE PAUL

A Prince Among Thieves

Un sein de Stetsasonic, et surtout comme producteur des Gravediggaz ou de De La Soul (le phénomène *3 Feet High And Rising* en 1989), Prince Paul s'est imposé comme l'un des chercheurs les plus novateurs du rap. Spécialiste des interludes morcelant les albums de ses protégés, il a cette fois ordonné les morceaux et dialogues de cet album-concept : un jeune rappeur s'associe avec un copain dealer pour produire une maquette, puis tombe dans l'engrenage de la délinquance. L'album n'est pas d'une originalité, le drame des ghettos afro-américains enfante son lot de clichés. Au-delà de cette nouveauté, comparable à celle du cinéma *Blaxploitation* des années 70, le projet apporte une force narrative et musicale. Grâce à la conviction de rappeurs-acteurs invités à entrer dans la peau de personnages, le groupe De La Soul en jumeaux, Everlast en sic, Big Daddy Kane en maquereau, Chubb Rock en parrain et Breeze, dans le rôle de héros, dans le rôle de héros, grâce surtout à une bande-son, distillée par Prince

FRANCE CARTIGNY

France Cartigny

Battue, planquée derrière des cymbales sur la photo de couverture, France Cartigny, qui avait déjà tenté il y a sept ans une percée dans la variété avec *Miss du châtelet*, à la manière de Mylène Farmer, s'en prend aujourd'hui d'entrée à Brigitte Fontaine, impératrice du non-sens poétique, qu'elle en promettrait d'une voix quelques imbécillités du genre « un jour je m'en irai pousser les os... un jour je serai morte... un jour je serai une blaguette... un jour je pourrai faire caca n'importe où ». C'est par là qu'il se rock. Une attitude rock. Taper sur une batterie. N'avoir rien à dire qui ne soit fabriqué. Malmener une guitare comme si c'était pain à battre. Préférer qu'on « encore vingt » quand on en a dix de plus. Se dire femme libérée quand on colle aux primesautiers de garçons non libérés. Vouloir chanter comme Patti Smith quand on n'a pas de voix. Affirmer qu'on parle sexe parce qu'on a dit « baiser ». Et tout ça pour finir sur une radio jeune. *V. Mo.*

★ 1 CD Rosebud 559 999-2.

AFRICA FOLK MUSIC ATLAS

Volume 1

Trois disques, un CD-ROM, un livre d'une centaine de pages, ce projet est la série folk Atlas. L'avantage de distiller l'habitude géopolitique de l'Afrique musicale : on y entendra en effet les chants et les rythmes venus tant du Maghreb, d'Égypte, que de l'Afrique sub-saharienne australe - la grande Afrique. Ce mélange n'est ni déplaisant (le premier CD, *Music of Africa*, très rythmé, élégant, s'écoute dans un état d'absolu) ni dépourvu d'intérêt muscologique. On passe entre les musiques traditionnelles modernes (acoustiques) Comores, du Nigeria, du Rwanda, du Tchad, a priori non évidentes, mais ici à l'oreille. Tambourinaires et instrumentistes (vents et cordes) se mêlent à l'aune du bon goût musical. Ce n'est pas tout ! fait une démarche d'ethnologue, mais l'équipe italienne qui a conçu, en anglais, cet Atlas (qui comporte 11 volets, la Méditerranée, l'Asie mineure, etc.) n'est ici le support multimédia, livresque (explications historiques, politiques, musicales, photos, discographie) et même apte à la conservation de la mémoire. Il devrait servir les musées français à aligner le taux de TVA du disque (5,5 %) sur celui du livre (5,5 %) : les éditeurs de musiques du monde ne sont pas en manque d'idées, mais renoncent à la pensée d'une diffusion comptabilisée. Et où le mettre en rayon ? Deux livres, aux disques ? *V. Mo.*

★ 1 livre-CD Amarsah. Distribué par Night & Day.

DÉPÊCHES

MUSIQUES ÉLECTRONIQUES : le duo Coldcut (chez Ninja Tune) enregistré Internet, reprise d'une chanson de Bob Marley, *Them Belly Full (But We Hungry)* avec Sinead O'Connor. Thomas Dolby. Installés dans des lieux différents, les artistes ont terminé un morceau en moins d'une heure, grâce à la technique, Virtual Studio, mise au point par Coldcut.

INDUSTRIES MUSICALES : la Recording Industry Association of America (RIAA) a établi un classement de certification, le « disque diamant », qui s'ajoute au « disque d'or » qui récompense 500 000 exemplaires d'un même disque vendu, au « disque platine » pour un million de ventes, et au « multi-platine » au-delà, par tranches de un million. Le « diamant » sera décerné aux albums ayant vendu plus de 10 millions d'exemplaires d'un même titre.

MUSIQUES DU MONDE : le chanteur Pépé Kallé, mort du sida en décembre 1998, fut l'un des piliers de la rumba zaïroise. Tous originaux du Congo (ex-Zaïre), Koffi Olomide, Papa Wemba, Lokua Kanza et d'autres ont enregistré un album sous la direction de Maman Intimide Pépé Kallé for Ever. Sonos/Musisoft qui sort par une compilation de ses œuvres.

JAZZ : le pianiste d'origine serbe, Bojan Zolnikar, qui publie (Label bleu), où il est entouré de musiciens macédoniens, malgaches, français ou...

LOBI TRAORE

Duga

Né en 1961 aux alentours de Ségou, Lobi Traoré s'inscrit dans la tradition des sociétés secrètes et des castes de l'Afrique sub-saharienne. Fils de chanteurs, Lobi Traoré a vécu le passage de la musique africaine dans la modernité électrifiée avec un certain recul, en intégrant même des formations à la mode telle que l'Orchestre de Zani Diabate très en vogue à Bamako dans les années 80. Tout comme son homologue guitariste et chanteur Ali Farka Touré, Lobi Traoré a repris les chemins du blues, revendu à la maison après un long brassage de l'autre côté de l'Atlantique via les champs de coton et les ghettos urbains de l'Afrique noire. Mélodies enveloppantes, sans prétention autre que celle de décrire le quotidien imaginaire d'un bamba pacifique, les chants de Lobi Traoré sont portés par l'harmonie du Français Vincent Bucher (plus souvent entendu en duo avec Lobi Traoré). Le mariage est subtil, la voix de Lobi Traoré, parfois linéaire aux oreilles occidentales, trouve un répondant en mouvement constant - mais il y a aussi la guitare de Lobi Traoré, le *ngoni* de Mama Diabate, le *djembe* de Bkary Traoré, les chœurs de femmes. *V. Mo.*

★ 1 CD Cobalt 09289-2. Distribué par Mélodie.

ENDANGERED MUSIC PROJECT

The Yoruba/Dahomean

« The Yoruba/Dahomean » : une heure où Barclay réédite la quasi-intégralité de l'œuvre discographique de Fela - deux coffrets de six 33-tours vinyl, en attendant dix double CD en mai - est bon de se remémorer le *beat* de l'Afrique beat du génie de Lagos. Yoruba, Fela portait en lui les rythmes de son peuple, batteur de tambours et de fer forgés. L'Afrique, Fela avait emprunté le saxophone, le jazz et le *rhythm'n'blues*. Mais le *beat*, la pulsation première, celle des tambours yorubas, qui sont ceux des cérémonies du vaudou, devenu *santeria* à Cuba, candomblé au Brésil. Dans les années 40 à 50, les scientifiques, ethnomusicologues de terrain, ont parcouru l'Afrique noire et, munis de leurs gros magnétophones, y ont enregistré les musiques de cérémonies yorubas. A Haili, à Salvador-de-Bahia, à Trinidad, ils ont retrouvé la trace des « orishas », les dieux amis du goût de Guinée, chez les enfants de l'esclavage, Mickey Hart et Alan Jabbour ont fouillé dans les collections de la Bibliothèque du Congrès de Washington. Les espèces musicales « en voie de disparition » sont nettoyées, rééditées en CD, avec livret. Cette épopée musicale, le passage dans les pays yorubas est obligatoire. *V. Mo.*

★ 1 CD Ryko RCD10405. Distribué par Harmonia Mundi.

Les meilleures ventes d'albums en France

ARTISTE	CLASSEMENT	ALBUM	ÉDITEUR
AXELLE RED	1	Toujours moi	VIRGIN
LARA FABIAN	2	Live	POLYDOR
MANAU	3	Parlons celtique	POLYDOR
DIVERS ARTISTES	4	Notre-Dame de Paris	POMME/SONY
FREEMAN	5	L'Palais de justice	DELABEL
LIANE FOLY	6	Acoustique	VIRGIN
DIVERS ARTISTES	7	Notre-Dame de Paris (intégrale)	POMME/SONY
MATMATAH	8	La Ocasie	TREMA
PREMIÈRE CLASSE	9	Première classe	HOTEL/VIRGIN
CÉLINE DION	10	87's soufflant l'air	COLUMBIA

Période du 10 au 27/03 inclus. obtenus par le comptage à la sortie des caisses de cent magasins.

Axelle Red, une meilleure artiste de variété aux Victoires de la musique, enregistre un nouveau disque pop, *Toujours moi*, et entre à la première place, faisant sa challenger, Lara Fabian, chanteuse à cran, au second plan. Manau est toujours dans le top de tête, tandis que deux albums de rap français, *Première classe* (un collectif de célébrités du genre) et *L'Palais de justice* de Freeman respectivement 9 et 5 font le coup de cœur. *Rachies*, des Congolais-Sercois de la Blaise (la Blaise à Paris) est classé à la 11^e place. Au 10^e rang, la jeune chanteuse française, Enxo Enzo et Kent placent leur album *Enfo Enzo* au 31^e rang, et Dominique A. *Remise au jour* les singles, *Théâtre de l'opéra* à tous, à la première place.

★ 1 CD Muzikdisc 122482.

سكودا من الأصل

La nature tout entière sous la patte de Wolfgang Laib

Le Carré d'art, à Nîmes, reçoit ce plasticien allemand qui puise dans le pollen la matière première de son œuvre. Ses travaux récents ont pris une densité physique et intellectuelle impressionnante

WOLFGANG LAIB, AILLEURS. Carré d'art-Musée d'art contemporain, place de la Maison-Carrée, 30031 Nîmes. Tél. : 04-66-76-35-70. Tous les jours, de 10 heures à 18 heures. Fermé le lundi, jusqu'au 30 mai.

NÎMES

de notre envoyé spécial
Wolfgang Laib vit au sud de l'Allemagne, près d'Ulm, dans un petit village entouré de prairies et de forêts de pins, où il va puiser une des matières premières de son œuvre, le pollen : celui du noisetier, celui du pissenlit, celui du bouton d'or, celui du pin, chacun d'une qualité à laquelle aucun marchand de couleur ne peut prétendre. C'est avec le pissenlit qu'il donne un pollen orange, chaleureux, presque lourd, mais rare, qu'il a réalisé, au tamis, le plus petit des deux « carrés » qui vibrent et rayonnent au sol dans l'exposition de Nîmes. L'autre, le grand aux bords plus incertains encore, vient du pollen de pin qui est plus pâle, plus abondant. Les deux sont solitaires, beaux et fascinants comme tout ce que fait Laib. Un artiste vraiment à part, qui depuis vingt-cinq ans développe son œuvre dans une relation essentielle à la nature.

L'artiste s'est fait remarquer en 1975 sur la scène artistique avec ses « pierres à lait » : des plaques de marbre blanc de Carrare polies avec soin et dotées d'un léger rebord de façon à retenir la couche de lait, qu'il faut renouveler chaque jour pour garder immaculée la surface réfléchissante. On ne savait alors pas grand-chose de Laib et la tentation de voir dans

son travail une forme de dissidence de la sculpture minimaliste n'était pas erronée, mais insuffisante. Laib n'était pas tant à la recherche d'une manière de dépasser une problématique artistique que d'un fait fait son temps, que pris dans une quête d'accomplissement de lui-même. Marqué par Joseph Beuys et sa recherche du flux des énergies à travers les performances, les objets et une matière vitale comme la graisse, le jeune artiste avait choisi de pratiquer l'art plutôt que de soigner les corps. Cela en 1974, juste après avoir obtenu son doctorat de médecine à Tübingen. « Notre existence, c'est une chose que la médecine. La médecine, pour moi, ce n'est pas la vie, plutôt une branche de l'art », se plaie encore à dire l'artiste, méditatif nourri de la pensée des mystiques orientaux, par exemple Djâlâl-odd-Dîn Rûmî à qui il offrait sa très brancienne première sculpture, un œuf, et qui a pu dédier à saint François d'Assise son exposition de 1986 au Musée d'art moderne de la Ville de Paris.

PLUS DE SAGESSE

Après les pierres, après les premiers « carrés de pollen », Laib alignait des tas de pollen et des tas de riz, ou bien il associait le riz à des petites architectures de marbre blanc. Puis il introduisait une nouvelle matière : la cire d'abeille, avec laquelle il a commencé à modeler des espèces de niches ou d'urnes qu'il posait au sol, et que maintenant il place sur des étagères, en hauteur comme les barques qu'il met au-dessus de nos têtes sur des rails de bois. Avec le temps et l'introduction de nouvelles matières

générant de nouvelles formes, les unes et les autres renvoyant à la nature tout entière, du minéral au végétal, de l'organique à l'humain, Laib complète peu à peu son approche du monde. Son œuvre est devenue infiniment plus dense physiquement et intellectuellement, tout en gardant des dehors extrêmement simples. L'artiste a pris de la hauteur, non par prétention, mais intégrant l'idée de la mort dans un au-delà des contingences terrestres. Ses barques en cire marquent très fortement ce passage vers plus d'élévation, plus de construction, plus de sagesse. Une « pierre à lait », deux « carrés de pollen », cinq petites « montagnes de pollen qu'on ne peut escalader », qui témoignent de la communion de l'artiste avec la pensée extrême-orientale, comme son usage du riz ; offrande d'un « repas de riz », soit vingt et quelques assiettes de métal alignées au sol, dont une remplie de pollen que l'on peut voir comme la reconnaissance du singulier dans l'uniformité d'un espace collectif, voire social, ou plus philosophiquement comme la présence de l'un dans le multiple ; deux « maisons de riz » qui font penser à la fois à des petits entrepôts et à des tombes ; enfin toutes les formes de constructions en cire que donne Laib depuis le début des années 90. L'exposition montre tout cela. C'est à la fois peu : une œuvre par salle, et beaucoup, car chacune, même la plus petite, a l'étrange pouvoir de faire le vide et le silence autour d'elle. Il y a du sacré dans l'air du Carré d'art nîmois.

Geneviève Breuerette

Deux « Freischütz » théâtralisés à l'extrême

DER FREISCHÜTZ, de Weber. Avec Claudia Kunz (Agathe), Gabriele Rossmann (Annenchen), Torsten Kerl (Max), Stephen Bronk (Kaspar), Hans Sisa (Kuno)... Chœurs de l'Opéra national du Rhin, Orchestre philharmonique de Strasbourg, Theodor Guschlbauer (direction musicale), André Engel (mise en scène), Nicky Rietz (décors), Elisabeth Neumüller (costumes), André Dior (lumière). Opéra du Rhin, le 21 février.

DER FREISCHÜTZ, Avec Mélanie Diener (Agathe), Lisa Larson (Annenchen), Glenn Winslade (Max), Armand Arapian (Kaspar), Alfred Kubn (Kuno)... Chœur de l'Opéra de Nancy et de Lorraine, Orchestre symphonique et lyrique de Nancy, Sebastian Lang-Lessing (direction), Olivier Py (mise en scène), Pierre-André Weitz (décors et costumes), Christian Dubet (lumière). Opéra de Nancy, le 28 mars.

STRASBOURG ET NANCY
de notre envoyé spécial
Créé en 1821 à Berlin, le *Freischütz* a toujours connu une grande faveur dans les pays germaniques, mais sa présence sur les scènes françaises est plus épisodique. La présentation, presque concomitante, de deux nouvelles productions à Strasbourg et Nancy, par des maîtres d'œuvre venus du théâtre, permet de confronter deux visions, diamétralement opposées, d'un ouvrage qui est l'archétype du drame romantique allemand. Dans la version strasbourgeoise, qui sera reprise au Festival de Savonlinna en juillet, André Engel et son décorateur Nicky Rietz ont choisi l'imagerie conventionnelle : tentes tyroliennes, gros troncs d'arbres, chalet en contreplaque et pelouse piquée de pâquerettes. Les séquences se succèdent comme des cartes postales, cernées par des panneaux noirs qui s'ouvrent et se ferment à la vitesse d'un diaporama photographique. Le procédé permet d'isoler les protagonistes dans leur solitude mais ne camoufle pas la désuétude de la scénographie. André Engel, d'ordinaire mieux inspiré, ne brille pas non plus par la direction d'acteur,

la plupart des chanteurs étant réduits à l'immobilité. Alors qu'à Strasbourg la mise en scène sombre dans les vieux clichés, celle de Nancy n'évite pas les poncifs. Dans un texte logorhémique écrit dans le programme, Olivier Py appelle à la rescousse quelque trente auteurs de référence pour justifier son travail mais, pas plus qu'Engel, le jeune metteur en scène ne fait vivre les personnages.

TOURNETTE ET TOURNIS

Dans un beau cadre de bois noir, les éléments de décor mobiles, les figurants sont sans cesse en mouvement et une double tournette donne le tour. Les mélanges des costumes, les apparitions soudaines, les effets violents d'éclairage visent à impressionner. Un gigantesque Samuel (incarné par l'acteur-chanteur Jean Lorrain) même le jeu. La danse macabre et nocturne s'organise autour d'un placard sur roulettes, boîte magique d'où s'échappe une foule de créatures nues et difformes. Empruntant à l'expressionnisme, cette représentation cauchemardesque dégageait plus de sens si elle était moins démonstrative.

Pierre Moullier

Le Monde de la MUSIQUE

Ce mois-ci

L'hommage à Yehudi Menuhin

Hélène Grimaud

La pianiste aux deux passions : la musique et les loups

Goethe et les musiciens

L'explosion du chant choral

Hi-fi : les systèmes audio-vidéo

Les CD du mois de A à Z

et toutes les rubriques habituelles

avec le programme complet de Radio Classique

SORTIR

PARIS

Au bois lacté
Formé à l'école de Claude Régy et de Jean-Marie Patte, avec qui il fut comédien, Xavier Marchand est passé à la mise en scène. Il y a dix ans. Avec sa compagnie, Lanicolacheur, il monte délicatement des textes qui n'appartiennent pas nécessairement au répertoire dramatique, Mallarmé, Robert Walser, Gertrud Stein... Au bois lacté est une adaptation de *Under Milk Wood*, la dernière pièce qu'écrivit Dylan Thomas (au début des années 50), pour rendre hommage à l'excentricité des gens de Laugharne, son village d'adoption, au pays de Galles. Théâtre Gérard-Philipe, 59, boulevard Jules-Guesde, 93 Saint-Denis. M^e Saint-Denis-Basilique. Le 2 à 20 h 30. Puis, du mardi au vendredi, à 19 heures ; samedi et dimanche à 16 heures. Jusqu'au 18 avril. Tél. : 01-48-13-70-00. 50 F.

Chic Hot
Emmené par le pianiste Mario Canonge et le bassiste électrique Etienne Mbappé, Chic Hot est un quartette composé de solides musiciens aussi à l'aise dans le jazz-rock que dans la chanson. Les influences antillaises et africaines n'y sont pas employées comme une simple couleur, mais bien comme une source d'inspiration créative. Hervé Gourdillan est au saxophone et Roger Kemp Biwadiu à la batterie. Sunset, 60, rue des Lombards, 1^{er}. M^e Châtelet. Les 2 et 3, à 22 heures ; le 4, à 21 heures. Tél. : 01-40-26-46-60. De 50 F à 120 F.

Les Bushmen
(polyphonies du désert de Kalahari)
Les Ju'hoansi constituent l'un des nombreux groupes bushmen d'Afrique australe. Ils sont établis au nord du Kalahari, des deux côtés de la frontière séparant la Namibie du Botswana. Révéls au grand public par le film *Les dieux*

sont tombés sur la tête (Jamie Uys, 1981), les Bushmen ne se produisent que très rarement sur scène. Accueillis à Paris dans le cadre du Festival de l'imaginaire, ils font une démonstration de leur art : claquements de mains, clics (sonorités obtenues en claquant la langue contre le palais), chants polyphoniques. Maison des cultures du monde, 101, boulevard Raspail, 6^e. M^e Saint-Placide. Les 2 et 3, à 20 h 30 ; le 4, à 17 heures. Tél. : 01-45-44-72-30. De 60 F à 100 F.

Hommage à Malcolm X
L'Association internationale Cheikh Anta Diop, en collaboration avec la revue *Diapora africaine*, organise une journée des panafricanistes dédiée à Malcolm X. Au programme, un débat animé par Julia Wright, Jean-Marc Numa, Malik Hayatou et Eric Womani Kobla, suivi d'un concert de hip-hop, de percussions et de musique traditionnelle, de lecture de poésie et de textes historiques de Malcolm X. Salle Grande Croix, 3, rue du Château-d'Eau, 10^e. M^e République. Le 3 avril, de 12 heures à 17 heures. Le 4, de 14 heures à 19 heures. Entrée libre.

CALVI

La Passion à Calvi
A Passion est un texte synthétique des temps forts de la Semaine sainte, donné en langue corse et ponctué de chants portés par A. Filletta et tirés d'une liturgie ancienne, ou composés pour la circonstance par Jean-Claude Acquaviva et Jean-Michel Gianelli. C'est surtout un spectacle sacré qui fait communier acteurs et spectateurs dans une même ferveur simple et directe comme les représentations du chemin de croix, bible d'images des croyants qui ne lisent pas. Cathédrale de Calvi, cathédrale Saint-Jean-Baptiste, puis oratoire Saint-Antoine, à Calvi. Les 3, 4 et 5 avril, à 21 h 30. Tél. : 04-95-65-23-57.

GUIDE

REPRISES CINÉMA

La Chambre des tourterelles
de Roger Corman. Américain, 1961 (1 h 20). Reflet Médicis III, 5^e. Tél. : 01-43-54-42-34. Fermeture de l'usine Renault à Villvoorde de Jan Bucquoy. Belge, 1998 (1 h 25). Studio Galande, 5^e. Tél. : 01-43-26-94-08. Spectacles de Stanley Kubrick. Américain, 1960 (3 h 15). Grand Action, 5^e. Tél. : 01-43-29-44-40.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn).

VERNISSAGES

Gottfried Honegger, Radl Designers, Stan Douglas. Fondation Cartier pour l'art contemporain, 261, boulevard Raspail, 14^e. M^e Raspail. Tél. : 01-42-18-56-51. De 12 heures à 20 heures. Fermé lundi. Du 2 avril au 30 mai, 30 F. Ange Lada. Caisse des dépôts et consignations, 13, quai Voltaire, 7^e. M^e Rue-du-Bac. Tél. : 01-40-49-41-65. De 12 heures à 18 h 30. Fermé lundi. Du 2 avril au 25 avril, Entrée libre.

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche. Out of Joint de C. Churchill, mise en scène de Max Stafford-Clark, avec la compagnie Blue Heart. Maison des Arts, place Salvador-Allende, 94 Créteil. M^e Créteil-Préfecture. Les 2 et 3, à 20 h 30. Tél. : 01-45-13-19-19. 100 F. Une heure avec Rainer Maria Rilke d'après Rainer Maria Rilke, mise en scène de Laurent Terzieff, avec Laurent Terzieff, Pascale de Boysson et Claude Autaure. Théâtre Molière-Maison de la Poésie, 161, rue rue Saint-Martin, 3^e. M^e Rambuteau. Du 2 au 18 avril. Du mardi au samedi, à 21 heures ; le dimanche, à 18 heures. Tél. : 01-44-54-53-00. 80 F et 120 F. Chœur et orchestre philharmonique de Radio-France. Bruckner : Te Deum, Symphonie n° 9. Kelly Nassief (soprano), Sylvie Sullé (mezzo-soprano), Kim Begley (ténor), Jérôme Corrès (baryton-basse), Günther Herbig (direction). Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 8^e. M^e Ternes. Le 2, à 20 heures. Tél. : 01-45-61-53-00. De 70 F à 175 F.

Les Jeunes Solistes
Huber : Lamentations sacrées et profanes ad responsoria Gesualdi. Gesualdo : Répons du vendredi saint. Rachid Sahr (direction). IRCAM, 1, place Igor-Stravinsky, 4^e. M^e Rambuteau. Le 2, à 20 heures. Tél. : 01-44-78-49-15. 90 F. Les Rulines circulaires et autres mélodrames Coup de cœur à Cyril Hué et Daniel Mesguich. Pénière Opéra, 42, quai de la Loire (basin de la Villette), 19^e. M^e Jaurès. Le 2, à 20 h 30. Tél. : 01-53-38-49-49. 100 F. Claudine François African Quintet Cithés, 114, rue Oberkampf, 11^e. M^e Parmentier. Le 2, à 22 h 30. Tél. : 01-47-00-00-32. Entrée libre. Stefano Di Battista Quintet Salle des fêtes, hôtel de ville, 93 Bondy. Le 2, à 20 h 30. Tél. : 01-49-22-10-10. De 75 F à 95 F. Rachel des Bois Sentier des Halles, 50, rue d'Aboukir, 2^e. M^e Sentier. Le 2, à 20 h 30. Tél. : 01-42-36-37-27. 100 F. Jusqu'au 17 avril. Bernard Lavilliers Théâtre Claude-Debussy, 116, avenue du Général-de-Gaulle, 94 Maisons-Alfort. Le 2, à 20 h 45. Tél. : 01-43-96-77-67. 170 F. Della Romanes (musiques tziganes de Roumanie) L'Européen, 3, rue Riou, 17^e. M^e Place-de-Clichy. Les 2 et 3, à 20 h 30. Tél. : 01-43-87-97-13. 55 F. Pierre Chertoz (Haiti) La Maroquinerie, 23, rue Boyer, 20^e. M^e Gambetta. Tél. : 01-40-33-30-60.

DERNIERS JOURS

3 avril : Le Misanthrope de Molière, mise en scène de Jacques Lassalle. Maison de la culture, 1, boulevard Lénine, 93 Bobigny. Tél. : 01-41-60-72-72. De 60 F à 140 F. L'Avenir oublié de Silmane Benatiss et André Chouraqui, mise en scène de Silmane Benatiss. Maison de la culture, 1, boulevard Lénine, 93 Bobigny. Tél. : 01-41-60-72-72. De 60 F à 140 F. Enfer et Illuminations d'après Arthur Rimbaud, mise en scène de Michel de Maillane. Théâtre Molière-Maison de la Poésie, 161, rue rue Saint-Martin, 3^e. Tél. : 01-44-54-53-00. 60 F et 80 F. Gérard Garouste Galerie Liliane & Michel Durand-Dessert, 28, rue de Lappe, 11^e. Tél. : 01-48-06-82-23. Entrée libre. 4 avril : Pour un oui ou pour un non de Nathalie Sarraute, mise en scène de Simone Benmussa. Comédie des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, 8^e. Tél. : 01-53-23-89-19. De 100 F à 200 F. Duchenne de Boulogne : la mécanique des passions Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, 13, quai Malaquais, 6^e. Tél. : 01-47-03-50-00. 15 F et 25 F.

BOX
MAN

Francis CABREL
Hors saison
107 F
Prix TTC valable jusqu'au 30/05/99,
hors frais d'expédition.

www.boxman.fr

Plus de musique, pour plus de monde

www.boxman.fr

مكتبة من الأصل

EN VUE

■ Inquiets, ses voisins de Hunstville, au Texas, décrivent Steven Gonzales, 24 ans, soldat américain actuellement prisonnier des Serbes, comme un « brave garçon, joyeux et sympathique » qui fait bouger ses oreilles pour amuser les amis.

■ Selon Jenoe Sipos, porte-parole des douanes hongroises, le Yougoslave qui avait avalé cinquante-neuf capsules de cocaïne, interpellé dans la soirée de mardi 30 mars à l'aéroport de Budapest, en avait expulser treize et une, mercredi à midi.

■ Tomaso Addivola, maçon de Mulhouse, toxicomane, interpellé alors qu'il volait un citron, a été condamné à cinq ans de prison pour avoir commis en état de manque onze braquages à visage découvert, à bord d'une camionnette portant son adresse et son nom.

■ Six anciens policiers du Queensland, en Australie, devenus toxicomanes en infiltrant le milieu des drogués, portent plainte contre leur administration.

■ Dix-huit kilos de cocaïne ont été volés dans le local des pièces à conviction au palais de justice de Rome.

■ Richard Seed, généticien, professeur à l'université Harvard, a affirmé, mardi 30 mars, en tournée de conférence à Londres : « Bientôt, comme Dolly, je clonerai ma femme ».

■ Dolly a mis bas trois petits agneaux, a annoncé, jeudi 1^{er} avril, le docteur Harry Griffin, du Roslin Institute d'Édimbourg, l'un des pères du célèbre clone.

■ A l'heure où, jeudi matin, les éleveurs préparaient un lâché de cochons sous la tour Eiffel, le cours du porc remontait de 7 centimes, à 5,09 francs le kilo, au marché au cadran de Fléris (Côtes-d'Armor).

■ Wen Jiabao, vice-premier ministre chinois, incitait encore les gouvernements locaux à lutter contre la sécheresse de l'hiver que Chen Xiaoguo, vice-directeur de la commission de contrôle du fleuve Jaune, prévoyait déjà des inondations pour l'été.

■ Mercredi 31 mars, parents et amis suivant les dernières volontés d'un jeune mort, passionné de formule 1, se sont engouffrés derrière le corbillard sur le circuit de Monza, en Italie.

■ Michelin lance le pneu à accrochage vertical, qui peut rouler à plat. Le pneu « intelligent » de Goodyear informe le conducteur en cas de crevaisson.

Christian Colombani

L'Inde hostile aux frappes de l'OTAN

La presse indienne estime que celles-ci sont contre-productives, dénonce les Etats-Unis « policiers du monde » et conclut au bien-fondé de l'arsenal nucléaire voulu par le gouvernement de Delhi

SI LE KOSOVO ne fait pas les gros titres de la presse indienne, les éditorialistes sont majoritairement à l'unisson de la position officielle de condamnation de l'action de l'OTAN. Dans un pays ombrageux quant à sa souveraineté, longtemps allié de l'ex-Union soviétique et qui a procédé à des essais nucléaires, l'action de l'OTAN est vue comme une nouvelle manifestation du mépris des forts à l'égard des faibles. « Le message au reste du monde est parfaitement clair. Les Etats-Unis et leur docteur instrument, l'OTAN, peuvent aujourd'hui intervenir militairement contre n'importe quelle autre nation qui n'a pas de missiles de longue portée ni de capacités nucléaires », écrit l'influent *Times of India*, justifiant par là même la politique de nucléarisation de l'Inde. « Ils se prennent donc pour les policiers du monde. Les nations qui désirent garder leur autonomie stratégique et leur souveraineté n'ont pas d'autre choix que de garder leur arsenal nucléaire, développer des missiles et essayer d'améliorer leurs propres capacités militaires », affirme l'éditorialiste, qui ajoute : « Ce dernier objectif étant coûteux et long, la voie la moins chère dans la période incertaine (avant d'obtenir une parité stratégique) est de se concentrer sur le développement de missiles. C'est pour anticiper cette logique que les Etats-Unis ont décidé de mettre au point une défense anti-

missile et d'interdire l'acquisition de missiles par les autres pays (...). La tactique de guerre-éclair allemande et l'emploi d'armes extraordinaires ont échoué devant l'héroïsme des Russes et des Serbes. En dépit de la supériorité militaire américaine, Saddam Hussein a survécu. Hitler a légitimé Staline et rendu possible l'émergence d'un monde bipolaire. La présente agression de l'OTAN peut de la même façon conduire à un monde multipolaire. »

« Arrêter les frappes », titre pour sa part *The Hindu*, qui estime que celles-ci « ont été contre-productives pour l'objectif déclaré de l'OTAN, qui est principalement de mettre fin au génocide des Albanais du Kosovo ». Sur un ton plus mesuré, le très séduisant journal du Tamil Nadu écrit : « Dans cette affaire, l'OTAN a seulement durci la détermination serbe de poursuivre le nettoyage ethnique du Kosovo et tourné plus de gens en Yougoslavie et en Russie contre Washington et ses alliés. (...) Il est temps pour les Etats-

Unis et l'OTAN de revoir l'impact de leurs frappes et spécialement leurs effets sur les Albanais, qu'ils voulaient sauver alors qu'ils étaient Serbes à les expulser hors du Kosovo. Avant d'engager une nouvelle phase de l'offensive qui peut inclure une opération terrestre, l'OTAN doit créer une situation qui permette d'explorer si M. Milosevic peut être amené à la raison ou moins maintenant. Si la Russie veut réellement émerger comme un instrument de paix, elle doit convaincre M. Milosevic d'abandonner ses pognons, payer la voie au retour des Albanais et négocier un règlement politique pour le futur du Kosovo. »

Françoise Chipaux

DANS LA PRESSE

L'EXPRESS

Denis Jeambar

■ Dans ce énigmatique conflit des Balkans, les pays de l'OTAN se lancent, en vérité, dans leur première croisade armée pour les droits de l'homme. Milosevic le sanguinaire est, en soi, une cible et un chiffon rouge pour cette nouvelle morale. Mais l'Occident joue aussi à front renversé sur cette ligne de fracture traditionnelle entre la civilisation chrétienne, incarnée par les Serbes, et le monde musulman symbolisé par les Albanais du Kosovo. Pour que ce très vieux clivage ne revienne pas brouiller le dessin humanitaire et pacifiste des démocraties alliées, il faudra mener cette guerre jusqu'au bout.

LE NOUVEL OBSERVATEUR

Jean Daniel

■ Pour ce qui est du Kosovo, la leçon de l'histoire est enfin pour moi devenue assez claire. D'abord révoité - je le suis toujours - devant la façon irresponsable dont l'intervention alliée semblait avoir été pensée, j'ai fini, la mort dans l'âme, par me persuader, maintenant que cette intervention a commencé et depuis que l'on découvre la destruction méthodique des villages kosovars, de la nécessité suivante : pour sauver les Kosovars dont nous avons aggravé le sort, on ne peut plus éviter de faire une guerre totale contre ceux des Serbes qui demeurent encore envoltés par Milosevic. Le dieu Mars a des ruses qu'il faut parfois retourner contre lui.

LE POINT

Claude Imbert

■ Pour l'heure, l'essentiel, dans l'expédition balkanique, est de s'interdire tout irrésolution. Il faut hausser les épaules devant l'hostilité des communistes : ils insultent la résolution du pouvoir, mais gardent, au pouvoir, les mains dans le gilet. Il faut hausser les épaules devant les défaitistes de comptoir qui, selon l'usage, extrapolent sans fin sur des chiffres incertains et des données secrètes et inconnues. L'OTAN prend les moyens d'établir de force une trêve, un mandat, un tampon armé sur les zones explosives. Laissons lui le temps d'agir. L'essentiel est que, contre l'insupportable et les souffrances des peuples, l'Europe ne perde ni la tête ni le cœur. C'est

essentiel, aujourd'hui, pour eux. Et important, pour nous, demain.

L'EVENEMENT

Georges-Marc Benamou

■ Il y a un cauchemar kosovar. Il est clair, identifié, il se lit sur les visages de ces dizaines de milliers de fuyards en guérites qui, aujourd'hui, se réfugient en Albanie. Mais il y a aussi un cauchemar serbe, et la paix, demain peut-être, doit aussi permettre à ce peuple d'en sortir, de se réveiller, et contre lui-même s'il le fallait. C'est pour quoi il n'y aura pas de paix durable avant que le dernier résidu de fer du continent européen ne soit abattu. Avant que les Serbes ne soient débarrassés de leur propre cauchemar qui a pour nom Milosevic, afin qu'ils puissent rejoindre ce

continent européen, leur vraie patrie, dont ils ont trop longtemps été, pris qu'ils étaient dans leurs rêves morbides.

POLITIS

Bernard Langlois

■ Désastre, le mot est-il trop fort ? Présumé peut-être, si l'on se projette dans un avenir possible où, par réaction en chaîne, l'actuelle guerre en Yougoslavie s'étendrait à toute la région des Balkans, voire au-delà. Mais le pire n'est jamais sûr. Tant qu'elle est, après une semaine de bombardements, la situation justifie pourtant assez notre titre de couverture (Yougoslavie, le désastre). On laisse à d'autres les outrances agressives du genre : « Chirac-jospin en lueurs de civils innocents » (si, si, Marianne l'a osé !).

SUR LA TOILE

ETATS-UNIS

■ Le Sénat américain prépare un projet de loi qui vise à interdire à la FCC (Federal Communication Commission) d'adopter des règlements ayant pour effet d'augmenter le coût d'accès à Internet pour les particuliers. Les sénateurs semblent surtout décidés à empêcher les compagnies de téléphone d'introduire des systèmes de tarification basés sur le temps passé en ligne, comme dans les pays européens. Le projet de loi contient aussi des mesures incitant les compagnies de téléphone à mettre en place des connexions à haut débit. (AP)

NORD - PAS-DE-CALAIS

■ Les sites de la chambre régionale et des treize chambres de commerce et d'industrie du Nord - Pas-de-Calais se sont fédérés pour créer un moteur de recherche commun, qui permet de centraliser l'accès aux informations. www.nordpasdecalais.com

IMMOBILIER

■ La Société foncière lyonnaise a ouvert un site présentant son patrimoine immobilier parisien à louer. Chaque annonce comporte une photo de l'immeuble, un plan du quartier et un plan de l'appartement. www.lyonnaise-fonciere.com

myweb.worldnet.net/~apperrin

Trois mille cinq cents textes de chansons françaises mis en ligne sans se soucier des droits d'auteur

« VOUS CHANTONNEZ tout le temps, mais vous n'avez pas la mémoire des textes ? Ça peut s'arranger », Alain-Pierre Perin, un informaticien de vingt-cinq ans habitant la Touraine, affiche sur le Web tous les textes de chansons françaises qui lui tombent sous la main. En deux ans, il a ainsi réuni plus de 3 500 chansons de 178 interprètes contemporains. Tous les styles sont représentés, de Léo Ferré aux Chansonniers noirs et de MC Solaar à Boris Vian. Les vedettes comme Patrick Bruel, Francis Cabrel, Johnny Hallyday ou Claude Nougaro côtoient des artistes beaucoup moins médiatiques, et quelques noms franchement inconnus.

Alain-Pierre a ses préférences, bien sûr, mais en règle générale il prend ce qu'il trouve : « Je suis trop paresseux pour faire des investigations. » Résultat : il propose à ce jour 250 chansons de Michel Sardou, 231 d'Edith Piaf, 202 de Brassens et 114 de Renan, mais seulement trois d'Yves Montand ou de Françoise Hardy et une seule de Juliette Gréco.



Bien entendu, le site d'Alain-Pierre est illégal, car tous ces textes sont protégés par le droit d'auteur : « Je joue sur l'autorisation tacite des auteurs à me laisser publier leurs œuvres », autorisation d'autant plus facile à obtenir qu'en général il ne la demande pas. Après deux ans de vie tranquille, le premier in-

cident s'est produit en février, lorsqu'il reçoit une mise en demeure de la Fondation Jacques-Brel, exigeant qu'il retire immédiatement les 191 chansons de Brel présentes sur son site. Il s'exécute aussitôt, la mort dans l'âme : « C'est dur de voir le compteur tourner à l'envers. » Il sait que cette mésaventure peut se

reproduire à tout moment et a affiché sur sa page d'accueil un texte à l'intention des ayants droit : « Sachez que je ne chercherai pas à jouer au plus fin. Si tel est votre souhait, je retirerai l'œuvre tenante de ma page web. »

Cela dit, il reste persuadé qu'il ne fait rien de mal : « Mon site ne m'a jamais rapporté un sou. Je l'ai créé pour rendre hommage aux artistes et pour faire plaisir aux amateurs. Je reçois des lettres de toute la francophonie, des Etats-Unis, d'Australie. Les gens me remercient, car, grâce à moi, ils peuvent chanter en famille une chanson qui leur rappelle de bons souvenirs. » D'ailleurs, tous les auteurs ne lui sont pas hostiles. Ainsi, William Sheller, lui-même informaticien, semble apprécier son travail et l'a encouragé à continuer.

Malgré l'incertitude, Alain-Pierre va de l'avant. Il vient de mettre en ligne 189 textes de Charles Trenet et va s'attaquer à Enzo Enzo, à Alain Bashung et à l'intégrale de Barbara.

Yves Eudes

Abonnez-vous au Monde pour seulement **173^F** par mois

Bulletin à compléter et renvoyer accompagné de votre relevé d'identité bancaire ou postale à : LE MONDE, services Abonnements - 24, avenue du Général-Ledoux - 93048 Chantilly Cedex

Oui, je souhaite recevoir Le Monde pour 173^F (26,37€) par mois par prélèvement automatique.

□ M. □ Mme Prénom : _____ Nom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Localité : _____

Offre valable jusqu'au 31/12/99 en France métropolitaine pour un abonnement postal. BDTMCPA1

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR N° 134031	ORGANISME CRÉANCIER : LE MONDE 21 bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05
TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER	
Nom : _____	
Prénoms : _____	
N° : _____	Ville : _____
Code postal : _____	Code ville : _____
NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT DU COMPTE À DÉBITER (nom banque, CCP ou Caisse d'épargne)	
N° : _____	
Code postal : _____	
Code établissement : _____	
Code guichet : _____	
N° de compte : _____	
Code BIC : _____	

Je réautorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal Le Monde.

Je réautorise libre de suspendre provisoirement ou d'interrompre mon abonnement à tout moment.

Date : _____

Signature : _____

IMPORTANT : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postale, à votre autorisation. Il y en a un dans votre chèque.

Pour tout renseignement concernant le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement, etc : Téléphonez au 01 42 17 22 50 de 9h30 à 18h du lundi au vendredi.

Pour un changement d'adresse ou une suspension temporaire, un numéro exclusif : 0 803 022 024 (0,99€/min)

* Le Monde (USPS-008728) is published daily for \$ 6.92 per year. Le Monde 21, bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05. France, periodic postage paid at Champlain N.Y. and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919-1518

Pour les abonnements souscrits aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 2550 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23461-4253 USA - Tel.: 800-425-00-03

Rapport de patrouille

par Alain Rollat

NE VOUS FROISSEZ PAS, mon général, mais je vous informe que vous vous trompez de cible. Si vous voulez gagner cette guerre du Kosovo, ce n'est pas l'armée serbe qu'il faut bombarder, mais un simple mur de maçonnerie civile. Vous en trouverez les coordonnées dans le rapport des éclaireurs d'« Envoyé spécial » revenus, jeudi soir, de Pristina. Permettez-moi, au passage, de vous faire remarquer que, si vous aviez attendu le retour de cette patrouille, vous auriez compris l'inutilité d'engager l'aviation dans cette opération. Pour démolir ce mur, il suffit d'envoyer là-bas une section de maréchaux-piqueurs. Mais, tant que vous prévenez tout de suite, ce mur en cache un autre, omniprésent mais invisible, qu'aucune de vos armées ne pourra jamais détruire tant que les deux bellérophons locaux, qui l'ont édifié, ne se décideront pas eux-mêmes à l'abattre

avec leurs propres pioches. Ce qui implique qu'ils fassent, au préalable, la paix entre eux.

Je veux parler de ce monumental mur de bêtise collective sur lequel repose le mur de béton ethnique qui sépare, à l'intérieur des écoles de Pristina, les classes d'enfants serbes des classes d'enfants albanais. C'est là, et pas ailleurs, mon général, qu'a commencé le vrai crime contre l'humanité. De part et d'autre de cette cloison, sous prétexte d'identité culturelle, sous motif de discrimination, on a assassiné l'intelligence en pratiquant un boudage de crâne également partagé. Il n'y avait aucune différence de méthode ou de nature entre ces deux enseignements parallèles. De prétendus éducateurs, ici comme là, ont entreteints l'ignorance, instillé la peur, cultivé le rejet de l'autre, légitimé la violence, prêché la guerre sacrée. Pis, ils ont endoctriné ces enfants à la

demande de leurs familles. J'entends encore cette mère serbe : « Les Albanais n'ont aucune qualité, aucune sensibilité. Ils sont bornés, vulgaires. Ils ne sont pas complètement civilisés. Il n'y a pas longtemps, ils étaient encore des sauvages. » J'entends encore cette mère albanaise : « Les Serbes nous traitent comme des esclaves. Je serais fière si mon mari et mes enfants mouraient pour l'Albanie. » Ces deux femmes respirent le même fanatisme. Elles récoltent ce qu'elles ont semé.

Vous comprendrez donc, mon général, que je vous suggère de donner l'ordre de faire retraite. On ne renverse pas ce genre de mur avec des bombes. Seuls ceux qui s'y engouffrent ont le pouvoir d'en sortir. Ce n'est pas l'OTAN, mais l'Unesco qui devrait mener cette guerre. Ne comptez plus sur moi pour mourir pour Pristina. Je veux bien mourir pour la paix, mais pas pour la haine.

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

- 18.30 Nulle part ailleurs.
Invités : Ann Du Hong, Dave Mirra,
André Williams, Jean-Marie Bigard,
Yvonne Scio, Marine Tourné. Canal +
- 19.00 Tracks.
Rive droite, rive gauche.
Best of. Paris Première
- 19.15 et 0.15 Le Rendez-vous
de Ruth Elkrief, Jacques Doillon. LCI
- 19.30 Envoyé spécial, les années 90.
Khalid du Fie, Invité : Sabine
Michelet-Sonnet. Histoire
- 20.10 Le Talk Show. Invités : Zabou
Daniel Benouin, Jean-Claude Carrière
et Guy Bedel. LCI
- 20.55 Thalassa.
Les gardiens du pôle Nord. France 3
- 22.00 Rait pas rêver.
Turquie : Le supplice de Kangal.
France 1 : Le dernier suisse.
Inde : La mort du Drac.
Invité : Alain Lortet-Jacobin. France 3
- 22.55 Bouillon de culture.
Invité : Bronislaw Geremek. France 2
- 23.10 Sans aucun doute. Les scandales
de la chirurgie esthétique.
Invité : Le professeur Scandale. TF 1
- 23.30 Les Dossiers de l'Histoire.
[1/3] Le bûcher. France 3

DOCUMENTAIRES

- 20.15 Palettes.
Palettes en Toscane :
Les Scandales de San Romano. Arte

TÉLÉVISION

ARTE

- 20.45 Au-delà du silence.
C'est l'histoire d'une petite fille
qui, entendant et parlant parfaite-
ment, devient l'interprète de ses
parents sourds-muets. Un soir de
Noël, sa tante Clarissa lui fait ca-
deau d'une clarinette. Le monde
de la musique s'ouvre à l'enfant et
brise le silence qui l'entourait...
Ce premier film de la réalisatrice
allemande Caroline Link a la grâce
et la force d'un poème.

FRANCE 3

- 23.30 Hitler-Staline.
Liaisons dangereuses.
Ce documentaire, écrit par Thibaut
d'Oiron et Jean-François Delassus,
et réalisé par ce dernier, a déclen-
ché, lors de sa première diffusion,
en 1996, des critiques, qui se sont
amplifiées, un an plus tard, après
la publication du Livre noir du
communisme. En trois épisodes, il
détaille la collusion entre les ré-
gimes nazi et soviétique. Il est ac-
cablant pour le stalinisme.

FRANCE 2

- 0.35 Inside Daisy Clover.
Daisy Clover, qui vient d'avoir
quinze ans, vit avec sa mère féli-
cée dans une maison au bord d'une
plage et rêve de devenir chanteuse.
Elle est « découverte » par un pro-
ducteur qui, en deux ans, lui vol-
e son âme et détruit toutes ses il-
lusions. La mise en scène de Robert
Mulligan crée un monde à la limite
du fantastique où errent les fan-
tômes. La fin, avec ses ruptures de
ton, laisse pantois. En v.o.

FILMS

- 16.45 Le Cauchemar de Dracula.
Terence Fisher (Grande-Bretagne,
1958, v.o., 80 min). Ciné Cinéma 3
- 18.55 Je n'ai pas tué Lincoln.
John Ford (Etats-Unis, 1956, N., v.o.,
95 min). Ciné Classics
- 19.30 Gwendalina.
Alberto Lattuada (France - Italie, 1956,
N., 100 min). Cinétoile
- 20.55 Danse avec les loups.
Kevin Costner (Etats-Unis, 1993,
120 min). TSR
- 21.00 Le Crabe-tambour.
Pierre Schoendoerffer (France, 1977,
120 min). Ciné Cinéma 2
- 21.10 La Jeunesse Divorcée.
Mark Sandrich (Etats-Unis, 1934, N.,
v.o., 110 min). Cinétoile
- 21.20 L'Œil public.
Howard Franklin (Etats-Unis, 1992,
100 min). Cinétoile
- 22.10 Le Jour du vin et des roses.
Blaise Cendrars (Etats-Unis, 1962, N.,
v.o., 115 min). Ciné Classics
- 22.55 C'est arrivé demain.
René Clair (Etats-Unis, 1943, N.,
v.o., 135 min). Rue
- 23.00 La Marquise d'O.
Eric Rohmer (France - Allemagne,
1976, 110 min). Cinétoile

- 0.05 La Couronne noire.
Luis Savary (Espagne, 1952, N., v.o.,
100 min). Ciné Classics
- 0.15 Beau-père.
Bernard Blier (France, 1961,
120 min). Ciné Cinéma 3

- 0.35 Inside Daisy Clover.
Robert Mulligan. Avec Robert
Mulligan, Natalie Wood (Etats-Unis,
1966, v.o., 120 min). France 2

- 0.35 Le Cercle.
des portraits disparus.
Robert Mulligan (Etats-Unis, 1969,
95 min). Cinétoile

- 2.20 Muriel.
Alain Resnais (France - Italie, 1963,
120 min). Cinétoile

- 0.35 Inside Daisy Clover.
Robert Mulligan. Avec Robert
Mulligan, Natalie Wood (Etats-Unis,
1966, v.o., 120 min). France 2

- 0.35 Le Cercle.
des portraits disparus.
Robert Mulligan (Etats-Unis, 1969,
95 min). Cinétoile

- 2.20 Muriel.
Alain Resnais (France - Italie, 1963,
120 min). Cinétoile

FILMS

- 13.25 Service de nuit.
Jean Faurez (France, 1943,
N., 95 min). Ciné Classics
- 13.25 Jomani.
Joe Johnston (Etats-Unis, 1996,
100 min). Cinétoile
- 13.30 Paul aux Florida Beach.
Joe Johnston (Etats-Unis, 1992,
95 min). Cinétoile

- 15.00 La Couronne noire.
Luis Savary (Espagne, 1952, N., v.o.,
100 min). Ciné Classics

- 23.00 Je n'ai pas tué Lincoln.
John Ford. Warner Baxter, Gloria
Hunt (Etats-Unis, 1956, N., v.o.,
95 min). Ciné Classics

- 23.00 Crash.
David Cronenberg (Canada, 1996,
100 min). Cinétoile

- 23.00 Vivement dimanche.
François Truffaut (France, 1983, N.,
105 min). Cinétoile

- 23.00 Le Cauchemar
de Dracula.
Terence Fisher (Grande-Bretagne,
1958, v.o., 80 min). Cinétoile

- 23.00 Les Hommes
de l'ombre.
Lee Tamahori (Etats-Unis, 1996,
100 min). Cinétoile

- 23.00 Leprechaun.
Mark Jones (Etats-Unis, 1993,
90 min). Cinétoile

- 0.35 Le Petit Vagabond.
Antonio Del Amo (Espagne, 1956,
N., v.o., 100 min). Ciné Classics

- 0.45 Beau-père.
Bernard Blier (France, 1961,
125 min). Cinétoile

- 0.50 L'Œil public.
Howard Franklin (Etats-Unis, 1992,
100 min). Cinétoile

- 1.20 Don Juan.
Jacques Weber (France, 1998, N.,
100 min). Canal +

- 2.15 La Source du feu.
Irving Pichel (Lansing C. Holden
(Etats-Unis, 1935, N., v.o.,
95 min). Ciné Classics

- 2.35 La Bible.
John Huston (Italie, 1966, v.o.,
165 min). Cinétoile

- 3.50 La Marquise d'O.
Eric Rohmer (France - Allemagne,
1976, 105 min). Cinétoile

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

- 18.25 Excluzif.
19.05 Le Bûcher.
20.00 Journal, Météo.
20.50 Les Années Indes.
23.10 Sans aucun doute. Les scandales
de la chirurgie esthétique.
1.00 TF 1 nuit, Météo.

FRANCE 2

- 18.25 Hartley, cours à vie.
19.15 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.20 Qui est qui ?
20.00 Journal, Météo.
20.55 R. Planchon.
21.00 Descente de police.
22.55 Bouillon de culture.
0.10 Journal, Météo.
0.30 Ciné-club. Cycle Stars en miroir.
0.35 Inside Daisy Clover.
Film. Robert Mulligan (v.o.).

FRANCE 3

- 18.20 Questions pour un champion.
18.40 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.05 Cosby.
20.35 Tout le sport.
20.55 Thalassa.
Les gardiens du pôle Nord.
22.00 Rait pas rêver. Turquie : Le supplice
de Kangal. France 1 : Le dernier suisse.
Inde : La mort du Drac.
23.05 Météo, Soir 3.
23.30 Les Dossiers de l'Histoire.
Héro-Staline, liaisons dangereuses
[1/3] : Le bûcher.
0.25 Livre court.
La Couronne noire. L. Savary.
0.40 La Case de l'Oncle Doc.
Thérèse superstar.
1.35 Nocturnales. Jazz à volonté.
Le Carnegie Hall Jazz Band
au Festival de Marciac 1997.

CANAL +

- En clair jusqu'à 20.15
18.30 Nulle part ailleurs.
20.15 Football. Championnat de D 1.
Monaco - Marseille.
20.30 Coup d'envoi.
22.35 Le Boss.
Film. Philippe de Broca. O.
0.40 Football. Sochaux - Rennes.
2.20 Les Amateurs.
Film. Alan Taylor. O.

FRANCE 2

- 17.20 Les Dessous de Veronica.
18.00 D'ailleurs.
18.45 Friends.
19.14 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.15 Le monde est petit.
19.45 et 20.45 Tirage du Loto.
19.50 Politiquement correct.
20.00 Journal, Météo.
20.55 Les Années Match.
23.40 Tout le monde en parle.
1.15 Journal, Météo.
1.35 Friends. Celui qui oublie
un bébé dans le bus. O.

FRANCE 3

- 15.40 Couleur pays.
18.10 Expression directe.
18.20 Questions pour un champion.
18.40 Un livre, un jour. O.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.10 Le Feuilleton de la vie. [58].
20.35 Tout le sport.
20.55 Le Refuge.
20.55 Chiffres et soup.
22.35 Tibet, la route de l'espoir.
23.30 Météo, L'Europe, Soir 3.
23.55 Qu'est-ce qu'elle dit, Zanée ?
0.30 Saturnales. Journal des spectacles.
0.40 Un air de famille. [1/2].
1.10 Les Leçons de téniers.
Téléfilm. Christian Chaudet. O.

CANAL +

- 16.05 Basket-ball.
17.00 Artiss.
17.25 Ned et Stacey.
En clair jusqu'à 20.05
17.55 Décade pas Bonny.
18.30 Toonsylvania.
19.00 T.V.
20.04 Jean-Luc et Falpasse.
20.05 Daria.
En clair jusqu'à 20.35
20.30 Le Journal du cinéma.
20.35 Samedi comédie.
20.55 Barmes.
Victime de la mode.
21.30 Spill City. Petit redressement. O.
21.40 A la une.
Coups de presse. O.
21.40 South Park. Chef Aid. O.
22.05 Jour de fou.
22.50 Supplément détachable.
Portraits de femmes sans tabou.
Mères solidaires. M et Mme Gardénia.
L'amour, c'est une question de goût.
0.00 Le Journal du hard.

SIGNIFICATION DES SYMBOLES

Les codes du CSA

- O Tous publics
O Accord parental souhaitable
O Accord parental indispensable
ou interdit aux moins de 12 ans
O Public adulte
Interdit aux moins de 16 ans
O Interdit aux moins de 18 ans

ARTE

- 19.00 Tracks.
19.45 Météo, Arte Info.
20.15 Palettes. Palettes Uccello (1397-1475).
20.45 Au-delà du silence.
Téléfilm. Caroline Link. O.
22.35 Contre Poub.
22.40 Grand format.
Do San, le dernier film.
0.20 Scotland Yard contre X.
Film. Basil Dearden (v.o.). O.
1.50 Les Dessous des cartes.
L'Ukraine, un pivot géopolitique ?

M 6

- 19.20 Mariés, deux enfants. O.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.05 La Route de votre week-end.
20.10 Notre belle famille. Amour fou. O.
20.40 Décrochage Info.
Politiquement correct.
20.45 Question de métier.
20.50 Les Roses du mal.
Téléfilm. Marjorie David Vajda. O.
22.40 X-Files, l'intégrale.
Les petits hommes verts. O.
L'Ohio. O.
0.30 Le Live du vendredi.
Joe Cocker, Night Calls.

RADIO

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Agora. Spécial géologie [58].
21.00 Black And Blue. Dans le sillage
du pilote. Les grands batteurs
de Big Band dans les années 50.
22.10 Filadelfie.
Photo de famille, de Jan Milcik.
23.00 Nuits magnétiques. [2/2].

FRANCE-MUSIQUE

- 20.05 Concert franco-allemand.
Par le Chœur de la Radio de Berlin
et l'Orchestre symphonique de Berlin,
dir. Michael Gienel : La Passion selon
Saint-Matthieu, de Bach.

RADIO CLASSIQUE

- 20.15 Les Solistes. Quatuor op. 54 n° 2,
de Haydn, par le Quatuor Lindsay.
20.40 Murray Perahia.
Œuvres de Mozart, Schubert,
Mendelssohn, Bach, etc.
23.00 Volants. Opéra de Tchaïkovski.
Par le Chœur et l'Orchestre
du Kirov, dir. V. Gergiev.

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

- 12.10 et 17.10 Le Monde des idées.
Le monde de la guerre.
Invités : Pierre Hassner
et Pierre Vidal-Naquet. LCI
- 21.30 Danse, la passion
d'une vie. Forcem Planète
- 23.25 Atlatik, père de la Turquie
moderne. Forcem Planète

MAGAZINES

- 13.45 Les Grandes Enigmes
de la science.
L'exposition : De la Dynamite
au Big Bang. France 2
- 14.15 Bouillon de culture.
Invité : Bronislaw Geremek. TV 5
- 16.30 Le Magazine de l'Histoire.
Invité : Alain Gervais-Stama.
Marie-Anne Meunier Bonazzi.
Pierre Chuvp. Histoire
- 17.00 Courts particuliers.
Jean-Jacques Beineix. Paris Première
- 17.30 Envoyé spécial, les années 90.
Rituel du rite. Histoire
- 18.15 D'un monde à l'autre.
Les sectes au travail. TV 5
- 19.00 Histoire parallèle.
Semaine du 3 avril 1949 - 1949,
don ou commerce du sang ? Arte
- 20.40 Planète animal.
L'arche, 2000 ans après [12/16]. TMC
- 21.05 Thalassa. La Pays France. TV 5
- 21.45 Métropolis.
Théâtre : Le Berliner Ensemble.
Helsinki : La culture «off». Arte
- 21.45 Planète Terre. L'Ouest américain
[48] : Défilés indiennes [1/2]. TMC
- 22.15 Envoyé spécial.
Spécial guerre au Kosovo.
Les dévotions de l'ADN.
Réactions en chaînes.
R. : Prisonniers de la voile. TV 5

DOCUMENTAIRES

- 17.25 Sur les chemins du monde.
Les Akhas du triangle d'or.
Une double mort. La Cinquième
- 17.25 Sur les traces de la nature.
[3645]. L'équipe de nuit. Planète
- 17.45 Tracks. [1/4].
Colapagos, paradis perdu. TSR
- 19.15 Belcamto. Slezak, 1873-1946. Muzik
- 19.40 Les Grandes Batailles du passé.
[22/28]. Solférino. Planète
- 20.00 Qu'est-ce qu'on mijote
en Israël ! Odysée
- 20.10 Le Feuilleton de la vie.
Au cœur de la vallée. [58]. France 3
- 20.35 Dancing in the Street.
[47/50]. Eight Miles High. Planète

MUSIQUE

- 18.00 Jazz Open 1996.
Scout 24
- 18.30 Bach. La Passion selon saint Jean.
Par le Concerto Musico de Vienne,
dir. Nikolaus Harnoncourt. Mezzo

MAGAZINES

- 20.40 L'Aventure humaine. Palettes, Piero
diagonale : «La Flagellation». Arte
- 20.50 Toutes les drogues du monde.
Solutions de rechange. Odysée
- 21.20 Inde, naissance d'une nation.
La démocratie. Odysée
- 21.35 Promenades sous-marines.
[362]. Mystères aux Caraïbes. Planète
- 21.50 Le Feu de la Terre. [34].
Le triangle de l'Algar. Odysée
- 21.55 Actor's Studio.
Matt Dillon. Ciné Classics
- 21.55 Madon Brando.
Pindompté. Canal Jimmy
- 22.05 Bob Denard.
conseil de la République. [2/2]. Planète
- 22.30 Atlatik. Forcem Planète
- 22.35 Tibet, la route de l'espoir. France 3
- 23.00 Mémoires d'immigrés. L'héritage
maghrébin. [1/3]. Les pers. Planète
- 23.00 Les Descendants. [8/13]. Les pers.
ou l'histoire d'une amitié. Histoire
- 23.55 Un autre futur.
L'Espagne rouge et noire. [1/4].
Je demande la parole. Planète
- 0.00 Les Chrétiens d'Orient.
[3 et 4]. Histoire
- 0.20 Music Planet. The Beach Boys.
Endless Harmony. [1/2]. Arte
- 0.30 La Piste malacalaise. TMC
- 0.40 Portraits de gangsters.
[3/10]. Mickey Cohen. Planète
- 0.40 La Saga de la F 1. Alain Prost,
le professeur. Canal Jimmy

SPORTS EN DIRECT

- 14.00 Rugby. Top 16. Canal +
- 14.30 Tennis. Coupe Davis.
Suisse - Italie : double. TSR
- 15.05 Tennis. Coupe Davis.
France - Pays-Bas : double. France 2
- 15.30 Curling.
Championnats du monde. Canada -
Suisse. Eurosport
- 17.55 Football. Championnat de D 2.
Châteauneuf - Troyes. Eurosport
- 20.30 Jet ski.
Indoor de Berg. Paris Première
- 20.30 Basket. Pro-A (Play-off).
Quart de finale retour.
Le Mans - Cholet. Eurosport
- 22.30 Golf.
Bell South Classic. AR Sport

MUSIQUE

- 18.00 Jazz Open 1996.
Scout 24
- 18.30 Bach. La Passion selon saint Jean.
Par le Concerto Musico de Vienne,
dir. Nikolaus Harnoncourt. Mezzo

MUSIQUE

- 21.00 Béla Fleck & The Flecktones.
Concert enregistré au Spectrum,
à Montréal en 1998. Muzik
- 22.05 Mazon Lescat. Par l'Orchestre
philharmonique de Londres.
John E. Condon. Paris Première
- 22.45 La Passion selon saint Jean.
de Bach. Par le Concerto Musico de
Vienne et le Tölzer Knabenchor.
dir. Nikolaus Harnoncourt. Mezzo
- 23.00 La Pastorale, de Beethoven.
Par l'Orchestre national de Lille,
dir. Jean-Claude Casadesu. Muzik
- 0.30 Le Live du vendredi.
Joe Cocker, Night Calls.
Dorland 1992. M 4

TÉLÉFILMS

- 20.30 Mort d'un conquérant.
Henry Chabert. Festival
- 20.45 Au-delà du silence.
Caroline Link. Arte
- 20.55 Soirée sitcom.
Télé
- 22.40 X-Files. Les petits hommes
verts. L'Ohio. O.
- 0.20 Friends. The One with Chandler's
Work Laugh (v.o.). Canal Jimmy
- 0.45 Star Trek, Deep Space Nine.
Intrusion (v.o.). Canal Jimmy
- 1.30 Star Trek.
la nouvelle génération.
Interface (v.o.). Canal Jimmy

SÉRIES

- 19.45 La Vie à cinq.
La soirée bisessuelle. Télé
- 20.00 3^e planète après le Soleil.
Dick on a Roll (v.o.). Série Club
- 20.05 Daria.
Les joies du piercing. O. Canal +
- 20.35 Cadfael. La Foire
de Saint-Pierre. O. Ciné Cinéma 5
- 20.40 New York Undercover.
Vendetta. C'est un crime. 13^e Rue
- 21.00 Cop Rock. Bang the Pats.
Sloppy (v.o.). Canal Jimmy
- 22.20 High Incident. Médecin légiste
au repos (v.o.). 13^e Rue
- 22.25 The Practice. Etas d'urgence.
Stratigie. Série Club
- 23.50 Star Trek, Deep Space Nine.
Intrusion. Canal Jimmy
- 1.35 Friends. Celui qui oublie un bébé dans
le bus (v.o.). France 2

CINÉ CINÉMA 3

- 23.00 Le Cauchemar
de Dracula.
Terence Fisher reconsidère le
mythe du vampire. Jonathan Her-
ker vient au château du comte
Dracula pour détruire le dernier
descendant des vampires. Le
comte le mord. Jonathan devient
vampire. Pour le délivrer, le doc-
teur Van Helsing lui enfonce un
pieu dans le cœur. Puis sa fiancée
est, à son tour, vampirisée. Une
troubante fascination. En v.o.

هكذا من الأمل

En Euroguerre

par Pierre Georges

BELGRADE. Comme si on y était. Sans y être évidemment. Chronique d'un reportage au bureau, comme d'un voyage en chambre. Sur le canal 28 du circuit intérieur, Le Monde reçoit la RTS, la chaîne de radio-télévision officielle serbe. Les images sont parfaites. Le son aussi. A cette nuance près, sur ce dernier point, que cela ne sert pas à grand-chose à qui ne parle pas un mot de serbe. Sauf pour la musique essentielle pour ce qui ressemble parfois à un clip étrange, totalement contemporain, bien fait, façon M6 revisité propagande de guerre.

Il est 8 h 30. La journaliste enchaîne sujets et reportages. Avec virtuosité. La RTS a du rythme et de l'allure, pas du tout l'antique machine à bourrage de crâne, manipulée par quelques vigiles de la censure ou quelques culottes de peau en uniforme de speaker, qu'on voudrait, bien imprudemment, imaginer.

La RTS n'a pas de ces naïvetés-là. Si elle fait la guerre, et elle la fait, c'est avec son temps et les moyens de son temps. Médiatiquement, avec tous les moyens de l'outil télévisuel, toute sa modernité aussi. C'est ce qui frappe d'abord. Les images en provenance de Belgrade nous arrivent en miroir. Comme pour dire : « Voyez si votre ennemi vous ressemble. Voyez s'il est européen et moderne, et inscrit dans votre, dans notre époque ». Comme pour signifier, en permanence, que les Alliés se sont trompés et d'ennemi, et de continent.

A oser, ces images font penser à la guerre en Eurovision, un peu comme ce fameux concours de la chanson qui, annuellement, fabrique une Europe de palettes et de guimauve : « Bonjour Paris, ici Belgrade ! voici les résultats du jury yougoslave ! » Sauf qu'il ne s'agit pas de cela, mais d'Euro-

guerre. Et quand chanson, il y a, ou musique, c'est dans un remarquable mélange des genres, l'immortelle Serbie sur fond de hard rock, ou les chants patriotiques sur fonds de vertes vallées et de lacs tranquilles. Les monteurs de la RTS ont fait un vrai travail de montage de guerre, de paix et de guerre, des soldats, parfois, au pas des soldats, des civils, beaucoup, à la vie des civils.

Il est 8 h 30. Et les caméras de la RTS sont allées dans une école maternelle de Belgrade. Les enfants, les institutrices, les locaux, les jeux, les étagères de livres, honnêtement s'il existe une école maternelle, rue Claude-Bernard, elle ressemble comme une sœur à celle de Belgrade. Puis soudain la caméra bascule, et en contre-champ l'on voit nettement, sur le dos des enfants, ou sur leur poitrine, cette cible de papier, cette fameuse « target » que tout un peuple porte comme une étoile de guerre ou un défi.

Les caméras de la RTS basculent toujours, paix, guerre. Ainsi cet autre reportage, ce débris d'ailé d'avion qui aura fait beaucoup d'usage. Admirablement réalisé lui aussi. Un paysan avec son cheval de trait tire les débris de l'avion américain. Il le tire à l'ancienne. Voici, pour l'immortelle Serbie, le sort et le mépris que l'on réserve à la puissance technologique. Et puis bascule, à côté du paysan, un militaire, avec un téléphone satellitaire. Tout est dit. Les images défilent, les trois prisonniers américains comme trois lanciers de Belgrade au visage tuméfié. Les visiteurs du président, ceux du Vatican, les hiérarques orthodoxes, la rencontre, non datée à l'écran, avec Ibrahim Rugova. Et même, même, un reportage dans une gare sur des réfugiés kosovars.

Les promesses envolées des responsables politiques sur la reconnaissance du génocide arménien

Des associations organisent une marche qui partira, le 24 avril, de Lyon en direction du Sénat

LES MINISTRES et députés français sont fair-play. Lors de la séance des questions au gouvernement, mercredi 31 mars – soit quelques heures à peine avant le coup d'envoi de la rencontre de football France-Arménie –, ils se sont levés d'un seul élan lorsque le président de l'Assemblée nationale, Laurent Fabius, a souhaité la bienvenue à une délégation parlementaire conduite par son homologue arménien, Khosrov Haroutunian. L'ovation qui lui a été réservée fut à la mesure... du poids électoral que représente la communauté française d'origine arménienne.

Quelques documents, soigneusement consignés au secrétariat parisien de la Coordination pour la reconnaissance du génocide arménien, témoignent toutefois – s'il en était besoin – qu'il est plus facile d'applaudir et de promettre que d'agir. On y trouve ainsi une lettre de Christian Poncelet, en date du 10 décembre 1982, adressée au Collectif des femmes arméniennes. Seize ans avant de démissionner, René Monory, le sénateur RPR des Vosges transmettait une copie de la

question écrite qu'il avait adressée au ministre socialiste des affaires étrangères, Claude Cheysson, sur « la problème, non encore résolu à ce jour, de la reconnaissance juridique du génocide du peuple arménien ».

« LE REFUS DE LA TURQUIE » Neuf mois plus tard, le même collectif recevait un autre message de soutien, en provenance, cette fois, de l'Elysée. Alors conseiller technique pour les relations extérieures au secrétaire général de la présidence de la République, Hubert Védrine affirmait : « Le gouvernement français n'a cessé de considérer le drame de 1915 pour ce qu'il est, c'est-à-dire un génocide. » « Les autorités turques sont parfaitement informées du jugement de la France, qui regrette le refus persistant de la Turquie actuelle de reconnaître les faits », ajoutait celui qui deviendra ministre des affaires étrangères quatorze ans plus tard.

Au printemps 1995, les deux candidats en lice pour le second tour de l'élection présidentielle répondaient par écrit au questionnaire qui leur avait été adressé par le Comité de

défense de la cause arménienne. Prudemment, Jacques Chirac se refusait à trancher le « débat juridique » de la reconnaissance du génocide, et se prononçait en faveur d'un « travail éminemment pédagogique de diffusion à tous les niveaux de la société du débat historique ». Le candidat Jospin était autrement catégorique. « Ma position, explique-t-il, s'inscrit dans le droit fil de celle de François Mitterrand, qui déclarait le 29 avril 1981 : "Il n'est pas possible d'effacer les traces du génocide (...)". » M. Jospin indiquait qu'il veillerait « à ce que soit mise en discussion et adoptée dans les meilleurs délais » une proposition de loi susceptible d'être adoptée au cas de l'Arménie les dispositions de la loi Gayssot du 13 juillet 1990.

Le 29 mai 1998, les députés ont adopté à l'unanimité une proposition de loi d'origine socialiste reconnaissant « publiquement » le génocide arménien de 1915. Contrairement à ce qu'il avait initialement indiqué, le gouvernement, soumis aux pressions de la Turquie, a renoncé à inscrire ce texte à l'ordre du jour prioritaire du Sénat.

Ce dernier a décidé à son tour, le 24 mars, après deux auditions de M. Védrine devant sa commission des affaires étrangères, de ne pas examiner cette proposition de loi dans le cadre de la séance mensuelle réservée aux textes d'initiative parlementaire.

Deux semaines auparavant, le premier ministre, Lionel Jospin, avait, en réponse à une lettre de Yonki Djorkaeff... renvoyé la balle dans le camp du Sénat. Quelques lignes manuscrites agitaient la sobre évocation de « l'article 48, 3^e alinéa de notre Constitution » : assurant le footballer de son « soutien (...) sportivement admiratif », le chef du gouvernement évoquait, en post-scriptum, la victoire de l'équipe de France sur l'Angleterre – « Bravo pour Wembley ». Tant pis pour la proposition de loi. Le 24 avril, une marche d'associations arméniennes partira de Lyon en direction du Sénat pour protester contre le « cynisme » du gouvernement et des locataires du palais du Luxembourg. Arrivée prévue à la mi-mai.

Jean-Baptiste de Montvalon

Les poissons d'eau douce de trois pays africains retirés du commerce

LA COMMISSION européenne vient d'interdire les importations des produits de la pêche d'eau douce des pays bordant le lac Victoria (Ouganda, Kenya, Tanzanie) à la suite d'informations des autorités ougandaises faisant état d'intoxications alimentaires. Les poissons concernés étaient contaminés par des résidus de pesticides. En France, les ministères de l'Agriculture, de la Santé et du Commerce ont pris, jeudi 1^{er} avril, un arrêté visant à retirer du marché ces produits. Les principaux produits concernés sont les filets de perches du Nil, frais ou surgelés. Les denrées en cause peuvent être identifiées par la présence sur leur étiquetage d'une dénomination incluant « perches du Nil » ou le nom de l'espèce en latin (*Lates niloticus*). Aucun incident lié à la consommation de ces produits n'a été signalé en France, mais les ministères recommandent malgré tout aux consommateurs qui détient ces poissons de ne pas les consommer et de les jeter.

Annulation de la mise en examen du substitut Albert Lévy

LA CHAMBRE D'ACCUSATION de Paris a annulé, jeudi 1^{er} avril, la procédure instruite contre l'ancien substitut du procureur de Toulon (Var) Albert Lévy. Cette annulation commence le jour du « transport du juge d'instruction Marie-Paule Moracchini, à Toulon, lorsqu'elle l'a mis en examen » le 6 septembre 1998, a déclaré M. Alain Jakubowicz, un des avocats de M. Lévy. Selon lui, la chambre d'accusation a estimé « qu'à partir du moment où elle était à Toulon la juge d'instruction aurait dû procéder elle-même aux auditions plutôt que de les faire faire par les gardes ». Aujourd'hui substitut à Lyon (Rhône), M. Lévy n'est plus mis en examen pour violation du secret de l'instruction ni placé sous contrôle judiciaire. Le juge d'instruction reprochait à M. Lévy, ainsi qu'à deux officiers des renseignements généraux, d'avoir donné à un journaliste de Nice-Matin un procès-verbal d'audition extrait d'une enquête sur la mairie de Toulon. M. Lévy avait été soutenu par le Syndicat de la magistrature (SM, gauche).

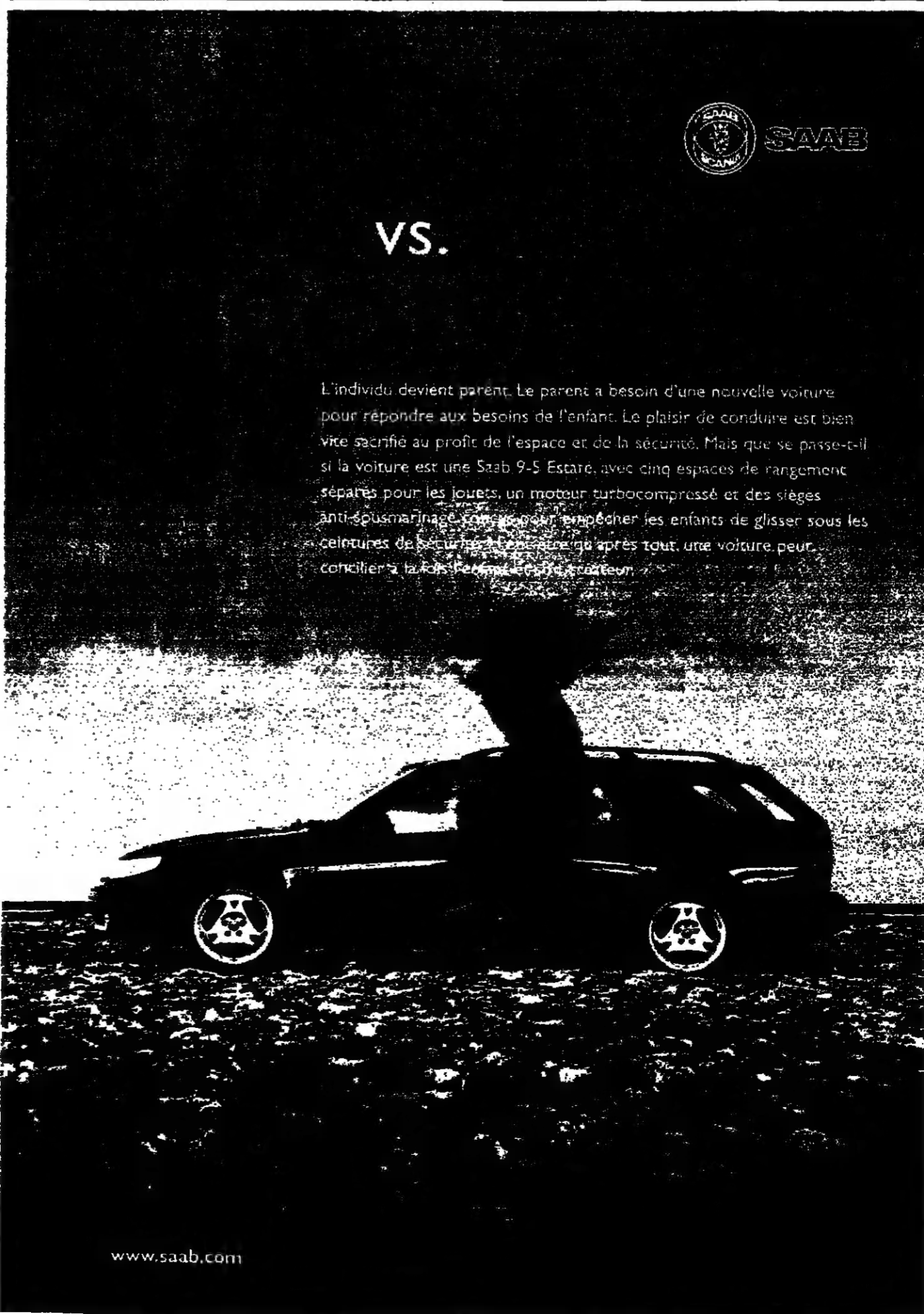
DÉPÊCHES

■ **SONDAGE** : les cotes de confiance de Jacques Chirac et Lionel Jospin sont en légère baisse, selon le dernier sondage de la Sofres (réalisé du 24 au 26 mars auprès de 1 000 personnes) publié par Le Figaro-Magazine du 2 avril : le chef de l'Etat recueille 53 % d'opinions positives (en baisse de 2 points par rapport à mars) tandis que le premier ministre est approuvé par 61 % des personnes interrogées (en baisse de 1 point).
■ **AGRICULTURE** : Luc Guyau a été réélu président de la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles), jeudi 1^{er} avril. Dominique Chardon est secrétaire général, Didier Marteau, Jean-Michel Lemetayer et André Thévenot secrétaires généraux adjoints.
■ **ISLAM** : le conseil municipal de Strasbourg débata, lundi 12 avril, de la construction d'une mosquée centrale dans l'agglomération. La ville appuiera le projet en offrant un terrain et en subventionnant 10 % de la construction. Cette délibération est devenue possible après le rapprochement de deux projets concurrents : l'Institut musulman d'Europe d'Ali Bouamama et la grande mosquée du recteur Abdallah Boussof. (Corresp.)

Tirage du Monde daté vendredi 2 avril : 548 884 exemplaires

VS.

L'individu devient parent. Le parent a besoin d'une nouvelle voiture pour répondre aux besoins de l'enfant. Le plaisir de conduire est bien vite sacrifié au profit de l'espace et de la sécurité. Mais que se passe-t-il si la voiture est une Saab 9-5 Estate, avec cinq espaces de rangement séparés pour les jouets, un moteur turbocompressé et des sièges anti-gémissements pour empêcher les enfants de glisser sous les ceintures de sécurité ? Après tout, une voiture peut concilier la joie de conduire et la sécurité.



www.saab.com

هكذا من الأصل